

De la Législation sur l'Aliénation Mentale

Au double point de vue
de la sauvegarde de la liberté individuelle
et de la protection des biens

SA CRITIQUE ET SES RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le Samedi 7 Juillet 1906 à 1 heure 1/2

PAR

Joseph GROSJEAN

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE BAUME-LES-DAMES

Sous la présidence de M. LOUIS-LUCAS, professeur

Suffragants : MM. DUVERDIER de SUZE, professeur

Eugène GAUDEMET, professeur.



DIJON

IMPRIMERIE TYPO-LITHO H. SIRODOT-CARRÉ

40, Rue Amiral-Roussin, 40

1906

De la Législation sur l'Aliénation Mentale

Au double point de vue
de la sauvegarde de la liberté individuelle
et de la protection des biens.

SA CRITIQUE ET SES RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le Samedi 7 Juillet 1906 à 1 heure 1/2

PAR

Joseph GROSJEAN

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE BAUME-LES-DAMES

Sous la présidence de M. LOUIS-LUCAS, professeur

Suffragants : MM. DUVERDIER de SUZE, professeur

Eugène GAUDEMET, professeur.



DIJON

IMPRIMERIE TYPO-LITHO H. SIRODOT-CARRÉ

40, Rue Amiral-Roussin, 40

1906

A MON PÈRE

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉLIMINAIRES. — 1. — De l'aliénation mentale en général. — Ce qu'elle est, ses effets, ses espèces. — Essai d'une définition d'après l'expérience et la science médicale. .	1
2. — Histoire de l'aliénation mentale au double point de vue de la sauvegarde de la liberté individuelle et de la protection des biens, jusqu'au Code civil.	
a) Droit romain	9
b) Ancien droit.	16
c) Droit intermédiaire	22
TITRE I. — Régime du Code civil.	
<i>Section A. — Catégories d'aliénés dont s'occupe le Code.</i>	24
§ 1. — Des interdits judiciaires	26
§ 2. — Des faibles d'esprit.	55
<i>Section B. — Catégories d'aliénés dont ne s'occupe pas le Code.</i>	64
Leur incapacité de fait. — Valeur juridique de leurs actes. — Caractères de la nullité qui les frappe	79
TITRE II. — Régime et économie de la loi de 1838	83
Chapitre 1^{er}. — Des mesures destinées à protéger la liberté individuelle, d'après la loi de 1838.	
<i>Section I. — Des établissements d'aliénés.</i> . .	86
Du traitement à domicile:	90
<i>Section II. — Du placement.</i> 1 ^o volontaire. .	94
2 ^o d'office	100
<i>Section III. — Du séjour dans l'asile</i>	105
Des visites accordées à certaines personnes	106

	Pages
<i>Section IV. — De la sortie</i>	
§ 1. Personnes qui peuvent la requérir . .	111
§ 2. Personnes qui peuvent l'ordonner . .	114
Appendice. — Rôle pratique du Procureur de la République en ce qui concerne la liberté individuelle de l'interné	120
Chapitre II. — Des mesures légales destinées à protéger les intérêts pécuniaires des aliénés d'après la loi de 1838	123
<i>Section I. — Capacité des aliénés internés</i>	
Sort des actes par eux accomplis.	124
De la prescription et des caractères de l'action en nullité	134
Des significations faites à l'aliéné placé. .	136
<i>Section II. — Des charges et fonctions organisées pour protéger les intérêts pécuniaires des internés :</i>	
1 ^o De l'administrateur provisoire.	144
De sa responsabilité et de l'hypothèque sur ses biens.	154
2 ^o Du mandataire ad litem.	157
3 ^o Du curateur à la personne.	159
4 ^o Rôle du Parquet	162
TITRE III. — Critiques et réformes de la législation sur l'aliénation mentale . . .	164
Chapitre I. — Relativement à la sauvegarde de la liberté individuelle.	
<i>Section I. — Des lieux où les aliénés pourraient être soignés.</i>	
	169
<i>Section II. — Du placement.</i>	
	178
§ 1. — Diverses sortes de placement. . . .	179
§ 2. — Conditions communes à tout placement.	180
§ 3. — Autorité susceptible d'intervenir lors de tout placement — Systèmes : administratif, judiciaire et mixte.	186

	Pages
§ 4. — Système que nous proposons.	
a) du double certificat.	200
b) du Juge des aliénés	206
c) de la Commission des aliénés. . . .	214
<i>Section III. — De la sortie de l'aliéné interné.</i>	224
<i>Section IV. — Organes de contrôle et de surveillance d'après les desiderata nouveaux .</i>	230
Chapitre II. — Relativement à la protection des intérêts pécuniaires	241
<i>Section I. — De l'administration des biens</i>	
A) — administration provisoire.	242
B) — administration définitive	258
C) — système que nous proposons	262
<i>Section II. — De la capacité juridique de l'interné.</i>	268
§ 1 — Revue de la législation et des projets.	270
§ 2 — Système que nous proposons. . . .	289
CONCLUSION.	300
LÉGISLATIONS ETRANGÈRES	
Allemagne	303
Angleterre	310
Belgique	316
Espagne	318
Italie.	319
Suisse	321
Bibliographie.	327

ERRATA

Page 16, ligne 9: en supprimant le mot *donc*, lire: l'aliénation des biens du fou devait, en général, être précédée.

Page 31, ligne 16, au lieu de: (art. 890 C. P.), lire: (art. 890 P. C.)

Page 32, ligne 8, lire: le conseil de famille qui est appelé à donner son avis.

Page 35, ligne 16: au lieu de: 893, lire 894, et, ligne 20, au lieu de: *puissent*, lire: *pussent*.

Page 36, ligne 13, au lieu de: 6 jours, lire: 10 jours.

Page 47, ligne 16, au lieu de: art. 501, lire: art. 502.

Page 48, ligne 30, au lieu de: cet article, lire: l'art. 175.

Page 50, ligne 20, au lieu de: que *c'est*, lire: *que la reconnaissance d'un enfant naturel*.

Page 55, ligne 9, au lieu de: *qui sont*, lire: *ce sont*.

Page 63, ligne 15, au lieu de: *législature*, lire: *législation*.

Page 74, ligne 29, au lieu de: *venue*, lire: *venu*.

Page 87, ligne 12, au lieu de: *d'Armentières*, lire: *Armentières*.

Page 128, ligne 12, au lieu de: *Hue*, lire: *Huc*.

Page 135, ligne 9, au lieu de: pour faire courir, la prescription, lire: *pour faire courir la prescription*.

Page 139, ligne 8, au lieu de: art. 686 P. C., lire: art. 68 P. C.

Page 147, ligne 17, au lieu de: établissement *privé*, lire: établissement *public*.

Page 147, ligne 29, au lieu de: *on ne pourrait pas par un régime*, lire: *on ne pourrait pas remplacer cette administration provisoire par un régime*.

Page 159, ligne 11, au lieu de: art. 23, lire: art. 33.

Page 165, ligne 13, au lieu de: *possibles pour le législateur*, lire: *possibles pour que le législateur*.

Page 166, ligne 5, au lieu de: *n'était que*, lire: *n'était pas*.

Page 222, dernière ligne, au lieu de: *que le juge pour*, lire: *que le juge, pour*.

Page 224, ligne 22, au lieu de: *concomitante*, lire: *concomitante*.

Page 243, ligne 8, lire: établissement d'aliénés *privé*.

Page 248, ligne 24, au lieu de: *que ceux de tuteur de l'interdit*, lire: *que ceux du tuteur de l'interdit*.

Page 258, dernière ligne, au lieu de: 1839, lire: 1838.

Page 270, ligne 24, au lieu de: *la question de déplacement*, lire: *la question de placement*.

PRÉLIMINAIRES

I. — De l'aliénation mentale en général: Ce qu'elle est; ses effets; ses espèces. — Essai d'une définition d'après l'expérience des âges et les données de la science médicale.

L'aliénation mentale est susceptible de tant de complications qu'il est difficile d'en donner une définition embrassant toutes les hypothèses qu'elle est capable de comprendre.

Tous les auteurs, malgré leur diversité de vue et la différence des définitions qu'ils tentent, adoptent un point de départ commun, c'est que l'aliénation mentale résulte de la cessation de l'équilibre des facultés intellectuelles; qu'elle consiste dans l'absence totale ou partielle d'une des nobles qualités qui mettent l'homme à la tête de la création.

L'aliéné, le fou, le dément ou le maniaque, suivant que l'on qualifie celui qui ne jouit plus des facultés qui sont communes et normales à la plupart des êtres humains, a existé de tout temps: aussi la science du droit, en s'occupant des personnes juridiques n'a pu laisser en dehors de ses préoccupations celui qui est privé en tout ou en partie de sa raison, qui ne connaît ni ses devoirs ni ses droits envers la société ou envers lui-même, qui, en un mot, est un danger pour l'une et un insouciant pour sa propre chose.

A toutes époques, on trouve des règles variables

suivant l'état de civilisation, les idées religieuses et le progrès accompli par la médecine, qui ont pour but d'établir et de régler la situation juridique des aliénés.

L'aliéné atteint dans la partie capitale de son individualité, déchu de ses qualités d'homme, est incapable de diriger lui-même sa vie et impose à la société des droits et des devoirs incontestables.

En tant que danger public, l'aliéné doit être l'objet d'une surveillance et de mesures spéciales : le fou le plus calme peut, en effet, agir sous le coup d'une crise spontanée et être parfaitement irresponsable de son action au point de vue pénal. En dehors de toute violence, son influence, toujours néfaste sur les foules, produit les plus graves perturbations. Il importe donc que la société prenne des mesures contre les aliénés et qu'elle empêche leur libre divagation.

Mais si la société a le droit de se garantir contre les agissements des fous, de les considérer à juste titre comme irresponsables et de les sequestrer dans des maisons d'aliénés, elle doit aussi, par voie de conséquence, les entourer d'une protection tutélaire, en les soumettant à un traitement efficace et en déterminant préalablement les conditions dans lesquelles ils seront internés. C'est là le caractère positif de son intervention. Mais elle a en outre un caractère négatif, en ce sens qu'elle ne doit pas permettre la séquestration d'individus non aliénés. Elle veillera enfin, à ce que, lorsqu'un individu aura subi une *diminutio libertatis* à cause de sa maladie intellectuelle, l'internement cesse lors de sa guérison.

Au point de vue civil, elle créera à l'aliéné une situation analogue à celle qui entoure les autres inca-

pables, car il importe que celui-ci ne puisse s'engager, ni contracter que dans la mesure de sa capacité juridique.

Ces indications données sur les effets de l'aliénation mentale envisagée dans son sens très général et sur les rapport du législateur avec cette catégorie très intéressante de personnes, essayons de donner de l'aliénation mentale une définition en nous appuyant sur les idées émises aux différentes époques du droit.

En droit Romain : On considérait la folie comme étant une maladie divine, comme la manifestation d'un génie malfaisant : on désignait les êtres supérieurs qui s'emparaient du malade sous le nom de *cerus larva, lympa*, (1) et le seul remède pour la guérison était un sacrifice expiatoire, *piatio*, qui devint sans doute plus tard l'exorcisme.

Quand la médecine finit par revendiquer la folie comme appartenant à son domaine et triompher des superstitions des premiers âges, à l'époque d'Hippocrate (5 siècles avant Jésus-Christ), nous trouvons déjà une définition assez exacte de la monomanie et du délire : le remède consistait dans l'usage de l'ellébore.

La législation enfin succéda à la médecine. Son attention fut attirée sur les deux points suivants, essentiels en la matière : 1^o le danger pour la société résultant de l'état de fureur de l'aliéné, 2^o le danger pour le patrimoine de l'aliéné d'être abandonné à ses folles prodigalités. Le furieux fut considéré comme un élément dangereux et on l'emprisonna. La loi des XII tables organisa en sa faveur une mesure de pro-

(1) Festus, Verbis Piatrix et Piari, *De Verborum significatione*.

tection pour empêcher la dilapidation de ses biens, ce fut la curatelle.

Comme différentes explications de l'aliénation mentale en droit commun, nous trouvons chez Festus la définition suivante : *Mentis alienatio est, cum mens ex potestate absit, vel aliena sit* (1). Justinien dit que l'aliéné ne peut ester *quia mente caret*. (2) et Glück *quia sanæ mentis non est* (3). Les Institutes portent que le *furiosus nullum negotium gerere potest, quia non intellégit quod agit* (4)

Les Romains ne voyaient aucun degré dans la perte de la raison. Africain comparant le fou au mort déclarait que *furiosi voluntas nulla est* (5) Du moment que la folie était constatée, l'incapacité devenait absolue. Paul disait que *furiosus nullum negotium contrahere potest* (6) et rapprochait l'aliéné de l'homme endormi.

Au point de vue juridique, il semble que les Romains aient distingué deux sortes de folies, l'état du « furiosus » et celui du « mente captus ». Le premier avait des idées extravagantes et sans suite, laissant place cependant à des intervalles lucides ; le second était absolument et perpétuellement dépossédé de l'intelligence. De ces états d'esprit bien opposés on peut déduire la différence suivante, à savoir que chez le « furiosus » il existe des intervalles lucides pendant lesquels le sujet jouit d'une certaine capacité juridi-

(1) Festus *De verb, signific. Vo mente captus.*

(2) Loi 14, dig. liv. 1 Tit. 18.

(3) Glück ad. Paud. § 1. 404. a. 33.

(4) Gaius III, § 196 : Inst. Just. III, 19, § 8

(5) L. 47. D. De acq. vel omitt. hered. 29 2.

(6) L. 5 D. De reg. jur. 19.

que et agit en pleine conscience et responsabilité de son acte : le « *mente captus* », au contraire, ne connaît pas ces lueurs de raison et son incapacité reste totale et perpétuelle.

Les textes de loi romains emploient néanmoins souvent l'un pour l'autre les mots *furiosus*, *mente captus*, *démens* et *fatuus*.

Dans l'ancien droit. — Comme conséquence des idées erronées sur les démons et des croyances superstitieuses qui se rattachaient, au Moyen-Age, à l'existence des esprits surnaturels, on considérait les aliénés comme des êtres diaboliques et incurables ; on les confondait avec les possédés, les magiciens ou les sorciers. Aussi leur situation était-elle des plus déplorables ; loin d'être entourés des soins et de la protection que nécessitait leur état, ils étaient en butte aux tortures les plus cruelles. Au cours du 16^e siècle, époque à laquelle la notion scientifique de la folie s'obscurcit considérablement, nous trouvons toutefois des ouvrages de médecins et de théologiens qui luttent contre les préjugés du temps et s'efforcent de donner du fou une définition assez exacte ; c'est ainsi que Saint-Thomas d'Aquin, au 13^e siècle, Montaigne et Rabelais plus tard, voient dans l'aliéné un être malheureux, dépourvu de raison et le déclarent moralement irresponsable (1). D'Aguessau dans la cause de l'abbé d'Orléans distinguait le sage de l'insensé : le sage, d'après lui, est celui qui peut mener une vie commune et ordinaire : un insensé, au contraire, est celui qui ne peut même atteindre jusqu'à la médiocrité de ses devoirs généraux.

(1) Dechambre, Dict. des sciences médicales, V^e Aliénés, p. 121. — Daquin, Philosophie de la folie, 2^e édit. p. 14 à 17.

Dans notre législation actuelle. — Nous ne trouvons pas de définition légale de l'aliénation mentale. Le Code civil se garda bien d'en fixer le point de départ. Il laissa aux tribunaux le soin d'apprécier suivant les espèces, s'ils se trouvent en présence d'un fou ou d'un homme sain d'esprit. C'est chose bien délicate, en effet, que de déterminer là où finit la raison et là où commence l'aliénation; comme le disait Montaigne « il n'y a qu'un demi-tour de cheville à passer de la plus subtile folie à la plus subtile sagesse (1) *Nullum ingenium magnum sine mixtura dementiæ.* »

L'art. 489 du Code civil, dans le chapitre de l'interdiction semble prévoir 3 espèces de cas d'aliénation mentale : l'imbécillité, la démence et la fureur. Empressons-nous de dire que le législateur n'a pas voulu donner une énumération limitative des divers cas de folie ; il eût été cependant plus sage et plus logique de sa part, pour échapper aux critiques des aliénistes, de se borner à déclarer, sans préciser davantage, que tout individu qui est en état d'aliénation mentale doit être interdit. — En réalité, il n'y a qu'une seule cause d'interdiction, l'aliénation mentale, dont l'imbécillité, la démence et la fureur ne sont que des variantes. Tous les jours, les médecins aliénistes trouvent des expressions nouvelles pour désigner différents cas de folie qui, pour le juriste, rentrent aisément dans l'un ou l'autre des termes de l'art. 489. Ce sera au juge à apprécier si, dans l'état de la cause, le caractère de fureur, de démence ou d'imbécillité qui a précédé ou accompagné l'acte est de nature à motiver l'interdiction.

(1) Essais 12, Ch. 12.

Les auteurs sont d'accord pour expliquer le sens des diverses expressions au moyen desquelles on désigne l'état général de folie.

L'imbécillité est une faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération des idées. Les organes de l'imbécile ne sont pas assez bien conformés pour lui permettre de raisonner juste.

La démence est une espèce d'aliénation qui ôte à celui qui en est atteint l'usage de sa raison. Le dément déraisonne parce que les organes de la pensée ont perdu leur énergie et leur force nécessaire pour remplir leur fonction.

La fureur n'est qu'une démence portée à une plus haute tention qui pousse le furieux à des actes dangereux pour lui-même et pour les autres ; c'est une manifestation violente de la démence, tandis que la démence constitue une inertie intellectuelle. C'est en un mot l'état de celui qui était auparavant sain d'esprit et qui est devenu fou. — Ainsi, l'imbécile n'a pas de conception, le dément a des conceptions déréglées et le furieux a des conceptions extravagantes dont l'exécution pourrait offrir un danger social.

Outre cette classification légale, on peut encore distinguer les aliénés au point de vue, non plus de l'intensité morbide de leur état, mais au point de vue de la durée et de l'objet de l'altération des facultés intellectuelles.

Cette double catégorie d'aliénés fort intéressante et bien commune a échappé à l'attention du législateur qui ne s'en est pas préoccupé directement. Elle comprend d'une part les monomanes et d'autre part les aliénés ordinaires ou perpétuels. Les premiers se distinguent des seconds en ce que leur état morbide pré-

sente un intervalle lucide indéterminé. Chez le monomane, en effet, le délire n'est pas général ; il est seulement partiel, il est circonscrit dans les limites d'un certain ordre d'idées ou de faits, il ne porte que sur un seul ou sur quelques objets ; on constate chez le malade un désordre des facultés intellectuelles sur un point et l'intégrité de l'intelligence pour le surplus. Le monomane est loin d'être un fou dans toute l'acceptation du mot ; son délire est partiel et sauf les errements propres à ce délire, il a des idées très justes et très saines sur les autres objets ; il ne doit donc pas être assimilé à celui dont l'intelligence et la volonté sont totalement abolies.

On peut concevoir enfin une autre division des aliénés : celle où l'on oppose aux aliénés inoffensifs les individus qui sont un danger pour eux-mêmes et pour l'ordre ou la sécurité publique.

Malgré ces multiples caractères compréhensifs de l'aliénation mentale le législateur ne s'est pas jusqu'à nos jours soucié de définir l'étendue et le sens de cet état d'esprit spécial ; il importe qu'un texte de loi vienne en préciser la portée et les limites. Nous serions, quant à nous, désireux de voir adopter par le Parlement la définition juridique suivante : « l'aliénation est l'état de l'individu qui, par arrêt de développement, déviation ou déchéance des facultés intellectuelles, pourvu que ces différents états puissent répondre à des espèces morbides définies, est incapable de se diriger sainement. » Si cette définition n'embrasse pas tous les cas d'aliénation mentale, — les aliénistes eux-mêmes signalent des cas douteux et intermédiaires — elle aura du moins l'avantage par son caractère légal d'obliger le médecin à examiner

avec soin le malade qui fera l'objet d'un internement et à rédiger un certificat précisant minutieusement les symptômes et les effets de son état morbide. Nous croyons que la présence dans la loi d'une définition légale de l'aliénation constituerait déjà pour le malade une sérieuse garantie contre les séquestrations arbitraires.

NOTA.— Dans le cours de ce travail, nous ne nous occupons pas de l'aliéné envisagé soit au point de vue du droit politique, soit au point du droit international privé, soit enfin au point de vue du droit pénal. — D'intéressantes questions relatives à l'aliénation mentale peuvent être soulevées sur ces différents terrains, mais elles ne rentrent pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

II. — Histoire de l'aliénation mentale au double point de vue de la sauvegarde de la liberté individuelle et de la protection des biens, jusqu'au Code civil.

Nous nous bornerons à un aperçu général sur la matière à travers les âges jusqu'au Code civil; une synthèse des législations antérieures au Code civil suffira pour nous acheminer à l'époque qui nous intéresse davantage : nous voulons parler de celle qui s'étend de 1804 à nos jours.

A. — DROIT ROMAIN

Nous savons déjà que dans les premiers temps de Rome, la folie était considérée comme une maladie divine et que le seul remède pour la guérison était un sacrifice expiatoire, désigné sous le nom de *piatio*.

Grâce à cette superstition, les aliénés étaient soignés dans les temples par les prêtres qui leur évitaient souvent un traitement barbare auquel leur état les soumettait.

La médecine, sous Hippocrate, revendiqua déjà l'aliénation mentale comme faisant partie de son domaine, et écartant toute superstition, lui prescrivit comme remède l'usage de l'ellébore. Lorsque le législateur apparut, il remédia avec sagesse au danger que l'aliéné pouvait, par son état de surexcitation, causer à la société ; il eut soin en même temps de prendre des mesures d'équité en faveur de l'inconsolent qui pouvait dilapider son patrimoine par de folles prodigalités. A la suite de la coutume, la loi des XII Tables organisa la curatelle dans le but d'empêcher la dilapidation des biens du malade et prescrivit l'emprisonnement des fous furieux.

Cette curatelle était loin d'être instituée dans l'intérêt de l'aliéné, ce que l'on serait tenté de croire : elle avait surtout pour but d'empêcher les agnats d'être dépouillés des biens de famille, qui devaient leur revenir selon la loi, à la mort du fou ou du prodigue : la preuve en est dans ce passage d'Ulpien qui reste de la loi des XII Tables : *Lex duodecim Tabularum furiosum itemque prodigum cui bonis interdictum et in curatione jubet esse agnatorum* (1) Il démontre bien que l'aliéné sans agnats ni gentiles n'avait pas de curateur. De même le prodigue, qui dissipait les biens autres que ceux d'une succession ab intestat, était exclu de la curatelle.

Cette mesure de protection, qui fut d'abord créée

(1) Ulp. reg., t., 12., § 2.

dans l'intérêt exclusif des agnats, devint bientôt favorable au fou lui-même. La loi des XII Tables la restreignit au furiosus, c'est-à-dire à celui qui, malgré ses idées extravagantes et sans suite, jouissait par intervalle de la plénitude de ses facultés. Pour celui-ci, il importait qu'un curateur apparût au moment même de la disparition de la raison. On étendit ensuite cette curatelle au mente captus, c'est-à-dire à celui qui était atteint d'une incapacité naturelle et absolue, lorsqu'on eut constaté que le défaut d'administration de ses biens était aussi ruineux pour lui que pour le furiosus.

Justinien décida, enfin, que tout individu rendu incapable par une infirmité physique ou morale, recevrait un curateur.

1° SOINS DONNÉS A LA PERSONNE. — Les aliénés, chez les Romains, étaient l'objet d'une sollicitude que l'on ne rencontre pas chez les autres peuples. La loi des XII Tables imposait au curateur aux biens l'obligation de veiller sur la personne de l'aliéné. « *Concilio et opera curatoris tueri debet non solum patrimonium sed et corpus ac salus furiosi.* (1) C'était à la famille de l'aliéné qu'incombait la charge de prendre soin de sa personne pour lui assurer une existence en rapport avec sa fortune. Cette obligation était, d'ailleurs, sanctionnée par des peines sévères. Le curateur avait mission de surveiller l'exécution fidèle de toutes les obligations attachées à cette charge et il encourait lui-même une très grande responsabilité s'il manquait volontairement ou par négligence seulement à ce devoir.

(1) L. 7. D. livre XXVII, titre 10.

Il ne faut pas espérer trouver dans la législation romaine de dispositions destinées à sauvegarder la liberté individuelle et empêcher les séquestrations arbitraires. Cela s'explique puisqu'à Rome on méconnaissait les bienfaits de la liberté individuelle. Quand la garde du fou devenait impossible pour les particuliers, la seule ressource était de s'adresser au Préfet de Rome ou au Président de la province qui rendait une ordonnance d'emprisonnement. *l'uriosis, si non possunt per necessarios contineri, eo remedio per Præsidem obviam eundum est, scilicet ut carcere contineantur.* (1) Il pouvait même prendre cette mesure d'office dans l'intérêt de la paix et de la tranquillité publique. Tout dépendait donc de la décision du magistrat qui appréciait souverainement si les accès de violence nécessitaient l'internement de l'aliéné *in carcere*. On pouvait même enchaîner les fous furieux, et si une évasion se produisait, la responsabilité des accidents qui pouvaient en résulter incombait lourdement aux gardiens. Avec les progrès de la civilisation, une place fut enfin réservée aux aliénés dans les prisons et ils finirent par être enfermés dans des locaux particuliers. On croit que sous Claude, par exemple, ils étaient placés dans des espèces d'hôpitaux du non de: *valetudinaria* ou *xenones*.

En résumé, les Romains, plus humains que nos ancêtres du moyen-âge, n'ont jamais traité les fous comme des animaux malfaisants et féroces.

2^o MESURES PRISES A ROME POUR SAUVEGARDER LES BIENS DES ALIÉNÉS. — En créant la curatelle, les Romains voulurent établir une protection plus com-

(1) L. 43., D. liv. 4, tit. 46.

plète et plus absolue que celle qui entourait le pupille : l'individu qui était frappé d'une incapacité résultant de son état mental, réclamait en effet, une protection particulière. Quand le fou n'avait pas de curateur, le soin de sa personne et de ses biens était confié à ses agnats, ou à défaut de ceux-ci, à ses gentiles. Le prêteur, élargissant l'organisation de la curatelle primitive de l'aliéné, se préoccupa — nous l'avons dit — plutôt des intérêts de ses héritiers agnats que de la protection même de cet incapable.

La loi Laetoria (20 av. J.-C.) vint instituer la véritable curatelle « *propter lasciviam vel dementiam* » qui s'étendit aux furiosi, dementes et aux sourds et muets. C'est sous Justinien qu'elle obtint son entier développement.

Nous savons quel avait été le but de cette institution dès les premiers temps : on voulait sauvegarder moins les intérêts du furiosus que ceux de la famille. On reconnut bientôt la véritable cause de l'incapacité du fou : l'absence du libre arbitre, d'une volonté nette et réfléchie. « *Furiosus nullum negotium contrahere potest* » nous dit Paul (1) et Africain ajoute : « *furiosi voluntas nulla est* ». (2) On comprit que l'aliéné était incapable parce que son consentement était nul, que ses actes étaient de purs faits matériels dépourvus de tout effet juridique. Aussi la loi romaine tirait de la matérialité de l'incapacité cette conséquence logique que la capacité réapparaissait lorsque cessaient les troubles mentaux. L'aliéné, dans ses moments lucides, recouvrait son entière ca-

(1) Paul, L. 5, D., De reg. jur. 49.

(2) Africain, L. 47. D., De acq. vel. omitt., hered. 29-2.

pacité et ses actes devenaient pleinement valables : mais cette capacité disparaissait à nouveau avec le retour de la maladie. Pour déclarer si un acte était valable, on devait remonter à l'époque où il avait été accompli et rechercher si à cette époque même le furiosus était ou non dans un moment de folie. L'aliéné n'était donc incapable que parce que son consentement était nul ou vicié. Il en découlait cette autre conséquence que tous les actes où il jouait un rôle passif et pour lesquels aucune volonté n'était exigée, produisaient leurs effets juridiques ; mais l'aliéné était atteint d'une incapacité absolue pour tous les actes qui exigeaient chez leur auteur une volonté libre.

L'aliéné étant absolument incapable de veiller à l'administration de son patrimoine, il était de toute nécessité de mettre à ses côtés une personne chargée de gérer et de conserver ses intérêts et de prendre soin de sa personne. Dès l'origine, la loi confia cette protection aux agnats et aux gentiles du malade. « *Si furiosus est, agnorum gentilumque in eo pecuniaque ejus potestas esto* ». (1) C'est sous Justinien que fut créée la curatelle spéciale qui nous intéresse et qui fut étendue à tous les cas de folie.

Toutefois, l'institution ne s'appliquait qu'aux aliénés sui juris et majeurs de 25 ans, car l'aliéné, aliéni juris, à l'origine, ne pouvait avoir de biens propres, et lorsqu'on lui en reconnut le droit, on fit du paterfamilias ou du maître le protecteur naturel de sa personne et de son patrimoine. Quand l'aliéné était sui juris mais impubère ou mineur de 25 ans, il entraînait en

(1) Frag. des XII tables conservé par Cicéron : De invent. II, 50.

tutelle ou en curatelle, à cause de son âge, mais non à cause de sa folie.

Nous ne parlerons ici ni de ceux à qui la curatelle pouvait être déférée, ni des conditions qui entouraient la nomination du curateur, ni des garanties offertes à l'incapable contre le curateur, ni des obligations et devoirs spéciaux de celui-ci vis-à-vis de son pupille, ni enfin de sa responsabilité et des peines sévères qui la sanctionnaient; nous nous bornerons seulement à constater que le curateur était, d'une façon générale, chargé de l'administration des biens de l'aliéné et, subsidiairement, appelé à veiller sur sa personne et à l'entourer des soins que nécessitait son état. Il devait se préoccuper de l'entretien, de la guérison même du fou.

Disons un mot, en passant, de l'étendue des pouvoirs du curateur sur les biens du fou. Il importe pour cela de distinguer les actes de pure administration des actes de disposition. — En ce qui concerne les premiers, le tuteur peut les faire tous, comme s'il était le maître; il peut aliéner le mobilier de l'incapable; il doit même aliéner les choses susceptibles de détérioration; il peut faire et recevoir un paiement, nover une obligation, si l'intérêt du fou l'exige; acquérir pour lui la possession et la propriété; il peut faire valoir en justice les droits de l'aliéné en le représentant tant comme demandeur que comme défendeur. — En ce qui touche les actes de disposition, le curateur ne peut valablement disposer des biens du fou à titre gratuit; faire des donations, sauf quelques libéralités lorsque l'intérêt du malade l'exige. Le législateur se préoccupa de plus en plus de diminuer les droits du curateur pour sauvegarder davantage les intérêts de l'aliéné; c'est ainsi que Gordien défendit l'aliénation sans l'autori-

sation du magistrat des *prædia rustica vel suburbana*, et la constitution d'une hypothèque sur un fonds quelconque (1).

Constantin étendit cette restriction aux *prædia urbana* et aux meubles précieux. (2) Et, sous Justinien, le curateur ne pouvait plus aliéner que les meubles de peu de valeur.

Pour être valable, l'aliénation des biens du fou devait, en général, donc être précédée de l'autorisation du magistrat; le fou pouvait toujours se prévaloir de sa nullité en prouvant que le magistrat avait été induit en erreur. Le curateur devait, en outre, fournir caution avant l'aliénation; en l'absence de cette formalité, le fou pouvait revendiquer sa chose après avoir fait rescinder la vente.

Les jurisconsultes romains ne se sont jamais préoccupés de la question de la liberté individuelle; il ne faut pas s'en étonner si l'on songe qu'à Rome les citoyens appartenaient tout à la cité et à l'Etat. Cette considération particulière à ce peuple explique que la société n'ait laissé aucune place à la liberté individuelle; aussi ne trouve-t-on nulle part une loi qui soit venue protéger le fou contre les manœuvres de séquestration auxquelles pouvaient se livrer sa famille ou son curateur; d'ailleurs, la sentence d'incarcération d'un fou était laissée à l'entière appréciation du magistrat et n'était susceptible d'aucun contrôle comme d'aucun recours.

B. ANCIEN DROIT

Nous savons déjà que la période de l'ancien droit

(1) L. I, § 2. D., XXVII, 9, et Const., II, C. V. 70.

(2) Const., 22, C. V. 37.

se caractérise par cette conception bizarre qu'on se faisait des aliénés en les regardant comme des possédés, des magiciens ou des sorciers. On les croyait incurables et on ne s'inquiétait nullement d'améliorer leur sort. Si, par exception, ils attiraient l'attention de l'autorité à la suite de leur état de surexcitation, on prenait contre eux des mesures énergiques pour assurer la tranquillité des habitants.

L'influence des idées erronées sur les démons et des croyances superstitieuses qui régnaient à cette époque produisait sur leur situation matérielle et morale les effets les plus déplorables.

Ceux qui étaient les plus furieux étaient enfermés dans des cachots humides et froids, couchés sur la paille, à peine nourris et vêtus, chargés de chaînes ; les plus tranquilles erraient sur la voie publique, en butte à la risée et aux insultes des passants. Certains voyaient dans la folie l'intervention surnaturelle des démons, c'est pourquoi on ne se faisait aucun scrupule de les livrer aux flammes comme sorciers après leur avoir fait endurer les plus cruelles tortures.

L'intervalle qui s'écoule du XII^e au XVI^e siècle atteste une innombrable quantité de procès de sorcellerie ; aussi les exécutions qui en résultaient n'avaient-elles pour conséquence que de dépeupler villes et villages, mais le mal ne cessait de se propager toujours. Montaigne et Rabelais ne partageant pas les idées de leur temps en cette matière estimaient avec sagesse que « c'était mettre ses conjectures à bien haut prix que d'en faire cuire un homme tout vif. » (1) Saint-Thomas-d'Aquin proclamait lui aussi l'irrespon-

(1) Montaigne. Essais, t. 2., l. 3., ch. XI.

sabilité, conséquence de l'aliénation mentale et invitait de recourir aux médecins pour constater la folie (1). Nonobstant les lois canoniques à ce sujet, les projets de sorcellerie se poursuivirent jusqu'au milieu du xvii^e siècle, et ce n'est que vers 1672 que les tribunaux, sur l'ordre de Colbert, cessèrent d'admettre les accusations de sorcellerie.

On ne songea guère durant tout le Moyen-Age à prendre des mesures destinées à recueillir et soulager les malheureux déments. Cependant, grâce à des idées philanthropiques qui se firent jour, on trouve d'heureuses exceptions à ce triste état de choses. Certains monastères recevaient ceux des aliénés qui n'étaient pas regardés comme sorciers et les soignaient selon l'incurabilité de leur maladie.

C'est aux religieux que l'on doit les premiers établissements destinés à la guérison des aliénés. A Genève, le premier hôpital consacré aux insensés fut fondé par Amédée IX en 1468. En France, Marseille eut le plus ancien de ces établissements dont la fondation remonte au xi^e siècle. A Avignon un autre établissement, érigé par les Pénitents Noirs, resta mémorable à cause des soins dont furent entourés les malades jusqu'au xviii^e siècle.

Il faut remonter au xvii^e siècle pour trouver la première intervention du pouvoir royal en ce qui concerne le sort des aliénés. Louis XIV institua des hôpitaux généraux pour la répression de la mendicité, en 1662 ; il réserva une partie de ces établissements aux aliénés. Ceux-ci, toutefois, y étaient tenus comme vagabonds ou gens dangereux et n'étaient soumis à

(1) Dechambre, Dict. Sciences médic. V^e aliénés, p. 421.

aucun traitement spécial, mais ils n'étaient plus confondus avec les criminels des autres prisons. Dans un arrêt du 7 septembre 1660 le parlement de Paris décida que les aliénés seraient reçus à l'Hôtel-Dieu pour y être traités dans des salles séparées ; les incurables devaient être de là envoyés aux Petites-Maisons, à Charenton, à Bicêtre, à la Salpêtrière.

En 1785, Louis XVI rendit une ordonnance qui réglementa pour la première fois la condition du traitement des aliénés placés dans les asiles publics. Enfin, à la suite de nombreuses plaintes formulées en Angleterre par John Howard sur la situation de ces malades, un mouvement se produisit jusqu'en France, dans le corps des savants et une commission fut nommée par l'Académie pour étudier les réformes à apporter à cette catégorie très intéressante de personnes.

Situation juridique de l'aliéné dans l'Ancien Droit

De bonne heure l'influence du droit romain se fit sentir et les juriconsultes en adoptèrent les principes sur la matière de l'aliénation mentale.

On distingua comme à Rome, deux catégories de fous. 1^o les « fols naturex », correspondant aux « mente capti » et 2^o les forsenés, dérivant des « furiosi, » dont l'incapacité était absolue pendant la folie et qui recouvraient la capacité pendant les moments lucides.

On s'aperçut bientôt que cette division d'aliénés en deux classes était peu conforme à la réalité des faits et dès le xvi^e siècle on y apporta d'heureuses innovations au point de vue de la détermination de leur capacité juridique. Au lieu de laisser l'incapacité subordonnée à la question de savoir si au moment de son

acte, l'insensé était ou non dans un moment lucide, on établit une présomption générale d'incapacité en vertu de laquelle tous les actes faits par un aliéné seraient réputés nuls. Ce fut le régime de l'interdiction d'après lequel les actes du fou n'avaient aucun effet juridique, sauf aux intéressés à faire la preuve de sa capacité au moment de l'acte. On avait compris ce qu'avait de contraire à la réalité des faits la théorie romaine de la capacité ou de l'incapacité absolue et on voulait chercher un moyen de rendre à l'aliéné une situation juridique plus adéquate à son état mental. Beaucoup de ces personnes, en dehors de l'irrésistance à leurs passions ou à leurs manies, sont, en effet, capables de se gouverner pour le surplus de la vie commune, leur incapacité de droit doit donc correspondre à leur incapacité de fait.

A côté de l'interdiction absolue, on créa une sorte de demi-interdiction qui correspondait à la folie partielle. La coexistence de la présomption d'incapacité de l'aliéné interdit d'une part et la double interdiction, d'autre part, devait refléter au point de vue du droit ce qui se passait en fait et devait cadrer avec toutes les situations mentales. Ce fut là la double et capitale innovation de l'Ancien Droit.

Au début de Rome, l'interdiction ne s'appliquait qu'aux personnes capables, mais qui abusaient de leur capacité pour dissiper leur patrimoine ; elle était donc exclusive du fou qui était, lui, frappé d'une incapacité naturelle. L'ancien droit innova sur ce point, ou plutôt consacra les dispositions du dernier état du droit romain en étendant aux insensés les bienfaits de l'interdiction.

Les fonctions de curateur consistaient alors à admi-

nistrer le patrimoine et à prendre soin de la personne de l'aliéné. Il pouvait garder l'insensé auprès de lui ou le mettre en pension. En cas de fureur, il devait se pourvoir devant le juge qui, sur avis de la famille, ordonnait son internement dans une maison de force. Contrairement à ce qui se passait en droit romain, savoir que l'intervention du curateur était toujours subordonnée à l'état d'incapacité de fait de l'aliéné, en droit coutumier les pouvoirs du curateur naissaient du jour de la sentence d'interdiction et ne finissaient que lorsque celle-ci était levée.

Le système de la demi-interdiction créé par le droit coutumier avait pour l'aliéné les conséquences les plus favorables. Lorsque sa raison était simplement affaiblie ou altérée sur quelques points seulement, au lieu d'encourir par l'interdiction la nullité de tous ses actes comme frappés d'incapacité de droit, le juge lui donnait un conseil sans l'assistance duquel certains actes spécialement déterminés par le magistrat ne pouvaient être valablement accomplis. Celui-là était absolument interdit de tout acte de disposition ; celui-ci ne l'était que par rapport à l'aliénation de fonds ; à un autre on donnait un simple conseil, sans l'avis duquel il ne pouvait contracter. Suivant les circonstances le remède changeait, et c'était la nature de chaque espèce qui réglait la manière dont on devait pourvoir aux besoins de ceux à qui des secours étaient nécessaires. (1)

Les fonctions du conseil nommé au demi-interdit se limitaient à lui autoriser les actes qui, d'après le

(1) Denisart. Coll. de décisions nouv. et notions relatives à la jurispr. actuelle.

jugement de nomination, ne pouvaient être valablement accomplis sans son acquiescement.

En dehors de la question d'interdiction, la capacité de l'aliéné était subordonnée au point de vue de savoir si au moment de l'acte, l'individu était ou non dans un intervalle lucide : et les mêmes règles qu'en droit romain dominaient la matière.

C. DROIT INTERMÉDIAIRE

Le droit de la Révolution ne s'est pas occupé d'une façon spéciale de l'aliénation mentale.

Au début tout au moins de cette période transitoire la liberté des citoyens était complètement abandonnée à l'arbitraire de l'Administration. L'art. 3 de la loi des 16-24 août 1790 faisait rentrer dans la compétence administrative « le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés et les fous laissés en liberté ». Ce texte, par les mesures qu'il prend contre les aliénés, s'occupe en même temps de réprimer la divagation des animaux malfaisants ou féroces. Le législateur avait, en l'édicte, surtout pour but de préserver la société des êtres dangereux. L'article 15 du décret du 19 juillet 1791 portait des pénalités contre ceux qui laissaient divaguer les fous, mais il se gardait bien d'organiser des mesures pour prévenir leur divagation ; les intéressés devaient prendre, à n'en pas douter, les mêmes mesures contre eux que vis-à-vis des animaux féroces ou malfaisants qu'ils pouvaient avoir en leur possession ; ils en assumaient d'ailleurs la même responsabilité.

Une lettre du Ministre de la Justice en date du 15

thermidor an IX donnait à l'autorité administrative le droit d'arrêter et de détenir les aliénés qui troublaient l'ordre public. Quant à la protection de leur liberté individuelle, elle prescrivait leur séquestration dans les dépôts de sûreté en attendant leur placement dans un hospice ou un asile. C'était le tribunal du domicile du malade qui, seul, était compétent pour ordonner soit l'internement soit l'élargissement de l'individu après l'audition des témoins et des médecins-experts. Il en résulte donc que l'intervention du pouvoir judiciaire était nécessaire soit pour l'internement, soit pour la sortie des aliénés ; l'initiative du placement en restait à l'administration et les tribunaux statuaient ensuite sur le sort de ces personnes. Nous verrons plus loin que ce système a été repris par bon nombre d'auteurs modernes qui le présentent comme une innovation absolue.

Signalons avant d'en finir avec cette période la présence d'un homme qui immortalisa sa mémoire par les soins qu'il prodigua aux aliénés et les améliorations qu'il introduisit dans leur traitement. Pinel, nommé en 1792, à la direction de l'Asile de Bicêtre, étudia avec quelques disciples l'aliénation mentale dans ses causes, sa marche, son traitement. Il fit répartir les malades en plusieurs catégories afin que la folie des uns n'aggravât pas celles des autres. Grâce à sa sollicitude, les aliénés devinrent l'objet de multiples précautions ; on leur ménagea l'air pur, l'espace et la lumière.

TITRE I.

Régime du Code civil

Malgré les progrès de la médecine mentale et les réclamations qui, de toutes parts, protestaient contre le régime réservé aux aliénés, le législateur restait sourd aux cris de l'opinion publique ; aussi les améliorations apportées au sort de ces malheureux eurent une marche assez lente. C'est ainsi qu'en 1818 Esquirol esquissait encore un tableau assez triste de l'état dans lequel se trouvaient les aliénés en France.

Le Code civil dans ses articles 489 à 512 et après lui, le Code de procédure (890 à 897) règlementent les formes, les conditions et les effets de l'interdiction. Aucun individu ne peut être retenu dans un asile d'aliénés qu'en vertu d'un jugement d'interdiction. L'interdiction constitue une mesure d'ordre public et était avant la loi de 1838 le seul moyen légal pour arriver à l'internement d'un aliéné. Le ministère public doit la provoquer en cas de fureur et le peut en cas d'imbécillité ou de démence habituelle (art. 491 C.c.) : la même faculté est aussi réservée à tout parent de l'aliéné. Comme il faut, pour prononcer l'interdiction, que la démence soit habituelle, il est impossible de traiter la maladie à son début et les chances de guérison s'évanouissent. Alors même que l'interdiction est prononcée, les longueurs et les frais que cette procédure occasionne et la publicité dont elle est entourée, répugnent aux familles, de sorte qu'elles n'y recourent que très rarement. Pendant le procès,

l'aliéné dangereux est retenu dans des prisons avec les criminels ; aussi des abus plus graves que nombreux découleront-ils de la loi trop souvent méconnue dans la pratique.

L'autorité administrative s'attribue le droit de pourvoir elle-même au placement d'un certain nombre d'aliénés dont l'état menace la sécurité publique, sans toutefois qu'ils soient dans un état habituel de démence ou de fureur ; mais au point de vue légal, c'est une séquestration purement arbitraire et les représentants de l'autorité s'exposent aux pénalités légales sur la matière. De même, les parents qui par affection ou pour éviter la publicité de leur malheur soignent un des leurs à son domicile s'exposent aussi aux mêmes poursuites.

La liberté individuelle n'est, en effet, protégée que par la législation fort succincte du Code pénal. La loi pénale punit, dans ses articles 114 à 122, les atteintes portées à la liberté individuelle par les fonctionnaires publics et, dans ses articles 341 à 344, celles qui ont pour auteurs de simples particuliers. Elle reproduit également les dispositions de la loi des 19-22 juillet 1791 sur la divagation des insensés ou des fous furieux.

Au point de vue civil, le législateur de 1804 ne s'occupe exclusivement que des malades interdits ou pourvus d'un conseil judiciaire. Il laissa complètement de côté toutes les personnes qui, bien qu'atteintes d'aliénation mentale, n'étaient ni interdites, ni pourvues d'un conseil. Elles sont soumises au droit commun et jouissent en principe de leur entière capacité. Elles ne sont incapables juridiquement que par le fait des accès de folie dont elles sont susceptibles et leur

incapacité ne s'étend qu'aux actes passés sous l'empire d'un état morbide. Lorsqu'une personne n'est pas dans un état habituel de démence, d'imbécillité ou de fureur, c'est-à-dire en état d'être interdite, mais si elle est simplement faible d'esprit, le Tribunal peut, selon la loi, lui nommer un conseil dont l'assistance lui est indispensable pour accomplir certains actes particulièrement importants (art. 499 Code civil). — La situation intermédiaire entre la pleine capacité et l'incapacité absolue, où peut se trouver l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, se rapproche assez près du système de la demi-interdiction que nous avons relevée dans l'Ancien Droit.

Le Code civil n'a donc eu pour but que de sauvegarder les intérêts pécuniaires de deux classes d'aliénés : des interdits et de ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire. Il en restait pourtant d'autres dont l'intérêt n'était pas moindre, ce sont tous ceux — et ils sont nombreux — qui n'ont pas été l'objet d'une mesure administrative ou judiciaire modifiant leur état juridique.

Section A. — **Catégories d'aliénés dont s'occupe le Code civil**

§ I. — **Des interdits judiciaires**

Dans la catégorie d'aliénés dont s'occupe le Code civil nous trouvons en premier lieu, dans le Titre XI, les interdits qui font l'objet du Chapitre II.

L'interdiction est une mesure de protection qui consiste, par suite d'une décision judiciaire, à supprimer chez une personne atteinte d'aliénation mentale, l'exercice de ses droits civils.

Dans les art. 489 à 513, le législateur de 1804 règle les causes de l'interdiction, les personnes qui peuvent la provoquer, et les effets juridiques qu'elle entraîne. La procédure pour y parvenir fait l'objet dans le Code de procédure des articles 890 à 897. Les art. 492 à 500 du Code civil y sont encore relatifs.

L'art. 489 indique la vraie cause de l'interdiction, c'est l'aliénation mentale, dont l'imbécillité, la démence et la fureur ne sont que des espèces et des modes spéciaux. Il est certain que le législateur n'a pas entendu faire une énumération limitative de tous les cas de folie susceptibles d'entraîner et de justifier l'interdiction. Mais il a voulu surtout que l'état d'aliénation mentale fût habituel (art. 489); peu importe que la démence, la fureur ou l'imbécillité soient ou non continuelles; l'interdiction devra être prononcée, alors même, ajoute l'art. 489, que l'état morbide présente des intervalles lucides.

La loi n'ayant pas défini les conditions caractéristiques de l'état d'aliénation mentale, c'est au juge du fait qu'il appartient de décider souverainement si cet état existe et s'il est habituel. Sa décision sera motivée en fait et échappera au contrôle de la Cour de Cassation (1).

L'art. 489 ne parlant que de l'aliénation mentale comme cause de l'interdiction, on ne peut l'étendre à d'autres affections morbides, parce que tout est de droit étroit en matière de capacité juridique. Ce texte est donc limitatif quant à la cause de l'interdiction, mais non quant aux diverses hypothèses dont est

(1) Cass. 17 janv. 1876 D. P. 76-1-451 et Cass. 23 fév. 1898, P. per, 1898 1-365.

compréhensive l'aliénation mentale. Il a été jugé que bien qu'une personne ne soit pas dans un état constant de folie, elle peut néanmoins être interdite si elle est habituellement en proie à des désordres intellectuels qui ne lui laissent pas le libre et entier usage de sa raison (1)— qu'une personne atteinte d'un trouble profond des facultés intellectuelles doit être interdite, bien que sa démence soit partielle et n'affecte pas l'ensemble de ses facultés, si cette monomanie se traduit en actes préjudiciables à sa fortune comme à sa dignité personnelle — qu'il y a lieu d'interdire la personne qui, bien que n'étant pas absolument privée de toute intelligence, est néanmoins atteinte d'une faiblesse d'esprit habituelle qui l'empêche de gouverner sa personne et ses biens (2). On ne pourrait pas interdire, par conséquent, un individu qui serait parvenu à un âge de vieillesse tel qu'il aurait perdu toute connaissance de son entourage (3), ni celui qui s'adonnerait à l'ivrognerie quelque invétérée qu'on l' imagine, tant qu'il n'est pas résulté de cette funeste habitude une altération des facultés intellectuelles (4).

Les art. 490 et 491 nous indiquent les personnes qui peuvent provoquer l'interdiction. Cette limitation se comprend parce que, comme le dit M. Beudant « l'interdiction est avant tout une affaire de famille : elle peut avoir des motifs sérieux et respectables de ne pas divulguer l'infirmité d'un de ses membres (5). Ce sont :

(1) Dijon, 11 fév. 1865, D. P. 65-1 83 84.

(2) Riom, 29 Juin 1882, D. P. 83-2-78, et Bordeaux, 17 mai 1893, D. P. 1894-2-11.

(3) Toulouse 8 fév. 1899 — *Le Droit* du 14 juill. 1899.

(4) Rouen, 18 janv. 1865, D. P. 65-2-226.

(5) Beudant, t. 2-961.

1° tous les parents de l'aliéné, peu importe la ligne, le degré qui les unit au défendeur ; ce droit appartient tant au parent naturel que légitime ou adoptif pourvu que la parenté soit légalement constatée ; c'est qu'ils ont, en effet, un droit éventuel à la succession de leur malade et doivent pouvoir se la conserver par cette mesure. Mais ce droit n'appartient pas aux alliés. Le tuteur d'un parent mineur pourrait l'exercer en son nom, (1) et ce, même sans y être autorisé par le conseil de famille, puisqu'aucune disposition de loi n'impose au tuteur de la requérir(2). Le père, administrateur légal, peut aussi, comme le tuteur, provoquer l'interdiction d'un parent de son enfant mineur. — 2° Le conjoint : l'époux a le même avantage que la famille vis-à-vis de son conjoint à demander son interdiction. Il a en plus des autres parents un intérêt personnel à ce que les revenus des biens de l'aliéné ne soient pas détournés de leur véritable destination, qui est de subvenir aux charges du ménage. Lorsque c'est la femme qui demandera l'interdiction de son mari, elle se fera autoriser par justice (art. 215 C. c.) sur simple requête (art. 863 et 864 P. C.). — 3° Le ministère public peut, lui aussi, dans certains cas, provoquer l'interdiction. Ainsi, il a la faculté de le faire contre un individu aliéné qui n'a ni parents connus ni conjoint. La loi lui impose ce devoir lorsque l'aliéné est atteint de fureur et qu'il serait dangereux pour la société de le laisser en liberté. L'intérêt public et la sûreté des personnes exigent, en effet, que le fou furieux soit séquestré. Sous le Code civil, l'inter-

(1) Aubry et Rau, t. 1, § 125, p. 512.

(2) Caen, 21 mars 1861, D. P. 63-1-279.

diction était le seul moyen légal pour arriver à ce but. Nous verrons plus loin, en étudiant l'économie de la loi du 30 juin 1838, que l'on peut aujourd'hui interner un fou dans un établissement d'aliénés sans qu'il ait encouru l'interdiction. C'est là une de ses meilleures réformes.

L'énumération par la loi des personnes qui peuvent provoquer l'interdiction est essentiellement restrictive, car tout est de droit étroit en cette matière de la capacité des personnes. Il est certain qu'un individu ne pourrait, par convention, s'assimiler à un interdit, ni consentir d'une façon quelconque à sa propre interdiction : l'état des personnes est au-dessus des conventions particulières. Le fou ne pourrait donc pas, même dans un intervalle lucide, provoquer sa propre interdiction (1).

Le droit de provoquer l'interdiction, tenant à la qualité de parent ou d'époux est attaché à la personne ; si celui qui a formé cette demande vient à décéder pendant l'instance, l'action s'éteint ; mais elle peut être reprise par un autre parent (2).

Lorsque la demande en interdiction, émanant d'une personne qui avait qualité à cet effet, a été rejetée, un autre parent, l'époux ou le ministère public ne peuvent former une nouvelle demande en se fondant sur les mêmes causes, l'opinion contraire dérogerait au principe général d'après lequel la chose jugée n'a d'effet qu'entre les parties (art. 1351, C. c.).

Pour parvenir à l'interdiction, il faut une décision judiciaire. La procédure doit être dirigée contre l'indi-

(1) Laurent, t. 5, n° 259, Aubry et Rau, t. 1, § 124.

(2) Bordeaux, 23 août 1854, D. P. 55 2-105, et Caen, 31 juillet 1878, D. P. 79-2-269.

vidu à interdire. Il doit toujours être personnellement mis en cause, peu importe qu'il soit mineur ou qu'il soit placé dans un établissement d'aliénés (1). De même pour celui qui est pourvu d'un conseil judiciaire; l'obligation pour lui de ne plaider qu'avec l'assistance de son conseil, reçoit une exception quand il s'agit d'une instance en interdiction (2).

D'après le vieil adage « *Actor sequitur forum rei* », la demande en interdiction est portée devant le tribunal du domicile de l'aliéné (art. 492), ou à défaut de domicile devant celui de la résidence (art. 59 P. C.). Le demandeur au procès adresse une requête au Président du Tribunal énonçant articles par articles les faits constitutifs de l'état d'aliénation mentale et indique les témoins; il y joint toutes pièces à l'appui (art. 890 C. P.).

La requête, pour être recevable, doit au moins indiquer sommairement les faits de nature à justifier la demande. Quant à l'indication des témoins et l'annexion des pièces justificatives, on reconnaît que leur omission n'entraînerait pas nullité (3). — L'instance commence dès que la requête est présentée au Président : le tribunal compétent à ce moment demeure compétent par la suite, malgré le changement de domicile du défendeur. Le Président ordonne la communication de la requête au Ministère public et commet un juge pour faire le rapport (art. 891, P. C.). Avant de prononcer son jugement, le tribunal doit, à peine de nullité, prendre l'avis des plus proches parents de l'aliéné (494, C. C. et 892, P. C.). C'est, en effet, la meilleure source

(1) Paris, 13 av. 1875, D. P. 75 2-233.

(2) Cass. 15 mars 1858, D. P. 58-1-121.

(3) Lyon, 12 janv. 1882, D. P. 83-2-12.

à laquelle les juges puissent se renseigner sur l'état mental de l'aliéné. Le jugement qui ordonne la réunion du conseil de famille, doit être rendu en chambre du conseil : il y a pour cela des raisons de convenances (art. 498, C. C. arg. a cont.) Mais toutefois il ne serait pas nul s'il était rendu en audience publique.⁽¹⁾ — D'entre les plus proches parents composant, d'après les art. 442 et 494, le conseil de famille, qui est appelé à donner son avis sur l'état du défendeur, la loi exclut ceux qui ont provoqué l'interdiction : c'est-à-dire ceux qui sont demandeurs dans l'instance. Elle a craint, avec sagesse, que l'on ne rencontrât pas chez eux toute l'impartialité désirable : ils auraient une opinion préconçue et délibéreraient sur une question sur laquelle ils auraient pris parti. Toutefois le conjoint et les enfants qui ont provoqué l'interdiction pourront être admis au conseil de famille mais seulement avec voix consultative, c.-à-d. qu'ils exprimeront leur avis, sans voter (art. 495). La loi fait à ces deux catégories de personnes une situation privilégiée sur toutes les autres qui, comme elles, peuvent provoquer l'interdiction : ce privilège consiste à avoir voix consultative au cas où l'une de ces deux sortes de personnes aurait provoqué l'interdiction ; mais il est bien évident qu'elle aurait voix délibérative si elle ne l'avait pas provoquée (2).

L'avis du conseil de famille constitue une formalité substantielle dans la poursuite en interdiction. L'omission ou la nullité de cet avis aurait donc pour effet de vicier toute la procédure ultérieure.

La requête introductive d'instance et l'avis du con-

(1) Cass. 16 févr. 1875, D. P., 76-1-49.

(2) Paris 15 juin 1857, D. P., 58-2-91., Baudry, t. 1. n° 978.

seil de famille doivent être signifiés au défendeur (art. 893, P. C.). Cette signification doit être faite à la personne ou au domicile de l'aliéné. L'absence de cette formalité n'entraînerait pas cependant la nullité (1).

L'art. 496 établit une mesure d'instruction obligatoire dans l'intérêt de la liberté et de la capacité du défendeur. « Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera l'aliéné en chambre du conseil ». L'interrogatoire, formalité substantielle, est le meilleur moyen pour former la décision des magistrats sur l'état mental de l'aliéné. La loi y attache une grande importance, aussi veut-elle que « cet interrogatoire ait lieu devant tout le tribunal réuni en chambre du conseil ». Si le défendeur ne peut, à raison de son état, se transporter au tribunal, il doit être interrogé dans sa demeure, par l'un des juges à ce commis, assisté, dans tous les cas, du procureur et du greffier. L'interrogatoire est une mesure d'ordre public, et au cas où on l'omettrait, toute la procédure serait nulle. Elle peut, d'ailleurs, être proposée en tout état de cause, même devant la Cour Suprême (2).

D'après l'art. 893, P. C., l'enquête dans la procédure en interdiction est facultative. Elle ne doit être ordonnée que si l'interrogatoire et les pièces produites sont insuffisantes et si les faits peuvent être justifiés par témoins.

Le jugement qui ordonne la réunion du conseil de famille, l'interrogatoire de l'aliéné ou l'enquête peut être frappé d'opposition par le défendeur.

L'art. 497 prévoit l'hypothèse assez fréquente où

(1) D. P., 63, 1, 390

(2) Cass., 9 mai 1860, D. P., 60, 1, 214.

l'état mental de l'aliéné rend nécessaire la nomination par le tribunal, en chambre du conseil, d'un administrateur provisoire « pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur ». Lorsque ce protecteur sera désigné, — pour ce choix les juges ont un pouvoir discrétionnaire — il devra faire tous les actes conservatoires et ceux requérant célérité, à moins que le tribunal ne lui ait donné formellement le pouvoir de faire certains actes, même des actes de dispositions dont l'utilité serait reconnue par lui : il peut ainsi l'autoriser à faire des emprunts jusqu'à concurrence d'une somme déterminée et hypothéquer comme garantie de ces emprunts les immeubles du défendeur. (1)

L'administrateur provisoire n'a pas qualité pour représenter en justice le dément, à moins que le tribunal lui ait confié cette mission. Nous verrons plus loin que l'administrateur provisoire dont il est parlé dans la loi de 1838 n'a, contrairement à celui-ci, que des pouvoirs relatifs aux biens et ne s'occupe pas de la personne.

Une fois la cause entendue et les formalités légales accomplies, le tribunal peut rendre son jugement dans l'un des trois sens suivants : 1° ou il rejettera la demande, si elle ne lui paraît pas fondée, et dans ce cas l'art, 130 P. C. s'appliquera contre celui qui a provoqué à tort l'interdiction ; 2° ou il prononcera la mesure sollicitée ; ce sera alors le défendeur qui supportera les frais, parce que, d'une part, il a succombé au procès et, d'autre part, parce que l'interdiction est pour lui une mesure de protection sérieuse ; 3° ou bien enfin le tribunal usera du moyen terme prévu

(1) Cass. 19 fév. 1856, D. P. 56, I, 71 — Aubry et Rau, t. 1, § 125, p. 515.

par l'art. 499 C. C. et nommera au défendeur un conseil judiciaire sans l'assistance duquel il ne pourra valablement accomplir certains actes juridiques, tels que plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier et en donner décharge, aliéner et constituer une hypothèque sur ses propres biens.

Si le jugement sur la demande en interdiction est rendu par défaut, il est susceptible d'opposition.

La tierce opposition serait recevable si l'interdiction avait pour objet de frauder les tiers, en vue d'annuler des obligations que le défendeur se proposerait de contracter.

Si la demande en interdiction est rejetée par le tribunal, celui qui l'a formée ou l'un des membres du conseil de famille, alors même qu'il n'ait pas été partie en cause, pourra interjeter appel (art. 893, P. C.). La loi a considéré que l'interdiction intéresse la famille tout entière et a voulu que ceux des membres de l'assemblée qui penseraient que l'interdiction devait être admise, puissent poursuivre la demande en appel, alors même que le demandeur n'agirait pas. Devant la Cour (art. 500, C. C.) l'interrogatoire du défendeur n'est plus obligatoire, mais simplement facultatif : la Cour apprécie souverainement l'opportunité de cette mesure (1).

Il est généralement admis que l'interdit ou l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut valablement acquiescer au jugement d'interdiction ou de nomination de conseil et que s'il a interjeté appel il ne peut se désister de son appel. De même, la jurisprudence a décidé que l'acquiescement ou le désiste-

(1) 21 juill. 1868, D. P., 69, 1, 32 et D. P., 95, 1, 96.

ment de la personne qui a poursuivi l'un ou l'autre de ces jugements, est nul et ne peut produire aucun effet. (1).

Comme le jugement qui admet en totalité ou en partie la demande en interdiction entraîne une certaine incapacité contre celui qui en est l'objet, il est nécessaire que les tiers connaissent la décision intervenue, afin qu'ils ne se trouvent pas lésés par des actes qu'ils auraient postérieurement et de bonne foi passés avec cet incapable. Dans ce but, l'art. 501 accorde une large publicité aux jugements prononçant l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire. Dans les 6 jours du jugement ou de l'arrêt, celui-ci sera levé et signifié à partie par les demandeurs, et inscrit dans les 10 jours sur les tableaux affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement : les tiers ont grand intérêt à en être informés immédiatement.

L'incapacité de l'interdit ne commence pas seulement du jour où le jugement est publié (art. 502), les tiers qui ont traité avec lui soit avant, soit après le délai de 10 jours, ne sauraient invoquer le défaut de publication et se prévaloir de leur ignorance. Mais, ils pourraient recourir en dommages et intérêts contre le demandeur qui aurait négligé de requérir la publication ou contre les officiers ministériels qui n'y auraient pas procédé.

La loi du 16 mars 1893 est venue compléter l'art. 501 en y ajoutant une disposition de nature à mieux renseigner les tiers : elle ordonne à l'avoué qui aura

(1) Douai, 12 mai 1887, jurispr. Douai 1887, p. 496, Bordeaux, 2 avril 1894, journ. arrêt., 94-2 74.

obtenu l'arrêt ou le jugement d'en transmettre un extrait sommaire dans le mois de la sentence définitive, au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur. Cet extrait doit être mentionné par le greffier du tribunal, dans la quinzaine, sur un registre spécial dont toute personne peut prendre communication et s'en faire délivrer copie. La sanction de cette disposition consiste dans une amende de 50 francs contre le greffier qui y aura contrevenu sans préjudice de tous dommages et intérêts.

L'interdit est assimilé au mineur (art. 509. C. C.), il doit donc être pourvu d'un tuteur et d'un subrogé tuteur (art. 505).

Voyons maintenant de quelle protection le Code civil entoure l'aliéné interdit en ce qui concerne ses intérêts pécuniaires et de quelle nullité sont frappés les actes qu'il accomplit.

L'interdit est assimilé au mineur (art. 509, C. c.), il doit donc être pourvu d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur (art. 505).

L'interdiction, une fois prononcée, a pour effet d'entraîner à l'encontre de celui qui en est l'objet une incapacité générale : aussi la loi a-t-elle voulu, en déclarant nuls tous les actes passés par l'interdit, entourer leur auteur d'une protection analogue à celle des mineurs mis en tutelle. Cependant, il y a certaines différences entre la protection accordée aux interdits et celle qui est réservée aux mineurs ; en voici quelques-unes :

1^o La tutelle des mineurs peut être légitime ou dative, tandis que la tutelle de l'interdit est toujours déférée par le conseil de famille (art. 505). Il n'y a qu'une exception à ce principe : le mari est de droit

le tuteur de sa femme interdite (art. 506). Cette exception se justifie par l'affection présumée du mari à l'égard de son épouse interdite. La femme n'est pas de droit tutrice de son mari interdit; le législateur a tenu compte de l'inexpérience de la femme dans les affaires juridiques: elle peut seulement être nommée tutrice par le conseil de famille, qui doit alors régler la forme et les conditions de l'administration tutélaire (art. 507).

La femme de l'interdit peut-elle faire partie du conseil de famille appelé à nommer le tuteur? Il nous semble que celle-ci peut au moins demander à être admise au conseil de famille pour présenter ses observations. La femme, en effet, est personnellement intéressée au choix qui sera fait par le conseil de famille. L'art. 495 lui donne le droit de siéger avec voix délibérative quand elle n'a pas provoqué l'interdiction, et avec voix consultative dans le cas où elle l'a provoquée. Or, pourquoi lui contester le droit d'être au moins consultée lorsqu'il s'agit d'organiser la tutelle de son mari et d'attribuer peut-être à un tiers la gestion de son propre patrimoine? Il ne faut pas oublier, en effet, que le tuteur exercera les droits du mari comme chef de l'association conjugale, s'il y a communauté entre les époux; qu'il administrera les biens communs et même les propres de la femme. La femme est, de toute façon, même si elle est séparée de biens, personnellement intéressée au choix qui sera fait par le conseil de famille.

C'est donc à bon droit qu'il a été décidé que la femme de l'interdit doit être appelée au conseil de famille lorsqu'elle le demande (1).

(1) Dijon, 15 fév. 1866, D. P., 66-2 63.

Lorsque les conjoints sont séparés de corps et que c'est la femme qui est interdite, il est certain que l'on doit recourir à la tutelle dative parce que, dans ce cas, le mari n'est plus le protecteur de sa femme (1). L'intérêt d'interdire une femme mariée n'apparaît pas à priori, surtout si elle n'est pas séparée de corps ou de biens. Son incapacité spéciale de femme mariée l'empêche, d'une part, de contracter sans l'autorisation maritale ; et le mari, d'autre part, a autant de droits sur les biens de sa femme en qualité d'administrateur qu'il pourrait en avoir comme tuteur. Cependant l'intérêt d'interdire une femme mariée apparaîtrait lorsque les conventions matrimoniales lui auraient réservé le droit d'administrer tout ou partie de son patrimoine ; ou encore lorsqu'il s'agirait d'accomplir au nom de la femme un acte indispensable ; ou enfin lorsqu'il serait à craindre que la femme ne dépouillât sa famille par un acte à titre gratuit.

2° Le tuteur d'un mineur ne peut demander d'être déchargé de la tutelle au bout d'un certain temps ; au lieu que le tuteur de l'interdit peut cesser ses fonctions au bout de 10 ans, car l'interdiction étant susceptible de durer indéfiniment, le législateur n'a pas voulu imposer à la même personne une charge perpétuelle (art. 508).

3° La tutelle des mineurs cesse avec sa cause, c'est-à-dire avec la minorité ; celle de l'interdit ne cesse que lorsque l'aliéné a recouvré sa raison et qu'un jugement en main levée l'a fait disparaître (art. 512).

4° Les revenus des biens du mineur doivent être économisés pour augmenter son capital ; ceux de l'in-

(1) Dijon, 18 mars 1857, D. P., 58 1-299.

terdit, au contraire, doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison (art. 510 C. c.).

Conformément à l'art. 454 C. c., le conseil de famille doit déterminer, dès le début de la tutelle, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle de l'interdit, qui devra essentiellement être employée aux fins ci-dessus indiquées (1).

Il peut restreindre ou étendre les pouvoirs d'administration et même imposer à la femme mariée l'assistance d'un subrogé-tuteur pour l'accomplissement de certains actes.

Si c'est la femme qui est interdite, le mari tuteur a des droits plus étendus encore; avec la puissance maritale, il aura le droit d'administrer les biens de sa femme dans le cas où ce droit ne lui appartiendrait pas déjà en vertu du régime matrimonial. Mais dans l'hypothèse où c'est le mari qui est interdit, lorsque la femme est tutrice, elle a tous les droits qui résultent de cette qualité en ce qui concerne l'administration de la personne et des biens du mari, sauf les restrictions apportées aux pouvoirs de la femme par le conseil de famille (art. 507 C. c.).

Mais relativement à ses biens propres, la femme tutrice n'est pas relevée de l'incapacité dont elle est frappée comme femme mariée (2).

Quand la tutelle du mari interdit est confiée à un autre qu'à la femme, le tuteur exerce tous les droits du mari, tant sur les biens personnels de celui-ci que sur les biens de la communauté et même sur ceux de

(1) Lyon, 29 déc. 1893, Mon. Jud. de Lyon, 28 av. 94

(2) Baudry, t. 1, n° 1174.

la femme; mais il n'exerce pas la puissance maritale, qui est intransmissible. La femme doit donc encore demander à la justice les autorisations qui lui sont nécessaires pour ses propres affaires.

Lorsque le mari est interdit et qu'il n'a pas comme tutrice sa femme, la question de savoir si la femme doit être réputée domiciliée chez le tuteur du mari est controversée. Aucun texte n'accorde à la femme, dans ce cas spécial, la faculté d'avoir un autre domicile que celui du mari. Cependant, cette opinion est combattue par MM. Aubry et Rau (1), qui prétendent que lorsque le mari est interdit, l'exercice de la puissance maritale est suspendu dans sa personne; le tuteur, quoique appelé à gérer les biens propres de la femme, n'est cependant pas investi, quant à sa personne, de l'autorité maritale et ne peut, par conséquent, la contraindre à venir demeurer chez lui. Il n'existe dès lors aucun motif pour attribuer à cette dernière un domicile de droit chez le tuteur de son mari. Mais il n'en résulte pas nécessairement que la femme ne puisse pas être domiciliée chez le tuteur, en même temps que son mari, la résidence n'étant pas inséparable du domicile. L'état de maladie du mari ne constitue pas, d'ailleurs, un motif qui puisse autoriser la femme à s'éloigner de lui; sauf dans le cas où elle courrait des dangers pour sa vie, pour son honneur ou sa santé; le devoir de secours et d'assistance dont elle est tenue envers lui, l'oblige à suivre son mari interdit dans le domicile que le tuteur aura choisi (2).

(1) T. 1, § 143, p. 580, note 580.

(2) Demolombe, t. 1, n° 363. — Baudry, t. 1 n° 310.

Quel est le sort des actes passés par l'interdit après son interdiction ?

Disons tout d'abord qu'en ce qui concerne les enfants de l'interdit, la puissance paternelle passe à celui des père et mère qui reste capable de l'exercer. Si c'est le survivant des père et mère qui est frappé d'interdiction, un tuteur spécial devra être nommé aux enfants, qui l'exercera sous l'autorité du conseil de famille.

Depuis le prononcé du jugement d'interdiction jusqu'à sa main-levée, l'aliéné est frappé d'une incapacité générale. Ses biens sont administrés par son tuteur qui a seul qualité pour le représenter dans les actes relatifs à cette administration. Celui-ci peut faire seul les actes pour lesquels la loi n'exige ni autorisation ni homologation du tribunal.

La loi déclare nuls de droit tous les actes que l'interdit accomplira par la suite (art. 502). C'est une obligation pour le tribunal saisi d'une demande en nullité fondée sur l'article 502. de déclarer, sans autre examen, nul tout acte qui aura été passé postérieurement au jugement d'interdiction. Les juges se borneront purement et simplement à rechercher la date à laquelle l'acte a été passé ; si elle est antérieure au jugement d'interdiction, l'acte sera valable ; si, au contraire, elle y est postérieure, il sera nul et devra être déclaré tel.

Ils n'ont donc pas à prendre en considération le fait que l'acte a été accompli dans un moment où l'auteur jouissait de la plénitude de ses facultés, car la présomption légale de nullité de droit attachée à tout acte postérieur à l'interdiction, n'est pas susceptible d'être combattue par la preuve contraire.

De ce que les actes passés par l'interdit sont nuls ou annulables, il résulte que pendant sa vie, l'interdit ou ses représentants et ses héritiers après sa mort, peuvent en invoquer la nullité (art. 1125) ; c'est que la nullité a été introduite spécialement en leur faveur.

Quel est le caractère de la nullité des actes passés par l'interdit ?

La loi n'entend pas, en effet, dire qu'ils sont inexistantes et qu'il n'est pas nécessaire que la nullité en soit prononcée. Les mots « nuls de droit » signifient seulement qu'ils doivent être déclarés nuls sans qu'il y ait lieu d'examiner si l'interdit a subi ou non un préjudice.

La nullité dont s'agit est purement relative. Les tiers avec lesquels l'interdit a contracté n'ont pas le droit de l'invoquer (1). Elle est susceptible de se couvrir par la confirmation ou la ratification émanée soit de l'incapable, lorsqu'il aura recouvré sa capacité, soit de ses représentants ; elle peut également se prescrire par 10 ans, à partir du jour où l'incapacité a cessé par la main levée de l'interdiction ou par le décès de l'interdit (art. 1125 Code civil).

Nous croyons que la nullité prononcée par l'article 502 Code civil contre les actes passés par l'interdit postérieurement au jugement d'interdiction peut être opposée aux tiers bien que le jugement n'ait pas été publié ni affiché.

L'article 502 doit être entendu dans le sens le plus efficace pour la protection des intérêts de l'incapable(2).

(1) Beudant, t. 2, n° 975, p. 601.

(2) Paris, 21 juin 1900. Pand. per. 1901, 3 112.

L'incapacité édictée par l'article 502 est-elle une incapacité générale et absolue s'étendant à tous les actes civils susceptibles d'être faits par l'interdit, ou admet-elle quelques exceptions ?

La condition de l'interdit a soulevé dans la doctrine une célèbre controverse au sujet de l'étendue de l'art. 502. Si l'on prend ce texte au pied de la lettre, l'incapacité de l'interdit est absolue et générale, c'est-à-dire s'étend à tous les actes juridiques ; c'est la plus ancienne interprétation de cet article.

D'après une théorie plus récente, l'incapacité de l'interdit ne serait pas aussi générale qu'on l'avait admis jusqu'alors. C'est ce second système que soutiennent différemment pour arriver toutefois au même but, MM. Demolombe et Laurent.

M. Demolombe (1) distingue les actes dans lesquels l'interdit peut être représenté par son tuteur, des actes qui n'admettent pas de représentation ; tout en déclarant l'interdit incapable des premiers, il prétend que les seconds, tels que le mariage, l'adoption, la reconnaissance d'un enfant naturel, le testament, ne sont pas soumis à l'article 502 et que l'interdit peut les faire s'il est dans un intervalle lucide.

Les arguments de ce système s'appuient sur le droit romain qui admettait que le furiosus pouvait dans des intervalles lucides faire un testament. (Instit. liv. 2, tit. 12, § 1) ; sur l'ancien droit qui lui reconnaissait dans les mêmes conditions, le droit de se marier ou de tester. (Pothier, traité du mariage, part. 3, chap. 2, art. 1, n° 92).

Or, on conclut qu'il est impossible que le législa-

(1) T. 2 nos 640 et suiv.

teur de 1804 se soit montré plus rigoureux à l'égard des interdits et que, au lieu de les protéger par une incapacité absolue, il leur ait enlevé les droits les plus précieux du citoyen; qu'il n'a pu d'ailleurs rester ignorant des constatations de la science, qui relèvent chez beaucoup d'aliénés, pendant de longs intervalles, la pleine possession des facultés intellectuelles.

D'après les auteurs du premier système, l'article 502 doit se combiner avec les articles 509 et 450. Or, si le tuteur doit représenter le mineur dans tous les actes civils (art. 450); la loi en a certainement limité la portée aux actes qui peuvent être faits par le tuteur; elle n'a, par conséquent, pas dit que ceux dont l'exercice est essentiellement personnel ne pouvaient être faits ni par le mineur ni par l'interdit. Il ne faut pas que cette mesure de protection se retourne contre eux. Si l'incapacité de l'interdit est permanente en ce qui concerne les actes qui peuvent être faits en son nom par le tuteur, elle ne l'est pas nécessairement quant aux actes qui ne peuvent être faits que par lui seul. Pour le mariage, l'adoption, la reconnaissance d'un enfant naturel, le testament, il suffit que le sujet soit sain d'esprit au moment où il les fait. C'est d'ailleurs à celui qui voudra se prévaloir de ces actes, à prouver l'intervalle lucide contre la présomption d'insanité d'esprit résultant de l'interdiction. Quant à la donation et le testament, ces actes seront valables s'ils sont faits en conformité de l'article 901.

M. Laurent (1) a étayé sa théorie, aux termes de laquelle il n'admet pas l'incapacité générale

(1) T. 5, n° 308.

de l'interdit, sur d'autres arguments que ceux tirés de la distinction entre les actes susceptibles de représentation et ceux qui sont considérés comme personnels. Il distingue les actes pécuniaires des actes moraux. Puisque l'interdiction a pour but de protéger les intérêts pécuniaires de l'incapable et de sa famille, ce sont seulement les actes pécuniaires que vise l'art. 502. Pour les autres, comme le mariage, l'adoption, etc., qui sont dictés par une considération d'ordre moral, ils peuvent être accomplis par l'interdit dans un moment lucide. Toutefois cet auteur considère la donation et le testament comme devant rester avant tout des actes pécuniaires.

Ces deux théories ne nous paraissent pas exactes en principe, car elles ont contre elles le texte formel de l'art. 502.

Si l'on admettait le premier système, on aboutirait à cette conséquence inadmissible que l'interdit, dans un intervalle lucide, ne pourrait faire valablement aucun acte d'administration, puisque celui-ci n'est susceptible d'être fait que par le tuteur, alors que l'auteur serait parfaitement capable de disposer de ses biens par donation ou testament.

L'argument tiré du droit romain prouve le contraire de ce qu'on en veut tirer. Le « furiosus », il est vrai, recouvrait sa capacité en recouvrant sa raison, mais il n'était pas interdit. Au contraire, le prodigue tant qu'il était interdit, était considéré comme incapable de donner entre vifs ou par testament. L'Ancien Droit admettait, lui aussi, la même solution en ce qui concerne les interdits (1).

(1) Pothier, traité des don., sect. 1, art. 1 et des test., chap. 3, § 1 et 2.

D'après le discours au corps législatif par le tribun Tarrible (1), il semble bien que le Code civil ait voulu que l'interdiction entraînat une incapacité absolue.

M. Laurent répond lui-même à l'objection tirée de ce que l'interdiction étant une mesure de protection, ne doit pas se retourner contre l'interdit, quand il jouit d'un intervalle lucide. C'est précisément à cause des intervalles lucides que la loi a créé l'interdiction. Mais M. Laurent a le tort de limiter l'utilité et la portée de l'interdiction aux actes pécuniaires de l'aliéné ; il ne considère l'incapacité de l'interdit comme étant absolue et générale que pour tous les actes qui peuvent léser ses intérêts pécuniaires. La distinction faite par cet auteur entre les actes pécuniaires et les actes moraux qui échappent à l'art. 501, ne se rencontre nulle part ailleurs.

C'est pourquoi nous croyons, en principe, que l'incapacité de l'interdit est générale et absolue ; que tout acte, même passé dans un intervalle lucide, est nul de droit. Son incapacité est certainement plus grande que celle du mineur qui n'est restituable qu'en cas de lésion ; car il n'est pas nécessaire que l'interdit ait été lésé pour que l'acte soit nul.

Il a été jugé par la Cour de cassation (2) que l'art. 502 s'applique à tous les actes pécuniaires, quels qu'ils soient, aux testaments comme aux donations entre vifs, même accomplis dans un intervalle lucide, car aucune preuve n'est recevable, d'après l'art. 1352, contre la présomption de démence sur laquelle est fondée la nullité de l'art. 502.

(1) V. ce discours p. 8, n° 35.

(2) Arrêt du 27 fév. 1883, D. 83. 1. 413.

Que déciderons-nous des actes purement moraux, tels que le mariage, l'adoption, la reconnaissance d'un enfant naturel ?

Ne serait-il pas exagéré de soutenir que l'incapacité générale et absolue de l'interdit n'admette aucune exception ?

Du mariage. — Dans l'ancien droit, Pothier nous dit que le fou peut valablement contracter mariage pendant qu'il jouit de l'usage de sa raison. (1) L'article 146 du Code civil exige comme condition essentielle du mariage, le consentement ; il faut que les futurs époux soient sains d'esprit. D'où il suit que l'individu en état de démence ne peut se marier, parce qu'il est incapable de donner un consentement valable. (2).

La doctrine tend à admettre conformément à un arrêt de la Cour de cassation du 12 nov. 1844 que l'interdit peut contracter mariage quand il est dans un intervalle lucide. Aucun texte ne déclare en effet l'interdit incapable de se marier, ou prononce la nullité du mariage qu'il contracte.

Lors de la confection du Code, on considéra comme suffisante la disposition de l'art. 146 ; l'interdit reste en cela, par conséquent, soumis au droit commun.

L'art. 174 § 2 du Code civil duquel on a tiré l'argument que l'interdiction était au moins un empêchement prohibitif, ne dit pas qu'une fois l'interdiction prononcée, le tribunal doive toujours et nécessairement admettre l'opposition ; il aura encore la faculté d'en faire la main levée s'il reconnaît l'existence d'intervalles lucides. Cet article prouve aussi implicitement que le mariage du dément n'est pas impossible

(1) Traité du mariage, part. 3, chap. 2, art. 1, n° 92.

(2) Bastia, 8 fév. 88. D. P. 88-2-317.

en principe, puisque le tuteur peut y former opposition avec l'autorisation du conseil de famille. La loi n'aurait pas exigé l'autorisation du conseil de famille, si elle avait entendu que l'interdiction fût par elle-même un obstacle au mariage ; il eût été inutile d'appeler le conseil de famille à délibérer sur une question résolue par la loi. (1).

Toutefois il a été jugé en sens contraire que le tuteur peut intenter l'action en nullité du mariage contracté par un interdit en état de démence (2). Dans ce cas, il semble bien que le tuteur puisse être autorisé par le conseil de famille pour former une demande en nullité de mariage (argument tiré de l'art. 307. C. C. modifié par la loi du 18 av. 1886.) Il a été aussi jugé que le mariage contracté par un interdit est sans existence légale (3).

De l'adoption. — Il faut appliquer à cet acte juridique les principes relatifs à tous les contrats, c'est-à-dire la capacité chez les parties de donner un consentement valable. M. Colmet de Santerre (4) en conclut que l'individu en état d'interdiction ne peut adopter. M. Demolombe émet un avis contraire et prétend que l'interdiction judiciaire ne prive pas celui qu'elle atteint de cette faculté essentiellement personnelle, lorsqu'il l'exerce dans un intervalle lucide. Cet auteur en décide de même en ce qui regarde le prodigue ou le faible d'esprit, qui peuvent adopter dans les mêmes

(1) Aubry et Rau, t. 5. § 464, p. 91, note 6. Baudry, t. 1, n° 1180 *ter*.

(2) Arrêt de Bastia, confirmé sur pourvoi Civ. rejet. 26 fév. 90, D. P. 90, 1, 291.

(3) Cass. Belge, 21 fév. 95, D. P. 97-2-195,

(4) T. 2, n° 80 et 80 *bis*. I.

conditions sans l'assistance de leur conseil. L'incapacité frappant ces personnes est restreinte aux actes énumérés dans les art. 499 et 513 du C. C.

Que décider relativement aux questions d'état ? Pour l'action en désaveu de paternité, elle n'appartient qu'au mari seul, pendant sa vie.

Il suit de là que nul ne peut l'exercer en son lieu et place, et que s'il est interdit, son tuteur même, qui a cependant pour mission de le représenter dans tous les actes, n'aura pas qualité pour agir en désaveu de paternité. Cela tient au caractère essentiellement personnel et moral du désaveu. Il a été, toutefois jugé que le tuteur d'un interdit peut intenter, au nom de cet interdit, une action en désaveu de paternité (1). Néanmoins, la doctrine est unanime à considérer le désaveu comme un droit exclusivement attaché à la personne (2).

De la reconnaissance d'un enfant naturel. — Il est unanimement admis tant par la doctrine que par la jurisprudence que c'est un droit exclusivement attaché à la personne. D'où cette conséquence, que le tuteur d'un interdit ne peut l'exercer en son lieu et place. Est-il nécessaire, pour reconnaître un enfant naturel, d'avoir la capacité exigée par le droit commun pour la validité des contrats en général ? Les auteurs et les tribunaux se sont prononcés pour la négative : ils n'exigent de l'auteur, en dehors de la qualité de père ou mère, que deux conditions : l'une physique, c'est-à-dire la capacité d'engendrer ou la puberté à l'époque de la conception de l'enfant ; et l'autre, morale : la capacité d'exprimer sa volonté ou le discernement à l'époque

(1) Caen, 14 déc. 1876, D. P. 77, 2, 146.

(2) Aubry et Rau, t. 6, § 545 *bis*, p. 53 et notes 6 et 7.

de la reconnaissance. Dès que ces conditions sont réunies, les incapables de droit commun peuvent valablement consentir une reconnaissance. Ainsi l'interdit et celui qui est pourvu d'un conseil judiciaire conservent malgré leur état d'interdiction, la capacité de reconnaître sans aucune assistance leurs enfants naturels. Mais le dément ou l'imbécile ne jouit de cette capacité que durant des intervalles lucides (1). La justice et la raison veulent, en effet, qu'il puisse faire ce que le devoir lui commande et la loi ne s'y oppose pas. Seulement, les juges devront examiner avec soin si la reconnaissance est l'œuvre spontanée d'une volonté intelligente et si elle n'a point été surprise par des moyens illicites dont la faiblesse d'esprit du prétendu père rendrait le succès plus facile.

La situation de l'interdit se distingue, comme nous le verrons plus loin, de celle de l'aliéné ordinaire qui n'est ni interdit ni placé dans un établissement d'aliénés, depuis la loi de 1838, en ce qu'il est frappé d'une incapacité de droit qui a sa source et sa cause dans le jugement d'interdiction, et en ce que tous ses actes sont nuls de droit, sauf les exceptions ci-dessus énoncées, ainsi que nous l'avons démontré. L'aliéné ordinaire jouit, au contraire, nous le verrons, d'une capacité normale, à moins qu'il ne soit dans un état de démence au moment de l'acte, cas auquel celui-ci pourrait être déclaré nul ou inexistant parce que le consentement de l'auteur a fait complètement défaut.

Quelle est la valeur des actes d'un aliéné passés antérieurement à son interdiction ?

L'interdiction n'ayant d'effet que du jour du juge-

(1) Aubry et Rau, t. 6. § 568, p. 158.

ment, les actes que l'interdit a passés avant le jugement sont valables, en principe. Ils peuvent cependant être annulés aux termes de l'article 503, C. C. si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits. Il y a une sorte de rétroactivité attachée au jugement qui prononce l'interdiction.

L'art. 503 permet d'annuler les actes antérieurs à l'interdiction, sans que le demandeur soit tenu de prouver la démence au moment précis de l'acte : il doit seulement établir que la cause de l'interdiction était déjà notoire dans ce moment là. C'est en cela que le législateur a dérogé au droit commun, d'après lequel il faut prouver la démence au moment même de l'acte, pour invoquer la nullité. Cette dérogation s'explique par la mauvaise foi certaine où se trouve celui même qui contracte avec une personne notoirement démente : on suppose qu'il n'a aucun prétexte pour affecter une ignorance invraisemblable (1). L'art. 503, au contraire, exige une preuve beaucoup plus facile ; il suffira, en effet, de prouver que, lorsque l'aliéné interdit a accompli son acte, il était dans un état notoire, c'est-à-dire, habituel, d'imbécillité, de démence, ou de fureur. Cette preuve sera pour lui plus facile que celle de la démence au moment même de l'acte. Elle pourra, d'ailleurs, être faite par témoins et par présomptions (2).

L'art. 503 laisse au juge un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, pour prononcer, suivant les circons-

(1) Locré, t. 3, p. 473.

(2) Demolombe, t. 8, n° 655.

tances, le maintien ou la nullité des actes antérieurs à l'interdiction (1).

Il est incontestable que même si la cause de l'interdiction n'existait pas notoirement au moment d'un acte juridique antérieur à l'interdiction, celui-ci pourrait être déclaré nul ou inexistant s'il portait en lui-même la preuve de la démence (2).

Il n'est pas nécessaire que l'existence notoire de la démence ait été connue du tiers qui a traité avec le futur interdit, pour que l'acte puisse être annulé en vertu de l'art. 503, (3) car le tiers qui a traité avec une personne en état de démence notoire est en faute de ne s'être renseigné sur la capacité de cette personne. Cependant les tribunaux pourraient, à raison de la bonne foi du tiers, refuser de prononcer la nullité de l'acte (4).

L'art. 503 laisse donc aux tribunaux le pouvoir de maintenir les actes antérieurs à l'interdiction. Il peut arriver, en effet, que l'aliéné, malgré la notoriété de sa démence, était, lorsqu'il a traité, dans un intervalle lucide : son acte ne devra pas être annulé. Il peut être reconnu aussi que le tiers qui a traité avec lui a agi de bonne foi, sans connaître l'incapacité du futur interdit.

Les actes postérieurs à l'interdiction étant nuls de droit, tandis que les actes antérieurs étant seulement susceptibles d'être annulés, la question de savoir à quelle date ils ont été passés, est très importante. La preuve de l'antidate incombe à l'interdit qui soutient

(1) Cass. 15 mars 1886, Gaz. Pal. 86, 1, 750.

(2) Cass., 5 juin 1882, D. P. 83, 1, 473.

(3) Laurent, t. 5, n° 315.

(4) Aubry et Rau, t. 1, § 127, p. 523.

que la date de l'acte sous seing privé est fausse, car elle est réputée sincère et l'acte fait foi de sa date entre les parties. C'est à celui qui conteste la validité d'un acte à établir la cause de nullité qu'il invoque. Comme l'interdit ne peut pas se procurer une preuve littérale de la fraude, l'art. 1348 subit ici une exception ; il sera admis à la prouver par témoins et par simples présomptions (1).

Le législateur, dans l'art. 504 du C. C., n'a pas voulu que les héritiers après la mort de leur auteur, puissent attaquer pour cause de démence un acte qu'il a accompli, à moins toutefois que son interdiction ait été provoquée ou prononcée avant son décès. Il est loisible aux héritiers de tenter la preuve de la démence au moment de l'acte, selon le droit commun. Mais si l'interdiction n'a ni été provoquée ni prononcée du vivant de l'auteur, la preuve de la démence au moment de l'acte devient bien difficile. Aussi, comme les héritiers seraient tentés d'attaquer sans motif et sous couleur de démence, des actes accomplis par le décédé, le législateur a-t-il voulu écarter l'éventualité de nombreux procès en décidant que la nullité de l'acte ne pourra être prononcée pour cause de démence qu'autant que la preuve de la démence résultera de l'acte lui-même. Donc, l'action en nullité pour cause de démence n'est ouverte aux héritiers contre les actes passés par leur auteur que dans ces deux cas exceptionnels : 1° lorsque l'interdiction du de cujus a été prononcée ou au moins provoquée avant son décès ; 2° lorsque la preuve de la démence résulte de l'acte même qui est attaqué.

(1) Laurent, t. 5, n° 322.

L'interdit peut recouvrer sa capacité par la main-levée de l'interdiction prononcée par le tribunal de son domicile. Ce sera au demandeur en main-levée, et l'interdit peut l'être lui-même, (1) à prouver la cessation de l'aliénation mentale. La demande en main-levée peut être formée par toutes les personnes qui avaient le droit de la provoquer.

Elle doit être formée contre le conseil de famille et le ministère public, qui sont les seuls contradicteurs nécessaires aux termes de la loi. Si quelque membre du conseil de famille croit devoir s'opposer à la main-levée, il peut intervenir sur la demande et faire valoir devant le tribunal les moyens qu'il croit de nature à la faire rejeter.

Le procès en main-levée est instruit et jugé dans la même forme que l'interdiction. (Art. 512, C. C. et 896, P. C.). Elle doit donc être introduite par une requête énonçant les faits ou les motifs sur lesquels elle est fondée.

Le tribunal pourrait, tout en prononçant la main-levée de l'interdiction, nommer un conseil judiciaire à l'interdit (art. 499), puisqu'il le peut quand il rejette la demande en interdiction (2).

Passons maintenant à la seconde catégorie d'aliénés dont s'occupe le Code civil, c'est-à-dire aux faibles d'esprit. Ils font l'objet des articles 513 à 515 inclus formant le chapitre III du titre XI.

§ 2. — Des faibles d'esprit

Le législateur de 1804 a organisé une mesure de

(1) Aubry et Rau, t. 4, § 126, p. 522.

(2) Laurent, t. 5, n° 334.

protection commune au prodigue et au faible d'esprit, c'est le conseil judiciaire.

Le faible d'esprit est celui dont les facultés mentales, sans être complètement oblitérées, sont cependant gravement troublées. Le tribunal peut, dans sa souveraine appréciation, lorsqu'une demande en interdiction lui a été présentée, la rejeter en partie et nommer au défendeur un conseil judiciaire.

L'art. 499, C. C., laisse, en effet, une grande latitude aux magistrats, quant à l'appréciation de la faiblesse d'esprit : ils nommeront un conseil judiciaire lorsque l'état du défendeur ne paraîtra pas assez grave pour motiver son interdiction : dans le cas, par exemple, où une personne parvenue à une extrême vieillesse n'a plus la capacité nécessaire pour veiller à la conservation de sa fortune (1), de même, quand une habitude invétérée, mais volontaire, d'ivrognerie a entraîné le désordre des affaires et une mauvaise gestion du patrimoine (2).

Le mineur comme le majeur peut être pourvu d'un conseil judiciaire ; cette mesure sera utile si elle est prise à la veille de sa majorité, pour l'empêcher de dissiper sa fortune dès qu'il sera majeur ; ou si, quoique mineur, il a l'administration de ses biens, s'il est par conséquent émancipé.

Un conseil judiciaire peut être donné à la femme mariée, dans les hypothèses : 1° où le mari commun ou séparé de biens, ne la retient pas quand elle se livre à de folles dépenses, ou qu'il lui fait partager le poids de ses dettes et l'entraîne à la ruine ; 2° si la

(1) Cass., 14 juillet 1857, D. P. 57, 1, 354.

(2) Rouen, 18 janv. 1865, D. P. 65, 2, 226.

femme n'est pas suffisamment protégée par la nécessité de l'autorisation maritale.

La femme ne peut jamais être nommée comme conseil judiciaire de son mari, car celui-ci conservant sa puissance maritale, il ne serait pas admissible qu'il se trouvât soumis à la puissance de sa femme pour certains actes. Le mari, lui-même, n'est pas de droit le conseil de sa femme faible d'esprit, car dans certains cas il pourrait s'en faire le complice pour ruiner son patrimoine.

La provocation de la nomination d'un conseil judiciaire peut être faite par les mêmes personnes que celles qui ont, d'après l'art. 490, le droit de demander l'interdiction. Le même droit appartient au ministère public quand l'individu n'a pas de parents connus.

La nomination d'un conseil peut être demandée au nom d'un parent mineur par son représentant légal (1). Si c'est la femme qui veut faire nommer un conseil judiciaire à son mari, elle doit se faire autoriser par justice (2). Comme en ce qui concerne l'interdiction, on décide généralement qu'une personne qui se reconnaît faible d'esprit ne pourrait pas demander elle-même à être pourvue d'un conseil judiciaire.

La demande est instruite et jugée de la même manière que la demande en interdiction, c'est-à-dire que les articles 494, 496 et 515 sont applicables à cette procédure.

Le jugement qui prononce la nomination d'un conseil judiciaire doit contenir deux dispositions ; 1^o ordonner que le défendeur ne pourra désormais faire les

(1) D. P., 76, 1, 28.

(2) Lyon, 8 juin 1872. — D. P., 73, 3, 7.

actes énumérés dans l'article 499, sans, l'assistance d'un conseil et, 2° nommer le conseil. Les frais qu'il occasionne doivent être mis à la charge du défendeur.

La dation d'un conseil ne pouvant faire l'objet d'une transaction, l'acquiescement qui serait donné en cette matière par l'une ou l'autre partie, serait sans valeur (1).

La publicité du jugement ou de l'arrêt portant nomination d'un conseil judiciaire doit être faite selon les articles 514, Code civil et 897 P. C.

Quant aux effets de la nomination d'un conseil judiciaire, la personne qui a encouru cette mesure devient du jour du jugement complètement incapable d'accomplir, sans l'assistance de son conseil, certains actes qui pourraient spécialement entraîner sa ruine. Ces actes énumérés dans les articles 499 et 513, sont les suivants : 1° plaider, soit en demandant soit en défendant ; en instance comme en appel ; en matière mobilière et immobilière.

Il est cependant quelques instances dans lesquelles on admet que le faible d'esprit pourvu d'un conseil n'a pas besoin d'assistance. Ainsi : 1° il peut demander seul en appel la reformation du jugement qui l'a pourvu d'un conseil (2) ;

2° Défendre à la demande d'interdiction formée contre lui et interjeter appel de ce jugement (3) ;

3° Demander un conseil ad hoc pour plaider contre son conseil judiciaire (4) :

2° Transiger, ou compromettre ; car il n'a pas la libre

(1) Laurent, T. 5, n° 336.

(2) Bordeaux, 27 février 1878. — D. P., 79, 2, 120.

(3) Cassation, 15 mars 58. — D. P., 58, 1, 121.

(4) Seine, 30 avril 70. — D. P., 70, 3, 78.

disposition de ses droits (1) ; 3° emprunter directement ou indirectement, ostensiblement ou non ; 4° recevoir un capital mobilier et en donner décharge ; c'est en effet au conseil judiciaire à exiger qu'il soit fait emploi des capitaux revenant à son pupille ; 5° aliéner ou constituer un droit réel ce qui équivaut à une aliénation partielle. Mais il serait sage de décider que lorsque l'aliénation de meubles rentre dans la catégorie des actes de pure administration, comme les ventes de récoltes et d'objets susceptibles de subir avec le temps une certaine détérioration, la personne pourvue d'un conseil judiciaire reste, d'après nous, pleinement capable de les accomplir, parce que l'aliénation des meubles rentre dans les actes d'administration.

Mais ce système est repoussé par les auteurs, car dit Baudry, (2) le prix provenant de ces ventes mobilières constitue bien un capital ; or, le faible d'esprit ne peut toucher ce capital ni en donner décharge sans l'assistance de son conseil.

Il peut disposer de ses biens par testament mais ne peut faire de donation entre vifs ; disposer de ses biens par institution contractuelle sans l'assistance de son conseil lui est défendu, car son acte ressemblerait à une aliénation (3).

En se mariant, le faible d'esprit peut valablement supporter les conséquences que la loi attache au mariage ; par conséquent, il peut adopter expressément le régime de communauté légale ou un autre dont les effets ne compromettraient pas sa fortune.

(1) Article 1003, P. c., et 1989, C. c.

(2) T. I, n° 1190.

(3) Laurent, T. 5, n° 366.

La Cour suprême (1) est même allée jusqu'à dire que l'individu pourvu d'un conseil pouvait librement arrêter ses conventions matrimoniales et même faire des donations à son conjoint en contrat de mariage. C'est à notre avis méconnaître les articles 499 et 513, Code civil.

L'assistance d'un conseil n'est pas nécessaire pour les actes d'administration. Il peut ainsi : 1^o donner ses immeubles à bail, sauf pour une durée excédant 9 ans (2); 2^o se faire livrer pour ses besoins personnels et dans la limite de ses ressources, des fournitures et souscrire des reconnaissances au profit des fournisseurs (3).

Il peut faire seul tous les actes conservatoires, tels que les actes interruptifs de la prescription et les actes extrajudiciaires; s'obliger seulement dans la limite de l'administration de ses biens, car en contractant des obligations excessives il aliénerait indirectement.

6^o Grever ses biens d'hypothèque, ce qui est une conséquence de l'incapacité d'aliéner.

L'énumération de ces actes défendus aux faibles d'esprit est limitative et le juge ne pourrait pas étendre son incapacité à d'autres actes. En dehors des actes prévus par les articles 499 et 513, l'individu conserve toute sa capacité; il continue de jouir, en principe, de ses droits civils et politiques.

Le mari qui est pourvu d'un conseil conserve la puissance maritale. Il peut autoriser la femme à faire les actes qu'il est lui-même capable de faire seul. Quant aux autres, il est incapable de les faire; il ne

(1) 24 décembre 1866. — D. P., 57, 1, 48.

(2) Toulouse, 23 août 55. — D. P., 55, 2, 328.

(3) Lyon, 10 mai 1861. — D. P., 61, 1, 465.

pourrait habiliter sa femme et celle-ci devrait recourir à justice.

Si c'est la femme qui est pourvue d'un conseil, le mari conserve sa puissance maritale et doit toujours l'autoriser ; elle aura en outre besoin de l'assistance de son conseil pour les actes qui requièrent cette assistance.

Le rôle du conseil judiciaire consiste à assister le faible d'esprit, c'est-à-dire à participer en personne à la confection juridique de ses actes ; à joindre en quelque sorte sa volonté à celle de l'incapable pour lui en donner la force et la valeur suffisantes. Nous savons que le tuteur ordinaire — et c'est en ceci qu'il se distingue du conseil du faible d'esprit, — se substitue à la personne du mineur ; le remplace et agit en son lieu et place dans la confection des divers actes juridiques ; le conseil judiciaire vient, au contraire, suppléer par sa présence à l'insuffisance juridique de l'aliéné. (1)

Mais le système de la loi ne protège l'incapable que d'une manière très insuffisante. Ainsi tout en défendant d'aliéner sans l'assistance de son conseil, la loi réserve au faible d'esprit seul le droit de demander la nullité des aliénations faites par lui. Il reste donc maître de rendre illusoire la défense légale. C'est pour obvier à cet inconvénient que la jurisprudence a été amenée peu à peu à reconnaître au conseil judiciaire le droit d'agir personnellement au nom de l'incapable pour sauvegarder ses intérêts, d'attaquer même seul les actes passés par lui, à la seule condition de l'appeler en cause (2).

(1) Demolombe, T. 8, n° 763.

(2) Cassation, 29 juin 1881. — D. P., 81. 1, 33.

Aussi, lorsque l'assistance du conseil est requise pour un acte déterminé et qu'elle fait défaut, l'acte est nul de droit, nonobstant la bonne foi du tiers co-contractant (1). La nullité étant relative ne peut être invoquée que par le faible d'esprit ou par conseil (2). L'article 1338 Code civil lui est donc applicable,

On décide généralement que l'assistance doit être spéciale et que le conseil judiciaire ne peut par une autorisation préalable et indéterminée, conférer à l'incapable la capacité de contracter seul des engagements indéfinis (3).

Quant aux actes passés avant la nomination du conseil judiciaire, ils ne sont pas soumis au régime de l'art. 503 qui permet d'annuler des actes antérieurs à l'interdiction, lorsque la folie existait déjà notoirement au moment où ces actes ont été faits (4).

Toutefois, d'après une jurisprudence, aujourd'hui constante et approuvée par les auteurs, on admet que, bien que la nomination d'un conseil judiciaire n'ait pas d'effet rétroactif, les tribunaux peuvent néanmoins annuler les actes passés par le faible d'esprit avant le jugement de nomination, quand il est constaté que ces actes ont eu lieu pour faire fraude à la loi et éluder à l'avance les conséquences de la mesure judiciaire (5).

En tous cas, c'est à celui qui demande la nullité

(1) Articles 502 et 499, Code civil.

(2) Seine, 28 octobre 1869. — D. P., 69, 3, 90 et Cassation, 24 juin 97, D. P., 97, 1, 404.

(3) Cassation, 3 décembre 50. — D. P., 51, 1, 42.

(4) Laurent, T. 5, n° 375. — Aubry et Rau, T. 1, § 140, p. 575. — Bordeaux, 29 décembre 84. — D. P., 86, 1, 244.

(5) Cassation, 15 décembre 1879, D. P., 80, 1, 177. — Demolombe, T. 8, n° 772.

des actes antérieurs au jugement à prouver qu'ils ont été passés en fraude de la loi.

La nomination d'un conseil frappe donc le faible d'esprit d'une incapacité partielle ; aussi a-t-on quelquefois désigné cette mesure de protection sous le nom de demi-interdiction. Elle reproduit, en effet, à peu de chose près, la demi-interdiction du droit coutumier.

Telles sont les deux mesures de protection organisées par le Code civil en faveur des aliénés ; l'interdiction et la nomination d'un conseil judiciaire. Le législateur de l'époque avait eu surtout pour but de sauvegarder les intérêts de ces deux sortes d'aliénés. Mais ceux dont le Code s'est occupé ne forment qu'une minime partie des aliénés qu'une législature bien faite devrait embrasser ; beaucoup restent hors la loi.

Le Code sauvegarde moins bien encore la liberté individuelle et l'ordre public. Bien que l'art. 510 n'autorise la séquestration des fous qu'après leur interdiction, on séquestre souvent, sous l'empire du Code civil, des aliénés non interdits, et l'autorité est loin d'empêcher ces illégalités, parce que, d'une façon générale, une pareille mesure semble utile et même nécessaire. Mais cette pratique constitue néanmoins une illégalité flagrante et donne lieu à de nombreux abus par suite de l'absence de toute garantie réservée à ceux qu'on séquestre pareillement.

En dehors des interdits et des aliénés pourvus d'un conseil judiciaire, les auteurs du Code n'ont pas réglementé la situation juridique des aliénés ordinaires qu'ils ont laissés régis par le droit commun. Ce sont ceux-là dont nous nous entretiendrons un instant.

Section B. — **Catégorie d'aliénés dont ne s'occupe pas le Code civil**

Elle comprend les personnes qui, n'ayant jamais été l'objet d'aucune mesure judiciaire modifiant leur condition juridique, sont néanmoins atteintes d'aliénation mentale.

Le principe est la capacité entière au point de vue mental. Mais le droit commun exige que les personnes qui passent un acte soient intellectuellement capables d'y consentir. L'aliénation mentale entraîne donc nécessairement la nullité des actes passés par la personne aliénée.

Il importe tout d'abord de distinguer deux degrés dans l'état de l'individu qui fait un acte juridique, en dehors des incapacités de droit dont nous avons parlé plus haut. Un individu peut être complètement inconscient au moment où il contracte, à tel point que son consentement fait absolument défaut. Comme conséquence de cette absence du consentement, on peut dire : 1° que l'inexistence de la convention peut être invoquée par chacune des parties : c'est le néant ; le créancier n'aura aucune action pour la faire exécuter ; 2° que le consentement faisant défaut, la convention ne pourra être validée après coup, car on ne peut fortifier ce qui n'a pas de force ; une confirmation ultérieure ou la prescription n'auront donc sur elle aucun effet ; 3° en cas d'exécution d'une convention inexistante, le débiteur pourra toujours agir par la *condictio indebiti* ; 4° enfin toute personne pourra soutenir que la convention est frappée d'une nullité absolue, ergo omnes.

En dehors de cette première hypothèse, il y en a

une autre où le consentement de l'individu n'a pas absolument manqué lors de la confection de l'acte ; il a existé en droit, mais l'état mental et pathologique du contractant n'était pas normal au moment même où le consentement est intervenu ; ce qui manque à l'auteur de l'acte, ce n'est plus le consentement, mais une capacité intégrale de fait au moment même de sa confection. L'incapacité du sujet n'entraîne pas, comme l'absence des conditions essentielles aux contrats, l'inexistence même du contrat, mais simplement son annulabilité.

La loi a établi comme règle une présomption de santé d'esprit chez tout individu qui contracte, et a considéré que l'état de démence n'est qu'un fait anormal. Ce sera donc à celui qui soulèvera l'exception d'incapacité à prouver, pour faire tomber l'acte qu'il attaque, que celui-ci a été accompli sous l'influence de la folie. La nullité dont il se prévaudra ne sera dès lors plus que relative, susceptible de confirmation et de prescription (art. 1123 à 1125 C. c.).

D'une façon générale, tout individu qui s'est trouvé dans un état d'incapacité naturelle a le droit d'établir qu'il était à ce moment même dans un état de démence, c-a-d. d'incapacité de consentir valablement. n'invoquera qu'une incapacité de fait. Le Code civil lui-même, dans l'art. 504, reconnaît bien implicitement cette incapacité.

Cet article prévoit deux hypothèses bien distinctes dont la solution varie suivant l'époque à laquelle est demandée la nullité d'un acte passé par un dément. Dans la première, il envisage le cas où l'acte est attaqué après la mort de l'auteur ; les héritiers doivent alors, pour triompher dans la demande en nullité,

prouver que la démence résulte de l'acte lui-même.

Dans la seconde, il suffira d'établir, pour faire tomber l'acte, que l'interdiction de son auteur aura été prononcée ou au moins provoquée avant son décès.

De ces deux solutions, il résulte implicitement que du vivant de l'auteur, celui-ci peut prouver qu'au moment de son acte il était privé de l'usage des facultés intellectuelles et était dans un état habituel de démence.

Puisque l'art. 504 refuse aux héritiers de l'aliéné le droit d'alléguer la démence à moins toutefois que celle-ci ne résulte de l'acte lui-même, il admet par là même que de son vivant et une fois guéri, l'aliéné peut à fortiori invoquer lui-même sa propre incapacité de fait et agir en nullité.

C'est au juge à apprécier souverainement la question de fait de savoir si l'individu jouissait, au moment de l'acte, de sa raison à un degré suffisant pour que cet acte soit déclaré valable. Bien qu'aucune définition scientifique à la fois assez générale et précise n'eût venue législativement éclairer les recherches des magistrats, ceux-ci doivent appuyer leur opinion sur tous les éléments de la cause et apprécier selon le bon sens. Si un doute s'élevait dans leur esprit, ils ne devraient pas négliger de recourir aux lumières des hommes de l'art qui examineront si, au point de vue médical, l'individu jouissait, dans la période où l'acte a été fait, de la plénitude ou seulement de quelques vestiges de ses facultés intellectuelles et à quel degré il s'en trouvait dépourvu.

La monomanie est le genre de folie que l'on rencontre le plus généralement chez les aliénés qui nous occupent.

Nous en avons déjà donné les caractères particuliers. Elle consiste dans un délire partiel et entraîne une incapacité relative.

La personne qui en est atteinte atteste un désordre dans une ou plusieurs de ses facultés intellectuelles sans qu'on puisse dire toutefois qu'elle soit impropre à faire certains actes de la vie civile.

Au point de vue juridique comme au point de vue médical, il serait illogique et irrationnel d'admettre qu'un individu atteint d'un délire partiel fût assimilé à celui dont l'intelligence et la volonté ont totalement fait défaut. Aussi les auteurs sont-ils en général d'accord sur le principe que l'acte passé par un aliéné de fait est nul. Mais ils se séparent sur la nature de la preuve qui doit être apportée.

Un grand nombre raisonnant par analogie de l'art. 503, pensent que le demandeur en nullité ne sera pas tenu de prouver la démence au moment précis où l'acte a été passé, mais qu'il pourra se borner à prouver l'état notoire de démence au moment de la passation de l'acte (1).

Ces auteurs paraissent oublier que l'art. 503 constitue une exception et est spécial au cas où l'interdiction a été prononcée ultérieurement. La nullité des actes accomplis par un aliéné ordinaire s'appuie non pas sur l'art. 503, mais sur les principes généraux du droit. Or, ces principes exigent que la démence ait existé au moment précis où l'acte a été passé, ou qu'elle résulte de l'acte lui-même. Or, on ne peut tirer aucun argument de l'art. 503. Comme l'a fort bien dit

(1) Aubry et Rau, t. 1, p. 524 et note 10 ; Demolombe, t. 8, n° 661.

Laurent (1), « il y a une règle et une exception. La règle exige l'existence et la validité d'un consentement ; donc celui qui attaque un contrat pour défaut de consentement doit prouver qu'au moment où il a consenti en apparence, il était incapable de consentir. L'exception est établie par l'art. 503 ; quand il y a interdiction, on peut attaquer les actes antérieurs au jugement en prouvant la notoriété de la folie à l'époque où l'acte a été passé. Dès que l'on ne se trouve plus dans l'exception, on rentre dans la règle. »

La jurisprudence s'est prononcée en faveur du système de MM. Aubry et Rau. Elle estime que la preuve qu'une personne se trouve dans un état habituel d'imbécillité est suffisante pour entraîner la nullité des actes passés par elle au moment même de la passation (2).

Nous combattons cette doctrine dont le principal défaut est de méconnaître le caractère exceptionnel de 503.

Il ne faut pas confondre avec l'état normal de folie, l'état qui présente certains intervalles où l'individu non interdit jouit de la plénitude de ses facultés. Ce laps de temps plus ou moins long, où l'agent est sain d'esprit, que l'on appelle « intervalle lucide », consiste dans la suspension absolue, quoique temporaire, des manifestations et du caractère du délire. C'est un état momentané de guérison pendant lequel la personne réunit toutes les conditions exigées par la loi pour accomplir des actes valables.

Nous savons déjà qu'il ne peut légalement être

(1) T. 5, n° 323.

(2) Cass. 28 fév. 1838, S. 38. 1. 533. 26 juillet 1842, D. P. 42. 1. 384.)

question d'intervalle lucide dans l'état d'un interdit depuis le jugement qui l'a déclaré tel.

Bien qu'il existerait en fait, il n'aurait en droit nul effet bienfaisant sur l'incapacité de l'agent dont les actes resteraient frappés d'une nullité juris et de jure. Le législateur a voulu créer une exception en ce qui concerne l'interdit ; celui-ci est présumé incapable puisqu'il est dans un état habituel de démence. Le régime spécial de l'interdiction a l'utilité d'éviter aux familles des procès trop fréquents et de les protéger contre les actes que leur malade pourrait accomplir à leur détriment.

Mais en dehors de l'interdiction la loi n'a nulle part proclamé l'incapacité d'une personne agissant pendant un intervalle lucide ; la question reste donc entière et demeure soumise aux principes généraux du droit.

En ce qui concerne les actes à titre gratuit, l'art. 901 du Code civil apporte une extension à l'art. 504. « Pour faire une donation entre vifs ou un testament, dit cet article, il faut être sain d'esprit ». Il en résulte, à n'en pas douter, que des actes de disposition à titre gratuit faits par une personne aujourd'hui décédée peuvent encore être attaqués pour cause d'insanité d'esprit, alors même que l'interdiction du disposant n'aurait été ni provoquée ni prononcée durant sa vie et que la démence ne résulterait pas même de l'acte (1).

On s'explique que le législateur ait rendu la preuve de la démence plus facile lorsqu'il s'agit de dispositions à titre gratuit. Les tiers doivent être, en effet,

(1) Demolombe, t. 8, n° 356. Dijon, 20 déc. 1881 : D. P. 83. 2. 8)

plus sérieusement protégés que les donateurs et légataires, parce que les premiers demandant le maintien d'un contrat à titre onéreux, luttent de « *daumo vitando*, » tandis que les seconds ne luttent que pour conserver un bénéfice « *de lucro captando* » Pour faire tomber un acte de disposition à titre gratuit, le demandeur en nullité devra prouver l'insanité du disposant au moment même de l'acte ; il ne lui suffirait pas d'invoquer l'état habituel de démence de son auteur à l'époque de la disposition, car celle-ci pourrait parfaitement coïncider avec un intervalle lucide.

Si, au contraire, l'état normal d'un testateur, au lieu d'être la santé d'esprit, se trouvait être la démence constante, la présomption ordinaire de capacité et de santé d'esprit laisserait place à celle de l'incapacité de l'auteur au moment de sa disposition, et alors ce serait au bénéficiaire de l'acte, au défendeur, à prouver que le testateur avait passé l'acte dans un moment lucide (1).

Pour faire tomber la présomption de santé d'esprit chez une personne, il ne suffit pas de relever en elle une tournure d'esprit spéciale qui semblerait insensée si rien dans ses actes n'était désordonné ; il faut découvrir un trouble qui atteint ses facultés intellectuelles dans l'ordre des faits de la vie civile et pratique (2).

La preuve de l'insanité d'esprit peut se faire par témoins, indépendamment de tout commencement de preuve par écrit. De même l'attestation dans un acte par le notaire de la complète intelligence et lucidité

(2) Aubry et Rau, t. 7. p. 45.

(1) Cass. 2 janv. 1878 D. P. 78. 1. 163.

d'esprit d'un testateur pourrait être combattue par la preuve contraire sans qu'il y ait lieu de recourir à la procédure en faux ; la raison en est que l'appréciation de l'état mental d'une personne quelconque reste en dehors des attributions et du rôle du notaire. Mais il en serait autrement, si le notaire avait consigné à tort dans un acte authentique que le disposant a lui-même dicté ses volontés, qu'il en a compris la lecture et qu'il a déclaré y persister ; dans ce cas l'inscription de faux serait le seul moyen admis pour établir le délire ou l'état complet d'imbécillité du disposant au moment de l'acte ; il s'agirait alors de dénier des faits matériels relatifs à la confection et aux solennités de l'acte même dont la constatation revient au notaire.

Pour prononcer l'insanité d'un testateur au moment de son acte, les tribunaux apprécieront souverainement la pertinence, la gravité et la vraisemblance des faits articulés.

Les règles générales à tous les contrats édictées par l'art. 1109 sont applicables aux actes à titre gratuit : le dol, l'erreur et la violence sont des vices du consentement et annulent le contrat, quel qu'il soit. Les contrats à titre gratuit doivent être l'œuvre d'une volonté encore plus réfléchie, plus libre et plus spontanée que celle qui préside aux contrats à titre onéreux, aussi leur nullité découlera de vices beaucoup moins graves. L'art. 1116, en ce qui concerne les libéralités, reçoit une interprétation extensive ; le dol, qu'il émane de celui auquel la libéralité doit profiter, ou d'une autre personne, sera dans tous les cas une cause de nullité de la disposition (1).

(1) Cass., 2 janv. 1878, D. P. 78-1-136, et 27 juin 1887, D. P. 88-1-303.

La captation ou la suggestion n'entraînent pas toujours la nullité de l'acte à titre gratuit. Pothier (1) dit que la suggestion de la volonté consiste chez le testateur à faire une disposition en vue de se délivrer des importunités de ceux qui l'y portaient. Il y a captation, au contraire, lorsqu'on s'empare de la bienveillance d'une personne et qu'on obtient d'elle des libéralités déterminées par l'attachement qu'on parvient à lui inspirer. La libéralité ne sera jamais susceptible d'être annulée pour cause de suggestion ou de captation si celles-ci ont été pratiquées à l'aide de moyens licites, comme l'étalage d'une misère (2); mais le succès d'un procès en nullité ne serait pas douteux si le donataire avait joint la fraude à des indécences.

En matière de donation entre vifs, le donataire doit être capable au moment de la donation si son acceptation est contenue dans l'acte même; et si son acceptation a lieu dans un acte séparé, sa capacité doit exister tant au moment de la donation qu'à celle de son acceptation. Quant au donateur, lorsque l'acceptation du bénéficiaire n'est pas concomitante à la donation ni contenue dans le même acte, sa capacité doit être intacte et complète lors de la notification de l'acte d'acceptation, et si ses facultés s'altéraient avant cette seconde période, la donation serait entachée de nullité.

La révocation comme la confection d'un acte à titre gratuit exige chez son auteur la santé d'esprit au moment où elle s'accomplit. L'absence de cette condi-

(1) T. 8, p. 252.

(2) Cass., 2 juill. 1895, D. P. 96-1-120.

tion entraînerait la nullité de l'acte. De même si le donataire ayant perdu l'usage de ses facultés et agissant sans discernement, s'était rendu l'auteur de l'un des faits permettant la révocation des dispositions à titre gratuit (953 et 955 C. civil), il faudrait considérer son acte comme dénué de toute portée juridique et maintenir en sa faveur l'irrévocabilité des donations.

En matière de désaveu de paternité et de reconnaissance d'enfant naturel, le législateur n'a pas prévu le cas où l'auteur de ces actes serait atteint d'aliénation mentale. Cependant, en ce qui concerne le désaveu de paternité, comme l'art. 316 du Code civil fait courir contre le mari le délai de désaveu à partir du moment où il a pu acquérir par lui-même la certitude de l'accouchement de sa femme et qu'il lui est accordé, suivant les cas, un délai de un ou deux mois pour intenter son action, il faut admettre que ce délai ne courra contre le mari qui n'a pu connaître, à raison de l'altération de ses facultés, l'accouchement de sa femme, que du jour où celui-là aura recouvré l'usage de sa raison. De même, s'il était enfermé dans un asile ou bien interdit, le point de départ du délai ne partirait que du jour de sa sortie de l'asile ou de la main levée du jugement d'interdiction. Ce n'est, en effet, qu'à partir de ce moment qu'il pourra acquérir par lui-même la certitude de l'accouchement de sa femme ; des considérations de haute moralité commandent d'ailleurs une pareille solution.

Pour la validité d'une reconnaissance d'enfant naturel, la pleine et entière capacité intellectuelle de l'agent est aussi requise ; aussi déciderons-nous qu'un individu dans un état actuel de démence ne pourrait faire valablement un pareil acte ; mais

comme nous l'avons admis en faveur de l'interdit, nous soutenons par argument « à fortiori » que malgré son état habituel de démence, un individu peut reconnaître son enfant naturel dans un moment de pleine lucidité d'esprit.

Nous ne reproduirons pas ici en ce qui concerne les aliénés simples les solutions que nous avons admises en faveur des interdits, relativement au mariage et aux conventions matrimoniales ; elles leur sont applicables « à fortiori ».

L'individu quoique aliéné peut donc valablement, pendant un intervalle lucide, contracter mariage et régler ses conventions matrimoniales.

En matière de séparation de corps et de divorce, il faut admettre que les mauvais traitements et les injures émanant d'un époux vis-à-vis de son conjoint ne sont pas une cause de dissolution de l'union conjugale lorsqu'ils sont le résultat de la démence. Signalons pour mémoire, que la loi du 20 septembre 1792 mettait au nombre des causes de divorce la démence, la fureur ou la folie d'un des époux. Mais comme le Code civil ne reproduit pas cette disposition, nous admettons que l'aliénation mentale ne saurait rentrer dans les termes de l'art. 231 du Code civil.

En matière de prescription et d'autres déchéances, l'aliénation mentale n'est pas une cause de suspension de la prescription au profit de ceux qui en sont atteints, tant qu'un jugement d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire n'est venue modifier leur situation juridique ; car, si une volonté libre et personnelle est nécessaire à tout homme qui contracte une obligation, elle n'est plus nécessaire pour modifier sa situation juridique, lorsqu'il s'agit de la pres-

cription et des autres déchéances résultant de l'expiration de délais. La Cour de Cassation a consacré cette opinion en l'appuyant sur l'art. 2252 du Code civil, dont le sens a une portée restrictive (1).

Quid, en matière de délit et de quasi-délit ? — Pour qu'il y ait délit ou quasi-délit, d'une façon générale, il faut comme condition essentielle que le fait soit imputable à son auteur, qu'il soit le résultat d'une volonté libre de sa part. L'art. 1382 exige une faute de la part de l'auteur du dommage. Or, l'aliéné ne peut-il pas être assimilé à l'enfant privé de discernement ? Il semble qu'il ne commet aucune faute lorsqu'il agit sous l'empire de la maladie, parce qu'il n'a pas conscience de la portée de son acte ; si, au contraire, l'individu dans un état habituel de démence, avait commis un délit dans un intervalle lucide, il serait responsable de son acte et devrait réparer le préjudice causé. Toutefois de nos jours, il y a une tendance générale à ce que la responsabilité des actes préjudiciables ne soit pas nécessairement subordonnée à la démonstration d'une faute. M. Pourquery de Boisserin proposait à la chambre le 3 fév. 1902 d'ajouter à l'art. 1382 C.C. un paragraphe relatif à la réparation civile du préjudice que le dément cause par ses actes (2).

Ce système conduit à faire retomber sur le patrimoine des aliénés les conséquences de leurs délits. On propose, lorsqu'il s'agit d'un délit, de ne plus s'occuper de la mentalité, de la responsabilité morale et de n'admettre qu'une responsabilité objective. Il est établi d'ailleurs que l'acquittement pour cause de folie

(1) Cass. 31 déc. 1866. D. P. 67. 1. 350.

(2) Voir Revue trim. de Droit civil, 1902, p. 713.

n'entraîne pas nécessairement gain de cause pour les dommages et intérêts réclamés par la victime du fait incriminé ; il peut arriver, en effet, que la maladie était telle qu'elle enlevait à l'aliéné la liberté suffisante pour encourir une condamnation pénale, sans toutefois supprimer chez l'agent l'intelligence nécessaire qui le rend conscient du préjudice causé par son acte.

Cette tendance nous vient du droit civil allemand.

Le nouveau code mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900 admet en effet dans ses art. 827 et 829 la théorie de l'obligation basée sur la cause (*causalhaftung*) parce qu'il suffit que le fait du débiteur soit cause du dommage. Elle s'oppose à la théorie traditionnelle de l'obligation basée sur l'idée de faute (*culpahaftung*) (1).

Une opinion contraire avait été soutenue par M. Labbé (2). Voici son système :

L'acte accompli par un dément n'entraîne aucune faute contre son auteur ; par conséquent le fou est affranchi de toute responsabilité tant civile que pénale. Toutefois, si l'acte n'est pas en lui-même une faute, il dérive quelquefois d'une faute qui peut engager sa responsabilité. Ainsi lorsque la folie résulte d'habitudes vicieuses, comme l'alcoolisme, la responsabilité civile doit survivre à la perte de la raison. Celui qui détruit en lui-même la faculté de vouloir et de diriger ses actions, commet sciemment une faute qui l'oblige

(1) Voir Saleilles : Etudes sur la théorie générale de l'obligation d'après le Code civil allemand, p. 376.

(2) De la démence au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité en matière civile (Revue critique de législation et de jurisprudence, août 1870.)

à réparer tous les préjudices qu'il s'expose à causer involontairement plus tard. Mais, en général, la folie et les actes qu'elle commande ne sont pas imputables à l'aliéné; elle doit être assimilée au cas fortuit ou à la force majeure. Le fou n'est plus maître de lui-même ni de ses actes; il est dominé par le mal qui le possède et devient l'instrument passif d'une force intérieure qui obscurcit sa raison et développe en lui une activité complètement indépendante de sa volonté.

Comme conclusion de son système, M. Labbé déclare libéré le débiteur qui, dans un accès de folie, aurait détruit l'objet de son obligation; l'inexécution de son contrat ne lui est pas imputable. — L'acte du fou est un cas fortuit à l'égard du fou lui-même; d'où cette conséquence appliquée aux risques en matière de contrats synallagmatiques, savoir que celui du vendeur ou de l'acheteur, devenu fou depuis la passation du contrat, ne devra pas exécuter sa prestation réciproque, alors même que l'autre se serait libéré envers lui. Il n'encourra aucun dommage-intérêts de ce fait.

La folie fait cesser d'une façon générale les effets du contrat; ainsi quand la chose louée viendrait à être détruite par le fait du locateur, le bail prendrait immédiatement fin, comme par le fait de la force majeure.

En appliquant ce principe aux contrats d'assurance, on décidera que si un immeuble assuré contre l'incendie a été détruit par le fait du propriétaire devenu fou, la Compagnie est tenue d'en réparer le dommage, la cause de l'incendie étant comprise parmi les risques auxquels s'applique le contrat, à moins toutefois de clause contraire consentie de part et d'autre par les contractants.

De même, l'individu qui se serait donné la mort dans un accès de folie, ouvrirait, au profit de ses héritiers, le droit au montant de l'assurance sur la vie qu'il aurait précédemment souscrite ; mais pareille solution ne saurait être donnée au cas où la mort ne serait plus un fait accidentel mais volontaire de sa part, cas auquel la Compagnie refuserait à bon droit d'en verser le capital. Ce serait, dans tous les cas, aux juges à apprécier l'existence ou l'inexistence de la folie.

M. Labbé se pose enfin la question de savoir si les parents de l'aliéné irresponsable sont tenus envers les tiers de réparer le préjudice qu'ils ont subi du fait du dément ; il la résout négativement d'après le même système. Aucune loi, en effet, ne les oblige soit à provoquer son interdiction, soit à demander son placement ; l'art. 1384 ne les rend même nullement responsables du fait d'un aliéné.

Il eût été d'ailleurs vexatoire et inhumain d'obliger les parents d'exercer si minutieusement leur surveillance sur leur malheureux malade, en les menaçant d'une responsabilité pécuniaire. Toutefois, nous savons que les personnes sous la garde desquelles se trouvent des aliénés sont pénalement responsables de les laisser divaguer (1) ; elles encourent également une responsabilité civile envers les tiers qui auraient eu à souffrir de leur fait. Mais ce texte n'est applicable qu'aux personnes commises à la garde des aliénés et non pas aux parents de ceux-ci qui n'en ont pas la garde.

(1) Code pénal 475, § 7°.

**Caractères de la nullité des actes accomplis par l'aliéné
ni interdit ni pourvu d'un conseil judiciaire**

L'acte de l'aliéné simple accompli dans un moment de démence sera-t-il seulement annulable ou absolument nul, c'est-à-dire inexistant et non avvenu? Sera-t-il susceptible de n'être attaqué que par certaines personnes intéressées et couvert par la prescription ou par la ratification, ou au contraire la nullité qui l'entache sera-t-elle absolue et perpétuelle?

D'après Demolombe (1), la convention passée avec un individu en état de démence serait inexistante, parce qu'à ce moment il y aurait eu incapacité naturelle de consentir; la conséquence de ce système conduirait donc à admettre que chacune des parties pourrait invoquer la nullité de l'acte irrégulier et que celle-là ne saurait être couverte ni par la confirmation ni par la prescription de 10 ans; l'acte ne saurait non plus servir de base à la prescription acquisitive de 10 ou 20 ans (art. 2265). Le prétendu contrat étant inexistant et non seulement annulable, les juges devraient, sur la demande de tiers ou même d'office, déclarer et reconnaître sa non-existence.

Aubry et Rau (2) ne voient, au contraire, dans l'aliénation mentale dont est atteint l'un des contractants qu'un défaut de capacité ou un vice pur et simple du consentement, qui n'empêche pas la formation du contrat mais qui fait obstacle simplement à sa validité. La convention est simplement annulable. Pour ces auteurs, la nullité n'est donc que relative et temporaire, c'est-à-dire qu'elle est exclusivement

(1) T. 24, n° 79.

(2) T. 4, § 343, p. 290.

profitable à l'incapable et susceptible de se couvrir par la ratification ou la prescription décennale selon l'article 1304.

Cette seconde opinion ressort assez bien des art. 503 et 504 du Code civil. Il semble que le législateur ait consacré ce système d'une façon tout implicite et que d'après ces articles, il ait voulu frapper d'une nullité purement relative les actes passés par les individus en état d'aliénation mentale. Si l'on adoptait au contraire, la théorie de la nullité absolue et perpétuelle, il faudrait logiquement admettre que la personne actionnée en exécution d'un contrat pût valablement s'y soustraire en prouvant, par exemple, que son co-contractant était au moment de l'acte dans un état d'aliénation mentale. Or, cette solution aurait le grave inconvénient de frustrer l'aliéné des avantages consentis librement par l'autre partie saine d'esprit.—De plus, d'après ce système irréductible, l'aliéné non interdit aurait une situation plus avantageuse que l'aliéné interdit qui n'a que 10 ans après la mainlevée de son interdiction, pour demander la nullité des actes passés pendant son incapacité de droit. Si l'aliéné non interdit pouvait, à n'importe quelle époque, anéantir l'engagement conclu, les tiers seraient toujours sous le coup de l'annulation éventuelle de leur contrat alors même qu'ils exciperaient de leur bonne foi et de leur ignorance de l'état mental de leur débiteur.

La jurisprudence ne paraît pas s'être prononcée sur la question. En faveur du système de MM. Aubry et Rau on trouve un arrêt de Lyon du 24 août 1831 (1)

(1) S, 32, 2, 84.

En sens contraire, 2 arrêts d'Angers des 13 février 1846 et 1^{er} mars 1845 (1). Mais dans ces affaires, l'interdiction avait été prononcée postérieurement à la cassation de l'acte attaqué et l'effet rétroactif de l'art. 503 était manifestement applicable.

Le système de la nullité absolue n'est certes pas à l'abri de la critique. Dans beaucoup de cas, il sera difficile de distinguer le manque absolu du manque partiel de consentement chez l'individu aliéné ; mais la plupart du temps le consentement n'aura pas fait complètement défaut à l'aliéné au moment de son acte ; il arrivera souvent que la raison se mêlera au délire. Aussi le législateur a-t-il voulu déroger en cette matière aux articles 503 et 504 ; le juge du fait reste seul et souverain appréciateur.

En résumé, la capacité juridique des aliénés étudiés jusqu'ici, varie suivant qu'ils sont interdits ou non interdits.

Les interdits ont une capacité différente selon l'époque à laquelle se place l'acte contesté :

a) Si leur acte est postérieur au jugement prononçant leur déchéance civile, il est fait dans une période d'incapacité légale et doit être frappé d'une nullité de droit (art. 502) ; le juge ne doit même pas admettre la preuve d'un intervalle lucide ;

b) S'il est, au contraire, passé antérieurement à l'interdiction, il est aussi frappé d'une nullité légale mais à charge pour le demandeur en nullité de prouver que pendant la période où il a été fait son auteur était dans un état de démence habituelle et notoire. L'incapacité est encore légale, mais pour l'annulation les

(1) D. P., 46, 2, 74 et P., 46, 2, 229.

juges jouissent d'une certaine appréciation. Quant au quid probatur, l'art. 503 déroge au droit commun. Il suffira de prouver l'état habituel de démence et on présumera la permanence de la folie pendant l'acte ; le demandeur en nullité n'aura donc pas à prouver le fait de démence au moment même de l'acte. Mais, et en second lieu, le juge aura un pouvoir d'appréciation sur la réalité de l'intervalle lucide allégué par le défendeur ; il se prononcera souverainement sur la question de savoir si l'état transitoire a eu une durée suffisante pour permettre à l'agent le retour à la capacité.

Quant à la seconde catégorie d'aliénés, c'est-à-dire les aliénés non interdits, c'est le droit commun qui les régit. Ils ne peuvent encourir qu'une incapacité de fait, si leur acte correspond à un moment de trouble intellectuel. Pour l'établir c'est au demandeur à prouver la démence à deux points de vue :

1° Au point de vue du moment même où l'acte a été passé, car elle ne suffit à elle seule pour faire présumer son existence à ladite époque ; et 2° au point de vue de sa durée et de son intensité au moment de l'acte, il importe en effet, pour entraîner la nullité relative, que l'état de démence ait été exclusif de tout intervalle lucide pendant la confection de l'acte ou que l'état de folie l'emportait sur celui de lucidité.

Dans tous les cas, si le défendeur venait à justifier à son tour de l'existence d'un intervalle lucide au moment de l'acte, la présomption d'incapacité disparaîtrait et le demandeur n'aurait d'autres ressources que celle d'établir son défaut de consentement.

TITRE II

Régime et Economie de la Loi du 30 Juin 1838

Dans la législation antérieure à 1838, l'interdiction ne s'appliquait, à proprement parler, qu'aux aliénés furieux qui pouvaient devenir un danger social.

Quant à ceux qui n'étaient pas furieux, leur interdiction, purement facultative, était laissée à l'initiative des familles (1). On ne se préoccupait nullement d'améliorer le sort de l'aliéné et de réglementer les conditions nécessaires à son traitement. Il ne faut pas trop s'en étonner. L'art lui-même, en ce qui concerne le traitement, était encore fort imparfait. L'hospice était pour l'aliéné une prison quand le pauvre malade n'était pas confondu avec les criminels dans les prisons ordinaires.

Nul ne pouvait entrer dans une maison de fous ou dans un hospice si la démence n'était préalablement constatée par la procédure de l'interdiction. Le jugement qui intervenait alors avait pour effet non seulement de mettre la fortune de l'aliéné entre les mains du tuteur, mais encore de permettre à la famille ou à l'administration de le faire détenir en lieu sûr. Toute autre mesure eût été considérée comme arbitraire et

(1) Mon. 15 février 1838, p. 294.

attentatoire à la liberté personnelle et aux droits civils de l'individu.

Le gouvernement, pour éviter des abus et compléter les lacunes sur la protection des aliénés, prit l'initiative, en 1835, d'une réforme législative sur la matière. Le 6 janvier 1837 il était en mesure de présenter aux Chambres un premier projet par l'organe du ministre de l'intérieur. Ce projet ne contenait que des dispositions destinées à garantir la liberté individuelle et à protéger la personne des aliénés contre les détentions arbitraires. Il n'organisait pas la création d'établissements publics nouveaux, mais il soumettait à une autorisation administrative l'existence de tout établissement privé. Aucune disposition n'était prise relativement à l'administration des aliénés pendant leur séquestration. Tout en reconnaissant que la science médicale pouvait fournir le moyen de guérir les aliénés et en manifestant la volonté ferme de les secourir, le projet ne prenait aucune mesure pour arriver à ce but. Il ne changeait rien au système des établissements publics quant à leur nombre, leur régime et leur aménagement.

Le projet fut amendé dans le sens de cette triple réforme et fut porté ensuite devant la Chambre des Pairs, le 28 avril 1837. Après avoir subi de nombreuses modifications successives dans les deux Chambres, il fut retiré par le gouvernement, qui le remania conformément aux idées qu'avaient fait surgir les précédentes discussions parlementaires. La Chambre des Pairs en fut saisie à nouveau le 15 janvier 1838. Voté par celle-ci, il passa à la Chambre des Députés où il ne subit plus qu'un petit nombre de modifications. Revenant devant la Chambre des Pairs, celle-ci accepta

la plupart des changements tout en y introduisant quelques amendements. Enfin, toutes les réformes proposées tant à la Chambre des Pairs qu'à la Chambre des Députés furent votées le 14 juin 1838 : c'est ainsi que le projet du 15 janvier 1838, modifié et amendé comme nous venons de le dire, est devenu la loi du 30 juin 1838.

Le nouveau législateur s'est incontestablement inspiré d'une idée d'humanité. Son but principal fut d'établir un système général d'assistance, de traitement et de protection en faveur des aliénés. Il se préoccupa tant de rendre facile l'admission dans des établissements spéciaux que d'empêcher la possibilité de séquestration arbitraire. Par ses dispositions sur le placement, il accorda un droit nouveau aux parents d'imposer à leur malade, quels que soient sur eux les effets de la folie, fussent-ils passagers ou habituels, des soins et un traitement en rapport avec leur état, sans que, toutefois, ils fussent obligés de recourir à l'interdiction. Il organisa, pour la personne internée, une situation juridique spéciale en dehors de l'interdiction. Enfin, il facilita à l'administration préfectorale l'obligation de pourvoir d'une façon plus efficace et plus rapide à la sécurité des citoyens et à l'assistance de ces malheureux déments. Toutes ces questions que le Code civil ne traitait pas, la loi de 1838 les aborde et leur donne une solution.

Nous envisagerons l'économie de la loi de 1838 à deux points de vue successifs : 1° au point de vue des mesures qu'elle prend pour sauvegarder la liberté individuelle et 2° au point de vue de la protection des biens de l'aliéné.

CHAPITRE I^{er}

Des mesures destinées à protéger la liberté individuelle d'après la loi de 1838

Avant d'aborder la première partie de cette étude, disons quelques mots des établissements susceptibles de recevoir les aliénés.

Section 1. — Des Etablissements d'aliénés

Ce sont des lieux dans lesquels sont reçus pour être soumis à une surveillance et recevoir des soins, ceux dont l'état mental nécessite le placement.

Avant 1789, les aliénés qui étaient séquestrés par ordre de l'autorité publique, étaient reçus à Paris dans des maisons de l'Etat ou dans des hôpitaux à ce destinés ou encore dans un petit nombre d'établissements consacrés au soulagement de cette catégorie d'infortunés. Malheureusement, par suite de l'insuffisance des services dans beaucoup de provinces, ceux qui ne présentaient pas de danger sérieux restaient abandonnés à la risée ou à la pitié publique. Esquirol, au commencement du siècle dernier, a laissé sur leur situation un assez triste tableau. « On ne sait trop, dit-il, ce que devenaient les aliénés : il est vraisemblable qu'il en périssait un grand nombre. Les plus furieux étaient enfermés dans les cachots, les autres dans les couvents ou dans les donjons quand ils n'étaient point brûlés comme sorciers ou possédés du démon : les plus tranquilles erraient librement, abandonnés à la risée, aux injures ou à la vénération ridicule de leurs concitoyens » (1).

(1) De l'alién. mentale, t. 2, p. 436.

Ainsi la législation antérieure à 1789 n'avait, en quelque sorte, rien prévu relativement à la démence. Il en résultait que la sûreté publique n'était pas suffisamment garantie, que la liberté individuelle pouvait facilement être compromise, que des soins convenables n'étaient pas réservés aux malades et enfin que la séquestration n'avait pour résultat ordinaire que d'aggraver leur mal.

En 1819, la France ne possédait que 8 établissements spéciaux affectés aux aliénés. C'étaient : Charenton, Bordeaux, Lille, Marseille, Avignon, Merville, St-Méen, d'Armentières : elle comptait seulement 24 hospices en hôpitaux avec des quartiers réservés aux aliénés : 15 dépôts de mendicité où ces malades pouvaient être aussi reçus. Le reste des aliénés étaient soignés soit dans des petits hospices, soit à l'intérieur des familles. Plus tard d'autres établissements furent édifiés : l'asile municipal de Bordeaux et l'asile départemental de Cadillac qui contiennent 100 et 200 malades, celui de Rouen et les hospices de Poitiers, Bicêtre, La Salpêtrière qui reçurent d'importantes améliorations.

Le législateur de 1838 a tenu à ce que le service des aliénés prît sa place parmi les institutions consacrées à la bienfaisance publique, mais il a voulu aussi que les établissements d'aliénés conservassent l'individualité et la spécialité que la nature même des choses semblait leur avoir assigné. Ils ne pourront plus désormais être rangés d'une manière absolue ni dans la catégorie des hôpitaux ni dans celle des hospices. Ce seront bien des lieux de séquestration ; ils comprendront avec les indigents des pensionnaires payants. On les qualifiera d'une façon

générale du nom « d'asiles ou établissements d'aliénés ».

La loi nouvelle les divise en établissements publics et établissements privés (art. 1). « Chaque département, dit-elle, doit avoir un établissement public spécialement destiné à recevoir et à soigner les aliénés, ou traiter, à cet effet, avec un établissement public ou privé de ce département ou d'un autre voisin ».

Les départements sont donc soumis à une double obligation : d'abord celle de créer un asile ou de traiter avec un autre, ensuite celle de veiller à ce que les malades reçoivent les soins que nécessite leur état.

Le législateur est favorable à l'union de plusieurs départements pour la création à frais commun d'un asile ; les grands établissements sont, en effet, préférables aux petits, car les frais généraux y sont moins onéreux et les moyens curatifs plus efficaces. Les établissements d'aliénés ne doivent pas recevoir d'autres malades que ceux pour lesquels ils sont affectés, et les divers quartiers qui les composent doivent être absolument séparés les uns des autres.

Les établissements publics sont placés sous la direction de l'autorité publique (art. 2) ; les établissements privés sont soumis seulement à la surveillance de l'autorité (art. 3). En ce qui concerne ces derniers, le gouvernement n'a donc pas le droit d'en régler l'administration et le régime médical, ce qu'il peut faire vis-à-vis des établissements publics. Ceux-ci sont enfin placés sous la surveillance d'un conseil délibérant, appelé « commission de surveillance » qui n'a qu'un rôle consultatif (art. 4). Ils ont à leur tête un directeur responsable, parce qu'il est salarié et qu'il représente l'autorité exécutive (art. 1^{er} de l'ordonnance du 18 déc.

1839). Le médecin attaché à chaque établissement public exerce son autorité sur les aliénés, en tant que ce qui touche à leur régime physique et moral (art 8).

Le directeur, qui n'est pas toujours et nécessairement le médecin de l'asile, est exclusivement chargé de pourvoir à tout ce qui concerne le bon ordre et la police dans l'établissement (art. 7). Il est chargé de l'administration intérieure de l'établissement et de la gestion de ses biens et de ses revenus (art. 6). Enfin le médecin et directeur sont salariés : ils doivent résider à l'établissement et assister tous les mois aux séances de la commission de surveillance (art. 5, 7, 10).

Quant aux établissements privés, ils sont soumis à certaines conditions qui permettent au Gouvernement d'exercer sur eux une surveillance très étroite. Ils sont visités une fois chaque trimestre par le Procureur de la République, au lieu que les établissements publics ne le sont que tous les semestres. Pour la création d'un établissement privé, la loi impose à l'impétrant des pièces justificatives de sa moralité, de sa majorité, de la jouissance de ses droits civils et du titre de docteur en médecine. Si le directeur n'est pas médecin, il doit s'adjoindre un docteur agréé par le Préfet (art. 18 et 19). Celui qui demandera à ouvrir un de ces établissements devra indiquer dans sa requête le nombre, le sexe des pensionnaires que l'asile pourra contenir ; il fournira toutes justifications utiles relativement à la salubrité et à la bonne situation du nouvel édifice ; celui-ci comprendra d'ailleurs des quartiers séparés et distincts suivant le sexe, l'âge et le degré de la maladie (art. 22). Avant d'entrer en fonctions, le directeur fournira un cau-

tionnement qu'il versera à la caisse des dépôts et consignations et qui sera exclusivement affecté, le cas échéant, aux besoins des pensionnaires (art. 24 et 25). Ces diverses mesures sont destinées à assurer la guérison des malades pendant leur séjour dans l'établissement et avant leur entrée, à sauvegarder leur liberté individuelle que « les coupables connivences d'un directeur complaisant pourraient mettre en péril s'il lui était possible de donner aux familles la facilité de disposer de la liberté d'un parent incommodé ou ennemi. »

L'art. 31 retire l'autorisation au directeur d'un établissement privé qui aurait contrevenu aux exigences légales et l'art. 41 édicte contre lui une sanction pénale pour infraction aux art. 5, 8, 11, 12, 13 § 2, 15, 17, 20, 21, indépendamment, bien entendu des dispositions de l'art. 341 du Code pénal, qui le rend passible de peines assez graves pour détention ou séquestration arbitraire.

Ainsi aujourd'hui l'aliéné ne peut plus être emprisonné, l'internement n'étant autorisé que dans les asiles publics ou privés; au cas d'urgence seulement, il peut être reçu provisoirement dans une maison hospitalière, sans que celle-ci ait obtenu d'autorisation préalable.

Du traitement à domicile

A part les établissements publics et privés où les aliénés peuvent être soignés, la législation de 1838 comme celle du Code civil autorise le traitement à domicile.

Il a été décidé qu'une maison de santé dans laquelle un aliéné est entré librement pour y recevoir

des soins, alors qu'il jouissait encore de ses facultés intellectuelles, peut être considérée comme son domicile (1).

L'intérêt même présente, l'article 510 du Code civil décide, en effet, que l'aliéné sera le caractère de sa maladie sera traité dans son domicile ou qu'il sera placé dans une maison de santé ou dans un asile. Dans ce cas, c'est au conseil de famille à décider si le malade a pu s'y avantage pour sa guérison d'être soigné au sein de sa famille, que d'être interné dans un établissement d'aliénés. Mais le Code civil, tout en donnant ce droit aux parents, s'agissant d'organes et de régissant les mesures de contrôle vis-à-vis de ces intéressantes personnes. La loi de 1838 suivit sur ce point les errements du Code.

Doit-on approuver le silence du nouveau législateur sur la question de savoir si les malades dans leur famille pour y être traités ?

Vaut-il pas à redire que les parents ou qu'ils ne fassent preuve de négligence ou même qu'ils se rendent coupables de mauvais traitements envers le malheureux dément ? Il est vrai que l'amour naturel et les soins dévoués et spontanés que réclame l'état de l'aliéné sont, en général des mobiles suffisants pour que celui-ci soit l'objet d'une protection toute filiale de la part de ses parents. Mais malheureusement la pratique compte des exemples de cruautés ou tout au moins de négligence volontaire qui doivent éveiller l'attention du législateur. Son silence jusqu'ici sur cette question est, sans doute, dû au secret qui entoure les choses de la famille; peut-être n'a-t-il pas

1. Cass., 23 janv. 1870. Rev. arr. Cass., t. 11, p. 140.

cru devoir apporter en cette matière d'exception au principe de l'inviolabilité du domicile. Tant qu'aucun délit de séquestration n'est ni tenté ni consommé, les représentants de la loi ne peuvent, à l'heure actuelle, intervenir sous prétexte de faire respecter la liberté individuelle : ils ne peuvent non plus, sous quelque prétexte que ce soit, contraindre la famille à conduire son malade soit dans un hôpital soit dans une maison de santé. Ce sont les raisons qui ont poussé le législateur à ne pas assimiler au point de vue de la surveillance, la maison où est traité l'aliéné à l'établissement privé ordinaire.

Les séquestrations arbitraires qui se produisent le plus souvent au préjudice des aliénés se rencontrent surtout dans les établissements privés ou dans les familles au sein desquelles on donne de prétendus soins. L'expérience n'a que trop démontré combien l'aliénation mentale, en se prolongeant chez un individu, provoque sur les sentiments des membres de sa famille une véritable altération qui dégénère petit à petit en conception de calculs intéressés qui se réalisent par la suite. Il a été, en outre, incontestablement reconnu par tous les aliénistes que le traitement à domicile ou dans des maisons non spécialement affectées à ces sortes de maladies, ne produit jamais de bons résultats. L'aliéné n'y trouve pas les soins qui, donnés à temps, pourraient soit le guérir, soit améliorer du moins son état morbide. D'ailleurs, le séjour de ces malades au milieu de leur famille ne peut produire que les plus mauvais résultats sur leurs cerveaux faibles et facilement impressionnables.

En dehors de toute idée criminelle et de désir de lucre, les familles qui conservent et soignent dans son

domicile celui des leurs atteint de folie, peuvent craindre la divulgation du malheur qui les atteint, ou encore manquer des ressources nécessaires pour le placement du malade dans un établissement privé ou public.

Quoiqu'il en soit, dans l'état de la législation actuelle, aucune autorité n'a le droit d'intervenir pour critiquer le traitement, à domicile, ni le mode de gestion de la fortune, ni même la qualité des soins dont fait l'objet l'aliéné ; les tribunaux sont d'ailleurs assez hésitants en ce qui concerne les séquestrations arbitraires ; la jurisprudence exige, pour prononcer les peines qui leur sont applicables, que les parents aient usé envers l'aliéné de violences graves.

La loi française reste également muette sur le traitement des aliénés à l'étranger ; elle n'en réglemeute ni la surveillance ni le mode de traitement. Les prescriptions qu'elle pourrait prendre à leur égard ne recevraient d'ailleurs aucune exécution en dehors de France si une entente internationale n'intervenait au préalable. La plupart des pays voisins n'exigent aucune pièce du pays d'origine de l'aliéné.

Il serait bon, en résumé, que le législateur se préoccupât de la situation désavantageuse qui est laissée à l'aliéné soigné à domicile ; il devrait également tenter une convention diplomatique aux termes de laquelle le pays où est soigné un aliéné en notifierait la présence au pays d'origine, à l'expiration d'un délai qu'on impartirait, afin qu'une certaine surveillance de la métropole s'étendit sur ses nationaux à l'étranger.

Section II. — **Du placement**

Le titre II de la loi de 1838 prévoit deux sortes

de placement : 1° le placement volontaire, qui est laissé à l'initiative de toute personne intéressée ; 2° l'autre d'office, c'est-à-dire ordonné par l'autorité publique.

Envisageons tour à tour l'économie législative de ces deux placements.

I^o Du placement volontaire

Lorsqu'il s'agit d'un aliéné dont la folie n'est pas un danger pour la sécurité publique, la loi permet, dans l'intérêt du malade, aux parents et d'une façon générale à tout intéressé, de demander qu'il soit admis dans un établissement public ou privé. Le projet de la loi existante exigeait l'autorisation du préfet, mais la Commission de la Chambre supprima cette formalité inutile et dangereuse ; on fit remarquer que d'autres conditions d'admission prévendraient, en effet, les séquestrations arbitraires et que l'urgence de l'état de l'aliéné nécessitait la prompte admission dans l'intérêt même de la guérison.

L'art. 8 permet d'opérer le placement volontaire soit dans un établissement public, soit dans un établissement privé.

Tout aliéné, qu'il soit dangereux et qu'il n'ait pas encore fait l'objet d'un placement d'office, ou qu'il soit inoffensif, interdit ou non interdit, peut être placé volontairement dans un asile. On le voit, depuis la loi de 1838, les aliénés même non interdits peuvent être internés. C'est d'ailleurs là une de ses heureuses innovations. La législation nouvelle a donc rendu plus facile l'admission dans les établissements d'aliénés ; mais il fallait, pour qu'elle ne tombât pas dans l'excès contraire, qu'elle organisât une série de con-

ditions pour prévenir et empêcher toute atteinte à la liberté individuelle.

Dans ce but, l'art. 8 exige trois conditions pour la réalisation du placement volontaire, savoir : 1^o la constatation par écrit de l'individualité de celui qui demande l'admission et qui en devient par conséquent responsable ; 2^o la délivrance d'un certificat médical constatant la réalité et le degré d'aliénation de celui dont l'admission est demandée ; 3^o la constatation, enfin, de l'individualité de la personne à placer.

Passons rapidement en vue chacune de ces conditions :

La 1^{re}. — Toute demande d'admission doit contenir les noms, profession, âge et domicile tant de la personne qui sollicite le placement que de celle dont le placement est réclamé ; l'indication du degré de parenté ou de la nature des relations qui existent entre elles. Elle est écrite et signée par celui qui la forme, et, s'il ne sait écrire, elle est reçue par le maire qui en donne acte. En fait, les chefs d'établissements, pour s'assurer de l'individualité de celui qui demande le placement, exigent du postulant la légalisation de sa signature. Lorsqu'elle émane du tuteur d'un interdit, celui-ci doit fournir, à l'appui de sa demande, un extrait du jugement d'interdiction : art. 8, § 1.

Le placement peut être demandé non seulement par tout parent et allié de la personne malade, mais encore par tout voisin ou étranger à la famille. Cette disposition de loi montre que le législateur a voulu que tout aliéné pût être traité et soigné sans retard alors même qu'il serait éloigné des siens (1).

(1) Demolombe, t. 8, n^o 798.

L'internement peut-il être demandé par l'aliéné lui-même dans un intervalle lucide ?

Les art. 8 et suivants semblent supposer nécessairement que l'internement est requis par une autre personne ; le doute provient aussi de ce que l'internement ayant pour résultat de modifier la capacité de l'interné, il faille décider qu'une personne ne peut demander son internement, pas plus que sa propre interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire.

Mais nous croyons avec Demolombe (1) que dans l'art. 8 le législateur n'a eu en vue que le *plerumque fit*, et que le but de l'internement étant le traitement du malade, rien ne s'oppose à ce que celui-ci réclame lui-même ce traitement comme celui de toute autre maladie.

La 2^e. — Pour éviter l'éventualité de toute tentative de séquestration arbitraire que le demandeur aurait pu expliquer par une prétendue folie, l'art. 8, § 2, exige le certificat d'un médecin étranger à l'établissement pour constater la réalité de la démence chez celui qu'on veut interner. Ce certificat doit établir le dernier état de la maladie ; il ne sera valable, en l'espèce, que s'il a été délivré moins de 15 jours avant sa remise au directeur de l'établissement ; le médecin qui le délivrera ne sera ni parent ni allié du malade ou des chefs de l'établissement. Toutefois, en cas d'urgence, les chefs d'établissements publics pourront recevoir le malade sans certificat médical (2) ; ce bénéfice ne s'applique pas aux établissements privés.

La 3^e. — Le chef de l'établissement, pour éviter

(1) T. 8, n^o 799.

(2) Art. 8 *in fine*.

une substitution de personne, doit vérifier l'exactitude des pièces établissant l'identité du malade qu'on lui amène. En fait, il le visitera et l'interrogera sur son âge, son domicile et sa profession, il lui désignera le quartier où il sera placé et lui prodiguera les premiers soins. Il rédigera ensuite un bulletin d'entrée sur lequel il mentionnera toutes les pièces produites. Il le transmettra dans les 24 heures, avec un certificat du médecin de l'établissement et la copie du certificat joint à la demande, au Préfet de police, à Paris, ou au Préfet ou au Sous-Préfet dans les chefs-lieux de départements ou d'arrondissements, ou aux maires dans les autres communes (§ 3). Le Sous-Préfet ou le maire qui l'aura reçu en fera immédiatement l'envoi au Préfet.

Si le placement est opéré dans un établissement privé, le Préfet, dans les 3 jours de la réception du bulletin, fera visiter la personne qui y est désignée par un ou plusieurs hommes de l'art. Il lui sera adressé sur le champ un rapport sur son état mental (art. 9).

Dans le même délai, le préfet doit notifier, administrativement, les noms, profession, domicile, tant de la personne placée que de celle qui a demandé le placement, et les causes du placement, au Procureur de la République du domicile du malade et à celui de l'arrondissement où est situé l'établissement. Cette mesure s'applique aussi bien aux établissements publics qu'aux établissements privés (art. 10).

Quinze jours après l'entrée de la personne dans un établissement public ou privé, les chefs d'établissements doivent adresser au préfet un nouveau certificat du médecin de l'établissement confirmant ou recti-

fiant les observations contenues dans son premier certificat, avec l'indication du retour plus ou moins fréquent des accès ou des actes de démence (art. 11).

Tout aliéné au moment de son entrée est inscrit sur un registre tenu dans chaque établissement (art. 12). Y sont mentionnés : les noms, profession, âge et domicile tant de la personne placée que de celle qui a demandé le placement : la copie du jugement d'interdiction, si elle a été prononcée : celle du certificat du médecin, qui a servi à l'entrée et qui est joint à la demande : ceux du médecin de l'établissement intervenus lors de l'entrée et dans la quinzaine du placement : la copie de tous les ordres du préfet relativement à l'entrée, maintenue ou sortie de l'aliéné : la mention de toutes les sorties et décès : enfin les constatations mensuelles du médecin sur les changements survenus dans l'état de chaque interné (art. 12 et 13).

L'art. 41 sanctionne les obligations des médecins et chefs responsables des établissements publics ou privés et punit les infractions aux dispositions dont il vient d'être parlé, contenues dans les art. 8, 11, 12, de peines consistant dans un emprisonnement de 5 jours à 1 an et d'une amende de 50 fr. à 3.000 fr., ou de l'une des deux peines seulement.

Pour entourer le placement de toutes les garanties nécessaires, la loi a rendu responsables un grand nombre de personnes, savoir : 1^o l'auteur du placement qui a signé la demande d'admission. S'il avait eu le coupable désir de faire interner comme aliéné une personne jouissant de toute sa raison, il encourrait, indépendamment de tout dommage-intérêt, des peines correctionnelles et criminelles ; 2^o le médecin qui a rédigé le certificat après avoir constaté la folie :

il ne doit pas, en effet, le délivrer à la légère, d'autant plus qu'il est susceptible d'être soumis à l'examen et au contrôle de spécialistes ; aussi, le médecin certificateur ne manquerait pas si gravement à son devoir professionnel sans engager sa responsabilité civile et pénale ; 3° le directeur de l'établissement qui a dû s'assurer de l'identité tant de la personne à placer que de celle qui demande l'admission. Toute substitution de personne sera empêchée par les soins que prendra le chef de l'établissement à vérifier l'individualité de la personne qu'il reçoit : il veillera à ce que celle-ci soit bien la même que celle dont le nom est porté dans la demande et le certificat ; 4° le médecin de l'établissement qui dans les 24 heures a fourni un certificat sur l'état mental de l'aliéné : il doit, sous sa responsabilité personnelle, vérifier le certificat du premier médecin et relever toute erreur qui aurait pu se glisser dans les constatations de son collègue. Il reconnaîtra immédiatement si les symptômes indiqués dans le certificat du premier médecin sont réels ou imaginaires.

Le médecin de l'établissement, en général, offrira assez de garanties d'indépendance ou de moralité pour ne pas se rendre complice de fraude ; les médecins qu'il a sous ses ordres le soumettront, d'ailleurs, à un contrôle effectif.

Pour compléter l'ensemble des protections dont la loi entoure le placement volontaire, signalons l'intervention possible de l'autorité administrative ou de l'autorité judiciaire.

Le préfet qui a reçu dans les 24 heures du placement les certificats des médecins avec les pièces justificatives à l'appui à l'effet de constater la régularité

de l'admission, pourra toujours ordonner la sortie immédiate de la personne si quelque chose d'anormal lui apparaissait. Ajoutons aussi que la sortie pourra être ordonnée par l'autorité judiciaire, toujours en éveil. Recevant dans les 3 jours du placement la notification du préfet, le Procureur de la République pourra faire procéder à toute enquête qu'il jugera convenable sur les causes du placement et se prévaloir du droit de l'art. 29.

2^o Du placement d'office

Quand l'aliéné est atteint de folie furieuse, c'est le devoir de la société d'intervenir pour l'empêcher de devenir un danger pour ses semblables. C'est aussi un droit pour le malade de recevoir de la société les soins qu'il ne peut se donner à lui-même.

L'article 18 attribue au Préfet de police à Paris et aux Préfets dans les départements, le soin d'ordonner d'office le placement, dans un établissement d'aliénés, de toute personne interdite ou non interdite dont l'état d'aliénation pourrait compromettre l'ordre public ou la sécurité des personnes. En cas de danger imminent, ajoute l'article 19, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris et les Maires dans les autres communes peuvent ordonner à l'égard des fous furieux toutes les mesures provisoires qu'ils jugent nécessaires, à charge d'en référer dans les 24 heures au Préfet qui statue immédiatement. La mesure qui est le plus souvent ordonnée est le placement du malade dans un hospice ou dans un hôpital (article 24); les chefs d'établissements doivent recevoir l'aliéné sur les réquisitions de l'autorité administrative.

Les ordres de placement d'office pris par les préfets doivent être motivés et énoncer les circonstances qui les ont rendus nécessaires. C'est le certificat médical qui servira de base justificative à la décision préfectorale.

Dans quel cas l'aliéné compromettra-t-il l'ordre public ou la sûreté des personnes ? Le législateur a complètement laissé cette question à l'appréciation de l'autorité administrative. Toutefois, dans la crainte que celle-ci ne procédât trop à la légère à des séquestrations non justifiées, l'article 29 permet à toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, à tout parent ou ami, à la personne de qui émane la demande d'admission, au Procureur de la République enfin, de se pourvoir devant le tribunal du lieu de l'établissement, qui, après vérifications, pourra ordonner, s'il y a lieu, la sortie immédiate de la personne internée. Le contrôle de l'autorité administrative par le pouvoir judiciaire, dans le cas de placement d'office, est une puissante garantie en faveur de la liberté individuelle.

L'autorité administrative aurait le droit d'ordonner l'internement d'un aliéné dangereux qui est soigné dans sa famille, lorsque l'aliéné ne recevrait pas le traitement que comporte son état et qu'il y aurait à craindre des dangers d'évasion, des excès exercés par lui soit sur des personnes étrangères, soit sur des membres de sa famille.

Pour que le placement d'office intervienne, il n'est pas nécessaire que le danger qui menace la société soit actuel, il suffit qu'il soit éventuel. Il est préférable, en effet, de prévenir les accidents que d'attendre leur accomplissement pour agir. On sait déjà que

l'imminence du danger autorise les maires ou les commissaires de police à prendre toutes les mesures provisoires vis-à-vis de ceux qui compromettent l'ordre public et la sécurité des personnes et ce, sans en référer préalablement aux préfets (art. 19).

C'est non seulement pour le Préfet une faculté d'ordonner le placement d'office d'un aliéné dangereux, mais encore un devoir que lui commandent des considérations d'ordre public et d'humanité. La guérison du malade aura d'ailleurs d'autant plus de chance de réussir que l'on se diligentera à lui apporter les soins nécessités par son état.

L'art. 20 prescrit aux chefs et directeurs d'établissements l'obligation d'adresser aux préfets dans le premier mois de chaque semestre un rapport rédigé par le médecin de l'établissement, sur l'état de chaque personne, sur la nature de la maladie et les résultats du traitement auquel elle est soumise. Le Préfet se prononcera sur le cas de chacune d'elles individuellement, en ordonnant son maintien dans l'asile ou sa sortie. Tous les 6 mois, les préfets adressent au ministre de l'Intérieur des avis de maintenues ou de sorties concernant les aliénés retenus dans les asiles publics (1).

Lorsque le placement a été fait volontairement, le préfet n'a pas à statuer sur la maintenue du malade, car il s'immiscerait dans les affaires privées des familles. Toutefois si l'état mental de l'individu était un danger pour la sécurité publique, il pourrait ordonner qu'il ne sortit pas de l'établissement, à moins d'être placé dans un autre établissement et avec son autorisation (art. 16).

(1) Circ. des 28 déc. 1839; 25 juin 1840 et 28 déc. 1842.

Lorsque le préfet a ordonné le placement d'office ou le maintien d'un aliéné dans un établissement, il en donnera information dans les 3 jours au Procureur de la République, et notification dans le même délai au maire du domicile de la personne placée. La décision est portée à la connaissance des familles et un compte rendu est adressé au ministre de l'intérieur (art. 22 et 10).

Les ordres et les diverses notifications du préfet sont inscrits sur un registre semblable à celui qui existe pour les placements volontaires, dont nous avons parlé sous l'article 12 et qui concerne également les déplacements d'office (art. 18 in fine). Ce registre doit être coté et paraphé par le maire, il contient les noms, prénoms, profession, âge et domicile de la personne qui vient d'être placée, la date de son placement, les certificats des médecins et les changements survenus dans l'état mental de chaque malade et consignés tous les mois par le médecin de l'établissement. Ce registre qui constate avec les sorties et les décès, le sursis provisoire du maire à la sortie du malade, est soumis au contrôle des personnes qui ont le droit de visiter l'établissement; celles-ci apposent leur visa, leur signature et leurs observations, s'il y a lieu (art. 12). Cette mesure a pour but de sauvegarder la liberté individuelle. Le Procureur de la République, en exerçant son contrôle de magistrat sur ce registre, pourra toujours se pourvoir devant le tribunal pour faire prononcer la sortie immédiate de toute personne indûment maintenue dans l'établissement.

Nous verrons plus loin que l'art. 29 accorde le même droit de demander la sortie à toute personne.

D'une façon générale, le placement d'office doit

être effectué dans un établissement d'aliénés (art. 18). L'art. 24 prévoit toutefois le cas d'urgence où la folie furieuse éclate subitement. Il autorise dans cette hypothèse le placement provisoire de l'aliéné dans des hospices ou hôpitaux civils. Mais l'autorité administrative ne doit pas laisser séjourner le malade dans ces lieux de passage, ce serait illégal et abusif de sa part, parce que les hôpitaux ordinaires ne réunissent pas les garanties suffisantes qui entourent l'internement dans un établissement spécial, tel que l'avertissement au Procureur, et n'assurent pas efficacement le respect de la liberté individuelle, la loi de 1838 ne les ayant soumis à aucun contrôle spécial.

D'ailleurs, les commissions administratives des hospices semblent répugner à accepter ces hôtes de passage. Des circulaires ministérielles des 18 septembre 1838, 6 juin 1854 et 15 janvier 1866 ont rappelé aux préfets la stricte application de l'art. 24 de la loi. Toutes ces circulaires ont appuyé sur ce point que le séjour de l'aliéné dans les hospices doit être essentiellement provisoire ; la dernière fixait la durée maximum de ce séjour à 15 jours.

Nous dirons plus loin combien il serait désirable que le législateur intervienne pour réglementer le placement provisoire de l'aliéné dans un hôpital ordinaire. En lui fixant une durée suffisante, ce séjour constituerait une mesure de procédure très avantageuse, parce qu'il se placerait au début de tout placement.

En résumé, les garanties que la loi de 1838 apporte à la liberté des citoyens contre les abus de l'autorité administrative sont : 1^o le certificat du médecin de la localité du malade qui, joint à l'arrêté du placement, en est la justification ; 2^o le rapport du médecin de

l'établissement et ses observations semestrielles; 3° l'avis donné par le préfet dans les trois jours de tout placement au procureur de la République, puis au maire du domicile de l'aliéné, qui en avertit la famille; 4° le contrôle permanent de l'autorité judiciaire sur les établissements d'aliénés qui s'exerce par des visites du procureur de la République tous les semestres; 5° la faculté pour quiconque est intéressé au sort de l'aliéné placé de se pourvoir à toute époque devant le tribunal du lieu de l'établissement pour demander la sortie du malade; 6° le droit pour le tribunal de faire cesser immédiatement la détention quoique celle-ci émane de l'autorité administrative.

Section III. — Du séjour dans l'asile

Il importe que durant son séjour dans l'établissement, l'aliéné soit à l'abri des mauvais traitements de ceux qui le surveillent, que tous les soins réclamés par son état lui soient prodigués.

L'art. 7 de la loi de 1838 laissait à chaque établissement le soin d'élaborer son règlement intérieur et ne lui imposait d'autre obligation que celle de le soumettre à l'approbation du ministre de l'intérieur. L'ordonnance du 18 décembre 1839 et le règlement du 20 mars 1857 sont venus compléter la loi de 1838 en édictant des prescriptions de détail pour assurer le bien-être du malade dans l'asile.

Le médecin, d'après l'art. 60, doit visiter chaque jour les aliénés de toute catégorie et s'assurer que les employés ont pour les malades des égards convenables (art. 59). Seul, il peut désigner les aliénés pour les travaux auxquels ils sont aptes; ordonner des moyens de contrainte; prescrire des douches et des

bains d'affusion (art. 105 et 94). Aucun des surveillants n'a le droit d'infliger des punitions aux malades (art. 106). Si un infirmier était convaincu d'avoir maltraité un aliéné, il serait immédiatement révoqué par le directeur (art. 107). Après le décès d'un malade l'interné de garde doit aussitôt constater l'état extérieur du corps et le médecin en chef doit, sauf l'opposition écrite des parents, procéder à l'autopsie du cadavre, dresser et signer un procès-verbal qui constatera l'accomplissement de cette formalité (art. 66). Si le décès a sa cause dans un suicide ou dans un meurtre, le directeur devra faire appeler un officier de police pour constater avec le médecin l'état du cadavre et les circonstances qui entourent le décès ; le médecin en rédigera procès-verbal qu'il transcrira ensuite sur le registre spécial où il porte ses annotations mensuelles (art. 128).

L'ensemble de ces prescriptions établissent un contrôle médical des plus minutieux sur la façon dont sont traités les malades ; elles ont pour but de protéger le plus possible les aliénés internés de tout mauvais traitement.

**Des visites que certaines personnes peuvent faire
aux internés**

L'art. 4 de la loi de 1838 appelle certaines personnes à visiter les établissements d'aliénés. Ces personnes représentant l'autorité judiciaire et l'autorité administrative supérieure locale. Le ministre délégué aussi des inspecteurs généraux des services administratifs, à l'effet de contrôler les modes de traitement auxquels sont soumis les aliénés, la régularité du placement, le bon fonctionnement du régime curatif,

l'abondance et la qualité de la nourriture, la conduite des employés de l'asile vis-à-vis des malades, etc. (décret du 15 janv. 1852). Ils doivent s'assurer que toutes les prescriptions légales ont été régulièrement observées et qu'il n'y a eu aucun abus de commis. Ils doivent rédiger un rapport sur les déficiences et les lacunes que le régime actuel paraît leur inspirer, sur les améliorations désirables et les réformes qu'ils seraient d'avis d'introduire.

Les autres personnes qui ont le droit de visiter ces établissements sont : le Président du tribunal, le Procureur de la République, le juge de paix et le maire de la commune où se trouve situé l'asile : elles ont des attributions moins étendues que les premières. Elles doivent principalement s'assurer que les malades ne subissent aucun mauvais traitement et ne sont pas indûment retenus dans l'établissement.

Le Procureur de la République doit visiter ces établissements dans un certain délai : il doit se rendre une fois par semestre dans les établissements publics, et une fois par trimestre dans les établissements privés. Les visites fréquentes de ce magistrat préviennent les abus qui pourraient survenir dans les établissements privés. Vivien disait justement dans son rapport en 1837 qu'il s'agissait d'empêcher les entreprises des particuliers qui viendraient se joindre aux inconvénients graves résultant de leur administration vicieuse.

La loi n'a pas fixé le nombre de visites que doivent faire les magistrats énumérés dans l'art. 4, aussi, considère-t-on, à tort il est vrai, ces visites comme de simples facultés, dont on ne s'acquitte que très rarement et d'une façon irrégulière. Plusieurs circulaires

ministérielles, notamment celle des 16-17 janvier 1866, 10 novembre 1880, ont rappelé, mais en vain, aux préfets et aux magistrats les prescriptions de la loi de 1838 en ce qu'elle leur font une obligation de visiter en personne les asiles et de se faire présenter les réclamations des malades.

Des visites accomplies régulièrement selon l'esprit de la loi seraient d'une très sérieuse utilité, parce qu'elles entraîneraient l'examen du registre prévu par l'art. 12 et 18. Nous savons déjà ce que doit contenir ce registre. Tous les renseignements qui y sont consignés intéressent l'ensemble des personnes retenues dans l'asile et permettent d'apprécier rapidement leur état mental et de connaître les mesures dont elles ont été l'objet.

Les registres constituent donc une sérieuse garantie en faveur de la liberté individuelle, parce que le contrôle exercé par les personnes qui doivent y apposer leur visa et leurs observations, s'il y a lieu, prévient les abus par la crainte qu'elles inspirent et servira à les réprimer dès qu'ils se produiront. Les visiteurs légaux auxquels les registres doivent être exhibés se rendront facilement compte de l'accomplissement ou du non-accomplissement des formalités requises, et pourront aisément découvrir ce qu'il y a d'anormal dans la détention de tel ou tel aliéné. C'est pourquoi des visites régulièrement faites, auraient incontestablement l'heureux effet de prouver aux malades qu'ils ne sont pas abandonnés mais qu'ils sont, au contraire, l'objet de toute la sollicitude des autorités, et qu'ils n'ont pas été arbitrairement privés de leur liberté individuelle ; elles donneraient, en un mot, peut-être, satisfaction à l'opinion publique.

Le dernier paragraphe de l'article 29 défend aux chefs de l'établissement de retenir ou de supprimer aucune requête ni réclamation adressée par les malades, soit à l'autorité administrative, soit à l'autorité judiciaire. Mais le bon ordre de l'asile et l'intérêt même des malades exigent aussi que le directeur de l'établissement exerce une surveillance sur la correspondance des malades, afin que les familles ne reçoivent pas de lettres où se manifeste la folie. Aussi, il semble résulter du texte et de l'esprit de la loi que les chefs d'établissement ont le droit d'intercepter les lettres de leurs malades qui ne sont pas adressées aux personnes désignées à l'art. 29 (1). Il est nécessaire, en effet, que le directeur puisse, à titre curatif, mettre obstacle à toute relation de l'interné avec le dehors, et que le médecin connaisse tout ce que pense ou exprime la personne en traitement.

Etant donné que le directeur ait usé du droit de retenir la correspondance d'un malade, nous ne croyons pas qu'il puisse la garder ou la détruire, car il n'est pas le représentant légal de l'aliéné, il peut s'opposer seulement à toute communication avec l'extérieur, mais n'a pas le droit de disposer de la correspondance. Les papiers qui appartiennent à l'aliéné doivent donc être remis au tuteur à l'interdiction ou au curateur à la personne, ou au malade, à sa guérison, ou enfin à ses héritiers, s'il meurt fou.

La jurisprudence, au contraire, a décidé que les directeurs d'établissement ont la faculté de supprimer, retenir ou joindre à leur dossier les requêtes ou réclamations adressées par un malade à un particulier,

(1) Cass., 27 déc. 1875, S. 76, 1, 97, et D. P., 76, 1, 67.

sans violer le secret des correspondances et sans engager leur propre responsabilité; qu'ils peuvent même les produire en justice dans leur intérêt de chef d'établissement pour repousser l'imputation d'un ancien pensionnaire qui les accuserait de séquestration arbitraire. La Cour de cassation distingue, en effet, les lettres confidentielles dont nul n'a le droit de se prévaloir en justice, en en divulguant le secret, des lettres présentant la manifestation certaine du trouble mental de leur auteur. Ces dernières n'étant plus confidentielles, la jurisprudence permet de les divulguer en justice (1).

Cela nous paraît inadmissible, car le directeur, étant dépositaire de la correspondance de l'aliéné, ne peut se servir contre lui de l'objet déposé qu'il détient indûment après la sortie ou le décès du malade. Du reste, si par erreur on publiait quelque chose de confidentiel, le mal serait irréparable; enfin, il est plus convenable de conserver le secret des lettres manifestant la folie, que celui de correspondance très sensée.

Il est évident que les correspondances adressées aux malades peuvent être lues à leur entrée dans l'asile par le directeur. C'est là une mesure de nature à leur éviter des communications quelquefois pénibles et souvent dangereuses.

Les relations des aliénés comme leurs correspondances sont soumises à la vigilance des directeurs d'asiles. Ils ne peuvent recevoir de visites particulières qu'autant que celles-ci ne sont pas de nature à nuire à leur état intellectuel et ne sont pas susceptibles d'aggraver leur situation morbide. Toutefois, le

(1) Cass, 27 déc. 1875, D. P. 76, 1, 66, 67.

tribunal de la Seine a décidé que le mari ne peut pas arbitrairement et sans contrôle, priver sa femme de toute relation avec ses proches parents et qu'il appartient au tribunal d'ordonner, selon son appréciation, en cas de réclamation des parents, toutes les mesures qui lui paraissent utiles dans l'intérêt de la femme (1).

Section IV. — **De la sortie**

Il importe que l'internement ne survive pas aux causes qui l'ont motivé et que la liberté renaisse avec la disparition de la démence. Le maintien dans un établissement d'une personne qui a cessé d'être aliénée deviendrait une séquestration arbitraire et serait, comme telle, punie de peines criminelles.

Examinons successivement les personnes qui peuvent requérir la sortie de l'aliéné et ensuite, celles qui peuvent l'ordonner.

§ 1. **Personnes qui peuvent requérir la sortie**

Il faut distinguer deux cas : 1^o le placement a été effectué d'office, ou 2^o il a été fait volontairement.

1^o Si le placement a été exécuté d'office, la sortie ne pourra émaner que de l'autorité même qui a ordonné le placement, c'est-à-dire du préfet. Avant de prendre un arrêté de sortie, le préfet devra s'assurer de la guérison suffisante ou tout au moins de l'amélioration de l'état de la personne qui en fait l'objet, afin qu'aucun inconvénient ni danger ne résulte de la sortie. Il suivra le plus souvent l'avis du médecin traitant. Lorsque la sortie aura été accordée, le chef de l'établissement se conformera strictement à l'ordre du préfet et remettra le malade à celui qui en aura

(1) Seine, 13 janv. 1870, S. 70, 2, 158, D. P. 70, III, 4.

demandé la sortie, et qui s'engagera à fournir des garanties suffisantes de soins et de surveillance envers le convalescent.

2° Si le placement a été volontaire, l'art. 14 autorise certaines personnes à requérir la sortie en dehors de toute intervention préfectorale, avant même la guérison définitive. Ce sont : 1° le curateur qui a pour obligation principale de veiller à ce que l'aliéné soit rendu à la liberté aussitôt que sa situation peut le permettre (art. 38, in fine du 1^{er} §) ; 2° l'époux ou l'épouse ; 3° à défaut de ceux-là, les ascendants ; 4° à défaut des premiers, les descendants ; 5° la personne qui a signé la demande d'admission, à moins qu'un parent n'ait déclaré s'opposer à ce qu'elle use de cette faculté sans l'assentiment du conseil de famille. Les personnes faisant l'objet des quatre premiers paragraphes peuvent requérir la sortie sans que le conseil de famille puisse s'y opposer, tandis que la personne qui a demandé l'admission peut, en requérant la sortie, se heurter à une opposition de la part du conseil de famille ; 6° toute personne à ce autorisée par le conseil de famille.

Sur la réquisition d'une de ces personnes, le directeur doit rendre à l'aliéné la liberté. Néanmoins le maire pourrait s'opposer provisoirement à la sortie si le médecin de l'établissement était d'avis que la sortie fût de nature à compromettre la sûreté des personnes ou l'ordre public. Le sursis provisoire à la sortie émanant du maire serait porté, dans les 24 heures, à la connaissance du préfet qui seul pourrait ordonner le maintien de l'aliéné. Si l'autorité administrative ne donnait d'ordres contraires dans la quinzaine, à l'expiration de cette période, le sursis provisoire du

maire perdrait de plein droit son effet (Art. 14, dern. §).

Il n'y a que les personnes désignées à l'art. 14, qui peuvent requérir la sortie d'un aliéné, mais encore faut-il qu'elles agissent suivant l'ordre dans lequel la loi les a placées pour exercer ce droit. Ainsi, lorsqu'il y a dissentiment entre plusieurs personnes du même rang, c'est le conseil de famille qui statue définitivement. Si la réquisition de sortie émane d'une personne qui méconnaît le droit préexistant d'une autre, sa réquisition n'est pas valable, et la personne, première en rang suivant l'ordre formel où la loi l'a placée, n'aura qu'à se faire connaître au directeur de l'établissement en formant son veto à la sortie de l'individu.

Il y a une hypothèse que la loi n'a pas résolue et qui est la suivante : lorsque le curateur a demandé la sortie, les parents ont-ils le droit d'y faire opposition ? Il semble rationnel de leur accorder ce droit, puisqu'ils auront la charge de l'aliéné après sa sortie. — Mais en cas de contestation, à quelle juridiction doit-on soumettre le différend, sera-ce au conseil de famille ou au tribunal ? La solution se trouve à notre avis dans le paragraphe 6, 2^e alinéa de l'art. 14. L'opposition d'un parent, en général, devant être notifiée au directeur de l'établissement, est soumise en principe au tribunal ; c'est en effet lui qui a nommé le curateur ; qui l'a choisi pour contrôler la conduite de la famille vis-à-vis de l'aliéné ; il est naturel qu'il soit appelé à contrôler la sienne.

En ce qui concerne le mineur ou l'interdit, la demande en sortie ne peut émaner que du tuteur (der. alinéa de l'art. 14). Il paraît certain que cet article n'est pas en contradiction avec l'art. 510 C. C.

Il ne fait pas obstacle d'après les auteurs, à ce que le conseil de famille exerce, par l'intermédiaire du tuteur, les droits que lui donne l'art. 510 (1).

La restriction de l'art. 14 est regrettable, car le tuteur, par son inaction, peut prolonger sans nécessité l'internement de son pupille. Les directeurs d'établissement sont tenus, sous les peines prévues par l'art. 120 du C. P., de déférer à la réquisition qui leur est faite conformément à l'art. 14, à condition, toutefois, que celui qui réclame la sortie indique dans sa demande son nom et sa résidence. Ils doivent, en outre, donner avis de la sortie, dans les 24 heures, à l'autorité administrative (qui est représentée à Paris par le préfet de police, en province, par les préfets dans les départements, sous-préfets dans les arrondissements ou maires dans les autres communes) ; ils leur font en outre connaître le nom et la résidence de la personne qui a retiré le malade, son état mental au moment de la sortie, et autant que possible, l'indication du lieu où elle aura été conduite (Art. 15).

Ajoutons qu'aucun avis de sortie n'est adressé au parquet. C'est là une lacune, parce que le ministère public, s'il était avisé de cette décision, pourrait surveiller la personne qui a requis la sortie et rechercher si en agissant de la sorte, elle n'avait pas pour but de porter elle-même atteinte à la liberté du malade en le séquestrant injustement dans un domicile privé.

2^o Personnes qui peuvent ordonner la sortie

La sortie d'une personne aliénée peut être ordonnée soit par le médecin traitant, soit par l'autorité administrative, soit enfin, par l'autorité judiciaire.

(1) Demolombe, t. 8, n° 872.

a) *Sortie ordonnée par le médecin traitant de l'établissement.*

Lorsque le médecin aura déclaré guéri un individu qui, jusque-là, était retenu dans un établissement d'aliénés, celui-ci cessera immédiatement d'y être maintenu et personne ne pourra s'opposer à sa sortie (art. 13). Le chef de l'établissement qui n'exécuterait pas la décision prise par le médecin en ce qui concerne la sortie d'un malade, encourrait les peines de l'art. 120 du Code pénal, au même titre que s'il contrevenait à un ordre de sortie émané des autorités judiciaire ou administrative (art. 30).

Dans le cas de placement d'office, sur la déclaration de sortie prononcée par le médecin, le directeur de l'établissement doit en référer immédiatement au préfet, qui statuera sans délai (art. 23). Si toutefois il conservait des doutes sur la réalité de la guérison, le chef de l'asile ferait bien d'ordonner une contre-visite ; mais il ne pourrait valablement et sans se rendre coupable de séquestration arbitraire, s'en rapporter à sa propre façon de voir, pour refuser d'ordonner la sortie.

Le pouvoir absolu laissé au médecin est très rationnel ; la constatation étant éminemment médicale, c'est à lui que revient tout d'abord le soin de prévenir et d'empêcher la séquestration d'un individu guéri.

b) *Sortie ordonnée par l'autorité administrative.*

L'autorité administrative possède d'une façon absolue le pouvoir de faire cesser tout internement qui lui paraît injustifié. Le préfet peut toujours ordonner la sortie immédiate de toute personne, que le placement

soit volontaire ou d'office (art. 16 et 20). C'est pour assurer l'exercice de ce droit que la loi exige que tout placement volontaire soit signalé immédiatement au préfet (art. 8), et qu'il lui soit adressé des rapports médicaux à époques très rapprochées du placement (art. 9 et 11); que des états semestriels relatifs à chaque aliéné lui soient communiqués (art. 20) et qu'enfin, un registre spécial soit tenu dans chaque établissement où le médecin consigne, tous les mois, les changements survenus dans la situation mentale de chaque malade (art. 12). Toutes ces formalités servent au préfet à s'assurer, lors de ses visites, de la légalité et de la nécessité des différents placements (art. 12 in fine et 18, § 2). C'est en vue de la sauvegarde de la liberté individuelle que le législateur a accordé au préfet le droit de faire sortir de tout établissement d'aliénés, les personnes qu'il jugera ne plus devoir y être retenues, sans attendre la déclaration de guérison du médecin et indépendamment aussi de l'assentiment de l'auteur du placement. Le préfet agit donc proprio motu, sans être préalablement saisi d'aucune demande en sortie; nous verrons bientôt que l'autorité judiciaire, au contraire, ne peut statuer que d'après une demande.

Les chefs des établissements d'aliénés doivent se conformer aux ordres de sortie émanant du préfet, en mettant aussitôt en liberté celui qui en fait l'objet (art. 16, 20). S'ils contrevenaient à ces injonctions, ils encourraient les peines édictées par les articles 120 du Code pénal et 31 de l'ordonnance de 1839.

c) Sortie ordonnée par l'autorité judiciaire.

Celle-ci peut intervenir, à quelque époque que remonte

le placement. La liberté individuelle étant, d'après les principes généraux de notre droit public, essentiellement placée sous la sauvegarde de l'autorité judiciaire, l'art. 29 de la loi de 1838 déroge au principe de la séparation des pouvoirs, en autorisant les tribunaux à faire sortir des asiles d'aliénés des individus qui y ont été internés en vertu des ordres de l'autorité administrative.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 16 décembre 1881 (1) décide que seule l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur les réclamations tendant à la sortie.

Tandis que, d'après l'art. 14, la sortie ne peut être requise que par un nombre très restreint de personnes, l'art. 29 confère à toute personne le droit de s'adresser à la justice; le législateur a voulu que chacun puisse attirer l'attention de la justice sur la situation du malade, que l'action soit ouverte à tous, à l'aliéné comme à ses parents, amis ou protecteurs. C'est au tribunal, saisi par une requête ou d'office par le procureur de la République, à apprécier le bien-fondé de la demande.

En cas d'interdiction, la demande ne peut être formée que par le tuteur de l'interdit; il y a là une dérogation grave au principe général de l'art. 29. On peut regretter que le tuteur n'intervienne dans l'instance que pour décliner les motifs qui lui paraissent s'opposer à la sortie; cette exception à l'art. 29 ne se justifie guère.

On discute sur le point de savoir si, en cas d'interdiction, l'action du procureur de la République se

(1) D. P., 83-3-25.

trouve aussi entravée par l'art. 29. Le texte de cet article semble admettre l'affirmative, puisqu'après avoir admis le principe, il prévoit le cas d'interdiction et limite au tuteur le droit de demander la sortie. On fait cependant remarquer, en sens contraire, que le préfet pouvant ordonner la sortie d'un malade même interdit, il serait surprenant que le procureur, chargé de surveiller l'action de l'autorité administrative, ne pût s'adresser à la justice.

La demande en sortie est introduite par une requête d'avoué ; lorsqu'elle émane de la personne séquestrée elle-même, il semble qu'il est inutile qu'elle soit présentée par un avoué, car si l'art. 29 défend aux chefs d'établissement de retenir ou de supprimer les correspondances des aliénés adressées à l'autorité judiciaire, c'est pour permettre à l'aliéné de la saisir d'une demande en sortie, et nous croyons qu'une simple lettre-missive suffit pour saisir la justice.

Le tribunal compétent est celui du lieu de la situation de l'établissement. Il rend sa décision, qui n'est pas motivée, en Chambre du Conseil et sans délai (art. 29). Le tribunal a plein pouvoir pour prononcer la mise en liberté de la personne dont la sortie est sollicitée, que le placement ait été volontaire ou requis par l'autorité administrative, que le médecin ait émis un avis favorable ou défavorable à la demande. Si les juges l'estiment nécessaire, ils feront toutes les vérifications abandonnées à leur sagesse.

Ils agiront prudemment en se faisant communiquer par le directeur de l'établissement le dossier de la personne qui fait l'objet de la requête en sortie ; ils y puiseront des renseignements très utiles relativement à son placement, qui édifieront leur conviction sur

l'opportunité de sortie. Ils pourront aussi se faire représenter le malade dont la sortie est réclamée ; ils l'interrogeront et, s'ils éprouvent quelque doute sur sa véritable situation, ils commettront un ou plusieurs médecins experts à l'effet d'examiner le malade et de rédiger ensuite un rapport sur son état.

Si le requérant n'a pas triomphé dans sa demande, il pourra déférer le jugement du tribunal devant la Cour d'appel. Il pourra également, s'il le juge préférable, attendre quelque temps et présenter à nouveau une demande sur le même objet, qui ne manquera pas d'être accueillie, si l'état de l'individu s'est amélioré depuis la première démarche (1).

Lorsqu'une pareille demande est adressée au tribunal, il nous semble que les parents et les autres personnes désignées dans l'art. 14 devraient être avisées par notification du requérant. Elles pourraient alors intervenir au procès et faire valoir les motifs qui les poussent à s'opposer à la sortie du malade : les tribunaux se prononceraient avec plus entière connaissance de cause et seraient mieux à même de concilier les intérêts de l'aliéné avec ceux de la famille.

Le législateur, songeant aux indigents, n'a pas voulu que ceux qui n'ont pas de ressources fussent paralysés dans l'exercice de leur recours et, dans son art. 29 (4^e alinéa), il a décidé que tous les actes auxquels pouvait donner lieu une réclamation quelconque seront visés pour timbre et enregistrés en débet. Toutefois, il est incontestable que le requérant qui succombera reste débiteur envers le Trésor des frais enregistrés en débet. Il serait équitable que la loi fasse

(1) Demolombe, t. 8, 878.

une exception en faveur de l'aliéné qui est susceptible de provoquer une demande mal fondée.

Alors même qu'un individu aurait bénéficié d'une décision judiciaire prononçant sa sortie, il peut encore être l'objet d'un nouveau placement d'office de la part de l'autorité administrative ; dans le cas, par exemple, où l'altération de ses facultés serait de nature à compromettre l'ordre public ou la sécurité des personnes. Mais le Préfet ne pourrait raisonnablement et sans engager gravement sa responsabilité, ordonner un nouveau placement que si de nouveaux faits se produisaient : dans ce cas, la situation de l'aliéné s'étant modifiée, la décision judiciaire n'aurait plus d'utilité comme ne répondant plus aux besoins de la société ni de l'aliéné lui-même.

Le recours organisé par l'art. 29 constitue incontestablement la garantie la plus large de la loi de 1838, en faveur de la liberté individuelle.

APPENDICE

Rôle pratique du Procureur de la République sous l'empire de la loi actuelle en ce qui concerne la protection de la liberté individuelle de la personne internée.

Aujourd'hui la surveillance des aliénés est confiée à l'autorité judiciaire dans la personne du Procureur de la République. Ce magistrat exerce un double contrôle : l'un individuel, l'autre général.

Occupons-nous, d'abord, de son contrôle individuel. Lorsqu'une personne est internée dans une maison d'aliénés, par placement volontaire ou d'office, le préfet, nous l'avons vu, immédiatement avisé, en informe lui-même dans les 3 jours le Procureur de la Répu-

blique de l'arrondissement dans lequel se trouve l'établissement. Le chef du parquet doit demander aussitôt des renseignements sur la personne internée. Il adresse aux autorités administratives de son domicile une lettre, la plupart du temps imprimée, dans laquelle il sollicite tous éclaircissements sur les circonstances dans lesquelles l'internement a eu lieu, sur le caractère de la maladie, sur les relations que l'aliéné entretenait avec ses parents, sur sa situation de fortune et de famille. Il demande aussi s'il y a eu des cas d'hérédité parmi ses proches.

Muni de ces renseignements, le Procureur les examine. S'il n'y a aucun doute sur la légalité de l'internement, il les classe. Dans le cas contraire, il se rend à l'asile; se fait représenter l'interné et l'interroge.

Les renseignements que le Procureur reçoit sont examinés, il faut bien le dire, quelquefois sommairement et parcourus très vite. Ils sont demandés par lettres imprimées, ce qui fait qu'on a tendance à les confondre avec des renseignements de forme. On les classe peut-être hâtivement. Certains, avisés des entrées dans une maison d'aliénés, classent purement et simplement les lettres d'avis du préfet. D'autres ne demandent même pas ces renseignements. C'est que le Procureur a des attributions multiples; il remplit les unes avec zèle, et il passe rapidement sur celles qu'il considère à tort il est vrai, comme accessoires.

Voilà comment fonctionne le contrôle individuel et d'office du Procureur de la République, sur les personnes internées dans un asile d'aliénés. — Son attention peut être encore éveillée par les réclamations et les plaintes que lui adressent les malades au cours de leur détention. Toute personne retenue dans une

maison d'aliénés a le droit de s'adresser au Procureur pour solliciter sa sortie. Le chef du parquet demande des renseignements au directeur, au médecin et les examine. S'il a des doutes, il se transporte à l'asile et interroge le réclamant. Si son incertitude et son doute persistent, s'il pense que le plaignant doit être mis en liberté, que fera-t-il ? il ne peut relaxer spontanément l'interné. Il saisira le tribunal de la réclamation. Celui-ci examine l'affaire en chambre du Conseil. Nous connaissons déjà la procédure suivie devant les juges compétents. Mais l'affaire est toujours communiquée au Ministère public qui prend ses réquisitions.

Dans la pratique actuelle, le tribunal intervient peu souvent car il n'est saisi que très rarement.

Voilà comment le Procureur de la République exerce son contrôle individuel soit d'office, soit à la suite de plaintes reçues. Il exerce, en outre, une surveillance générale sur les asiles.

La loi, nous le savons, veut qu'il fasse des visites périodiques dans les asiles d'aliénés ; elles doivent être semestrielles pour les établissements publics, trimestrielles pour les maisons privées. Le législateur de 1838 a pensé que les établissements privés devaient être l'objet d'une surveillance spéciale, parce qu'il a craint que les directeurs ne fassent du traitement des malades une question de lucre au détriment des soins requis par l'état des malades.

Le Procureur se fait d'abord présenter les registres qui doivent être tenus d'après certaines règles ; il doit les examiner d'une façon spéciale, et voir si l'on a reproduit sur le registre d'entrées, le certificat délivré par le médecin, et si celui-là est confirmé par un

autre certificat d'un médecin de l'asile. Il doit faire ensuite la visite des asiles, voir les malades les uns après les autres. Il demande des certificats de situation sur chacun d'eux et sollicite de leur part une réclamation écrite.

Voilà comment s'effectue l'intervention du Procureur de la République sur l'aliéné qui est, ou qui va entrer dans un établissement, pour subir avec un traitement spécial une sorte de diminution de liberté individuelle.

Nous avons ainsi terminé la première partie de l'étude de la loi de 1838 qui a trait aux différentes mesures organisées pour la sauvegarde de la liberté individuelle. Après en avoir dégagé l'esprit et donné l'interprétation en ce qui touche aux différentes sortes de placements, au séjour et à la sortie des aliénés détenus dans les établissements spéciaux, examinons les moyens que le législateur a pris pour protéger les biens de ces incapables.

CHAPITRE II

Des mesures légales destinées à protéger les intérêts pécuniaires des aliénés d'après la loi de 1838.

Ce chapitre doit comprendre deux sections :

Dans la première, nous envisagerons la situation juridique spéciale qui est réservée aux aliénés internés ; en d'autres termes, leur capacité et le sort de leurs actes ;

Dans la seconde, nous passerons en revue rapide-

ment les diverses charges et fonctions instituées en vue de la défense de leurs intérêts.

Section I. — **Capacité des personnes aliénées
non interdites, mais internées**
Sort des actes par elles accomplis

Le législateur de 1838 a créé une incapacité spéciale pour les aliénés non interdits, mais simplement placés dans un établissement d'aliénés. Il règle leur situation et leur capacité civile, peu importe d'ailleurs que leur interdiction ait été prononcée ou même provoquée. Il a voulu établir nettement une séparation entre la situation juridique des interdits et celle des aliénés non interdits mais internés ; tout en laissant subsister les dispositions du Code civil en ce qui concerne les interdits, il a créé de toute pièce un état de choses nouveau pour ceux qui ont fait l'objet d'un simple placement motivé soit par les besoins de la sécurité sociale, soit par les désirs de la famille, soit enfin par les soins que requiert leur état.

L'art. 39 de la loi de 1838 (et voici en quoi il constitue une innovation sur la législation antérieure), déclare que pendant le séjour d'un malade dans l'établissement d'aliénés les actes qu'il fera pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'art. 1304 du Code civil.

Mais pour produire de tels effets sur la capacité de l'aliéné, l'internement doit avoir lieu dans une maison ayant une existence légale, tel qu'un établissement public (asile public proprement dit ou asile départemental), ou un établissement privé autorisé par le gouvernement. Aucun effet légal de ce genre ne serait donc attaché à une maison privée non autori-

sée, parce que l'internement qui aurait lieu dans un établissement non placé sous l'autorité ou la surveillance de l'Etat ne présenterait pas les mêmes garanties légales.

Avant d'aborder l'étude de l'art. 39, qui crée une nouvelle présomption résultant du seul fait du placement, il nous semble nécessaire de rappeler en quelques mots les règles de l'interdiction, puis celles du droit commun en matière d'incapacité civile. Les actes passés par l'interdit postérieurement au jugement d'interdiction sont nuls de droit, parce que la loi a frappé l'interdit d'une incapacité absolue. La présomption d'incapacité qui s'attache à cet aliéné est une présomption « juris et de jure » ; aucune preuve contraire n'est admise. Les actes passés avant l'interdiction sont aussi présumés nuls par la loi, mais ici ce n'est plus qu'une présomption « juris tantum » et l'annulation est laissée à l'appréciation du juge. L'aliéné est bien présumé avoir fait ses actes dans une période de démence, puisque pour les faire tomber, il suffira au demandeur de prouver l'état habituel et notoire de démence de leur auteur. Mais le défendeur ne sera pas désarmé pour autant ; il pourra invoquer l'existence d'un intervalle lucide au moment même de l'acte. La réalité et la durée de ce laps de temps est entièrement laissée à la sagesse des juges.

Pendant ou avant l'interdiction si elle vient à être prononcée, l'état de démence entraîne par conséquent une présomption d'incapacité chez l'auteur. Cette présomption varie dans sa nature suivant que l'acte se place avant ou après l'interdiction. La nullité de droit qui en est la conséquence subit les mêmes

variations suivant qu'elle admet ou non la preuve contraire.

Au contraire, d'après le droit commun, c'est-à-dire en dehors de l'interdiction, l'état de démence ne suffit pas, à lui seul, pour faire présumer l'incapacité de l'auteur au moment de l'acte, car il n'y a pas d'incapacité en dehors des termes de la loi, le législateur ayant du reste posé comme règle la capacité et la sagesse d'esprit.

Il ne peut donc y avoir qu'une incapacité de fait pendant la période de démence. Pour attaquer en nullité un acte soumis au droit commun, il faudra, par conséquent, d'abord prouver l'état de démence, c.-à-d. l'incapacité permanente, et ensuite et surtout, la démence au moment même de l'acte, pendant toute sa durée. Lorsque le demandeur aura fait cette double preuve, qui créera alors une simple présomption de fait, le défendeur pourra toujours prouver à son tour le contraire, c'est-à-dire l'existence d'un intervalle lucide, au moment de l'acte.

C'est ce droit commun que le législateur de 1838 a méconnu en créant une troisième présomption d'incapacité résultant du seul fait du placement.

De quelles idées s'est inspiré le législateur dans la rédaction de l'art. 39 ?

Dans le projet primitif de la loi nouvelle, il s'agissait de faire exception à la règle édictée par l'art. 504 du Code civil, en matière d'interdiction. Ce texte défend, en effet, aux héritiers d'une personne dont l'interdiction n'a été ni prononcée ni provoquée, d'attaquer ses actes pour cause de démence, à moins toutefois que la preuve de la folie ne ressorte de l'acte lui-même. Cette disposition, très sage, avait pour but de

protéger les résultats de l'activité libre et normale d'un individu, qui n'est plus là pour se défendre contre les allégations de ses héritiers. Elle constituait, au surplus, une garantie en faveur des tiers qui avaient contracté avec le défunt. Après la mort d'un individu, il y avait donc présomption légale de capacité pour les actes qu'il avait accomplis pendant sa vie, à moins, bien entendu, que la preuve de la démence ne résultât de l'acte attaqué.

Les auteurs du projet pensèrent que cette présomption de capacité devait tomber, lorsque ce même individu aurait fait l'objet d'un placement dans un établissement d'aliénés. Les reproches auxquels s'exposaient les héritiers dans le cas de l'art. 504 ne se retrouvent plus lorsqu'il s'agit d'internement, et les tiers sont à même de connaître la situation de leur co-contractant. Il fallait donc revenir au droit commun et restituer aux héritiers l'action en nullité que leur enlevait l'art. 504.

A quelles conditions devait être soumise cette incapacité résultant du placement ? La Chambre des pairs, qui avait méconnu le droit commun, résultant du Code civil, voulut accorder à l'aliéné lui-même le même droit qu'aux héritiers, et tint à ce que celui-ci, de son vivant et une fois sorti de l'établissement, pût intenter l'action en nullité contre un acte qu'il avait passé pendant son internement. La réglementation par la loi d'une pareille hypothèse était, d'ailleurs, tout à fait inutile, puisque l'aliéné qui recouvre sa raison, a toujours le droit de prouver son défaut de consentement ou son inconscience au moment même de son acte ; il peut aussi se prévaloir de son incapacité naturelle résultant de la démence pour attaquer en

nullité ses actes ainsi viciés. L'art. 504, qui forme une exception au droit commun en ce qui concerne les héritiers, le laisse bien subsister en faveur de l'aliéné lui-même. Tout ceci resta bien embrouillé devant la Chambre des pairs, qui raisonnait comme si le Code civil avait refusé l'action en nullité à l'aliéné; elle voulut la lui accorder et crut ainsi l'étendre au delà des limites admises par le Code. Certains sont même allés jusqu'à chercher l'interprétation de cette extension de l'action en nullité au profit de l'aliéné, dans le renversement de la preuve. C'est ainsi que dans un amendement M. Hue prétendait que le seul fait du placement entraînait une véritable présomption d'incapacité, sauf preuve contraire, c'est-à-dire, que tout acte passé par un aliéné interné devait être présumé nul, comme émanant d'un incapable, sauf au défendeur à prouver qu'il avait été passé dans un intervalle lucide. La présomption était donc en faveur du demandeur en nullité; il lui suffisait de prouver l'internement au moment de l'acte, pour que le tribunal en prononçât l'annulation, à moins que le défendeur ne fit à son tour, la preuve de l'intervalle lucide, preuve impossible à faire, surtout dans le cas où l'individu serait interdit (1).

Cet amendement fut repoussé comme étant une atteinte aux principes établis par le Code civil. Une présomption d'incapacité ne peut, en effet, résulter que de la loi ou d'un jugement et non pas du seul fait d'un placement. Cette théorie était même dangereuse pour l'aliéné qui peut être retenu quelque temps

(1) Huc, Les Aliénés et leur capacité civile, p. 22.

encore dans l'établissement, alors que la crise a disparu, pourquoi le déclarer incapable : en sens inverse, la sortie peut être prononcée à brève échéance, avant la guérison, pourquoi ne pas le considérer incapable tant que dure l'état d'aliénation ? Pour ces motifs, le système d'une présomption résultant du seul fait du placement doit être écarté et revenir au droit commun, qui permet à l'aliéné de prouver sa démente au moment de l'acte. Avec le système erroné de la présomption d'incapacité résultant du seul fait du placement, on méconnaissait, d'ailleurs, la règle : *Actori incumbit onus probationis* : l'aliéné retenu dans l'asile peut bien prouver qu'à tel moment donné il était sous l'empire de la démente, mais il serait impossible aux tiers de prouver qu'à tel autre moment, leur co-contractant était tout à fait sain d'esprit.

Les arguments que l'on faisait valoir pour appuyer le système assez bizarre de M. Huc étaient séduisants au premier abord. On disait qu'il était trop dur pour le malade de déclarer qu'à telle époque il était dans une maison d'aliénés, et, en outre, de prouver qu'à tel moment correspondant à son acte, il était en proie à un accès de folie ; qu'il reculerait devant une preuve aussi pénible et préférerait sacrifier ses intérêts pécuniaires, plutôt que d'accepter de dévoiler les détails de sa maladie. On ajoutait que la présomption de bonne foi ne pouvait se trouver du côté de celui qui se rend dans une maison d'aliénés pour traiter avec un malade et, qu'en conséquence, le tiers n'était digne d'aucun intérêt. — Enfin, on soutenait qu'admettre le système adverse, c'était supposer que la réalité de la folie chez les personnes placées, était l'exception, au lieu d'être la règle, et que ce serait faire proclamer

par la loi la fréquence des séquestrations arbitraires.

Ces arguments ne supportent pas le raisonnement ; on ne peut, en effet, déroger à la règle : *Actori incumbit, etc.*, sans qu'un texte formel y fasse exception. D'ailleurs, tirer du séjour d'un aliéné dans un asile une présomption de nullité embrassant tous ses actes, eût été méconnaître la valeur incontestable des intervalles lucides et la capacité tout au moins partielle des monomanes.

Quoi qu'il en soit, la prétendue présomption de fait résultant du placement apparaissait pour quelques-uns des membres de la Chambre des pairs comme l'équivalent de la présomption de droit de l'art. 502, en matière d'interdiction.

Partant de cette idée que la preuve d'un moment de lucidité et de raison était impossible pour l'aliéné placé, ils voulaient que sa situation juridique fût, en fait, la même que celle de l'interdit. Ils en concluaient que le seul fait du placement dût entraîner contre lui la même incapacité que celle résultant d'un jugement en interdiction. Mais cette théorie fut rejetée par les auteurs mêmes de la loi, qui ont créé pour l'aliéné interné une situation plus favorable que celle de l'interdit en lui restituant l'action en nullité

Ils n'ont pas pensé que l'internement, mesure temporaire, pût entraîner une déchéance aussi complète que l'interdiction, mesure définitive, ou du moins destinée à produire ses effets pendant un laps de temps plus long.

Quelle est la source de l'art. 39 ; de quelle considération ou disposition législative se sont inspirés les rédacteurs de l'art. 39 ainsi conçu : « Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'a-

liénés, pendant le temps qu'elle y aura été retenue sans que son interdiction ait été provoquée, pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304, C. c. » ?

Certains auteurs soutiennent que les rédacteurs de l'art. 39 se sont inspirés de l'art. 503 du C. c. qui exige pour l'annulation, la preuve de l'existence notoire de l'aliénation à l'époque de la passation des actes incriminés.

Cette preuve de démence correspondant à la période où l'acte a été fait, une fois établie, entraîne comme conséquence, l'annulation de l'acte sans autre condition ; il n'est donc pas nécessaire de prouver la démence actuelle, c'est-à-dire existante au moment même de l'acte. Cette théorie est si vraie, ajoute-t-on, que le juge, comme dans l'article 503, conserve un pouvoir d'appréciation qui lui permet de rejeter l'action en nullité, s'il existe dans son esprit une incertitude sur l'état psychologique de l'aliéné ; or cette liberté d'appréciation laissée au tribunal ne serait qu'un nonsens si l'on imposait au demandeur la preuve de la démence au moment même de l'acte.

En d'autres termes, d'après ce système, l'internement constituerait une présomption d'incapacité de fait. Le demandeur n'aurait qu'à se prévaloir de la séquestration volontaire ou d'office d'un individu dans un établissement quelconque, pour que le tribunal prononçât la nullité d'un acte passé pendant cette période. Toutefois, la preuve contraire, c'est-à-dire celle d'un intervalle lucide, serait réservée au défendeur.

Nous ne croyons pas que ce soit là l'esprit et le sens de l'art. 29. Le législateur de 1838 ne s'est pas ins-

piré de l'art. 503 pour rédiger la disposition qui nous occupe. Il a voulu créer pour l'aliéné interné une situation bien différente de celle de l'interdit. Or, l'art. 503 est essentiellement une disposition qui concerne l'interdiction, puisqu'il fixe la valeur des actes passés par l'interdit avant le jugement d'interdiction et les déclare annulables si la démence existait notoirement à l'époque où ils ont été faits.

Nous croyons que l'art. 39 n'est qu'une reproduction du droit commun ; le législateur n'a pas voulu faire de l'individu interné un incapable ; il l'a laissé capable en principe ; ses actes seront annulés, s'il est prouvé qu'ils ont été passés sous l'empire de la démence ; ils sont valables si cette preuve n'est pas apportée. La personne placée dans un établissement est donc capable sauf, le cas échéant, annulation des actes passés par elle.

Le demandeur en nullité devra prouver la démence au moment même de l'acte comme sous le droit commun ; il fera valoir aussi, non sans raison, que l'auteur de l'acte dont il demande la nullité, était interné lorsqu'il l'a fait ; que, par conséquent, il y a sinon présomption de démence continuelle, du moins déséquilibre des facultés chez son adversaire. Le tribunal en tiendra tel compte que de droit pour former sa religion, mais la preuve essentielle que devra rapporter le demandeur est bien celle de la démence actuelle au moment même de l'acte.

L'interprétation que nous donnons ainsi de l'art. 39 qui, d'après nous, n'est que la reproduction de droit commun, se trouve étayée par la différence même de l'interdiction et du placement. Au cas d'interdiction, l'état habituel d'aliénation a été juridique-

ment constaté ; on comprend qu'il en découle une présomption d'incapacité pour l'auteur et de nullité pour les actes qu'il a accomplis dans cette période. Au contraire, dans le cas d'internement, il existe bien des certificats médicaux attestant la maladie, mais il n'existe aucun jugement qui la reconnaisse. Du reste, il est impossible d'accorder à un certificat purement médical et scientifique, suffisant pour l'internement, le caractère de décision compétente pour diminuer la capacité juridique d'une personne.

Enfin, il faut remarquer que l'internement ayant lieu le plus souvent lorsque l'état de démence n'est pas habituel, on peut supposer que l'acte a été passé dans un intervalle lucide. Rien ne s'oppose donc, s'il réunit en fait toutes les conditions de validité, à ce qu'il produise tous ses effets. Tel est le système consacré dans l'art. 39. Cette manière de voir est généralement admise (1).

Nous pensons, avec ces mêmes auteurs, que l'individu interné reste capable de remplir les fonctions de tuteur et de membre d'un conseil de famille. De même, il conserve, dans un intervalle lucide, sur la personne de ses enfants ou de sa femme, ses droits de puissance paternelle ou maritale.

Les actes passés par un aliéné interné sont donc simplement annulables. Mais à qui le fardeau de la preuve ? Il résulte clairement des discussions parlementaires, lors de la séance du 13 février 1838, que le législateur, supposant la validité d'esprit, a voulu

(1) Aubry et Rau, t. 4, p. 536. — Demolombe, t. 8, p. 852. Lyon, 25 juin 1880, *Moniteur judiciaire*, Lyon, du 16 novembre 1880.

que la preuve de la démence fût faite par le demandeur en nullité (1).

**De la prescription et des caractères de l'action
en nullité**

Tout en soumettant en principe, à l'art. 1304 du Code civil, c'est-à-dire à la prescription décennale, les actes passés par l'aliéné séquestré dans un asile, le législateur de 1838 y a apporté une innovation relativement au point de départ de la prescription.

Le délai courra, dit la loi, du jour de la signification qui en aura été faite à la personne retenue, auteur de l'acte, ou de la connaissance qu'elle en aura prise, après sa sortie définitive de l'asile; et à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort du dément.

En règle générale, la prescription de 10 ans ne commence à courir que de la cessation de l'incapacité. Le législateur a cru devoir, avec raison, faire varier le point de départ de la prescription, en ce qui concerne les actes faits par un aliéné interné, selon que l'intéressé ou ses héritiers en auroient eu connaissance par voie de signification ou autrement.

Il est, en effet, prudent et équitable que la prescription fondée sur une ratification tacite ne courre pas tant que l'acte restera ignoré de celui qui en est l'auteur ou de ses héritiers.

La disposition de l'art. 39, quoique supérieure au point de vue législatif à l'art. 1304, aboutit cependant à une conséquence illogique. Ainsi, il en résulte que pour deux personnes internées dans le même établis-

(1) *Moniteur* du 14 février 1838.

sement, le point de départ de l'action en nullité sera différent suivant que l'une sera interdite et l'autre ne le sera pas. Pour l'une, les dix ans courront à partir de la main-levée de l'interdiction ; pour l'autre, ils courront à partir de la signification qui lui sera faite de l'acte ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie (1).

La signification ne serait plus nécessaire pour faire courir, la prescription si l'auteur de l'acte après sa sortie ou ses héritiers depuis sa mort, avaient eu connaissance de l'acte. La preuve de cette connaissance peut avoir lieu par témoins ou par écrit, quelle que soit l'importance du litige ; il ne s'agit évidemment ici que de la preuve d'un fait pur et simple qui ne tombe pas sous l'application de l'art. 1341 du Code civil (2).

Si la signification avait été faite à une personne sortie de l'asile, mais non complètement guérie au point qu'elle ne pût se rendre parfaitement compte de son acte, il y aurait manœuvres frauduleuses de la part du signifiant et sa procédure devrait être annulée comme ne faisant pas courir les délais de prescription ; car, si l'état de démence existe toujours, la signification ne peut produire ses effets. L'aliéné, dans ce cas, serait protégé par l'action de fraude et non par l'action décevante en nullité.

L'action en nullité ouverte par l'art. 39 est de la même nature que les actions en nullité ouvertes par l'art. 1304 Code civil ; elle est donc relative et ne peut être, par conséquent, exercée que par l'aliéné lui-

(1) Aubry et Rau, t. 1, p. 482.

(2) Aubry et Rau, t. 1, p. 537.

même, ses représentants ou ayants-cause. Elle n'est pas accordée aux tiers qui ont contracté avec lui.

Elle ne peut être exercée que pendant le délai de 10 ans ; enfin, l'acte attaqué est susceptible de confirmation ou ratification. La doctrine est unanime (1).

Des significations faites à l'aliéné placé

L'art. 35 décide que les significations concernant la personne placée dans un établissement d'aliénés, à laquelle un administrateur a été nommé par le tribunal, doivent, pour être valables, être faites à cet administrateur provisoire. Quant aux significations intéressant un aliéné auquel il n'a pas été donné d'administrateur, ou à celui qui, placé dans un établissement public, ne sera pourvu que de l'administration d'office prévue par l'art. 31, il a été reconnu qu'elles pourraient être faites dans la forme ordinaire, c'est-à-dire à personne ou à domicile.

Quid, si par erreur ou autrement, la signification a été faite au domicile de l'aliéné lui-même pourvu d'un administrateur ? Nous croyons qu'elle serait valable, parce que la nomination de l'administrateur ayant eu lieu en chambre du conseil sans publicité, il serait injuste de punir les tiers de l'ignorance d'un fait dont ils n'ont point connaissance et de faire retomber sur eux le secret gardé dans l'intérêt de l'aliéné et de sa famille ; que si on s'en tenait à la règle ordinaire, on pourrait craindre qu'il ne fût abusé de l'état des malheureux aliénés et de leur absence involontaire et le plus souvent bien connue pour leur faire à domicile, dans des vues frauduleuses, des significations dont

(1) Aubry et Rau, t. 4, p. 537, et Demolombe, t. 8, n° 858.

les conséquences pourraient être désastreuses pour eux.

Les tribunaux ont d'ailleurs pleins pouvoirs d'appréciation pour les reconnaître valables ou les annuler suivant les circonstances (1).

De même, les significations qui se réfèrent à une instance en interdiction formée contre l'individu qui est déjà interné dans un établissement d'aliénés, ne sont pas nécessairement nulles, parce qu'au lieu d'avoir été faites à l'administrateur provisoire, elles l'ont été à la personne même dans l'établissement où elle réside; toutefois, le tribunal pourrait les annuler selon les circonstances (2). Sont nulles et sans effet les significations qui ont été faites aux héritiers de l'administrateur provisoire d'un aliéné placé, alors que celui-là est mort sans avoir été remplacé; de même, la signification faite au domicile qu'avait à l'époque de son décès le mari de la femme aliénée, lorsqu'il est établi qu'au moment de cet acte de procédure le domicile dont s'agit avait cessé d'exister; de même encore lorsque la signification a été adressée au procureur de la République et qu'il est constant que le domicile de la personne aliénée ou sa résidence actuelle dans l'asile n'était pas inconnue; dans ces cas la signification devait être faite à la personne elle-même ou à sa résidence (3).

Dans la pratique, lorsqu'une pièce juridique intéresse un aliéné, elle est apportée au directeur de l'établissement ou au médecin traitant qui la renvoie

(1) Demolombe, t. 8, n° 841; Chambéry, 22 déc. 1865, D. P. 66-2-105.

(2) Caen, 30 déc. 1857, D. P. 58-II-147.

(3) Cass., 13 mars 1865, D. P. 65-4-124.

à l'administrateur ou qui en saisit directement le malade, comme dans le cas d'une procédure en interdiction. Il a été souvent constaté que cette façon de procéder était de nature à exciter la maladie ou à alimenter le délire de l'aliéné. Quand l'huissier se met en rapport avec le malade, celui-ci peut être, ou dans un état complet de démence, ou dans un intervalle suffisant de lucidité : dans le premier cas, l'aliéné détruira la pièce et ne s'en souviendra plus, la signification n'aura aucune utilité. Dans le second cas, il ne comprendra que trop la démarche de l'officier ministériel qui le mettra dans un vif état de surexcitation ou fera inutilement travailler son cerveau. Il gardera sur lui le papier et rédigera des notes ; il ne voudra plus se dessaisir de cette pièce importante qu'il a bien le droit de garder, mais que d'autres pourraient utiliser mieux que lui dans son intérêt même. L'administration intérieure de l'asile prescrit, il est vrai, de retirer au malade la pièce aussitôt qu'elle lui a été remise. Mais il est parfois très difficile de le faire, et nous estimons que cette façon de procéder est de nature à choquer l'esprit des aliénés.

Il serait bon, dans l'intérêt du malade et dans celui des tiers, que les significations fussent faites, en principe, au représentant légal de l'aliéné et non pas à sa personne même. Quant à certaines instances de caractère plus personnel, comme l'interdiction, pour lesquelles les significations doivent être faites à sa personne, il serait prudent, avant d'en faire remise à l'aliéné, de prévenir le médecin traitant et de prendre son avis : au lieu d'une remise brutale et inopportune de cet acte, on pourrait choisir un procédé qui eût le moins d'inconvénient pour le malade.

En ce qui concerne la signification d'un effet de commerce, et notamment le protêt, il n'est dérogé en rien aux dispositions de l'art. 173 du Code de Commerce, c'est dire, que cet acte doit être fait dans les 24 h. au domicile du débiteur (art. 35, § 1), et non au domicile de l'administrateur. Quant aux significations d'actes judiciaires, relatifs à des actions en divorce ou en séparation de corps ou de biens, l'art. 686 P. C. est applicable aux aliénés comme aux autres personnes. L'exploit peut donc être fait à personne ou à domicile. Rappelons que pour la femme mariée, son domicile est toujours celui du mari (art. 108 C. C.), tant que dure l'association conjugale. Ce sera donc à ce domicile que devront être faites les significations tendant à une séparation de corps ou de biens. Toutefois, si le mari est interné, nous admettons que les exploits à la requête des tiers peuvent être valablement faits au domicile du mari, car l'internement n'étant soumis à aucune publicité, les tiers ont pu l'ignorer et il serait injuste de les punir en annulant l'exploit remis au domicile de droit.

Cette assimilation de l'aliéné placé, aux autres personnes, peut avoir pour lui les conséquences les plus regrettables, car il ignorera forcément cet avertissement de ses créanciers.

Section II. — Des charges et des fonctions organisés pour protéger les intérêts pécuniaires des aliénés placés

Le législateur de 1838 a entouré l'aliéné de divers agents chargés de veiller sur ses intérêts, sans compter le rôle de surveillance et de protection du Ministère public qui est le protecteur né des incapables.

Aux termes des art. 31, 32, 33 et 38 de la loi actuelle, l'aliéné peut être pourvu à la fois d'un administrateur provisoire, d'un mandataire « ad litem » et d'un curateur.

Avant de nous occuper individuellement de ces trois sortes de personnes auxquelles sont confiés les intérêts pécuniaires des aliénés, essayons de dégager les idées qui ont guidé le législateur dans cette voie.

Les auteurs de la loi ont eu à se préoccuper de séparer nettement les mesures qui devaient avoir pour objet l'administration des biens, de celles qui, au contraire, étaient relatives à la personne. Il s'agissait, en effet, de rendre la question du placement indépendante de la question de l'interdiction. Il fallait songer à ne pas faire prononcer des sorties injustifiées, alors que la folie durait encore, en s'appuyant sur cette considération que les conditions légales et matérielles de l'interdiction n'étaient pas réalisées. De même, lorsque le placement se prolongerait, sans que l'interdiction fût prononcée, il serait dangereux de laisser l'administration des biens entre les mains de gérants improvisés, sans mandat régulier et sans contrôle aucun. Aussi, les auteurs de la loi de 1838, s'inspirant de ces idées, adoptèrent le système d'une administration provisoire nécessaire, résultant du seul fait du placement.

Le législateur pensa que lorsque l'état de la personne placée deviendrait incurable ou que la folie s'accentuerait au point de prendre un caractère permanent, ou, enfin, qu'un acte grave et important dût s'imposer, il serait normal qu'on recourût à l'interdiction avec les garanties qu'elle représente. C'est, en effet, sous cette forme juridique et déjà connue que

devrait aboutir l'administration régulière et définitive des biens de l'aliéné placé. Mais on ne se rendit pas assez compte de la répugnance des familles à demander l'interdiction et on n'envisageait que ce qui devait rester provisoire, en attendant que les intéressés provoquassent l'interdiction judiciaire. Aussi, le législateur de 1838 ne se préoccupait-il que d'organiser une administration provisoire des biens.

Remarquons, tout de suite, que cette administration provisoire n'existe pas pour toutes les sortes d'aliénés soumis à l'internement. Elle n'est créée légalement qu'en faveur des commissions de surveillance ou commissions administratives auprès des établissements d'aliénés et, comme ces commissions de surveillance font défaut dans les établissements privés, il n'y a, à vrai dire, d'administration légale qu'en faveur des aliénés placés dans les établissements privés. Pourquoi cette différence? C'est que les établissements publics ne sont guère ouverts qu'aux indigents ou à ceux qui ne possèdent qu'une fortune assez médiocre; or, les frais d'administration des biens seront moins considérables si on les abandonne à la gestion des commissions de surveillance que si l'on concentre ces petits pécules entre les mains de différents administrateurs.

Pour les gens riches, au contraire, la situation est bien différente. Les familles ne veulent pas accepter un pareil dessaisissement en faveur d'une commission administrative. Aussi la loi n'a-t-elle pas créé de commission de surveillance auprès des établissements privés où vont, de préférence, les gens riches ou aisés. Lorsqu'une de ces personnes est malade depuis quelque temps déjà, et incapable de gérer ses biens, c'est un de ses proches qui les administre à sa place; il est

muni d'une procuration, ou bien agit en qualité de simple gérant d'affaire; en un mot, il prend soin de la personne et des biens de son parent aliéné. N'est-il pas juste que ce père, ce fils, cet époux puisse garder, comme un droit familial, cette administration qui lui appartenait déjà en vertu de ses liens de parenté avec le malade? Mais le législateur devait-il, en droit, déférer cette administration à un membre de la famille?

L'affirmative parut inadmissible aux auteurs de la loi, sans déroger aux principes du Code civil. Le Code n'établit de tutelle légale qu'en faveur des mineurs et non pas en faveur des interdits, si ce n'est la tutelle légale du mari sur les biens de son conjoint (art. 506). Il n'admet, par conséquent, que des administrateurs datifs ou judiciaires (art. 497), ou nommés par le conseil de famille, comme dans le cas d'interdiction. Aussi, lorsqu'un proche parent a géré les biens d'un des siens jusqu'au jugement d'interdiction, la loi se garde bien de l'investir de l'administration qu'il s'était octroyée; le conseil de famille peut le choisir comme tuteur, mais rien ne l'y oblige. Il en est de même en ce qui concerne l'administration provisoire, dont la nécessité peut se faire sentir avant l'interdiction.

En général, celui qui demande l'interdiction réclame le dessaisissement, la déchéance civile et l'incapacité de l'aliéné; il n'est, le plus souvent, l'objet d'aucune défiance de la part de la famille.

Le tribunal ou le conseil de famille le désignera le plus souvent comme administrateur ou tuteur du malade. Mais il peut arriver également que la demande d'incapacité soit injustifiée, c'est pourquoi la loi doit éviter d'investir de tous droits sur les biens d'un indi-

vidu celui-là même qui poursuit sa déchéance, qui est son contradicteur dans l'instance et qui peut profiter de son incapacité.

D'ailleurs, si l'on comprend que les mineurs trouvent une protection efficace dans la tutelle, on ne comprendrait pas que cette mesure fût établie par la loi contre l'aliéné au profit de sa famille. Elle irait à l'encontre de la protection qui lui est due et ne serait qu'un contre-sens juridique.

C'est ainsi, en s'adonnant à ces réflexions, que le législateur se trouva amené à admettre pour les individus qui refuseraient la gestion administrative ou pour ceux qui seraient placés dans un établissement privé, la nomination d'un administrateur judiciaire, comme en matière d'interdiction (art. 497). Il organisa, dès lors, une administration dative, et non légale, pour les aliénés placés dans les établissements privés, dont l'interdiction n'était ni demandée ni prononcée.

De quelle nature est cette administration ? La situation de ces aliénés est sensiblement la même que celle des présumés absents. Dans les deux cas, il y a une certaine incertitude qui plane sur l'état de l'intéressé ; il y a une période provisoire pour les biens correspondant à la période de doute sur le véritable caractère de l'état mental du malade ; cette période provisoire doit précéder le moment où tout devient définitif et certain. En ce qui concerne les présumés aliénés, c'est-à-dire ceux qui sont placés dans un hospice, on ne pouvait songer à les soumettre à une administration légale, au profit de telle ou telle personne déterminée par la loi, parce que d'après les principes, les majeurs n'ont pas de représentants

légaux chargés de l'administration éventuelle de leur patrimoine. Ils ont tous le même protecteur, c'est la justice, qui seule peut leur choisir un administrateur, quand ils deviennent incapables. Le législateur de 1838 ne pouvait donc que décréter, en ce qui concerne les personnes placées dans un établissement privé, les mêmes règles que celles que contient le Code pour l'absent et l'interdit. C'est d'ailleurs ce qu'il fit en ouvrant en faveur de ces incapables, une demande en nomination d'administrateur judiciaire. Par ce moyen de droit, les familles riches pourront ainsi facilement régulariser la situation qu'elles se sont précédemment faite, en demandant aux tribunaux de confirmer l'administration à laquelle elles avaient donné tous leurs soins, avant le placement de leur malade.

En résumé, nous constatons dans la loi de 1838 une différence d'organisation et d'administration des biens qui a pour base une différence entre deux classes sociales ; le système d'administration légale et forcée au profit des commissions de surveillance, en faveur des aliénés placés dans les établissements publics, et le système d'administration judiciaire et facultative, pour les aliénés internés dans des établissements privés (Art. 31).

Envisageons à présent, tour à tour, le caractère et les pouvoirs des différentes personnes chargées de protéger les intérêts des aliénés.

1° *De l'administrateur provisoire.* — Nous savons déjà qu'il est tantôt légal ou d'office, tantôt datif ou judiciaire. Dans les établissements publics, les fonctions d'administrateur provisoire sont remplies par les commissions administratives, dites, aussi, de sur-

veillance, qui désignent un de leurs membres à l'effet de gérer les biens de leurs pensionnaires. Ce délégué, constitué pour tous les malades, est désigné d'avance par la loi, sans l'intervention du tribunal.

Dans les établissements privés, au contraire, l'administrateur provisoire est désigné par le tribunal en chambre du Conseil, sur la demande des parents de l'aliéné, du conjoint, ou d'office par le Procureur de la République (art. 32). Les commissions administratives dans les établissements publics peuvent aussi demander au tribunal la nomination d'un administrateur provisoire; elles seront alors déchargées de la gestion des biens, mais, comme l'administration provisoire légale constitue pour elles une mesure d'ordre intérieur, elles restent néanmoins chargées de surveiller l'administrateur désigné et de se faire rendre des comptes (art. 31).

L'administrateur judiciaire est nommé après interrogatoire de l'aliéné (art. 497 du C. civil) et délibération du conseil de famille. Il est désigné par le tribunal du domicile de l'aliéné; si le domicile est inconnu, c'est le tribunal de la résidence de l'aliéné, c'est-à-dire celui de l'établissement, qui est compétent. Lorsqu'on ne connaît pas la famille de l'aliéné, l'art. 409 du C. civil applicable en l'espèce, prescrit au juge de paix de la situation de l'établissement, de former un conseil de famille parmi les citoyens qui connaissent l'aliéné, à défaut desquels il prendra six personnes notables.

Le jugement de nomination de l'administrateur provisoire n'est pas sujet à appel (art. 32 in fine). Cette mesure, très sage, a pour but d'éviter des frais et une publicité trop grande; elle ne saurait toutefois

s'appliquer aux dispositions particulières du jugement qui investirait l'administrateur de pouvoirs dépassant les termes de la loi (1).

La nomination de l'administrateur datif n'est pas obligatoire, elle est seulement facultative. Il ne faudrait pas, toutefois, aller jusqu'à prétendre qu'il n'y a pas lieu de nommer un administrateur aux biens de l'aliéné qui aurait donné, soit avant soit après son entrée dans l'établissement, une procuration à un tiers, à l'effet de prendre soin de ses intérêts. Malgré la grande analogie qui existe entre l'aliéné placé sans être interdit et l'absent (art. 112 du Code civil), nous ne croyons pas que le mandat donné par le malade avant son entrée dans l'établissement puisse avoir une durée indéfinie, et rende inutile la nomination d'un administrateur datif, lorsque l'état du malade a été reconnu incurable.

Les auteurs sont, en effet, d'accord pour admettre que les intérêts mêmes du malade courraient de grands dangers, si la désignation d'un mandataire qu'il aurait faite avant son entrée, enlevait à l'autorité judiciaire le pouvoir tutélaire qui lui est confié par la loi (2).

Il est préférable de déférer au tribunal la question de savoir si, à raison de l'état mental du malade, il y a lieu de maintenir ou de révoquer la procuration qui émane de sa propre volonté.

En fait, le tribunal est absolument libre sur le choix de l'administrateur à nommer ; le plus souvent

(1) Lyon 8 juin 1872 - D. P. 73-2-238.

(2) Aubry et Rau, t. 1, § 127 *bis*, p. 528, Demolombe, t. 8, n° 822.

il choisira un des parents de l'aliéné pour éviter de mêler, sans nécessité, un étranger à des affaires qu'un membre de la famille est naturellement appelé à connaître. Parfois même on fera bien de nommer l'héritier présomptif de l'aliéné ; il aura tout intérêt à administrer les biens avec le plus grand soin.

La nomination de l'administrateur peut être provoquée par l'une des personnes désignées dans l'art. 32 ; on remarque que l'aliéné n'y figure pas, mais il pourra toutefois s'adresser au Parquet, qui la provoquera d'office.

Comme les dispositions relatives à la tutelle sont applicables à l'administration provisoire (art. 34), nous dirons que les fonctions de l'administrateur sont essentiellement obligatoires et gratuites.

Les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal prennent fin de plein droit, sans jugement, ni mainlevée par la sortie de l'aliéné, ou par son interdiction. Ajoutons qu'en ce qui concerne les individus placés dans des établissements publics à Paris, depuis la loi du 10 janvier 1849, c'est le directeur de l'Assistance publique qui en a la tutelle. Pour le surplus, la matière reste soumise aux règles du Code civil.

En ce qui concerne la durée de l'administration dative, déferée aux aliénés placés dans des établissements privés, on s'était demandé, lors de la confection de la loi, si le placement devant se prolonger indéfiniment d'après le caractère d'aliénation, on ne pourrait pas par un régime susceptible de s'établir à titre définitif.

Un grand nombre de jurisconsultes furent partisans de l'affirmative et désirèrent voir une disposition législative fixer la durée de l'administration provi-

soire et lui substituer, à un moment donné, une administration permanente et définitive.

On proposa alors le délai d'une année comme durée des pouvoirs de l'administrateur judiciaire : ce délai pouvait d'ailleurs, suivant les cas, être porté à 2 et 3 ans. Mais, finalement, le principe d'une administration définitive succédant à l'administration provisoire, fut repoussé ; on s'en inspira toutefois en obligeant les familles à revenir fréquemment devant le tribunal pour discuter les intérêts de l'aliéné. Aussi admit-on, définitivement, qu'après 3 ans, l'administrateur datif devait cesser ses fonctions et qu'il fallait procéder à une nouvelle nomination devant le tribunal (art. 37) ; on admit aussi pour l'ancien administrateur la possibilité d'être renommé. Le but que se proposa ainsi le législateur, n'était autre que celui d'obliger les familles à provoquer d'elles-mêmes l'interdiction qu'il envisageait comme devant être nécessairement le régime définitif. L'obligation du renouvellement de l'administrateur à l'expiration des 3 ans, conduisait donc indirectement à l'interdiction, sans que celle-ci fût imposée législativement. Nous verrons bientôt si les désirs des auteurs de l'art. 37 ont été réalisés en fait.

Quels pouvoirs sont conférés à l'administrateur provisoire ? Ils se limitent, en principe, aux mesures conservatoires et à la passation des actes qui présentent un caractère d'urgence. Il est naturel, en effet, qu'il ne puisse faire que des actes de pure administration. Il ne pourra donc ester en justice, ni en demandant, ni en défendant. Ce rôle est laissé exclusivement au mandataire *ad litem*. Il existe pourtant, d'après Demolombe (1), un cas où l'art. 27 permet à l'admi-

(1) T. 8, n° 832.

nistrateur, désigné d'après les art. 31 et 32, d'agir en justice, c'est celui de l'action en paiement d'aliments, lorsqu'il y a contestation sur l'obligation de fournir des aliments ou sur leur quotité.

MM. Aubry et Rau (1) n'admettent pas cette exception, au moins quand l'administration provisoire est légale. Dans ce cas, l'administrateur provisoire agirait moins comme représentant de l'aliéné que comme représentant de la Commission administrative exerçant les droits de l'aliéné, en vertu de l'article 1166 du Code civil. Cette théorie nous paraît insoutenable, car elle laisserait complètement de côté la solution du cas où l'administration provisoire ne serait plus légale, mais judiciaire. Dans ce cas, en effet, l'administrateur datif ne représente plus l'administration de l'établissement.

D'ailleurs, la commission administrative n'a personnellement aucune qualité pour réclamer dans l'intérêt de l'établissement, les sommes à lui dues par l'aliéné, et, par conséquent, l'administrateur provisoire légal ne peut exercer au nom de la commission de surveillance une action qui n'appartient pas à cette dernière.

L'administrateur est autorisé spécialement (art. 31) à procéder au recouvrement des créances dues à l'aliéné : il doit même faire rentrer ces fonds avec toute la diligence désirable. Il ne peut, toutefois, poursuivre les débiteurs en retard que si leur dette est établie par un acte en forme exécutoire.

Il est aussi autorisé à procéder à l'acquittement des dettes de l'aliéné et à passer des baux qui n'excèdent

(1) T. 1, p. 531, note 17.

pas 3 ans. Avec l'autorisation du président du tribunal du domicile de l'aliéné, il peut faire vendre le mobilier. La loi laisse à l'administrateur provisoire le soin d'apprécier ce qu'il y a lieu de faire des deniers provenant des ventes ou des recouvrements (art. 31) qui doivent être avant tout employés au profit de la personne placée.

Si la pension due par l'aliéné à l'établissement n'est pas couverte par les sommes et revenus qui lui appartiennent, c'est au préfet à décider quelle sera la portion de la pension mise à la charge de la bienfaisance publique (art. 28). Si, au contraire, après le paiement de la pension, il y avait un excédent de revenus, il devrait revenir à ceux des membres de sa famille qui y ont droit, d'après l'art. 205 C. c. (1).

D'après l'article 31, deuxième alinéa, l'administrateur provisoire légal ne doit absolument pas toucher les sommes revenant aux aliénés ; elles doivent, au contraire, être directement versées entre les mains du receveur de l'asile, qui a seul qualité pour en donner quittance. Cet administrateur recouvre, mais il ne touche pas. L'administrateur provisoire judiciaire, au contraire, touche les deniers appartenant à son représenté et peut en donner quittance. Aussi les biens de ce dernier sont-ils grevés d'une hypothèque, ainsi que nous le verrons plus loin. C'est la différence qui existe entre les deux administrateurs.

L'administrateur provisoire est enfin chargé de représenter l'aliéné dans les liquidations, inventaires ou partages où celui-ci est intéressé. Ce n'est d'ailleurs qu'à défaut d'administrateur que le président du tri-

(1) Répertoire Dalloz, V^o aliénés, n^o 247, p. 493.

bunal peut, d'après l'art. 36, sur requête de la partie la plus diligente, commettre un notaire à cette fin. Les pouvoirs du notaire seront, dans ce cas, les mêmes que ceux qui auraient appartenu à l'administrateur. L'un comme l'autre ne représentera l'aliéné que si celui-ci a accepté valablement la succession, c'est-à-dire, à une époque où il était en état de le faire civilement, car d'autres ne pourraient l'accepter en son lieu et place.

Si, par exemple, une succession était échue à un aliéné interné, on ne pourrait agir valablement dans son intérêt qu'en recourant à l'interdiction et à la nomination d'un tuteur, qui accepterait ou refuserait l'hérédité en se conformant aux formalités prescrites par la loi en pareil cas (1).

Des circonstances particulières pourraient motiver la nomination d'un administrateur provisoire à la femme mariée, commune en biens, et alors même par conséquent qu'elle n'aurait conservé l'administration d'aucun de ses biens (2). Cette hypothèse trouve son application lorsqu'une opposition d'intérêt existerait entre les époux. La jurisprudence a décidé d'une façon générale, qu'il peut être nommé à la femme aliénée et internée un administrateur provisoire pour l'administration de ses biens, quel que soit le régime sous lequel les époux aient été mariés (3).

L'intérêt pratique de cette solution se manifeste dans le cas où le mari séparé de corps, refuserait de payer à son épouse la pension alimentaire qu'il lui

(1) Discussion de la Ch. des Députés. — Mon. 17 avril 1838, p. 926.

(2) Supplément Répert. Dalloz, V^o Aliénés n^o 412, p. 382.

(3) Rouen, 25 février 1880, D. P., 81, 2, 76, et 81, 1, 375.

doit selon les dispositions de l'article 301, Code civil. Cette mesure n'est pas contraire aux droits qui sont réservés au mari, comme administrateur des biens de sa femme, tant que les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire n'excèdent pas les limites de l'article 31.

La femme mariée peut aussi être désignée par le tribunal pour remplir les fonctions d'administrateur provisoire des biens de son mari interné ; mais tant qu'elle n'a pas été nommée, elle ne saurait légitimement s'attribuer ces fonctions ; l'administrateur provisoire a seul qualité pour administrer les biens propres du mari, ceux de la communauté et ceux de la femme, c'est-à-dire, tous ceux dont le mari avait l'administration avant le placement. Toutefois, l'administrateur n'a pas qualité pour autoriser aux lieu et place du mari, la femme mariée qui doit recourir à la justice pour intenter ou défendre à une action. La justice elle-même ne pourrait autoriser la femme commune, comme administrateur provisoire des biens de son mari, à disposer des biens communs, parce que le mari lui-même ne peut l'autoriser à cet effet, bien qu'un mandat régulier de sa part, en dehors de tout placement, serait consenti par lui, car il ne peut se dépouiller d'un droit qui lui est personnel.

En dehors de ces attributions, l'administrateur provisoire est dépourvu de tout mandat. La justice ne pourrait même pas valider les actes de disposition ou d'administration définitive, qui émaneraient de lui. Tout acte d'acquisition ou d'aliénation immobilière, d'acceptation ou de renonciation à une succession échue à l'aliéné lui est interdite ; de même il ne peut faire de réparations indispensables à un immeuble sur

les deniers provenant de constitution d'hypothèque, de souscription d'emprunt ou de transaction. Pour procéder à l'accomplissement de l'un de ces actes, l'administrateur doit provoquer auparavant l'interdiction, si toutefois les conditions légales pour la prononcer sont remplies. — En dehors de l'interdiction qui, le plus souvent répugnera aux parents ou qui sera impraticable, on n'aura comme moyen de parer aux dispositions de la loi, que celui de faire constater scientifiquement par des hommes de l'art, l'état de lucidité, dont peut profiter l'aliéné, pour lui permettre de s'occuper, personnellement et en pleine capacité, de ses propres affaires, ou pour obtenir de lui une procuration de pouvoirs très étendue.

La loi des 27-28 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux incapables et à leur conversion en titres nominatifs, étend sa protection aux aliénés qui ont fait l'objet d'un placement (art. 8). Le tuteur, d'après cette loi, ne peut aliéner les rentes, actions, obligations et autres meubles incorporels, qu'avec l'autorisation du conseil de famille, dont la délibération doit être homologuée par le tribunal, quand la valeur des meubles à aliéner dépasse, d'après l'estimation du conseil de famille, la somme de 1.500 francs (art. 1 et 2). Le tuteur doit, en outre, dans les trois mois de l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs les titres au porteur, si le conseil de famille n'a pas jugé l'aliénation utile (art. 5). Les capitaux des mineurs sont employés dans les trois mois (art. 6). L'administrateur provisoire a les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations que le tuteur ordinaire. Le délai qui lui est imparti pour se conformer aux prescriptions de la loi

de 1880, commence du jour de l'internement. C'est le conseil de surveillance de l'administration, attaché à l'établissement, qui remplit les fonctions de conseil de famille. Mais la loi de 1880 ne distingue pas, dans son art. 8, le cas où l'administration provisoire est judiciaire, de celui où elle est purement légale, hypothèse seule qui puisse permettre la possibilité du contrôle et l'autorisation du conseil de surveillance, puisque l'administration judiciaire ne comprend pas de commission administrative.

Aussi, nous croyons que lorsqu'on sera en présence d'une administration dative, en faveur d'un aliéné placé dans un établissement privé, il sera de toute nécessité de recourir, pour les actes qui nous occupent, à l'autorisation du conseil de famille.

Responsabilité de l'administrateur provisoire et hypothèque sur ses biens

L'administrateur provisoire a la même responsabilité que les autres mandataires. Il peut être tenu de rendre compte de sa gestion (art. 1993 Code civil) à l'aliéné ou à ses ayants-cause. C'est le droit commun qui lui est applicable et non pas les dispositions des art. 455, 456 et 474 C. civil, relatives au tuteur.

Lorsque l'administration provisoire est légale, aucune responsabilité n'incombe personnellement aux membres des commissions administratives.

Celui qu'elles délèguent comme administrateur, ne supporte pas plus de responsabilité que les autres, à moins que dans l'exercice de ses fonctions, il ne se rende coupable de dol ou de faute lourde, cas auquel il pourrait être personnellement poursuivi.

La responsabilité qui est attachée à l'administra-

tion légale est partagée entre le receveur de l'établissement public et l'établissement même, considéré comme personne morale. C'est, en effet, au receveur qu'incombe le soin de toucher les sommes dues à l'aliéné et de payer celles dont il est débiteur ; il doit faire le compte des recettes et des dépenses et lui restituer le reliquat d'actif. L'établissement, de son côté, peut se voir également réclamer un compte de gestion et avoir à répondre tant du défaut de gestion que des conséquences d'une mauvaise gestion.

L'art. 31 al. 3, exige d'ailleurs, que l'administrateur légal fournisse un cautionnement qui est spécialement affecté à garantir sa gestion ; la loi accorde à l'aliéné un privilège sur ce cautionnement, qui n'est primé par aucune autre créance, pas même celle que l'établissement peut avoir, en vertu du § 7 de l'art. 2102 C. c. Mais, en cas d'insuffisance du cautionnement, l'aliéné ne saurait exercer aucun recours de ce chef contre l'établissement (Art. 1384).

Le receveur de l'établissement public, lorsqu'il manipule les deniers des individus internés, doit être considéré plutôt comme le mandataire légal de ces individus, que comme le préposé de l'établissement. Si l'établissement peut encourir quelque responsabilité, c'est comme personne morale. Sa responsabilité pour mauvaise gestion ou défaut complet de gestion, n'offre comme garantie, d'une façon générale, que son patrimoine.

Lorsque l'administrateur provisoire a été nommé par le tribunal, sa responsabilité est indivisible, il la supporte seul tout entière. C'est une différence importante entre les deux administrateurs, qui nous intéressent. Aussi, la gestion de l'administrateur datif est-elle

garantie par une hypothèque (art. 34) au profit de l'aliéné. C'est au tribunal, en nommant l'administrateur provisoire, à apprécier s'il y a lieu de constituer cette hypothèque. Elle a des caractères assez curieux. Elle est mixte, c'est-à-dire, moitié légale, moitié judiciaire ; elle peut être générale ou spéciale, ne grevant toutefois les biens de l'administrateur que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. Pour être efficace, elle doit être inscrite, car elle ne prend rang que du jour de son inscription. C'est au Procureur de la République qu'il appartient de la faire inscrire dans la quinzaine du jugement de nomination. L'art. 2139 du C. c. dispose que les parents ou amis soit du mari, soit de la femme, et les parents du mineur ou ses amis, peuvent requérir les dites inscriptions. Nous admettons, par analogie, la même solution en faveur de l'aliéné interné. Nous croyons que l'hypothèque pourrait encore être valablement constituée par un jugement postérieur à la nomination de l'administrateur, s'il intervenait une modification dans la situation de fortune de l'aliéné ou dans celle de l'administrateur. Elle pourrait, de même, être réduite au cours de l'administration, si l'étendue de la garantie outrepassait la gravité de la responsabilité.

Cette hypothèque n'a pas les inconvénients de l'hypothèque légale. Elle n'est établie que sur les biens de l'administrateur et n'a d'effet qu'une fois inscrite, après être constituée par le tribunal. Dans tous les cas, elle n'est autorisée que si elle paraît réellement nécessaire.

Nous venons de voir les différents pouvoirs dont la loi de 1838 a investi l'administrateur provisoire. Envisageant le cas où l'état d'aliénation deviendrait perma-

nent et définitif, sans toutefois distinguer nettement les deux administrations correspondant chacune au caractère réel de la maladie, le législateur a, ainsi, créé à l'administrateur provisoire une situation qui tient le milieu entre celle de l'administrateur ordinaire (art. 497), aux pouvoirs indéfinis, et celle du tuteur, aux pouvoirs de représentation sous certaines conditions de contrôle.

2^o *Du mandataire ad litem*. — Les auteurs de la loi de 1838 se sont toujours défiés des actes judiciaires, et n'ont pas voulu les conférer à l'administrateur provisoire ; surtout, lorsqu'il s'agissait d'intenter une action en qualité de demandeur. Ils comprirent, toutefois, qu'il était inadmissible d'obliger les intéressés à faire prononcer l'interdiction de l'aliéné en instance de procès, avant d'introduire l'action qui l'intéressait. Les lenteurs de la procédure d'interdiction apporteraient des entraves sérieuses à l'exercice des droits de l'aliéné. Aussi, admit-on que le tribunal pourrait toujours nommer un mandataire spécial à l'incapable, dans les différentes instances devant les tribunaux. Les fonctions de mandataire spécial, appelé aussi, mandataire *ad litem*, et celles d'administrateur provisoire, peuvent d'ailleurs être réunies sur la même tête, si le tribunal le spécifie dans son jugement de nomination d'administrateur.

On peut se demander si un aliéné non interdit, placé dans un asile, pourvu ou non d'un mandataire spécial, pourrait, dans un intervalle lucide, intenter valablement, lui-même une action quelconque devant les tribunaux. L'affirmative nous semble certaine, car nulle part, la loi ne dit que cette action ne serait pas valable, d'ailleurs, l'art. 33 n'appelle le mandataire

spécial que parce qu'elle suppose l'insanité d'esprit en cas d'urgence. Toutefois en la recevant, les tribunaux devraient évidemment s'enquérir de la situation de l'aliéné en faisant faire un rapport par des gens de l'art, et, si la lucidité ne s'était pas continuée, ils devraient nommer à l'aliéné un mandataire *ad litem*, si cela paraissait utile et fondé.

La désignation du mandataire *ad litem* est faite par le tribunal même qui a nommé l'administrateur provisoire et ce, à la diligence, soit de l'administrateur, soit du Procureur de la République. Sa nomination devient obligatoire, quand on se trouve en face d'une contestation judiciaire engagée au moment du placement ou d'une action intentée contre l'aliéné, postérieurement au placement (art. 33).

En matière de séparation de corps, la jurisprudence a décidé qu'un mandataire *ad litem* serait valablement donné à l'époux, qui aurait lui-même engagé l'action, sans avoir pu la conduire à bonne fin avant son internement (1), de même, la demande en séparation de corps peut régulièrement être reprise par un mandataire spécial, alors que le demandeur vient à être frappé d'une maladie mentale qui nécessite son placement, au moment où l'appel a été interjeté.

Mais les tribunaux ne pourraient pas nommer de mandataire spécial chargé de représenter, dans une procédure en interdiction, l'individu placé dans un établissement d'aliénés, parce que la demande en interdiction doit être, à peine de nullité, dirigée personnellement contre l'aliéné (2). De même, l'individu

(1) Cass., 20 mars 1878, D. P. 78, 4, 180.

(2) Nancy, 4 juill. 1860, D. P. 63, V. 23.

pourvu d'un conseil judiciaire n'a pas besoin de l'assistance de ce conseil, pour défendre à une poursuite en interdiction (1). Il serait peut-être meilleur dans l'intérêt de l'aliéné lui-même, d'exiger qu'il soit assisté par un mandataire spécial, lorsqu'il défend à une instance en interdiction.

D'après l'art. 33, les pouvoirs du mandataire « ad litem » ne cessent pas, par le fait de la prononciation ultérieure de l'interdiction. Il continue de le représenter en justice, tant que l'aliéné n'est pas pourvu de tuteur (2). Si l'art 23 ne s'oppose pas à ce que l'administrateur provisoire soit lui-même mandataire « ad litem », il lui impose, néanmoins, une autorisation spéciale.

Le mandataire « ad litem » pourrait, comme l'administrateur provisoire, refuser d'accepter les fonctions qui lui sont conférées, parce qu'elles ne constituent pas une charge publique. Ces fonctions, quoique gratuites par leur nature, peuvent recevoir une certaine rémunération dont le quantum est fixé par le tribunal (art. 1986).

Le jugement qui nomme le mandataire « ad litem » n'est pas, comme celui qui désigne l'administrateur provisoire, précédé d'une délibération du conseil de famille, mais l'un comme l'autre doivent être rendus sur requête. Les pouvoirs du mandataire spécial ont une durée illimitée et variable, c'est-à-dire qu'ils ont la durée de l'affaire pour laquelle on l'a nommé.

3^o *Du curateur.* — Lors de la confection de la loi de 1838, la chambre des pairs tint à introduire comme

(1) Lyon, 8 juin 1872, D. P. 73, 3, 7.

(2) Rouen, 13 fév. 1855, D. P., 56, 2, 53.

troisième organe de protection, le curateur à la personne de l'aliéné, dont l'utilité était signalée par la législation anglaise. Cependant, il fallait bien reconnaître qu'il n'existait entre la situation de l'aliéné et celle du mineur qu'une apparence d'analogie. La minorité, a, en effet, forcément un terme : l'aliénation peut, au contraire, se prolonger indéfiniment ; les pouvoirs du tuteur finissent normalement à la majorité du pupille, tandis que ceux de l'administrateur peuvent durer jusqu'à la mort de l'aliéné. De même, à mesure que le mineur approche de sa majorité, il est dans la possibilité de surveiller lui-même l'emploi de ses revenus, et formuler certaines exigences : l'aliéné, au contraire, reste le plus souvent incapable de veiller aux soins que requiert sa propre personne ; il est même à craindre que sa famille, lorsque son état devient incurable, en arrive à se désintéresser complètement de sa situation, et à envisager sa succession comme déjà ouverte. Ne fallait-il pas, en effet, empêcher les héritiers, altérés de cupidité, de capitaliser l'excédant des revenus et les placer en vue de grossir une fortune, qui ne saurait, d'ailleurs, leur échapper ?

Dans l'intérêt de l'aliéné, la présence d'un défenseur légal était obligatoire ; il veillera à ce que les revenus soient, avant tout, employés à procurer au malheureux, un traitement convenable et une installation conforme à sa situation de fortune.

Pour appuyer la création de ce nouvel organe de contrôle on faisait valoir, enfin, la lenteur que l'administrateur provisoire pouvait mettre à ne pas réclamer la sortie de l'aliéné, aussitôt qu'il n'existe plus aucun doute sur l'état mental du convalescent. A ce double

point de vue, les auteurs de la loi pensèrent bon de créer une personne qui fût chargée des intérêts de l'aliéné et qui, spécialement à ce titre, jouât, en face de l'administrateur, le même rôle que le subrogé tuteur vis-à-vis du tuteur ordinaire, avec cette différence que le curateur, qui nous intéresse, devrait se conformer à l'esprit de l'art. 38.

Ce texte attribue, en effet, au curateur à la personne deux fonctions bien distinctes. Celui-ci doit, tout d'abord, veiller à ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison, et ensuite, tenir la main à ce que l'aliéné soit rendu au libre exercice de sa liberté et de ses droits, dès que la guérison le permettra.

Le curateur est aussi nommé par jugement du tribunal, sur requête émanant, soit de l'aliéné, soit d'un de ses parents, soit de son conjoint s'il est marié, soit d'un ami, ou enfin, d'office de la part du Parquet ; mais sa nomination n'a pas besoin d'être précédée d'une délibération du conseil de famille. Le jugement est rendu en chambre du conseil et n'est pas susceptible d'appel.

Les fonctions du curateur ne cessent qu'à la sortie de l'aliéné de l'établissement ; elles constituent une charge gratuite et publique. Les auteurs sont divisés sur leur caractère obligatoire.

On peut dire en ce qui concerne cette curatelle, que les causes d'excuse, d'incapacité et d'exclusion, sont les mêmes que celles admises dans la tutelle ordinaire. Les tribunaux ont d'ailleurs, en cette matière, plein pouvoir d'appréciation.

Toutefois, pour le choix du curateur, l'art. 38 défend de le prendre parmi les héritiers présomptifs de

la personne enfermée dans un établissement d'aliénés.

Par cette disposition, le législateur a voulu que le curateur ne soit pas hésitant entre son devoir et son intérêt. Si la désignation de l'héritier présomptif était permise, il arriverait, souvent, qu'il fit les plus grandes économies sur les revenus du malade, en le laissant interné toute sa vie. Mais, nous savons déjà que l'héritier présomptif peut parfaitement devenir l'administrateur provisoire des biens de l'aliéné; rien ne s'oppose, non plus, à ce que la même personne cumule les fonctions de mandataire « ad litem » et de curateur.

Disons, en terminant cette section, quelques mots sur le rôle du procureur de la République, en ce qui touche les intérêts pécuniaires des aliénés.

4° *Rôle du Parquet.* — Les aliénés, comme les autres incapables, sont l'objet d'une sollicitude toute spéciale, de la part du procureur de la République.

Son intervention est de tous les instants au cours de l'internement. Les art. 32, 33 et 38 lui donnent le droit, à défaut des intéressés, de provoquer la nomination d'office, soit de l'administrateur provisoire, soit du mandataire ad litem ou du curateur. Il peut aussi demander au tribunal qu'une hypothèque générale ou spéciale soit constituée sur les biens de l'administrateur, nommé pour garantir et assurer la bonne gestion des biens de l'aliéné (art. 34). Une fois cette hypothèque constituée, le dernier paragraphe de l'art. 34 fait au procureur une obligation formelle d'en requérir l'inscription, dans les 15 jours, au bureau des hypothèques.

L'art. 40 prescrit au ministère public d'être entendu dans toutes les affaires qui intéressent les personnes

placées, alors même qu'elles ne seraient pas interdites. Son intervention s'explique comme partie jointe, mais non comme partie principale. Il ne lui appartiendrait pas, par exemple, de poursuivre la nullité d'actes passés par une personne internée, ni de provoquer directement ou indirectement son interdiction ; il ne pourrait pas d'ailleurs intervenir dans un partage d'une succession, pour demander qu'il y soit sursis, jusqu'à ce que l'interdiction du bénéficiaire fût prononcée (1).

Ainsi le procureur de la République est le protecteur né de l'aliéné ; en cette qualité, il doit donc veiller à ce que ses intérêts ne soient pas négligés et, en outre, que toutes les mesures établies par la loi, en sa faveur, soient scrupuleusement observées.

(1) Cass., 15 mai 1878, D. P. 78-1-270.

TITRE III

Critique et Réforme de la législation sur l'aliénation mentale

Commençons par rendre cet hommage auquel a droit la loi de 1838 ; c'est qu'elle a été la meilleure de son temps, parce que, la première, elle éleva le fou à la dignité de malade. Grâce à elle, les asiles ont cessé d'être des ménageries de bêtes féroces, en cage.

Mais cette loi répond-elle, encore aujourd'hui, à l'état de l'opinion publique, satisfait-elle les exigences du droit public et les desiderata de la science sur les maladies mentales ?

Pendant plus de vingt ans, elle ne recueillit que des éloges ; elle substituait, en effet, une réglementation législative, à la réglementation purement administrative et de police, qui était en vigueur depuis l'ordonnance du 9 août 1828. Elle venait, enfin rendre hommage au principe de la liberté individuelle.

Mais à partir de 1860, elle fut victime des critiques les plus sévères. Le corps médical était vivement attaqué et, derrière lui, on visait l'administration. De 1863 à 1870, les critiques de toutes sortes s'accroissaient, alimentées parfois par quelques faits d'internement, auxquels on donnait volontiers un caractère politique. Les internements étaient qualifiés d'emprisonnements ; les asiles prenaient le nom d'enfers, d'oubliettes, de tombeaux vivants. On appelait le régime de 1838, « régime du bon plaisir clandestin. »

« Le grand coupable était la loi et le médecin, son complice » (1).

A l'étranger, en Angleterre et aux Etats-Unis, surgirent d'aussi vives attaques contre le régime réservé aux aliénés. La grande enquête parlementaire anglaise de 1877, vint rassurer les craintes de l'opinion publique, en déclarant solennellement qu'aucun cas de placement illégal, d'application volontairement frauduleuse des lois sur les aliénés, n'était parvenu à sa connaissance. Il est vrai que l'opinion publique s'égare facilement, surtout lorsqu'elle se trouve aux prises avec de pareils sujets. Cependant, il suffit que des doutes soient possibles pour le législateur s'efforce de les faire disparaître par de sérieuses réformes.

La plupart des législations européennes ont compris qu'il fallait rassurer, sur ce point, l'opinion publique; aussi, voyons-nous des modifications relatives à cette matière, intervenues en Angleterre en 1870; en Belgique en 1874; en Turquie en 1876; au Luxembourg en 1880; aux Pays-Bas en 1884; dans le canton de Genève en 1895; à New-York en 1896; en Italie enfin, le 14 février 1904.

L'activité législative que l'on constate partout, est une conséquence du nouvel aspect que prend la question des aliénés. La nécessité d'une meilleure et plus complète protection de la liberté individuelle envers la famille et l'administration, les progrès de la médecine mentale, et enfin, les idées nouvelles qui se font jour sur le rôle de l'Etat, et sur la solidarité sociale :

(1) Voir : rapport Roussel (1870). Soc. méd. pratique, p. 205.

tels sont les motifs qui commandent au législateur de réformer cette loi vieillie.

Lors de son élaboration, la loi de 1838 était qualifiée « loi de sûreté, loi de police. » Le but direct et immédiat du législateur n'était, à vrai dire, que la guérison des personnes menacées ou atteintes d'aliénation mentale. Il s'agissait, avant tout, d'édicter des mesures de sûreté et d'ordre public, de prévenir des accidents analogues à ceux que la police administrative embrasse dans sa sollicitude, tels que les inondations, les incendies, les dangers, en un mot, qui menacent la salubrité publique ou le repos des citoyens. Aujourd'hui, c'est tout autre chose, le contraste est frappant. On trouve « plus de bonté, d'humanité, de protection, de soins assurés aux malheureux, dont la raison a chaviré, » écrit M. Dubief (1), dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi à la Chambre.

Cette différence de langage est l'indice certain d'un changement survenu dans la conception même du rôle de l'Etat. Aujourd'hui, l'Etat est plus humain qu'il ne l'était en 1838.

Son intervention est plus active que par le passé, lorsqu'il s'agit de l'intérêt des faibles, de tous les faibles. La solidarité sociale, dont on parle tant de nos jours, ne doit pas rester qu'un vain mot. Il faut que chacun se préoccupe de ceux qui souffrent et demande pour eux, une protection toujours plus grande.

Mais, que de difficultés surgissent, lorsqu'il s'agit de refondre la législation sur les aliénés. Cette question si complexe, touche, en effet, aux matières les plus di-

(1) Rapport n° 871. Ch. des Députés. 8^e légis., session de 1903.

verses de notre droit public et de notre droit privé. Elle est si vaste qu'elle met en jeu, et souvent en opposition, les règles les plus essentielles qui président au droit administratif, pénal et civil. Les difficultés que l'on rencontre à chaque pas, lorsqu'on pose les jalons d'une loi nouvelle sur les aliénés, ressortent de la différence des points de vue, des conceptions et des mentalités de ceux qui sont appelés à participer à sa confection. Les médecins et les juristes sont en désaccord, et cependant une entente serait des plus nécessaires. Il est bien certain que les médecins ont un rôle prépondérant dans la confection de la loi ; que rien n'est possible sans eux, ni l'élaboration, ni l'application. C'est en exagérant cette considération que, au cours de la discussion d'un projet de loi au Sénat, en 1886, M. Combes, ne voulant pas de l'intervention de la magistrature pour le placement et sentant que le système purement administratif de la loi de 1838, ne pouvait plus subsister, cet honorable sénateur proposait de déléguer au médecin le droit de décision. Il faut bien reconnaître que la question primordiale est la question de maladie et, pour l'apprécier, les médecins sont seuls compétents. Mais les juristes rentrent dans leur domaine, lorsqu'il s'agit de garantir la liberté individuelle, d'empêcher les internements injustifiés, d'établir la capacité de l'individu interné.

De son côté, l'administration fait remarquer avec force que, par sa nature même, ses caractères, par l'objet de ses fonctions, elle est mieux à même que la justice pour procéder aux mesures d'internement avec la collaboration du médecin. Au milieu de telles préoccupations, ne faut-il pas songer avant tout à l'intérêt

même du malade, que certains veulent, à tort selon nous, subordonner à un intérêt d'un autre ordre, celui du principe de la séparation des pouvoirs ?

En dehors des tiraillements d'ordre public entre médecins, administration et magistrats, il y a un autre élément d'ordre privé qui doit retenir l'attention du législateur, nous voulons parler de la famille du malheureux dément. Aussitôt que la fatalité a voulu qu'un de ses membres devînt subitement fou, son premier mouvement est de cacher le malheur qui l'atteint, parce qu'elle considère ce qui lui arrive comme une tache. Elle suspecte le pouvoir étranger qui tentera de s'introduire dans son sein pour surveiller le malade. L'intimité du foyer, à laquelle elle a droit, ne sera-t-elle pas atteinte, si l'on permet à l'Etat d'y pénétrer, et, par quel motif expliquer cette intervention ?

Voilà autant de points de vue différents, d'intérêts bien divers qui doivent retenir l'attention du législateur. Mais au-dessus de tout, l'intérêt primordial qui doit, en quelque sorte, les dominer, sans toutefois les détruire, c'est celui de l'aliéné. Une loi bien faite doit assurer à ce malheureux des protections contre l'administration, qui agit souvent avec trop de rapidité ; contre la justice, parfois trop lente, au contraire ; contre le pouvoir familial, qui devient oppresseur, lorsque son intérêt se trouve engagé ; enfin, contre le pouvoir médical, qui a des tendances à voir des aliénés partout.

Dans la première partie de ce titre III, nous examinerons les questions qui rentrent dans la sphère du droit public et du droit administratif ; nous essayerons d'exposer une théorie concernant les conditions qui doivent, selon nous, entourer et devancer le placement

de tout individu, susceptible d'être interné dans un établissement d'aliénés ; nous nous occuperons successivement de son entrée, de son séjour et de sa sortie ; des contrôles auxquels il serait désirable de soumettre ceux qui le traitent. Dans ce travail, nous nous inspirerons des principes essentiels sur la matière, cherchant ainsi, à concilier le respect de la liberté individuelle et le droit pour chacun d'exercer, comme il l'entend son activité ; avec les exigences de la société qui réclame l'ordre et la sûreté publique ; les légitimes intérêts de la famille, qui tient comme sacrés l'inviolabilité du domicile et certains secrets dont elle est la malheureuse dépositaire ; avec, enfin, les *desiderata* de la science nouvelle, sur cette terrible maladie.

Occupons-nous dans la première section de ce chapitre des établissements qui peuvent recevoir les aliénés et des réformes susceptibles d'y être apportées sur ce point.

CHAPITRE I.

Des réformes et des critiques de la loi de 1838 relatives à la sauvegarde de la liberté individuelle.

Section I. — Des lieux où les aliénés pourraient être soignés

Les projets de loi sur la réforme de la loi du 30 juin 1838, et notamment les deux derniers, c'est-à-dire celui qui fut adopté par le Sénat en 1887, dans ses séances des 11 décembre 1886 et 11 mars 1887, et

celui que proposa la Commission de la Chambre des Députés en 1898, ont été d'accord pour maintenir les établissements privés à côté des établissements publics. Dans ces dernières années, l'on s'est demandé, tout d'abord, s'il était nécessaire que le législateur laissât subsister la faculté d'ouvrir des établissements privés, et ensuite, au cas d'affirmative, à quel régime il devait les soumettre.

Les jurisconsultes ne s'entendent pas sur la solution à donner à ce problème. D'après une première opinion à laquelle se rallie M. Ebrén (1), professeur à la Faculté de Nancy, l'aliéné ne peut être efficacement soigné dans une maison de santé particulière, « qui apparaît comme un établissement industriel, où l'on obéit seulement à l'appât du gain ». — La conclusion que l'on en tire, c'est qu'il est désirable de n'admettre l'internement que dans des établissements publics. Cette solution offrirait, d'ailleurs, les plus sérieuses garanties à l'aliéné, à sa famille et à la société. L'on pourrait laisser l'aliéné aux soins d'une maison de santé, s'il existait certaines formes de l'aliénation dont le caractère ne présentât aucun danger ; mais toute distinction sur ce point serait purement arbitraire ; il y a tant de degrés dans une même forme d'aliénation mentale et de variations d'un moment à un autre, chez le même individu ! L'un, considéré longtemps comme un idiot inoffensif, peut tout à coup commettre un crime des plus raffinés ; l'autre, considéré aussi comme innocent, peut accomplir un méfait qui coûtera la vie à sa victime. Combien de fous se

(1) Voir 4^e obs., Bull. soc. Etudes législat., n^o 5, de 1904, p. 377.

promènent tranquillement tous les jours, effrayant femmes et enfants, jusqu'au jour où ils auront commis quelque irréparable malheur. Tout aliéné avéré doit être interné dans un asile public : si la personne n'est au contraire, malade que d'une maladie nerveuse, libre à sa famille de l'envoyer dans une maison de santé, mais avec son consentement toutefois. Toutes les fois donc, que l'état d'aliénation mentale comportera un régime spécial, l'aliéné devra indubitablement être interné dans un établissement public, parce qu'il y recevra les soins que comporte son état et sera soumis à la surveillance étroite de l'administration.

Nous sommes de ceux qui demandent le maintien des établissements privés, malgré les critiques qu'on leur adresse. Mais, il faudrait les entourer de toute sorte de garanties pour tarir la source des abus qui ont été signalés. Ainsi, après l'inspection de l'établissement par l'autorité compétente, l'administration a le droit de former opposition à l'ouverture de l'asile. Les maisons de santé ordinaires se justifient aussi par des considérations d'ordre familial. Il arrive fréquemment que les familles hésitent à placer leur parent aliéné dans un établissement public. Pourquoi ? C'est le résultat de certains préjugés où se confondent des sentiments de fierté et de solidarité familiale. L'opinion publique en s'y mêlant vient les stimuler.

En autorisant l'ouverture d'établissements privés, à quel régime faut-il les soumettre ? Les projets de 1887 et de 1898 (art. 2 et 3) leur imposent l'autorisation préalable du Gouvernement. En s'inspirant du principe que chacun a le droit d'exercer librement son activité professionnelle, ne pourrait-on pas, en par-

tant de cette conception toute libérale, admettre une solution qui, restant imprégnée de considérations d'ordre administratif, combinerait le système de l'autorisation ou de la concession administrative, avec le système de la déclaration ; c'est-à-dire, de la liberté moyennant la réunion de certaines conditions ? Ainsi, un établissement privé pourrait être créé après une déclaration faite par son fondateur, et à charge par celui-ci, de satisfaire à certaines exigences que fixerait un règlement d'administration publique, sur les mesures d'hygiène et d'après les règles de la thérapeutique moderne, applicables à tout établissement. Ce serait quelque chose d'analogue à la disposition de la loi allemande du 23 juillet 1879.

Les contestations qui pourraient s'élever sur le point de savoir si l'établissement nouveau remplit ou non, les conditions requises pour son fonctionnement, seraient soumises à une juridiction spéciale d'ordre administratif, au Conseil central des aliénés, par exemple, qui ne jugerait plus d'après les méthodes de la science officielle, plus ou moins surannées, mais d'après les modes d'application du traitement nouvellement créé. En définitive, on laisserait subsister l'autorisation administrative, en accordant aux individus de nouvelles garanties contre l'arbitraire gouvernemental.

Il serait désirable de créer dans tout asile, des quartiers spéciaux, où seraient mis en observation les entrants. M. Haurion demandait (Bulletin 1904, p. 171) que le quartier d'observation fut dans l'hôpital du chef-lieu de département, qui servirait de lieu de dépôt provisoire, avant le transfert dans l'asile.

Il serait désastreux de sacrifier les intérêts de

ceux qui sont internés à bon droit et qui réclament des soins immédiats.

Pour remédier à cet inconvénient, il faudrait construire dans chaque asile, des locaux spéciaux où seraient mis en observation les aliénés entrants.

Il faudrait, aussi, spécialiser les asiles d'après les différentes catégories d'aliénés, que la loi a établies.

Ainsi, l'aliéné alcoolique devrait être maintenu plus longtemps que la durée de sa crise, afin qu'une fois sorti, il ne retombe dans ses funestes habitudes. Des asiles spéciaux pour cette catégorie d'aliénés seraient de la plus grande utilité.

Du traitement à domicile

La question du traitement à domicile rentre dans une idée plus générale, qui domine les rapports de l'aliéné avec sa famille. Doit-on protéger celui-ci contre celle-là, et, en cas d'affirmative, comment y parvenir ? Telles sont les deux questions qui nous retiendront dans ce paragraphe.

Le régime de la loi de 1838 sur la matière, s'analyse par l'abstention complète de l'Etat, qui s'arrête au seuil de la famille. Le respect du foyer domestique est poussé à l'extrême. Cela se comprend aisément : en 1838, on voulait avant tout une loi de sûreté qui protégeât l'ordre public, la sécurité des personnes. On ne pensait pas encore, comme aujourd'hui, à entourer l'individu de toutes les garanties dont il a besoin contre ceux qui sont même ses protecteurs naturels. Le législateur de 1838 ne fait intervenir l'Etat que lorsque l'ordre public est compromis ou la sûreté des personnes menacée. Et, cependant il peut arriver, malgré l'apparence de folie douce et inoffensive, que

le fou ne soit pas du tout soigné ou qu'il ne soit que très mal soigné. L'autorité publique reste néanmoins désarmée ; elle ne peut intervenir pour critiquer ces soins ou le défaut complet de soins. Tout cela ne la regarde pas. Elle ne se préoccupe nullement de l'intérêt direct du malade qui réclame des siens, quand il est soigné à domicile, un traitement en rapport avec son état.

L'aliéné ne trouve de protections que dans le droit commun, qui le protège, comme toute autre personne victime de séquestration arbitraire (art. 341 du Code pénal) ou de coups, blessures, violences ou voies de faits (art. 309 du même Code). En dehors de ces hypothèses, si l'individu est dans sa famille, qu'il y soit mal soigné ou qu'il manque complètement de soins, l'Etat n'intervient pas. Il est donc moins protégé que l'aliéné qui reste seul sur la terre, sans aucune famille.

Le droit commun, on le voit, est totalement insuffisant en cette matière, parce que ceux qui pourraient en profiter en sont complètement incapables et ne sont pas suffisamment armés pour la lutte ; il leur manque ce qu'il y a de plus puissant chez l'homme, l'intelligence et la volonté.

Le droit pénal commun est non seulement insuffisant, comme ne s'adaptant pas à la situation de l'aliéné, mais il ne réprime pas toute une catégorie de sévices, de violences au sens légal du mot, dont les malheureux aliénés peuvent être l'objet. C'est ainsi que la législation anglaise condamne les plus légères, les plus petites violences à l'égard des aliénés et les entoure des plus grandes précautions.

Les projets de 1882 (art. 3) et de 1884 (art. 7) assi-

milent à un établissement privé la maison où est en traitement un aliéné, lorsque celui qui l'habite n'est pas son proche parent. Le but était d'écarter certaines fraudes, en imposant une surveillance semblable à celle des établissements privés. Un administrateur provisoire était aussi accordé à l'individu soigné ailleurs que dans sa famille.

Le projet de 1887 (art. 7) n'exigeait de celui qui soignait un aliéné qu'une déclaration adressée au parquet, avec un rapport médical à l'appui ; cette déclaration avait pour effet de soumettre la personne et les biens de l'aliéné au contrôle administratif.

Ce projet établit une distinction suivant que les soins donnés à un aliéné émanent de certains parents plus ou moins éloignés et que le traitement se prolonge pendant plus de 3 mois. Le tuteur, autorisé par le conseil de famille à se charger du traitement, le conjoint, l'un des ascendants ou descendants, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante peuvent prodiguer au malade tous les soins utiles, à condition que la nécessité de le tenir enfermé n'excède pas la durée de 3 mois ; en ceci la loi de 1838 est maintenue. Mais lorsque la nécessité de tenir le malade enfermé a duré trois mois, celui qui préside au traitement est tenu d'en faire la déclaration au procureur de la République de son domicile et aussi à celui du domicile du lieu où il est soigné ; il doit, en outre, fournir un certificat médical analogue à celui qui est réclamé pour le placement dans un asile. La surveillance publique s'étend dès lors à cet aliéné. Le procureur peut demander un nouveau rapport médical, s'il le juge convenable. Les inspecteurs peuvent aussi pénétrer dans la maison où est soigné le malade, et, s'il est reconnu

que le traitement et les soins qui lui sont réservés ne sont pas en rapport avec sa situation mentale, le tribunal peut ordonner que le malade sera confié à un autre parent ou même qu'il sera placé dans un asile.

Est-il désirable que le législateur intervienne pour réglementer le traitement des aliénés à domicile ?

L'opinion qui soutient la négative fait valoir une objection qui tire sa force de la solidarité familiale. La famille riche ou aisée, quand un pareil malheur l'atteint, obéit naturellement au sentiment de le cacher le plus possible et à garder le secret ; tous les membres de la famille sont solidaires les uns des autres. Elle conclut, en conséquence, au maintien du régime de 1838, c'est-à-dire, à l'absence de toute réglementation. Mais cette objection tombe devant la nécessité de protéger l'individu. On doit, à juste titre, remplacer le privilège vraiment exorbitant accordé jusqu'ici à la famille. D'ailleurs, les constatations les plus certaines de la science sur les maladies mentales viennent corroborer l'urgent besoin d'une réglementation du traitement à domicile. Tous les spécialistes sont d'accord pour enlever le plus promptement possible le malade du milieu où s'est développée sa maladie, car il trouve une alimentation à son délire dans l'impression des lieux et des personnes qui l'entouraient avant son mal. Ces influences funestes accroissent les désordres de son esprit, en réveillant en lui une foule d'émotions, de souvenirs et d'associations d'idées contraires à son rétablissement.

Si donc l'isolement du malade est nécessaire à sa guérison, c'est que son internement doit avoir lieu, en principe, dans une maison de santé publique ou privée. L'internement pourrait aussi, à notre avis, se prati-

quer, mais d'une façon toute exceptionnelle, chez le malade, lui-même, ou dans une maison de campagne confortablement disposée pour le recevoir. Mais de pareils soins ne peuvent être accordés qu'à un très petit nombre de malades. Aussi, quant à nous, nous préférierions le système de l'autorisation à celui de la déclaration instituée par les projets du Sénat et de la Commission de la Chambre des Députés. L'autorisation de soigner un aliéné en dehors des asiles publics ou privés serait accordée par le tribunal ou par toute autre autorité chargée de veiller sur la protection de sa personne. Elle ne serait donnée qu'en connaissance de cause, d'après des rapports médicaux assez complets sur l'utilité de la mesure. Enfin, la nécessité d'organiser une surveillance en faveur du malade soigné par les siens est dictée par l'intérêt même de la famille, qui cessera d'être victime des soupçons et des accusations calomnieuses, dont elle est aujourd'hui victime.

Nous nous rallions volontiers à l'opinion du docteur Paris, qui résume parfaitement notre désir. « Le traitement à domicile est de droit, lorsque l'intérêt social et l'intérêt individuel sont sauvegardés, lorsqu'il ne présente aucun danger pour la société, lorsqu'il est reconnu rationnel par un médecin spécialiste. Soutenir la thèse contraire, serait tendre à instituer, en quelque sorte, des règles officielles de traitement, et porter atteinte au droit reconnu jusqu'à présent à tout médecin de rester seul juge du traitement. La thérapeutique de l'aliénation mentale ne peut pas être soumise à une réglementation absolue, mais il y aurait lieu de prendre cependant quelques mesures de protection dans l'intérêt de la société, qui peut être très différent de celui de la famille et dans l'intérêt

du malade qui ne peut pas, comme le malade raisonnable, choisir le médecin auquel incombera la responsabilité de le traiter » (1). Ce savant estime que l'autorisation de traitement à domicile pourrait être donnée par le juge des aliénés, dont nous parlerons plus loin, si, après visite d'un médecin spécialiste autorisé, et d'un magistrat, on était assuré que l'aliéné peut recevoir et reçoit réellement dans sa famille, des soins rationnels et une surveillance assez complète, pour le laisser inoffensif et pour lui-même et pour autrui.

Section II. — Du placement

La question du placement met deux droits en opposition : tout d'abord le droit de la collectivité, en ce qui touche à la sécurité publique; et ensuite, le droit de tout individu à jouir de son entière liberté. Il importe de donner à la liberté individuelle le maximum de garanties. Mais, il faut bien reconnaître que même sous l'empire de la loi de 1838, encore en vigueur, les internements arbitraires n'ont jamais été qu'une très rare exception. Les quelques cas de séquestration injustifiée ont néanmoins ému l'opinion publique et il y a actuellement, sinon fréquence, du moins possibilité d'abus, notamment en ce qui concerne les placements volontaires. Aussi, doit-on donner satisfaction à un certain état d'inquiétude publique. Mais il faut songer aussi, en accumulant les garanties au profit de l'individu, à ne pas tomber dans le défaut contraire : sacrifier la collectivité qui réclame, de son côté, de sérieuses garanties.

Nous partagerons cette section en deux paragraphes. Dans un 1^{er} paragraphe, nous signalerons les diverses

(1) Voir Bulletin III de 1904, soc. d'ét. législ., p. 378.

sortes de placement, prévus dans les projets du Sénat et de la Chambre. Dans un 2^e paragraphe nous nous occuperons et nous discuterons les conditions qui pourraient être communes aux diverses sortes de placements.

§ 1. — Des diverses sortes de placement.

Les projets du Sénat et de la Chambre des Députés, dans leur titre II, section I, admettent trois sortes de placement : 1^o le placement volontaire ; 2^o le placement personnel et 3^o le placement d'office.

Le placement volontaire (art. 14 et 15), est celui qui est fait sur la demande des particuliers ; il peut émaner de toute personne qui se préoccupe de la guérison de l'aliéné. Ce placement est entouré, comme nous le verrons plus loin, de diverses garanties qui ont pour effet d'empêcher les séquestrations arbitraires. Le principe de ce placement envisagé en dehors des conditions qui seront déterminées plus loin, est d'une incontestable utilité pour ceux qui n'ont pas de famille ou dont la famille ne peut entreprendre le traitement.

Le placement personnel (art. 16) est celui qui est requis par l'intéressé lui-même. D'une façon générale, il est bon d'autoriser l'aliéné à demander son internement, lorsqu'il a conscience de son état d'aliénation mentale. Il y aura, sans doute, des individus qui ne méritent pas d'être hospitalisés, parce que leur but est d'échapper à certaines obligations, comme à la loi sur le service militaire. Mais les professionnels de fraude, s'il s'en trouve, verront leur projet déjoué par les solides garanties dont nous voulons entourer les placements en général.

Enfin, le placement d'office (art. 27 à 36) est celui que le pouvoir administratif a le droit de requérir, lorsque l'aliéné compromet l'ordre public, la décence ou la tranquillité publique, ou sa propre sûreté. Dans ce dernier cas, il ne peut avoir lieu que si les soins donnés par la famille sont insuffisants.

Les projets n'ont pas statué sur le point de savoir à qui appartiendra, même en cas de placement d'office, le choix de l'établissement où doit être interné le malade. Il est naturel que le choix soit laissé à la famille si c'est elle qui fait les frais du placement ; dans le cas contraire, ce serait à l'administration départementale du domicile de l'aliéné d'en fixer le lieu.

§ 2. — Des conditions communes aux diverses sortes de placements.

Nous connaissons déjà le système admis, pour tout placement, par la loi de 1838 : il consiste dans l'intervention pure et simple de l'autorité administrative. C'est précisément contre ce système que l'opinion publique s'insurge à tort ou à raison. Aujourd'hui, en effet, un seul certificat médical suffit comme base justificative de tout placement. On considère ce défaut de garantie comme une grave atteinte à ce que l'homme a de plus cher au monde, sa liberté individuelle. D'un autre côté, l'autorité qui a, seule, la compétence de priver un citoyen de sa liberté corporelle, revendique avec raison son privilège. C'est pourquoi il y a une tendance très marquée, chez les jurisconsultes modernes, à se rallier à un système qui substituerait le régime de l'intervention judiciaire au système de

l'intervention administrative. Le juge a seul qualité pour décider si tel ou tel individu est incapable de vivre en société et doit, par conséquent, dans son intérêt même et dans celui de la société, être enfermé dans un établissement spécialement affecté à son genre de maladie. Il est incontestable que l'on ne peut laisser la liberté individuelle, dont l'autorité judiciaire est, en principe, la gardienne, à la merci d'un médecin pris au hasard des circonstances. Quoiqu'il en soit, l'opinion publique a besoin d'être rassurée : et il semble que l'autorité judiciaire est tout indiquée pour accomplir cette mission. Dans la question délicate des aliénés, on se heurte toujours à une opposition de conceptions entre les médecins et les jurisconsultes. Le médecin veut aller vite, parce qu'il estime qu'il faut enlever rapidement le malade à son milieu, afin de couper le mal à sa racine. Il raisonne comme si tous les individus dont on demande le placement, étaient réellement des aliénés. Les jurisconsultes obéissent à une préoccupation bien différente. Ils se demandent avec raison, pour chaque cas, si parmi les individus retenus dans l'asile, il n'y en a pas qui y sont entrés par le fait d'une erreur, ou même, grâce à des manœuvres criminelles.

Il faut laisser à chacun son rôle : au juge l'appréciation du point de savoir si l'aliéné doit subir une sorte de « *capitis diminutio* » ; au médecin, la fonction d'expert, qui éclaire les magistrats par un avis scientifique sur les conditions morbides où se trouve le malade. Mais le médecin ne doit pas empiéter sur le terrain du juge ; il n'est et ne doit être qu'un expert, un donneur d'avis, si l'on veut. Le juge a des préoccupations spéciales : il doit tenir compte de multiples considérations, car son devoir primordial con-

siste à faire respecter la liberté individuelle, quand celle-ci est indûment troublée.

Aussi, de gros inconvénients résultent actuellement du fait que l'internement et la mise en liberté d'un aliéné sont entre les mains d'un seul médecin. Il est nécessaire donc, en réduisant le rôle du médecin à celui d'un simple expert, d'autoriser le pouvoir judiciaire ou le pouvoir administratif, suivant les cas, à ratifier ou non, par une décision ultérieure, l'avis exprimé par l'homme de l'art. Il faut restituer à l'autorité judiciaire la solution de questions qui n'aurait jamais dû lui être enlevée. Mais il s'agit de ne pas tomber dans un danger opposé à celui que l'on veut éviter ; il importe de ne pas perdre de vue le but proposé : la guérison du malade ; et s'il arrivait qu'aucun doute ne s'élevât sur l'état d'aliénation de l'individu, il ne faudrait pas négliger de lui prodiguer immédiatement tous soins nécessaires, en le plaçant dans un établissement d'aliénés.

En somme, deux phases sont à distinguer dans l'internement. Dans la première phase, celle du placement provisoire, l'intervention du médecin, (il faut bien le reconnaître) est le pivot sur lequel repose tout le système de l'internement. Et dès lors, (sans d'ailleurs que ces formalités puissent nuire au malade sinon le remède serait pire que le mal), il semble qu'il faille, dans une loi qui veut entourer de solides garanties la liberté individuelle, accompagner l'intervention du médecin de toutes sortes de précautions. Ce n'est pas de son caractère ni de son dévouement que l'on doit se méfier : mais, il s'agit de donner à l'opinion publique une satisfaction nécessaire ; de l'empêcher de s'égarer et de suspecter ceux dont il

importe, avant tout, de sauvegarder la bonne renommée. Ce n'est pas l'intérêt seulement du malade qui réclame ces précautions, c'est l'intérêt même du médecin et du corps médical tout entier.

Cette première phase du placement correspond, en fait, à la période de la folie non encore suffisamment établie pour motiver et justifier le placement définitif. Il faut que la situation en droit corresponde avec la situation de fait. Le placement provisoire qui requiert très souvent célérité n'exige, selon nous, que la présentation d'un certificat médical. L'administration a, en effet, la responsabilité de faire interner d'urgence tout individu qui menace l'ordre ou la sécurité publique; la présence d'un seul certificat est suffisante. Il n'en résulte aucun inconvénient pour la liberté individuelle, puisque dès la première heure, comme nous le dirons plus loin, nous exigeons pour la maintenance du placement, la réunion de sérieuses protections.

La seconde phase est celle qui s'ouvre après la décision de maintenance du placement, lorsque l'état de folie n'est plus douteux, qu'il est devenu définitif. C'est au seuil de cette seconde période que doivent apparaître les garanties de l'autorité judiciaire, précédées de certificats médicaux, établissant la forme morbide de l'aliénation mentale et fixant ses principaux symptômes. L'autorité judiciaire aurait à contrôler les conditions dans lesquelles l'internement a eu lieu.

A notre avis, il serait utile d'établir une distinction dans la procédure d'internement, suivant que le placement aura un caractère provisoire ou définitif. Nous proposerions volontiers que les deux placements

ne s'effectuassent pas dans le même établissement. Le placement provisoire pourrait avoir lieu dans une maison de dépôt, qui serait l'un des services de l'hôpital du chef-lieu de département. La décision de maintenue impliquerait une décision de transfert dans l'asile d'aliénés, et rendrait, par conséquent le placement définitif. A Paris déjà, après le premier internement dans un asile, comme l'asile Ste-Anne, intervient un transfert, à la suite de la répartition habituelle des aliénés à laquelle on procède dans les asiles du département de la Seine. Ce transfert est une opération d'ordre intérieur, motivé par la nature de la maladie, qui n'empêche pas l'internement de remonter au placement dans le premier asile. La loi pourrait de même, imposer la formalité du transfert pour toutes les procédures d'internement, en lui attribuant le caractère de décision définitive.

En introduisant dans la législation une telle modification, on réaliserait les avantages suivants :

1° Le malade placé provisoirement et mis en observation dans un lieu de dépôt autre qu'un asile ordinaire, n'encourra pas, comme aujourd'hui, une tare indélébile, par suite de son placement initial dans une maison d'aliénés; il n'y entrera que si la maladie devenait mieux déterminée et plus certaine.

2° Au point de vue du contrôle de la commission des aliénés, dont nous parlerons plus loin, l'avantage d'une maison de dépôt affectée à l'aliéné, pendant la période provisoire de l'internement, est incontestable. Beaucoup de départements, en effet, n'ont pas d'asiles et lorsqu'ils en comptent, ils sont, pour la plupart, situés à la campagne, à une certaine distance du chef-lieu du département. Comment alors fonctionnera

l'élément nouveau que nous voulons introduire, la commission des aliénés, formée en grande partie de notabilités prises au chef-lieu du département ? Comment interviendra-t-elle, si le placement s'effectue dès le début dans l'asile ? Pourra-t-elle exercer sa surveillance sur des internements à distance ?

Au surplus, la commission, par le recrutement de ses membres, ne peut se réunir qu'au chef-lieu de département. Mais le malade dont il s'agit de prononcer le placement définitif, n'y sera pas ; il faudra que la commission délègue un de ses membres pour le visiter. Or, de quelle utilité sera la création d'une commission aussi nombreuse, si on doit aboutir pratiquement à l'inspection d'un seul de ses membres. Si, au contraire, l'internement provisoire s'opérait, comme nous le demandons, dans un dépôt, au chef-lieu de département, distinct de l'asile (à l'hôpital ordinaire, par exemple) ; que le malade y soit laissé en observation pendant le temps nécessaire au développement de sa maladie mentale, et enfin que son transfert soit prononcé par l'autorité judiciaire, l'avantage de cet organe nouveau paraît incontestable. Il pourra utilement exercer son contrôle et sa surveillance, parce qu'il sera sur place, au lieu même du dépôt des aliénés.

3^e La décision que prendra l'autorité judiciaire du transfert du malade d'un lieu provisoire dans un asile d'aliénés, constitue, enfin, la plus sérieuse des garanties de la liberté individuelle. Le juge aura conscience de sa lourde responsabilité, lorsqu'il s'agira de faire faire au malade un pas de plus dans la voie de l'internement. Or, la responsabilité, du juge n'est ce pas encore une garantie ? Sa décision rassurera en

outre l'opinion publique : son intervention ainsi que celle de la commission, lors du transfert de l'aliéné d'une situation provisoire dans une situation définitive, seront la justification matérielle aux yeux du public, que le malheureux, ainsi enlevé subitement du milieu où il vivait, ne pouvait évidemment éviter ce triste sort.

Nous nous occuperons successivement de deux éléments différents, qui nous paraissent devoir intervenir lors de tout placement : l'intervention du pouvoir judiciaire, comme gardien de la liberté individuelle, et celle de la commission des aliénés.

§ 3. — De l'autorité susceptible d'intervenir lors de tout placement. Systèmes : 1^o de l'intervention purement administrative ; 2^o de l'intervention purement judiciaire ; 3^o système mixte auquel nous nous rallierons.

Il importe, avant d'entamer la question, de préciser le rôle du médecin dans la phase préparatoire de l'internement. En quoi doit-il consister et jusqu'où peut-il aller ? Le médecin ne sera-t-il qu'un expert ou statuera-t-il lui-même sur l'admission ? Le certificat servant de base à l'admission sera-t-il unique ou double ?

Nous savons que M. Combes, dans un amendement lors de la discussion du projet de révision de la loi de 1838, au Sénat, en 1886, combattait l'intervention de la justice qui, d'après lui, était radicalement incompétente sur la question de savoir si un individu est ou non atteint de maladie mentale. Il en concluait que le juge était inutile, puisqu'il se bornerait à entériner les conclusions du certificat médical ; il n'appartenait donc, qu'au médecin seul à se prononcer sur l'admis-

sion. Il est incontestable que la question pathologique est du ressort exclusif du médecin. Mais là n'est pas tout le problème ; le rôle et la science du juge apparaissent lorsqu'il s'agit de résoudre la question d'incapacité de l'individu interné. Le raisonnement de M. Combes, ainsi présenté, était forcément erroné. D'ailleurs, ériger la médecine en un pouvoir serait peu en harmonie avec notre droit public. — La vérité est que, dans toutes les circonstances où il intervient, le médecin ne peut donner qu'un avis ; quand il rédige un certificat médical, il ne fait encore qu'émettre son opinion, en qualité d'expert ; l'administration ou la justice sont libres d'en tenir tel compte que de droit. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici de sauvegarder la liberté individuelle. On se plaint déjà que ce soit l'autorité administrative qui tranche les difficultés ; or que n'arriverait-il pas, si l'on donnait le dernier mot au médecin ?

Après avoir déterminé le rôle du médecin, comment et dans quelle forme, donnera-t-il son avis sur l'état de l'aliéné ? C'est la question du certificat scientifique.

Nous ne ferons que passer rapidement sur les généralités de cette question en exposant et critiquant les différentes dispositions législatives sur la matière : nous réserverons l'étude plus détaillée de ce délicat problème, à la fin de notre paragraphe.

C'est un des abus les plus criants du régime de la loi de 1838, que l'insuffisance des mentions portées sur le certificat médical. Nous connaissons déjà les termes du deuxième paragraphe de l'art. 8 n'exigeant du médecin rédacteur du certificat, que la constatation de l'état mental de la personne à placer, avec les par-

ticularités de sa maladie. Ce texte manque de précision, et reste incomplet. Aussi, de l'avis de tous, les certificats médicaux sont rédigés la plupart du temps de la façon la plus sommaire. L'enquête administrative de 1869 signalait déjà certaines pratiques tout à fait illégales ; il arrivait que des internements étaient effectués, même sans certificat médical. Il est inadmissible que de semblables abus se renouvellent à notre époque.

La loi anglaise contient sur la question du certificat des prescriptions excellentes. Le médecin doit certifier qu'il a examiné personnellement le malade, tel jour, à telle heure, dans telle maison, telle numéro, telle rue. Il faut qu'il indique ensuite, séparément, les faits qui lui ont été communiqués et ceux qu'il a constatés, pour baser ses conclusions.

Il importe donc, avant tout, d'obtenir des certificats complets avec plus de renseignements précis que ceux qui, aujourd'hui, servent aux admissions. L'obligation pour le médecin de caractériser l'espèce morbide à laquelle répond l'altération des facultés mentales du malade, le rendrait plus circonspect et obvierait au grave inconvénient d'un certificat trop bref et trop général. Il faudrait donc exiger, non pas une simple description des symptômes de la maladie, mais un diagnostic sérieux que seul le médecin peut faire. Le certificat devrait contenir un diagnostic comme un jugement des motifs. Il servirait, tout en obligeant le spécialiste à étudier plus sérieusement le malade, d'indication très utile au médecin même de l'asile qui, d'après l'art. 8, adresse dans les 24 heures de l'admission, un certificat avec son appréciation sur le malade, à l'autorité administrative.

La seconde question qui se pose sur le rôle du médecin dans la phase préparatoire de l'internement est celle de l'unité ou de la dualité du certificat. La loi de 1838 ne prescrit qu'un seul certificat ; elle n'exige pour sa validité qu'une condition de date : savoir qu'il ne doit pas être délivré plus de 15 jours avant sa remise au chef ou au directeur de l'établissement. Elle ajoute qu'il doit émaner d'un médecin qui n'est pas attaché à l'établissement, et qui n'est ni parent, ni allié, soit du directeur de l'établissement, soit de la personne qui a demandé le placement.

Chez nous, le premier médecin venu peut rédiger ce certificat, cet ordre d'internement.

Il est incontestable qu'il ne faut pas laisser la liberté individuelle à la merci d'un unique médecin, pris au hasard des circonstances, en dehors de tout contrôle préalable, sans compétence peut-être de ces questions spéciales. Sans médire des membres du corps médical, il faut bien avouer qu'il s'en trouve qui n'ont jamais eu l'occasion de faire aucune étude sur l'aliénation mentale, ni même d'examiner de près un aliéné ; il est donc dangereux de maintenir un système, comme le nôtre, qui repose sur un certificat unique et d'appeler des médecins inexpérimentés à donner une solution aussi redoutable que celle de l'internement. Il est vrai que lorsque le médecin présentera de sérieuses garanties d'expert en maladies mentales, lorsqu'il sera spécialiste en psychiatrie, un certificat unique suffira à légitimer l'internement, mais combien trouve-t-on peu de ces spécialistes en dehors des grandes villes ?

La loi ne peut s'occuper que du plerumque fit. Beaucoup de départements n'ont pas un seul asile

d'aliénés, parlant un seul médecin aliéniste. Il est pratiquement impossible d'aller chercher le spécialiste du département voisin. Et, à la campagne, le danger à éviter est moins celui d'interner quelqu'un qui n'est pas aliéné, que de laisser en liberté un aliéné plus longtemps que ne le réclame le succès de la guérison ou la sécurité publique. L'unique certificat délivré par le médecin d'une compétence absolue serait l'idéal. Mais l'idéal n'est pas de la réalité ; la loi doit prévoir les impossibilités pratiques, et ne pas imposer aux familles des lenteurs ou des frais trop lourds. C'est pour ce motif que la loi de 1838 ne nous satisfait point sur la question du certificat. Nous exposerons plus loin un système qui présenterait, selon nous, de sérieux avantages, au point de vue de la sauvegarde de la liberté individuelle, c'est le système du double certificat.

Après avoir fait quelques observations préliminaires sur l'utilité des médecins et du double certificat, en matière de placement, abordons la question de savoir sous l'auspice de quelle autorité l'internement peut avoir lieu.

Occupons-nous tout d'abord du placement volontaire. Doit-on conserver à la famille le droit que lui dévolue l'art. 8 de la loi de 1838 ? Pourra-t-elle, sur une simple demande accompagnée d'un certificat médical, sans autorisation, faire séquestrer l'un des siens, sous le prétexte qu'il est atteint d'aliénation mentale ? Peut-on étendre ce droit, comme le fait encore l'art. 8, à toute personne quelconque, parente ou non, sous la seule condition d'indiquer la nature des relations qui existent entre elles et l'aliéné ?

Lors de la discussion de la loi en 1838, le droit de

la famille fut défendu avec tenacité et acharnement par un grand nombre d'orateurs. On demandait que les parents conservassent, comme sous l'ordonnance de police de 1828, le droit d'envoyer le malade dans une maison de santé ordinaire ; c'était ainsi diminuer le droit de l'Etat, puisque les maisons de santé échappent à la surveillance du gouvernement. On voulait, au fond, reconnaître à la famille le droit de conserver dans son sein le secret du malheur qui la frappait.

D'autres portaient la question sur le terrain juridique : pourquoi le père et la mère qui ont un droit intact, quand ils agissent dans leur domicile, n'auraient-ils pas le même droit quand ils agissent hors de leur domicile ? Le gouvernement soutenait, au contraire, le principe posé dans le projet, savoir que le placement volontaire ne pouvait avoir lieu que dans des maisons d'aliénés et avec l'autorisation de l'administration.

Il triompha à grand'peine sur la première partie de ses exigences, en montrant le danger qu'offrait pour la liberté individuelle, les internements dans des maisons de santé soustraites à tout contrôle de l'Etat. Mais, il échoua sur la seconde partie. Les chambres maintinrent le placement volontaire sans autorisation préalable, tel qu'il fonctionnait sous l'ordonnance de 1828.

Les projets du Sénat et de la commission de la Chambre des députés exigent, comme garantie de la liberté individuelle, le visa de la demande d'admission par le juge de paix, le maire ou le commissaire de police (art. 14, § 3).

Il nous semble que la vérité se trouve dans un sys-

tème intermédiaire, entre celui du placement volontaire, abandonné à l'initiative des parents ou des amis de l'aliéné, et celui du placement, avec une autorisation quelconque. Il ne faut pas, en vain, obliger les familles à publier leur infortune par la formalité d'un visa sans utilité. Mais aussi, doit-on protéger l'aliéné contre tout internement injustifié.

C'est pourquoi, nous serions d'avis de distinguer deux groupes dans la famille, l'un composé d'un petit nombre de membres, vraiment unis par l'idée de solidarité; l'autre comprenant une plus grande quantité de personnes, réunies entre elles par un lien plus lâche et plus intéressé, qui ne sont activées que par la perspective de se succéder un jour.

Nous croyons bon qu'il faille tenir compte de cette différence, lorsqu'il s'agira du placement volontaire; se montrer plus exigeant pour ceux dont le désintéressement ne sera pas motivé par une affection réelle ou présumée; leur demander une autorisation de justice; du juge des aliénés, par exemple, organe dont nous exposerons plus loin le fonctionnement: telle est notre opinion. Quant aux parents vraiment unis par les liens du sang ou de l'amour, par exemple, les ascendants descendants, frères, sœurs, oncle, tante, tuteur, conjoint, nous serions disposé à leur accorder le droit d'obtenir le placement, sans autorisation, ni visa. — Que l'on ne soutienne pas que l'autorisation exigée pour les parents éloignés produira un résultat contraire à celui demandé; qu'elle diminuera la responsabilité du signataire de la demande, qui désormais incomberait à l'autorité. Les mesures préventives ont, dans cette matière, une place prépondérante. Elles empêchent des erreurs et des fraudes irréparables

de se commettre. C'est pourquoi, on ne peut prendre trop de précautions contre ceux qui ne présentent pas les garanties suffisantes d'affection et de désintéressement.

Abordons la solution des rapports de l'aliéné avec l'autorité publique. Doit-on maintenir le placement d'office ?

Nous connaissons déjà les termes de l'article 18 de la loi de 1838. Il donne au préfet de police à Paris, aux préfets en province et à ses agents subalternes, le droit de faire interner toute personne qui compromet l'ordre public ou la sûreté des personnes.

Les derniers projets de loi français vont même plus loin. Le projet du Sénat permet le placement de toute personne dont l'état d'aliénation compromettrait la sécurité, la décence ou la tranquillité publique ou sa « propre sûreté » ; et celui de la commission de la Chambre, y ajoute le cas où l'aliéné compromettrait sa « propre guérison » (art. 27). Nous croyons qu'il est suffisant que l'autorité publique limite son intervention au cas où les soins donnés par la famille sont insuffisants. Il ne peut guère surgir de difficultés sur la détermination des causes qui motivent un internement d'office. Mais il en est autrement du point de savoir quelle autorité sera chargée de statuer sur le placement. Maintiendra-t-on ce droit aux préfets, comme le fait la loi de 1838, ou l'attribuera-t-on aux tribunaux ?

Comme nous le verrons tout à fait à la fin de ce travail, les différentes législations étrangères se rattachent à des types bien distincts. Les unes, voyant dans l'internement une question relative à la liberté individuelle, donnent compétence, pour prononcer l'internement, à

l'autorité judiciaire ; les autres, au contraire, investissent l'autorité administrative, parce qu'il s'agit avant tout d'un malade.

En France, nous comptons des exemples de ces deux types. La célèbre proposition de loi Gambetta-Magnin, déposée au Corps législatif en 1870, prévoyait (art. 12) la création d'un jury spécial, composé d'un juge du tribunal d'arrondissement, du juge de paix, d'un avocat ou d'un avoué, d'un notaire, d'un conseiller municipal du chef-lieu d'arrondissement, d'un médecin et de six membres du jury criminel habitant le même chef-lieu. De même, M. Reinach voulait d'un jury, dont neuf voix au moins sur treize fussent favorables à l'internement. M. Garsonnet, en 1872, consacrant cette opinion dans une séance de la législation comparée, disait que sur les questions de folie et de bon sens, le meilleur juge était le public.

La loi de 1838, nous le savons, attribue au placement d'office un caractère nettement administratif. L'internement est complet avec l'arrêté du préfet. Si le tribunal intervient sur la demande d'une des personnes énoncées dans l'art. 29, pour faire sortir le soi-disant aliéné, son rôle ne constitue pas une formalité même du placement, qui reste inattaquable.

A quelle autorité donner la préférence pour ordonner le placement d'office ?

Le système proposé par Gambetta et Garsonnet est impraticable en France ; du reste, le premier l'a si bien compris, qu'il ne l'a jamais repris, tant qu'il fut au pouvoir, pour le faire adopter. A Paris, il faudrait un jury siégeant en permanence. En province, on ne saurait le réunir dans le délai imparti par la loi. Son organisation serait d'ailleurs peu en harmonie avec

nos formes judiciaires, sans compter qu'il retarderait le traitement et entraverait, par ses longueurs, la guérison du malade.

Nous restons, ainsi, en présence des magistrats de l'ordre judiciaire et de ceux de l'ordre administratif. Le débat sur les avantages respectifs de l'une et de l'autre de ces deux autorités, fut des plus animé en 1838. C'est Vivien, l'auteur principal de la loi de 1838, qui fit triompher la thèse administrative. Il montra que l'autorité administrative, par son organisation et la nature de ses fonctions, était toute désignée pour ordonner l'internement, mesure qui a un tout autre caractère que celles qui se rattachent aux principes généraux sur la liberté individuelle. N'est-ce pas un acte rentrant dans les fonctions d'initiative, de surveillance et de vigilance exclusives de l'administration, que celui qui consiste à séquestrer le fou qui menace l'ordre public ? On comprend bien qu'on fasse intervenir le tribunal en matière d'interdiction, parce qu'il s'agit d'un état habituel de démence, de quelque chose qui va devenir définitif. Mais pour l'internement, tout reste provisoire. Pourquoi ne pas laisser l'administration s'occuper de ce provisoire, comme le tribunal s'occupe du définitif ? Quel danger n'y aurait-il pas de soumettre à l'interrogatoire et à l'appareil judiciaire, des malades aussi impressionnables ? Vivien se faisait, sur ce point l'interprète des aliénistes de son temps et d'aujourd'hui. Il proclamait enfin, que son système offrait une garantie de plus que celui de ses adversaires, puisqu'il comportait l'intervention et de l'administration et de la justice, tandis que l'autre n'offrait que la garantie exclusive de la justice.

Odilon-Barrot demandait qu'on ne pût toucher ni à

la personne ni à la propriété qu'en vertu d'actes judiciaires réguliers ; aussi proposait-il (1), que l'administration ne décidât que provisoirement, sauf au tribunal à ratifier la décision dans le plus bref délai. Il expliquait la nécessité de l'intervention judiciaire par le principe de la liberté individuelle et les règles sur la capacité civile. Mais la Chambre ne tint pas grand compte de cette proposition, émanant d'administrateurs qui semblaient s'y intéresser plus que les juges eux-mêmes.

Vivien commettait une grave erreur, en qualifiant d'intérêt purement théorique ce qui touche à la liberté individuelle. Il est inexact que celle-ci ne soit pas vraiment atteinte par l'internement. Même, lorsqu'il s'agit de fous, de malades, la liberté individuelle ne disparaît pas ; elle reste un droit dont l'aliéné, comme tout autre, peut se prévaloir.

Parmi les orateurs qui s'occupèrent de la discussion de la loi de 1838, les uns demandèrent que la surveillance, en matière de placement des aliénés, fût confiée au président du tribunal à cause des garanties qu'il offre ; les autres préférèrent l'accorder au juge de paix, qui, étant sur place, interrogerait l'aliéné et pourrait s'éclairer, au besoin, à l'aide d'une enquête locale.

Les projets du Sénat, des 14 décembre 1886 et 11 mars 1887, font intervenir nécessairement le tribunal dans tous les cas sans exception ; ils édictent, en effet, dans l'art. 19, que, aussitôt les formalités prescrites par l'art. précédent qui imposent certaines obligations au directeur de l'asile et aux inspecteurs, après le

(1) Tanon : Etude critique : loi de 1838, p. 11 et 12.

placement, le procureur de la République adressera ses réquisitions écrites, avec le rapport médical d'admission, les rapports médicaux de 24 h. et de quinzaine du médecin de l'établissement et l'avis du médecin inspecteur, au tribunal de l'arrondissement, où l'établissement est situé. Le tribunal statue d'urgence, en chambre du conseil, sur la maintenue ou la sortie de la personne placée. Toutes les fois que le tribunal ne croit pas devoir statuer définitivement, il ordonnera, sous la réserve de tous autres moyens d'information une expertise médicale.

Le projet de la Commission de la Chambre des Députés de 1898, donne qualité pour statuer sur le placement, au président du tribunal qui rend une simple ordonnance. Toutefois, si ce magistrat concevait des doutes ou s'il était saisi d'une opposition à l'internement de la part de l'aliéné ou d'un de ses parents ou amis, le tribunal aurait à statuer d'urgence, en chambre du conseil, sur la mainlevée.

Il est à craindre que de graves inconvénients ne découlent de l'attribution, soit au tribunal, soit au président seul, de la question de décider si le placement d'un individu présumé aliéné, doit être ou non maintenu. La chambre du conseil comme le tribunal ont, en effet, un grand nombre d'affaires à juger. Ne risquerait-on pas lorsque se présentera véritablement un cas douteux, de le traiter comme les autres, avec ce tour de main rapide que donne facilement l'habitude d'intervenir à peu près pour la forme ? Le tribunal ne deviendrait-il pas une sorte de machine à entériner l'internement, de même qu'aujourd'hui le préfet ne fait que confirmer la signature du médecin certificateur. Il faudrait qu'une sélection sérieuse fût faite

entre les cas non suspects, pour lesquels toute intervention du tribunal serait inutile, et les cas contestés et contestables, dont l'examen devrait être soumis à une autre autorité que celle proposée par le Sénat ou la Chambre.

A notre avis, le tribunal ne saurait donc être l'organe de contrôle désirable, en matière de placement. Mais quel magistrat serait le plus apte à empêcher les atteintes portées à la liberté individuelle ? Nous prononcerons-nous pour le Procureur de la République ou pour le Président du Tribunal ?

Le président du tribunal a déjà assez d'attributions considérables et absorbantes, pour qu'on le charge encore de cette fonction spéciale. C'est aussi la raison pour laquelle nous écartons volontiers le procureur de la République, qui est en outre magistrat amovible, et agent direct du gouvernement. Mais les principes n'admettent pas d'exception à la règle que toute personne en France ne peut être privée de sa liberté plus de 24 heures, sans ordre de justice. Cet ordre ne peut évidemment pas être donné par le procureur de la République, représentant du gouvernement. Il faut donc une décision rendue par un juge inamovible. C'est là en effet la suprême garantie de la liberté individuelle. Il est vrai que des nécessités sociales multiples, tirées de raisons les plus diverses, obligent souvent à s'assurer de la personne d'un citoyen, à le priver même momentanément de sa liberté, sans qu'il soit pourtant condamné à la perdre. Ces raisons offrent fréquemment un tel caractère d'urgence, qu'il est impossible de ne pas permettre des arrestations rapides, à certains agents de l'autorité. Mais, encore faut-il que les entraves à la liberté individuelle ne

soient que des mesures provisoires. Dans les 24 heures (tel est le délai auquel le législateur a fixé la plus longue séquestration arbitraire), toute personne arrêtée doit être amenée devant le magistrat, pour qu'elle puisse protester contre la violence qui lui a été faite, et, si elle est injuste, trouver un juge qui ait le pouvoir de faire cesser immédiatement sa détention illégitime.

De même, en cas d'aliénation mentale, il faut bien admettre l'arrestation de l'individu qui, dans une crise aiguë de fureur, menace la sécurité des personnes, des propriétés ou la sienne propre. Il est incontestable que tout agent de la force publique et même toute personne a le droit et le devoir d'arrêter, de détenir et lier un fou qui, armé, menace de faire usage de ses armes. A Paris, on le conduit immédiatement à l'infirmerie du dépôt : en province dans quelque hospice. C'est le cas de flagrant délit, en matière d'aliénation mentale. Mais, le respect de la liberté individuelle exige aussi que la mesure prise ne soit que provisoire et que la personne arrêtée, sous prétexte d'aliénation mentale, comparaisse de suite devant un juge qui dira si l'individu doit être vraiment l'objet de traitement et de surveillance.

La liberté d'un aliéné n'est-elle pas aussi précieuse que celle d'un criminel ? Pourquoi donc les garanties organisées par les lois d'instruction criminelles ne s'appliqueraient-elles pas, lorsqu'il s'agit de la protection de la liberté d'un fou ?

Pour résoudre le problème qui se pose sur la protection de la liberté individuelle ; au moment même de tout placement, nous allons successivement envisager deux éléments essentiels dont la réunion apporterait

selon nous le maximum de garantie aux aliénés, qui subissent un internement. Ce sont d'abord : l'existence d'un double certificat, ensuite : l'intervention d'une double autorité à l'époque du placement provisoire comme à celle du placement définitif.

§ 4 Système que nous proposons

En principe, nous admettrions volontiers l'obligation d'un double certificat médical, pour tous les placements.

a) *Du double certificat.*— Cette formalité ne causerait pas de retard à l'internement, en s'effectuant comme nous le désirons, car, il importe que celui-ci s'opère aussi rapidement que possible. La guérison ne dépend-elle pas de la célérité avec laquelle le traitement est appliqué. Dans beaucoup de cas, un retard de quelques heures seulement fait surgir des accidents très regrettables. La folie ne se développe pas toujours en 2, 3 ou 4 jours, mais, elle peut exister à l'état de période d'incubation très lente et sourde, sans précisément éveiller l'attention de l'entourage; puis tout d'un coup surgissent des hallucinations, des conceptions malades et en 24 heures, l'aliéné, en plein délire, devient dangereux pour lui et pour les autres. Pour les cas urgents où il importe d'aller vite, et lorsque aucun doute sur l'état psychiatrique de l'individu, ne s'élèverait dans l'esprit du médecin, nous admettrions une exception au principe du double certificat, et serions d'avis de surseoir momentanément à l'accomplissement des formalités accompagnant l'internement, quitte à les accomplir postérieurement. Ce seront les questions d'espèces qui détermineront les mesures d'urgence : un criterium serait difficile à établir théoriquement. Mais, il faut rassurer l'opinion publique, en exigeant

comme règle, le double certificat médical. Cette mesure évitera les scandales produits par des internements d'aliénés, chez lesquels la maladie n'a pas la forme aiguë, quoique le médecin y trouve la trace de délire et les signes de l'aliénation mentale.

Nous voudrions que tout placement s'accomplisse en deux actes.

Le premier acte, correspondant à la période provisoire, comporterait avec le double certificat : l'arrêté du préfet, pour le placement d'office ; la demande de placement, pour le placement volontaire.

Le second acte, la décision de maintenue du placement, consisterait dans l'intervention du juge ; il aurait un caractère essentiellement judiciaire, tandis que le premier resterait purement administratif.

Par quel médecin et à quelle époque pourrait être délivré le double certificat ?

Tout médecin pourra-t-il délivrer le second certificat, ou bien ne devra-t-on pas exiger du médecin certaines garanties de compétence spéciale ? La question est discutée.

Les partisans d'un premier système soutiennent qu'en général tout médecin, même un médecin de la campagne, sans avoir une instruction aussi complète qu'il serait désirable sur les maladies mentales, a cependant des connaissances suffisantes, pour rédiger un certificat dont on puisse se contenter. Sans avoir sur chaque chose la compétence intégrale de ceux qui se sont spécialisés, tout médecin peut avoir des notions générales de chirurgie et de médecine, qui lui permettent, en toute circonstance, d'exercer sa profession. D'ailleurs, si l'on admettait qu'il n'y a que le spécialiste qui puisse délivrer valablement ce certificat,

comment, en fait, l'amènerait-on auprès du malade ? Il y a des départements qui ne possèdent aucun médecin spécialiste : on ne peut chercher ce médecin dans un département voisin. Cette mesure occasionnerait des lenteurs et des frais considérables aux familles : elle serait pratiquement impossible. Aussi, les partisans du premier système doutent-ils de l'efficacité de deux certificats, parce que, ou ils se corroborent, ou ils se détruiront.

Les partisans d'un second système, vantent l'efficacité de certificats délivrés par deux médecins. Ils prétendent que même la compétence du médecin qui aura délivré le premier certificat, n'est pas à l'abri de toute critique. Il y a, en effet, beaucoup de médecins qui, depuis leur sortie des facultés, n'ont pas vu de cas intéressants, en matière d'aliénation mentale surtout. Ils n'ont, par conséquent, que des idées très sommaires sur ce point. Leurs constatations ne sont pas empreintes de cette assurance que l'on serait en droit de leur voir fournir, surtout, lorsqu'il s'agit d'une question aussi grave que celle qui entraînera, peut-être, la séquestration du malade. Avec du bon sens et de l'expérience, ils arriveront vite, il est vrai, à diagnostiquer le cas qui leur est soumis ; à distinguer entre tant d'autres, l'hypothèse d'aliénation mentale. La science de deux médecins vaut mieux que celle d'un seul. D'ailleurs, ils seront presque toujours aidés par cette circonstance qu'ils seront en général les médecins de la famille ; qu'ils connaîtront particulièrement le malade et ses tendances héréditaires ; ils pourront ainsi, suivre plus utilement les modifications susceptibles de se produire dans son état. Mais, certains doutent de l'utilité réelle du second médecin.

Souvent les camaignes ne comptent qu'un docteur pour un grand rayon. Si l'on exige que le second certificat émane d'un médecin différent de celui qui a délivré le premier, il faudra le faire venir d'une localité voisine, et quelle expérience plus grande trouvera-t-on chez ce second médecin ? On prétend même que la double intervention médicale ne sera d'aucune garantie appréciable pour le malade ; si, en effet, les médecins sont en bons termes, le rédacteur du second certificat se contentera d'enregistrer les constatations qui lui ont déjà été données par le premier. Si au contraire, quelques difficultés les divisent, ce qui arrivera très fréquemment, il prendra le contre-pied de ce qu'aura fait son confrère. Le second certificat ne présentera, alors, aucun intérêt pratique et le but que l'on cherche ne sera pas atteint.

Nous croyons que la vérité se trouve dans un troisième système, mixte, qui éviterait les inconvénients des deux premiers. Nous proposerions de faire, tout d'abord, une distinction entre les pays où se rencontrent des ressources scientifiques et médicales. Cette différence existe déjà en matière criminelle. Ainsi, la composition de la Cour d'assises varie suivant qu'elle siège dans le département chef-lieu de la Cour d'appel, ou dans un autre département. — De même, en serait-il, en matière des certificats médicaux servant à l'internement. Dans les arrondissements où se trouve une faculté de médecine ou une école, qui comptent parmi leurs membres des médecins réunissant toutes les garanties nécessaires, en matière de psychiatrie, le placement pourrait s'effectuer au moyen d'un seul certificat, car il est impossible qu'un médecin d'une telle compétence en ces

matières spéciales, puisse être exposé à se tromper bien gravement. Mais là serait la minorité des cas, où l'intervention d'un seul médecin serait suffisante. Dans les autres villes ou pays qui manquent de ressources médicales, nous exigerions ainsi comme règle et garantie la présence de deux certificats. Pour réfuter l'objection tirée de ce que les avis des deux médecins se corroborent ou s'annuleraient et que le second certificat perdrait toute valeur pratique, nous voudrions que chacun des deux certificats contînt un diagnostic circonstancié et détaillé de l'état pathologique du malade. Cette obligation aurait l'avantage de susciter de chacun des médecins, une étude plus approfondie du cas particulier qui leur est soumis, et de leur provoquer un rapport personnel sur les suites que peut comporter cet état. Interviendrait, ensuite, le rôle du juge pour la question de fond : celle de savoir si l'internement a été ou non opéré légitimement d'après le désir de la loi et les circonstances de fait, dont seul, il aura l'appréciation.

Dans les cas d'aliénation mentale difficiles à diagnostiquer ; lorsque l'internement ne requiert pas urgence : et lorsque les autorités médicales font défaut dans l'arrondissement, il serait bon que l'autorité administrative désignât un médecin spécialiste pour examiner le sujet et rédiger sur place le second certificat. Ce nouveau médecin déciderait définitivement si l'internement est ou non nécessaire.

Le but d'une loi protégeant tous les aliénés, c'est-à-dire ceux dont l'état pathologique constitue un état morbide bien caractérisé serait atteint, si elle exigeait du médecin certificateur la préoccupation de l'appliquer à ceux pour lesquels elle est faite et non aux

autres; si le médecin mentionnait dans son certificat les caractères pathologiques constitutifs de l'état de démence du malade; si, enfin, chacun des certificats contenait toutes les indications de nature à établir que l'état du malade a été consciencieusement observé par le médecin, et que les rédacteurs des certificats ont parfaitement connu la maladie.

A quelle époque le second certificat doit-il intervenir? Doit-il intervenir comme le premier, avant l'internement; ou bien, seulement après le placement provisoire, pour le justifier et le transformer en placement définitif?

Nous croyons que dans la première phase du placement, il faut aller vite, car c'est la phase de l'action.

Les circonstances de l'internement doivent être aussi rapides que possible, dans l'intérêt même de la guérison de l'aliéné. Nous croyons donc que, pour ne pas retarder le placement, le second certificat interviendrait utilement, de suite après le placement provisoire; en le plaçant au seuil de la phase définitive du placement, il ne retarderait pas une mesure peut-être urgente, mais il constituerait un élément nouveau d'information, pour ceux dont la mission est de statuer sur la régularité de la décision intervenue.

En résumé, nous n'admettrions pour le placement provisoire, aucune autre exigence que celle d'un seul certificat accompagnant la demande d'admission, ou l'arrêté du préfet, suivant qu'il s'agirait d'un placement volontaire ou d'un placement d'office. Mais, pour la maintenance de l'un ou de l'autre de ces placements, à l'exclusion des cas très exceptionnels, où le premier

certificat émanerait d'un aliéniste consommé dans l'art des maladies mentales, nous demanderions la présence d'un second médecin, partant d'un double certificat, pour éclairer et faciliter la décision du magistrat qui sera le suprême protecteur de l'aliéné. — Il nous reste à parler de l'intervention de ce magistrat. Elle apparaît dans la seconde phase de ce placement, alors qu'il s'agit de transformer le provisoire en définitif, ou de mettre le malade en liberté.

b) *Du juge des aliénés.* — M. Garçon, professeur à la Faculté de droit de Paris, a créé un système nouveau qui fut adopté par la Commission de la Société d'études législatives, dans ses séances de 1903 et 1904 (1), qui s'occupait de la réforme des lois concernant les aliénés. Ce système ingénieux que nous pouvons, sans hésitation, faire nôtre, se caractérise par l'exigence d'une double intervention judiciaire; tout d'abord, celle d'un magistrat qui visite l'aliéné et recueille ses observations, dans les 24 heures de l'internement. Celui-ci examine si les conditions administratives du placement ont été scrupuleusement remplies. Au cas d'affirmative, il ratifie le placement; au cas de négative, il ordonne la libération de l'individu. Dans tous les cas, il dresse un rapport qu'il envoie à la Commission des aliénés. L'intervention à bref délai d'un magistrat constituerait, selon nous, un véritable progrès sur tous les systèmes jusqu'ici proposés, parce que, seul, le juge peut sauvegarder la liberté individuelle.

A côté du juge des aliénés, — voici l'autre face de l'intervention, — il y a une commission, dite des alié-

(1) Bull. Soc. Etud. législ. 1904, p. 155 et suiv.

nés, qui se prononce sur chaque hypothèse d'internement, après examen. Elle est saisie par le magistrat qui a visité l'aliéné. Elle délègue aussitôt un de ses membres pour examiner de près le malade; puis se réunit en assemblée et formule son avis sous la forme de délibération. Celle-ci est transmise au juge des aliénés qui statue sur le maintien ou la sortie du malade.

Comment fonctionneront en détail ces éléments nouveaux? Aussitôt qu'une personne aliénée sera arrivée dans un hospice, dans un quartier spécial de l'asile ou à l'infirmerie du dépôt (il est, en effet, utile de mettre en observation le nouveau venu ailleurs que dans un établissement d'aliénés), le juge le plus voisin sera informé. Ce magistrat n'est pas celui que nous appelons le juge des aliénés; ce pourrait être utilement, par exemple, le juge de paix du canton. Dans les 24 heures de l'entrée du malade, il se rend à l'endroit où est enfermée la personne, pour la visiter et recevoir ses déclarations ou ses plaintes. Son premier devoir consiste à s'assurer que toutes les formalités préliminaires et accompagnant le placement, ont été strictement accomplies. En supposant que l'arrestation soit illégale et arbitraire, que des machinations coupables aidées par de puissantes compllicités, aient entraîné l'internement, le juge s'apercevra immédiatement du crime qui a été commis et prononcera la sortie de la victime. Si heureusement de pareils abus ne sont plus à craindre de notre temps, ils restent toutefois possibles; l'intervention du juge, en rassurant l'opinion publique, constituera un moyen préventif suffisant pour empêcher, dorénavant, toute incarcération coupable et illégale. Il peut arriver que

le juge éprouve certains doutes sur l'existence réelle de la folie. Le malade est sur la limite de la raison et de la démence; le juge hésite sur la légitimité et la nécessité de l'internement. Il ne rendra pas, certes, de suite, une ordonnance de mise en liberté; mais il multipliera les précautions et provoquera des expertises. Le juge avertit la Commission qui désignera un de ses membres pour visiter le malade. Pendant ce temps, il rend une ordonnance d'internement qui n'a qu'un caractère purement provisoire. Elle ressemble assez au mandat de dépôt que délivre le juge d'instruction, après le premier interrogatoire de forme, dans les 24 heures de l'écrou.

Lorsque le juge d'instruction délivre le mandat, il ne peut encore se prononcer efficacement sur l'existence juridique du délit, sur sa qualification et sur la culpabilité du prévenu; cependant, ce premier interrogatoire n'a jamais été reconnu inutile, parce qu'il permet au juge de vérifier les allégations du prévenu. Ce sera, de même, l'avantage de la première visite à l'interné et de la première ordonnance délivrée par le juge le plus proche.

La première ordonnance, étant provisoire, ne sera valable que pendant un certain temps, fixé par le législateur, temps à l'expiration duquel elle devra être confirmée par le juge des aliénés. Pendant ce délai, se placent les enquêtes et les expertises, seules capables d'éclairer la conscience du juge. Ces mesures d'instruction accomplies, on procède aux formalités relatives au placement définitif. Intervention du second certificat médical et nouvel interrogatoire de l'aliéné qui fournira plus froidement ses déclarations, parce qu'il ne sera plus sous l'impression de son arrestation.

Après un certain temps fixé par la loi, pour permettre à la commission des aliénés d'être saisie et de délibérer, le juge des aliénés (c'est-à-dire un magistrat pris et nommé parmi les membres du tribunal de chaque arrondissement, comme le juge d'instruction,) délivrera une seconde ordonnance confirmant ou infirmant la première.

En définitive, l'ordonnance du juge des aliénés n'aura jamais qu'un caractère provisoire, en ce sens que le tribunal, saisi d'une demande de mise en liberté, pourra toujours la réformer. L'interné, ou ses parents ou amis, conserveront le droit d'y faire opposition. De cette façon, les véritables décisions définitives appartiendront bien au tribunal et non au juge des aliénés. Nous voudrions en outre que, de même que le juge d'instruction ne peut faire partie du tribunal correctionnel, pour connaître des affaires qu'il a instruites, de même, le juge des aliénés ne pourrait délibérer en chambre du conseil sur une demande en sortie.

De toute manière, le tribunal ne se trouverait vraiment saisi que des cas les plus douteux. Toutes les fois, en effet, que la légitimité de l'internement serait évidente, qu'il y aurait chez le malade un affaiblissement des facultés intellectuelles, tel que l'individu n'aura plus conscience de rien ou qu'il sera atteint de fureur, l'intervention du tribunal ne sera d'aucune utilité. L'ordonnance du juge suffira comme suprême garantie. Mais, lorsqu'un doute s'élèvera sur la forme de l'aliénation, les lumières du tribunal seront nécessaires. Il ne les donnera que dans les cas qui méritent de retenir son attention, après vérification et examen de toutes les pièces du dossier.

Le juge des aliénés, spécialisé dans sa fonction et voyant personnellement chaque malade (car, il est probable que la commission le délèguera habituellement auprès de l'aliéné), acquerra vite l'expérience nécessaire à ces sortes d'affaire. Les questions de pathologie mentale soulèvent trop souvent, en effet, des problèmes hérissés de difficultés sans nombre. A chaque instant, peut apparaître l'un de ces fous qu'on appelle : persécuté-persécuter, dont l'esprit semble raisonnable et qu'un délire subit rend meurtrier.

Son expérience lui permettra de comprendre les rapports médicaux sur l'état dangereux d'un individu.

Il saura bientôt discerner les cas où l'aliénation mentale est certaine, de ceux qui laissent place au doute, et reconnaître les formes dissimulées de la folie. Il ne sera pas tenté de tomber dans l'excès contraire. Par sa fonction de magistrat et par la mission que la loi lui aura confiée, il ne qualifiera pas d'aliénés les individus qui sont seulement d'un caractère difficile ou singulier. Il aura, enfin, une autorité assez indépendante pour inspirer confiance à l'opinion publique et la rassurer pleinement. C'est que la conscience populaire est ici bien contradictoire. Lorsque l'on place dans un asile d'aliénés un individu, dont le délire n'est pas exclusif d'une raison apparente, et qui est cependant dangereux, un de ces persécutés-persécuter, par exemple, que la maladie pousse au meurtre, l'opinion générale s'inquiète et accuse de séquestrations arbitraires. Les amis de la victime se plaignent et la presse s'empare de cet incident. Si ce persécuté se livre à des excès, tue ou blesse quelqu'un, la même presse et le même public applaudissent l'avocat qui obtient un acquittement, devant le jury.

Quand l'administration séquestre un de ces individus, ou l'accuse d'abus de pouvoirs, et quand le même individu a commis un crime, on applaudit à son acquittement. Ces protestations sont incohérentes. Il est désirable qu'avec des garanties légales assez larges, il soit possible d'interner tous les individus dangereux qui, restant aujourd'hui en liberté, deviennent les auteurs de ces innombrables drames sanglants que les journaux relatent quotidiennement, sous le titre de la folie. Ainsi, la sécurité publique sera assurée et l'administration qui en est la gardienne vigilante, triomphera aisément des injustes accusations portées contre elle, lorsque la décision du pouvoir judiciaire viendra confirmer ses sentences.

Notre système nous semble préférable à ceux de la Chambre des Députés et du Sénat, qui aboutissent à une accumulation de documents et de paperasses, n'apportant aucune lumière sur les cas délicats à résoudre. Le rôle du juge des aliénés est supérieur à celui du Tribunal, jugeant sur pièces, n'ayant pour s'éclairer que des documents de seconde main, décidant dans ces espèces au milieu de tant d'autres affaires qui occupent déjà ses instants.

Le système que nous proposons est, en effet, une transaction, qui tient le milieu entre les législations du type franchement administratif, comme l'est notre loi de 1838, et les législations du type judiciaire qui considèrent le placement comme une arrestation, et font jouer au tribunal un rôle trop immédiat, sous la forme de l'intervention de la Chambre du Conseil ou du Président statuant en référé. Il semble plus protecteur de la liberté individuelle. Le Tribunal conservera, d'ailleurs, son rôle traditionnel, consacré par l'art. 29 de

la loi actuelle : c'est-à-dire qu'il pourra être saisi d'une demande en sortie et y statuer. Mais il n'interviendra utilement qu'après le placement complet. Jusqu'à celui-ci, la décision du juge n'est susceptible d'aucun recours, d'aucune opposition, sauf celle du préfet, qui, lorsqu'il estime que l'aliéné est dangereux pour lui et pour les autres, a la faculté de former opposition à la sortie de l'individu. En définitive, si la question du placement se distingue de la question de sortie, ce n'est que par la forme et par la procédure ; la garantie reste la même.

On objecte, peut-être, avec une apparence de vérité que si nous voulons absolument garantir la liberté individuelle de toute séquestration arbitraire, c'est à tort que nous faisons intervenir l'autorité judiciaire, après l'internement de l'aliéné. Les 24 heures, nous dit-on, pendant lesquelles restent enfermés les individus présumés aliénés, avant la visite et l'examen du juge, sont de trop ; que l'on reste séquestré 24 heures ou 3 jours, on subit la même diminution de sa liberté individuelle. A la Chambre des Députés, on avait prévu cette objection et le projet de 1898 (art. 14, § 3) porte que la demande d'internement sera visée par un magistrat (juge de paix, maire ou commissaire de police), avant le placement de l'individu. Mais trouvera-t-on facilement un juge, au moment précis où est rédigé le certificat d'internement ?

Il nous semble qu'en exigeant, avec des certificats détaillés, une demande d'admission qui comportera le constat et l'autorisation urgente du juge de paix, on aura un faisceau de garanties sérieuses contre les dangers d'un internement injustifié ou criminel. D'ailleurs, l'intervention du juge, dans les 24 heures suffira pour rassurer l'opinion publique.

Les circonstances commandent, souvent, de procéder rapidement à l'internement d'un individu : ce n'est pas précisément là-contre, que la foule s'insurge ; mais il est de toute nécessité d'organiser des mesures pour assurer à l'individu, ainsi appréhendé, le plus court séjour dans l'asile, s'il n'est pas réellement aliéné. C'est en ce sens, qu'il faut prendre des précautions et appliquer le principe, d'après lequel personne ne peut être arrêté sans une décision d'un juge. La décision rendue par le juge, bien que provisoire, puisqu'il n'aura pas tous les renseignements pour statuer sur l'exécution et la vérification des conditions légales, rassurera l'opinion publique. En autorisant l'internement, le juge ne discutera pas le diagnostic médical : il se bornera à appliquer strictement la loi, à vérifier si le diagnostic a été donné et si le ou les certificats ont été fournis. Quant au fond, à la question pathologique, il s'en remettra le plus souvent au certificat médical, lorsque celui-ci sera régulier, car c'est lui seul qui supportera la responsabilité de l'internement. Peu importe, donc, que le juge intervienne avant ou tout de suite après le placement, au point de vue de la protection de la liberté individuelle. D'ailleurs en fait, dans le trouble, l'excitation ou l'abattement où se trouve l'aliéné que l'on vient d'interner, le juge ne pourrait immédiatement, au moment même de l'internement, se faire une opinion raisonnée de l'état du sujet ; à ce point de vue, le délai de 24 heures pour l'intervention du magistrat serait très mal choisi pour découvrir la vérité. Mais, au contraire, (car c'est en vue de cette éventualité que nous faisons intervenir aussitôt la justice), s'il s'agit d'une véritable séquestration criminelle, elle se dévoilera immédiatement au

juge, dont l'intervention procurera à la victime un élargissement bien mérité. Il est certain que le juge ne peut intervenir avant le placement provisoire, sans grave et sérieux inconvénient. Il est nécessaire parfois, de s'assurer sur le champ de la personne d'un aliéné qui, dans une crise aiguë, menace la sécurité des personnes, les propriétés ou sa propre personne. Une crise violente peut éclater tout à coup : l'internement doit être rapide pour éviter un malheur. Le rôle du juge consistera à s'assurer que les formalités accompagnant l'internement, auront été toutes remplies et pour ce motif, il faut qu'il intervienne quelque temps après le placement, fût-ce quelques heures seulement. Le délai de 24 heures est donc matériellement nécessaire pour que le magistrat, averti, ait le temps de se transporter à l'asile : il est suffisant pour que des renseignements utiles viennent dissiper les doutes qui pourraient exister sur la réalité de la maladie.

c) *De la Commission des Aliénés.* — Lors de l'enquête de 1871, on proposait déjà de créer ce rouage nouveau de contrôle et de surveillance, en faveur de la liberté individuelle. Quel est l'intérêt de ce nouvel élément ? Il se légitime par trois sortes de considérations :

1° *Considération tirée de l'ordre pratique.* — Son utilité primordiale consiste à débarrasser la Chambre du conseil et le tribunal d'une grande multitude d'affaires qui y seraient jugées, d'après les projets de la Chambre et du Sénat. Il importe que, lorsque se présentera un cas véritablement douteux, on ne le traite pas comme les autres avec cette habitude regrettable, mais que l'on s'explique, d'intervenir uniquement

pour la forme. Il ne faut pas que le tribunal devienne une sorte de machine à entériner l'internement. La Commission qui délèguera, aussitôt après le placement, un de ses membres, pour visiter le nouvel interné et faire ensuite un rapport sur sa situation, opérera une sélection sérieuse entre les cas non suspects, pour lesquels il n'y aura pas à intervenir et les cas contestés et contestables, qui retiendront utilement son attention et lui susciteront une sérieuse délibération.

2^e *Considérations d'ordre social.* — Il semble que, lorsqu'il s'agit de la protection des faibles, il faille placer leurs intérêts sous la sauvegarde des citoyens eux-mêmes, en leur confiant l'exercice de certaines fonctions de la solidarité humaine, qu'ils sont plus aptes à remplir que l'Etat abstrait. Il ne suffit pas, en effet, d'attribuer à l'Etat tous les services qui remplacent la charité individuelle; il faut se faire une autre conception du devoir civique et social. Les hommes sont tous solidaires, en ce sens que personne ne doit se désintéresser du sort des déshérités qui se trouvent au sein de la grande collectivité. Toutes les bonnes volontés doivent se grouper et devenir des agents de service d'assistance et de protection sociale. Il faut que ces initiatives privées, loin de se laisser substituer par la fonction de l'Etat, toujours trop mécanique et abstraite, soient unies par le sentiment de solidarité et apportent à cette œuvre de contrôle et de protection, toute la diligence et le soin qu'inspire la pensée d'être exposé soi-même à une pareille nécessité ou détresse, et qu'elles réalisent une sécurité vraiment profitable à tous. C'est pour ce motif qu'il serait désirable de voir se créer une commission départementale des aliénés, comme l'Angleterre,

l'Amérique et l'Allemagne nous en ont déjà donné l'exemple.

La vie administrative anglaise a ce caractère particulier, d'être une sorte d'association entre l'Etat et les citoyens, organiquement groupés en vue des services qui intéressent le plus directement les individus. C'est aux individus à se protéger eux-mêmes ; ils arrivent à ce but par la voie de représentation collective. L'Etat qui exerce un contrôle sérieux en cette matière, a fini par admettre ces groupements locaux dans son cadre administratif. C'est ce qui se passe en matière d'assistance, d'écoles et dans beaucoup de branches de l'administration.

En Amérique, cette orientation est encore plus développée. Elle s'applique, par exemple, au régime pénitentiaire, représenté par des établissements privés, sans compter l'existence, comme chez, nous des sociétés de patronage.

Enfin l'Allemagne, par l'échevinage, associe les simples citoyens à la justice. Elle les associe aussi à la protection des faibles et des malheureux, par ses commissions d'orphelins. Chez nous-mêmes, ce germe bienfaisant a déjà pris racine. N'avons-nous donc pas des sociétés de patronage des libérés ? Il ne reste plus qu'à le cultiver et à le généraliser, en vue de la protection des aliénés.

3° La création d'une commission d'aliénés aurait, enfin, une troisième utilité, qui n'est pas la moins intéressante. Elle servirait tout au moins, indépendamment de tout autre mérite, à rassurer l'opinion publique que surexcite, à tort ou à raison, l'internement tel qu'il se produit actuellement. Quelle que soit la garantie que l'on admette, que ce soit au préfet ou au

juge, d'intervenir pour contrôler et surveiller, au nom de l'Etat, la régularité des placements, il subsistera toujours quelque inquiétude dans le public, qui ne trouve aucun remède à son mécontentement, souvent légitime. Dans ses critiques, le « vulgum pecus » ne distingue pas les fonctions du juge de celles du préfet. Il ignore que l'un est gardien de la liberté individuelle, tandis que l'autre est le représentant de l'autorité administrative ; que le rôle du préfet est d'assurer l'ordre et la sécurité publique ; qu'il est, par ses fonctions mêmes, enclin à voir un peu partout et lorsqu'il s'agit de gens surexcités, des perturbateurs de la tranquillité des citoyens, tandis que le rôle du juge consiste dans l'application des lois qui assurent à chacun l'exercice de sa liberté ; que son devoir professionnel l'oblige, par conséquent, d'examiner attentivement les questions qui lui sont soumises, afin de ne pas se laisser entraîner à prononcer un internement non justifié. L'opinion publique n'a pas conscience de ces distinctions et ne voit partout que des fonctionnaires, ratifiant à la légère et sans contrôle suffisant, le certificat du médecin.

La création d'une commission prise parmi les citoyens pour les questions d'aliénation mentale, présenterait les mêmes avantages que ceux offerts par le jury en matière pénale. Le jury n'est pas, certes, une garantie absolue contre les erreurs judiciaires ; il est cependant une sérieuse garantie, au point de vue de l'opinion publique. C'est ce qui en fait sa justification et sa légitimité. On a confiance en lui et on s'incline devant son verdict. On sait bien qu'il n'y a rien à craindre avec le jury ; mais on se défie, au contraire, du pli professionnel. On sait que partout des erreurs

sont possibles, et quand on soupçonne le jury d'avoir fait fausse route, on ne lui en fait pas un grief, parce que l'on attribue son erreur à la fatalité des choses humaines. Cet élément d'ordre et de paix sociale qui fait la valeur du jury, doit se rencontrer également dans toute institution où la paix et l'ordre social sont engagés.

En faisant intervenir la Commission des aliénés, lorsqu'il s'agira d'internement et d'atteinte à la liberté individuelle, nous réaliserons une garantie nouvelle pour l'opinion publique, qui suspecte naturellement les dépositaires de l'autorité publique.

On a cependant vivement attaqué le principe de la création d'une Commission des aliénés. On a soutenu que sa conception pouvait être séduisante, au point de vue théorique, mais que l'on pouvait pratiquement douter du résultat de son action. On rassemblera bien, dit-on, au chef-lieu de département, les hommes les plus remarquables de la région, les médecins les plus autorisés, pour se prononcer sur les cas difficiles de l'aliénation mentale. On y joindra des citoyens d'une parfaite honorabilité et d'une absolue indépendance. Cette commission sera composée de telle façon que ni les aliénistes de profession, ni les représentants de l'administration, ne puissent avoir la majorité. Par ses inspections périodiques, elle assurera la bonne marche du service des aliénés ; signalera les abus ; s'opposera surtout à tout internement qui ne paraîtra légitime. Lorsque tant de bons citoyens maintiendront une personne dans un établissement d'aliénés, personne n'osera même soupçonner d'un attentat à la liberté individuelle. Mais, si nous passons à la pratique, il est à craindre que les choses ne changent de

face, et que nos projets ne se réalisent point. Nul n'ignore, en effet, que, lorsqu'il s'agira de nommer des commissaires, les candidats ne manqueront pas ; mais, lorsqu'il faudra fournir un travail utile et continu ; faire, dans l'espèce, des inspections assez fréquentes et des visites dans les asiles, on ne trouvera plus aucune bonne volonté. Cette éventualité est d'autant plus certaine, que la Commission sera composée d'hommes fort occupés, choisis dans le département tout entier ; le médecin de la sous-préfecture, retenu par le souci de sa clientèle, consentira-t-il à se rendre peut-être chaque semaine, à l'extrémité du département ? L'avocat abandonnera-t-il ses procès et les audiences pour venir siéger à la Commission ? Le commerçant laissera-t-il son bureau pour s'occuper exclusivement des intérêts d'autrui ? Sans être prophète, il est à prévoir que, dans certains départements, la Commission cessera, petit à petit, de se réunir et de fonctionner normalement ; qu'elle n'existera bientôt plus que de nom, ne siégeant qu'à de longs intervalles, pour approuver de confiance le rapport administratif. L'assiduité de ses membres se relâchera et la présence de ceux qui lui resteront dévoués, sera insuffisante pour lui conserver l'habile et savante pondération entre les différents éléments qui la composent.

Dans notre pays, où l'on accepte difficilement les responsabilités et où l'on cherche à éviter tout devoir civique, ne peut-on redouter qu'une commission composée d'éléments, dont les fonctions professionnelles absorbent l'activité ; qu'une commission qui n'aura ni budget sérieux, ni traitement, ne remplisse pas, en fait, la mission sociale qu'on songe à lui confier ?

Quant à nous, nous ne croyons pas l'objection fon-

dée ; et nous espérons dans la Commission, dont le rôle ne restera pas effacé de par son caractère même consultatif. On trouvera toujours, dans son sein, trois ou quatre membres dont la conscience et les lumières suppléeront au nombre. Dans toute commission, on déplore bien toujours l'absence de quelques membres, mais ce sont ceux-là qui délibèrent consciencieusement, qui se rendent régulièrement aux réunions, dont on ne cherche pas à définir le nombre, qui ont une action prépondérante. Dans la Commission que nous proposons, quelques membres consciencieux suffiront pour éclairer le juge; ils représenteront l'opinion normale et délibéreront comme des citoyens libres, sans parti pris, n'ayant uniquement pour but que de remplir un rôle social de protection et de sauvegarde de la liberté des citoyens. Ce jury, composé d'honorables citoyens, contrôlera les renseignements qui lui seront fournis; il fera faire des enquêtes, s'il y a lieu; mais il ne jugera pas, parce qu'il serait incompétent au point de vue judiciaire et médical. Il n'émettra qu'un avis. Il faudrait, aussi, que chacun des membres de cette Commission ait un droit individuel à faire appel de la décision. Cette mesure serait un palliatif à la tendance du juge unique à reconnaître des aliénés un peu partout; elle préviendrait aussi les campagnes de la presse, dans les pressions redoutables contre lesquelles il faut armer l'autorité.

D'ailleurs, pour assurer l'assiduité des membres de la Commission, ne pourrait-on pas imaginer comme stimulant des jetons de présence, et un droit à une distinction, après tant d'années d'assiduité?

On adresse encore, à cette Commission, deux objections dans un autre ordre d'idées. On soutient que la

Commission des aliénés, comme les autres en général, ne servira que trop souvent à diminuer ou à annihiler les responsabilités. Quand, par exemple, on aura décidé, au cours d'une réunion, que l'état mental d'un individu est tellement altéré que le sujet mérite d'être interné, et que, plus tard, il sera démontré que la séquestration est injustifiée, qui endossera la responsabilité individuelle ou collective de l'erreur reconnue ?

Cette objection tombe à la pensée que la commission n'aura qu'un rôle d'investigation et de consultation. C'est au juge des aliénés, responsable personnellement et sans partage, à ne pas s'abriter et se dissimuler derrière la commission. On ne peut, certes, abandonner à la commission le droit de statuer sur la maintenue du placement, question aussi grave que celle de la liberté individuelle, parce qu'elle est hétéroclite et même variable dans sa composition.

On ajoute, encore, que la commission des aliénés fera double emploi avec la commission de surveillance, instituée par la loi de 1838. La vérité est que la nouvelle commission absorbera l'autre, que l'on supprimera purement et simplement. On la renouvellera, on la transformera, en en modifiant la composition et, surtout, en augmentant ses attributions légales.

Qui présidera la commission des aliénés et de quels éléments sera-t-elle composée ?

La question de savoir quel sera le président de la commission est discutée. Les uns demandent que ce soit le juge des aliénés, les autres au contraire, que ce soit l'un de ses membres, qui n'aura pas, comme le juge, à rendre plus tard une ordonnance, peut-être contraire à l'avis de la commission. Nous estimons que le juge pour, statuer en toute indépendance, ne

devrait pas siéger et délibérer au sein de la commission. Celle-ci accomplira plutôt un rôle d'investigation. Or, on peut douter que le président, qui recevra l'impression de sa majorité puisse rendre une décision en sens contraire. Il est préférable que le juge des aliénés ne soit pas investi de la qualité de président de ladite assemblée ; qu'il demeure étranger à ses délibérations et conserve sa situation indépendante, parce que seul, il supportera la responsabilité de sa décision.

On a proposé de nommer comme président de la commission un magistrat du Parquet. Peu nous importe le personnage que l'on mettra à la tête de la commission, pourvu que ce ne soit jamais le juge des aliénés. Pourquoi n'admettrait-on pas, comme en matière d'assistance judiciaire, que le président soit élu par les membres de la commission pour une année ?

De quelle façon la commission des aliénés sera-t-elle composée ?

Nous serions d'avis d'y faire entrer deux conseillers généraux, désignés par le conseil général ; un avoué choisi par la chambre des avoués ; un notaire désigné par celle des notaires ; un avocat inscrit au tableau de l'ordre, appelé par le tribunal ; trois médecins également nommés par le tribunal ; trois membres, au choix du préfet et, enfin, quatre autres, nommés par cooptation. Il serait désirable que ces divers éléments soient recrutés un peu dans tous les arrondissements du chef-lieu du département, où siègera la commission. En feraient partie de droit : les inspecteurs départementaux, qui sont des fonctionnaires salariés et désignés par l'administration.

La commission, se réunissant une fois par mois au chef-lieu du département, c'est-à-dire au lieu du dépôt où l'internement provisoire s'effectuerait, exercera, donc, un rôle d'investigation et de surveillance. Saisie par un rapport du juge visiteur, elle délègue aussitôt un de ses membres, pour visiter l'aliéné. Elle délibère, ensuite, sur les conditions qui ont produit l'internement ; apprécie avec des motifs, la régularité du placement. Elle ne statue point, nous l'avons dit, sur la maintenue du placement, car cette décision ne peut émaner que du juge des aliénés, d'un magistrat auquel la loi a confié la sauvegarde de la liberté individuelle. Sa mission consistera à réunir comme archives, des dossiers complets sur tous les aliénés du département ; à exercer une action de contrôle au moment même de l'entrée ; à éclaircir les cas suspects ; à préparer les dossiers, et à éveiller l'attention du juge sur les points obscurs. C'est donc le juge qui statue par ordonnance, une fois que la commission lui aura adressé un rapport de ses délibérations. Son ordonnance n'est susceptible d'aucune opposition, mais l'action en sortie restera ouverte à tous les intéressés. Le caractère particulier de la décision consiste en ceci qu'elle ne sera jamais rendue qu'en l'état et ne préjugera pas le fond. C'est pourquoi elle ne peut admettre aucun droit de recours devant le tribunal.

On, évitera ainsi, multitude de recours, qui encombreraient inutilement le rôle du tribunal. Toutefois, il serait bon d'admettre une exception en faveur du préfet, qui pourrait toujours former opposition à l'ordonnance du juge, lorsque l'individu, mis en liberté, deviendrait un danger pour la sécurité publique. L'opposition du préfet devrait alors être portée devant la

chambre du conseil. A part cette exception, toute opposition serait impossible. Ce n'est pas à dire, pour autant, que les droits de l'aliéné seront négligés, puisque, dès le lendemain de la maintenue du placement, une instance en sortie peut être portée devant le tribunal, afin de lui rendre sa liberté.

Nous demanderions, aussi, que les frais et les formalités de la demande en sortie, soient en général atténués ; notamment, qu'une demande sur papier libre, sans l'intervention du ministère des avoués, suffise ; que la notification soit faite en la forme administrative ; que la décision soit ordonnée par la chambre de conseil, et enfin que son exécution ait lieu sur simple minute.

Section III. — **De la sortie de l'aliéné interné**

La question de la sortie soulève de sérieuses difficultés, selon que l'on envisage le point de vue de la liberté individuelle, ou le point de vue de la guérison du malade. La préoccupation du premier chef pousse à admettre, comme solution, que l'internement ne doit pas se prolonger indéfiniment sans être dûment justifié et que la sortie doit être concomitante à la guérison. Mais, la guérison du malade, dont la préoccupation est presque inconciliable avec la première, exige, aussi, que l'aliéné demeure dans l'asile tant que restent possibles des accès de folie, même intermittents. En pratique, il arrive aussi que l'on retient à l'asile l'individu même guéri, parce qu'il n'a pas de parents, ni travail à exercer, ni logis pour s'abriter.

En agissant de la sorte, l'administration obéit à un sentiment de haute philanthropie ; mais, si l'on conserve cet aliéné convalescent quelque part, que ce ne soit

pas avec les fous ordinaires ; qu'une section spéciale de l'assistance publique lui soit réservée.

Si aujourd'hui on garde dans les asiles certains malades dont l'état est à peu près normal, c'est parce qu'il n'existe pas encore d'organisme de protection, pour cette catégorie de convalescents.

Les principes commandent, aussitôt que le malade aura, après un traitement spécial et long, recouvré son équilibre mental, de le faire bénéficier de la sortie, afin qu'il puisse chercher du travail et se constituer un domicile. Mais quid s'il n'a pas de famille ; si ses amis l'ont oublié ? Le maigre pécule amassé à l'asile lui suffirait-il pour s'entretenir quelque temps ; ne tombera-t-il pas dans la misère noire, s'il est indigent ? La mise en liberté à laquelle il a droit, puisqu'il est redevenu sain d'esprit, serait une mesure des plus périlleuses, et on doit considérer jusqu'à un certain point comme justifiée, dans son intérêt même, cette séquestration prolongée, tant qu'il ne lui sera pas permis de s'assurer, lui-même, son bien-être matériel et moral.

Pour permettre à l'aliéné la réadaptation à la vie sociale, nous croyons qu'il faudrait lui appliquer le principe de l'institution des colonies familiales, du régime de l'asile ouvert aux maladies mentales. Lorsqu'il fut question, pour la première fois, de mettre en liberté des gens jusqu'alors soigneusement internés, on parut toucher à l'apogée du paradoxe. Des accidents, avec de graves responsabilités, devaient nécessairement en découler. Toutefois, la pratique est venue démentir ces prévisions. Les colonies familiales de Dun-sur-Auron, d'Ainay-le-Château donnent aujourd'hui les meilleurs résultats et leur fonctionnement

est merveilleux. Un médecin et des internes surveillent les malades laissés en liberté. Lorsque se produisent des manifestations suspectes, ils font rentrer immédiatement le malade. C'est un système qui consiste à laisser tous les malades qui peuvent vivre de la vie commune, dans une sorte de liberté, quitte à les faire réintégrer l'établissement, aussitôt qu'une lueur de folie réapparaît. Au début, on n'y mettait que des femmes hors d'âge, ou des hommes sur le déclin de la vie. Aujourd'hui, on progresse lentement ; on sort des limites premières, et la pratique donne, en tout ceci, un formel démenti aux conceptions pessimistes jadis émises. Ainsi, l'aliéné s'habitue peu à peu à vivre en liberté et à reprendre ses allures indépendantes, sous la surveillance incessante des médecins.

Pourquoi donc la loi ne favoriserait-elle pas et ne consacrerait-elle pas cette pratique bienfaisante ? Ne devrait-elle pas, comme en matière de placement, admettre deux phases dans la sortie : 1^o la sortie provisoire ou sortie d'essai ; 2^o la sortie définitive. La première, ne serait qu'une étape transitoire entre l'internement et la liberté complète. Pendant cette période intermédiaire, souvent funeste pour l'aliéné, on mettrait à l'épreuve son état de guérison. Le médecin de l'établissement aurait en cela pleins pouvoirs. Hâtons-nous de signaler en passant une exception à cette réglementation générale : lorsqu'on serait en présence de certains alcooliques volontaires, devenus déments, la sortie provisoire constituerait certes plutôt un danger qu'une heureuse innovation.

La sortie d'essai serait analogue à la sortie congé que certains médecins accordent, dans les hypothèses de folie intermittente qui, durant toute la vie d'un in-

dividu, se divise en accès de diverses sortes, s'échelonnant à des époques plus ou moins éloignées les uns des autres, et laissant entre eux des périodes de lucidité. Actuellement, beaucoup de médecins se refusent à accorder le bénéfice moral et matériel des sorties provisoires ; ils attendent que le législateur réglemente la situation matérielle à laquelle ont droit les aliénés, afin d'être eux-mêmes couverts, en cas de rechute. Ils hésitent à accorder aux malades curables arrivés à la convalescence, le privilège d'une certaine liberté, sous la forme de sortie d'essai, et aux aliénés incurables, mais doux et maniabiles, celui des congés, grâce auxquels, les malades conservent un certain pied dans leur famille, tentée peut-être de se désintéresser d'eux, au bout de quelques années. Le problème des sorties confine, donc, à celui des prolongations injustifiées de traitement et son importance est non moins grande.

Nous voudrions, aussi, que des secours soient apportés aux aliénés convalescents ou guéris. Ne serait-il pas désirable, en effet, que la commission des aliénés ajoutât à son activité matérielle, lors de ses visites, une sollicitude morale plus active. Ce but serait facilement réalisable si, parmi les membres de la commission, on faisait une sage répartition des malades. Un certain nombre d'aliénés serait attribué à chaque commissaire qui s'en occuperait plus spécialement, les visiterait, suivrait l'évolution de leur maladie et servirait de lien entre eux et leur famille ou leurs amis. Investi du droit de demander leur sortie, il serait chargé de les diriger et de les replacer dans leur milieu, selon les meilleures conditions. D'heureuses tentatives ont, d'ailleurs, déjà été faites dans cette

voie : des personnes charitables ont constitué des patronages qui prennent, à sa sortie de l'asile, l'aliéné convalescent ou guéri, afin de lui éviter des heurts trop brusques, des déceptions trop funestes pour son cerveau encore faible. Nous désirerions voir cette fonction humanitaire que de généreuses initiatives ont déjà exercée ici et là, consacrée légalement et devenir l'accomplissement d'un devoir social.

En principe, il importe d'accorder largement la sortie. Certaines personnes, selon nous, ont le droit de la requérir de plano : ce sont celles qui ont demandé le placement. Il y a, en effet, entre le placement et la sortie un parallélisme qui paraît s'imposer. Il faut laisser au préfet le pouvoir de la requérir, alors même qu'il n'a pas ordonné le placement. Aucun abus ne peut en découler. De même, nous réservons au préfet, aux membres de la commission, à la commission envisagée comme corps, et enfin au médecin de l'établissement, la faculté de former opposition à la sortie, en vue de sauvegarder la sécurité publique ou l'intérêt même du malade, lorsque la guérison n'est pas accomplie. Cette opposition serait jugée en chambre du conseil. Parmi les personnes qui peuvent, en tout temps, s'adresser à cette juridiction, pour demander la sortie de l'aliéné guéri, nous comprenons : les membres de la commission, la commission envisagée comme corps, les parents ou amis du malade et enfin le médecin de l'établissement.

La question de la sortie provoque à l'esprit des règles particulières en ce qui concerne une classe toute spéciale d'aliénés, dont nous dirons un mot ; il s'agit des « alcooliques chroniques avec accès aigu ». Leur délire est une cause très fréquente de crimes ou de sui-

cides. Aussi, désirerions-nous que les modes de traitement, les règles sur le séjour et la sortie applicables à ces individus fussent différents de celles entrevues jusqu'ici. En fait, leurs accès ont une courte durée, quelques semaines, quelques jours mêmes.

Il y a, en effet, chez l'alcoolique chronique, une débilité native où une faiblesse acquise de la volonté, qui le rend vite à ses habitudes. Si cet individu faisait une série de séjours dans l'asile sans se guérir, ses accès resteraient passagers, mais il ne contracterait aucune bonne habitude. Un premier internement ne l'avertirait pas suffisamment et ne préviendrait pas une rechute; ses troubles cérébraux réapparaissant motiveraient bientôt une seconde entrée; c'est le cas de nombreux aliénés dont l'état mental spécial, est connu sous le nom d'alcoolique récidiviste. Leur vie se passe soit en récidives répétées, soit en un séjour prolongé à l'asile. Si, en pratique, on ne les remet pas en liberté immédiatement après leur rétablissement, c'est que l'on craint une rechute rapide, à cause de l'instabilité de leur guérison, de l'influence persistante du toxique, d'une convalescence abstinentes à laquelle ils sont incapables de se soumettre. En agissant ainsi, on évite une récidive qui entraînerait des conséquences plus graves que celles de la première atteinte.

Il serait désirable que le tribunal, ou le juge, puisse fixer un temps minimum de séjour dans un asile, ou dans un quartier spécialement organisé. Sauf avis contraire du médecin, ces individus seraient soumis à un travail obligatoire. Pendant ce séjour s'écoulerait la période de leurs accidents aigus. L'établissement où ils seraient reçus n'aurait ni un caractère péni-

tentiaire, puisqu'il s'agit de malades, ni un caractère d'hospice ordinaire; ce serait une sorte d'établissement de correction. La fixation d'une durée de séjour forcé, avec l'obligation du travail, éveille, il est vrai, dans l'esprit l'idée de peine, exclusive de toute irresponsabilité. Mais si l'aliénation mentale entraîne l'irresponsabilité, l'alcoolique récidiviste n'est pas tout à fait un irresponsable, en ce sens qu'averti une première fois par les conseils du médecin et par l'opinion publique des dangers de la boisson, il doit prévoir la loi de rechute, s'il laisse volontairement libre cours à sa passion. Il est, sinon coupable, du moins responsable de se mettre ainsi en état de commettre un acte dangereux. Sans rechercher lequel de son état mental ou de son vice est le premier coupable, il suffit que sa volonté ait quelque part à la récidive et que le seul traitement possible soit un internement forcé, pour que l'on envoie son vice en correction, dans un établissement déterminé et que l'on soumette sa volonté à un régime spécial d'éducation.

On pourrait même aller jusqu'à établir pour les récidivistes incorrigibles une sorte de relégation, c'est-à-dire, instituer une colonie de ces anciens pensionnaires, soumis à un séjour forcé, dans un lieu où des mesures spéciales s'opposeraient à la présence de tout alcool.

Section IV. — Organes de contrôle et de surveillance en faveur des aliénés, d'après la loi de 1838, et selon les desiderata nouveaux.

Des inspections. — L'art. 4 de la loi de 1838, nous l'avons déjà dit plus haut, désigne le préfet, ou son délégué, le président du tribunal, le procureur de la

République, le juge de paix, le maire de la commune, pour faire des visites dans les établissements d'aliénés; recevoir les plaintes et prendre tous les renseignements propres à connaître la situation des malades.

Cet article avait été déjà, lors de son vote devant les Chambres, l'objet d'attaques des plus vives. On doutait du zèle de ces fonctionnaires à s'acquitter scrupuleusement de leur mission. Mais, malgré l'opinion contraire des conseils généraux, le triomphe resta au système de l'inspection, tel que nous l'allons voir.

Les fonctionnaires, appartenant soit à l'administration, soit à l'ordre judiciaire, ont, chacun dans leur sphère, le droit de faire connaître les abus et même de les réprimer directement. Les observations que les aliénés peuvent leur adresser sont, en principe, de deux sortes : les unes sont générales et portent sur le régime de l'établissement; elles sont de la compétence de l'autorité administrative; les autres sont relatives aux personnes. S'il y a abus administratif, l'administration locale est là; s'il y a enquête judiciaire, les tribunaux auront à statuer (Moniteur 9 fév. 1838).

C'est le sous-préfet, en fait, substituant le préfet, qui est délégué par lui d'une façon permanente pour visiter les asiles et se rendre compte si l'ordre y est complet, et les soins donnés avec exactitude. Il peut y avoir encore des délégations spéciales pour des cas exceptionnels, notamment, lorsqu'il y a des innovations à introduire dans le régime de l'établissement; pour la construction d'asiles publics, imposée à l'administration ou aux directeurs d'établissements privés.

Nous savons déjà que l'art. 31 de la loi de 1838 a créé, en outre, auprès de chaque établissement public,

une commission de surveillance qui agit dans la sphère de la délibération. Elle est chargée notamment d'une double fonction : 1^o de la surveillance générale de l'établissement ; 2^o de donner son avis sur toutes les questions qui peuvent intéresser le régime intérieur de l'établissement (gestion de ses biens, travaux à entreprendre, procès à soutenir, etc. (ordon. de 1839, art. 1, 4, 5).

Elle a un rôle purement consultatif. Son caractère diffère essentiellement de celui des commissions administratives des hôpitaux ou hospices, qui délibèrent et administrent en même temps. Ici l'administration appartient exclusivement au directeur de l'établissement qui est seul responsable.

Quant à l'étendue et la nature du droit de surveillance de la commission, il est assez mal déterminé. On a cru pouvoir s'autoriser des art. 8 et 65 de l'arrêté de 1857, pour soutenir qu'elle est investie, en général, des droits de surveillance qui appartiennent à l'autorité publique. Il est certain qu'aucune de ces dispositions n'est relative à la surveillance personnelle des aliénés. Elles ne donnent à la commission qu'une mission purement administrative et financière, dans l'intérêt des départements.

L'art. 31 de la loi leur confie, il est vrai, dans une certaine mesure, la surveillance des biens des aliénés, mais il se garde bien de leur confier le soin de leur personne. On peut donc dire que l'art. 4 de l'ord. de 1839, en énumérant ses différentes attributions, a précisément omis la plus importante.

Il y a évidemment une grave lacune dans notre législation ; il serait désirable que la commission fût investie d'attributions plus importantes ; que chacun

de ses membres remplisse, personnellement, une partie de la mission dont la commission a collectivement l'attribution.

En fait, les commissions de surveillance accomplissent fort mal, paraît-il, les fonctions relatives à l'administration provisoire des biens. A Paris, les attributions d'administrateurs provisoires sont confiées à un chef de bureau à la préfecture de la Seine (Rapport de M. Roussel p. 99).

Depuis la loi de 1838, il est à signaler quelques réformes apportées à la surveillance des aliénés. Le décret du 20 novembre 1848, réorganisant l'inspection générale des services administratifs l'a réparti en trois sections, et créa une section spéciale pour le service des aliénés. Elle devait comprendre trois inspecteurs, choisis parmi les médecins ayant exercé pendant 5 ans les fonctions de médecin dans un asile public comptant au moins cent malades.

L'inspection générale du service des aliénés est sans contredit un mode de surveillance offrant des garanties plus sérieuses que le contrôle de commissions irresponsables, ou celui de fonctionnaires locaux qui manquent de connaissances essentielles, au point de vue théorique.

Un décret du 15 janvier 1852 modifia, de nouveau, le cadre des inspecteurs généraux, en y faisant entrer un inspecteur de première classe, un inspecteur de seconde classe et un inspecteur adjoint.

Si l'inspection générale de ce service n'a jamais fonctionné d'une façon satisfaisante, cela tient moins au recrutement des inspecteurs qu'à leur caractère de délégués du ministre. Ils n'agissent, en effet, pas en vertu d'un droit qui leur est propre et que leur con-

fère leur nomination; mais en vertu d'une délégation spéciale du ministre, sans laquelle la porte des établissements leur resterait fermée.

L'inspection ne se faisant d'ailleurs, qu'à des moments prescrits par des règlements (mois de mai), il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elle n'ait jamais produit que des résultats médiocres.

On a toujours considéré comme légitime le reproche fait au législateur de 1838, d'avoir manqué de sagesse en confiant à trop de personnes, le soin de visiter les établissements d'aliénés, sans en investir aucune d'une mission bien déterminée et sans faire peser sur elle quelque responsabilité.

D'autre part, on a reconnu que les résultats donnés par les commissions de surveillance ont été trop souvent médiocres, sinon nuls. Ces commissions n'ont pas l'utilité que l'on serait en droit d'exiger d'elles, parce qu'elles n'ont pas été instituées pour contrôler des admissions, des maintenues et des sorties, et qu'elles administrent mal les biens personnels des aliénés qui leur sont confiés.

La nécessité d'apporter une réforme radicale à cet état de choses, s'imposait. Aussi, la commission du Sénat, dans ses séances des 14 décembre 1886 et 11 mars 1887, a dans ce but, organisé un système, entièrement nouveau, de surveillance. Cette surveillance devait être attribuée dans chaque département à une commission permanente, comprenant à la fois des hommes de loi, pour veiller aux intérêts privés de l'aliéné et un médecin aliéniste, fonctionnaire de l'Etat, pour constater l'état pathologique (art. 4 de ce projet). Au dessus de ces commissions départementales, se trouvait l'inspecteur général du service devant garantir le fonc-

tionnement des établissements spéciaux. Enfin, un comité supérieur, siégeant à Paris, devait en même temps, assurer l'unité de direction du service et éclairer l'administration dans tous les cas difficiles (art. 12 et 13).

L'idée de la création d'une commission permanente dans chaque département, ne fut pas adoptée par le Sénat. On fit remarquer que sur 5 membres de cette commission, un seul, le médecin, serait nommé par l'administration ; que des conflits graves pourraient en résulter et qu'il importait de ne pas abriter la responsabilité du préfet et du ministre derrière les décisions d'une commission irresponsable. Mais le Sénat, d'accord avec le gouvernement, s'arrêta à la combinaison suivante : aux commissions permanentes, il substitua des agents responsables, chargés de la surveillance de la personne et des biens des aliénés. Dans chaque département, un ou plusieurs médecins, nommés par le ministre sur une liste de présentation, dressée par le comité supérieur des aliénés, seraient chargés, chacun dans sa circonscription, d'assurer, sous l'autorité du préfet, l'exécution de la loi et des règlements ; de contrôler le placement, le séjour et la sortie des aliénés, tout en veillant à la protection de leur personne, de concert avec le curateur. Dans le même département, une ou plusieurs personnes, nommées par le ministre de l'intérieur, sur une liste dressée par le tribunal civil du chef-lieu, rempliraient, chacune dans sa circonscription, vis-à-vis des malades, les fonctions de curateur à la personne. Pour les aliénés étrangers au département, s'il y avait plusieurs curateurs, la désignation du curateur serait faite par ordonnance du Président du tribunal, (art. 10).

Quant aux inspections et visites des personnes énumérées à l'art. 4 de la loi actuelle, le Sénat et sa commission ont reconnu qu'il n'était pas possible, en principe, de refuser le droit d'étendre leur vigilance existante sur les établissements d'aliénés, à des fonctionnaires et à des magistrats qui sont chargés, par la loi, de la police générale et de la protection de la liberté individuelle. Aussi, l'art. 11 du projet consacre, à nouveau, le principe de l'inspection des établissements par les autorités locales. Le Préfet du département est tenu de visiter une fois par semestre les établissements publics ou privés; le Procureur de la République, au moins chaque semestre; le Président du tribunal, le Juge de paix, le Maire peuvent les visiter quand ils le jugent utile.

On reconnaît depuis longtemps que l'absence d'une institution analogue à celle du Board of commissioners in lunacy, qui fonctionne en Angleterre avec tant d'éclat, est une des lacunes les plus graves de notre législation. M. de Crisenoy disait, en 1881, dans un Mémoire adressé à la Commission extra-parlementaire, que le conseil supérieur devrait être la base et la sauvegarde du nouvel ordre de chose; qu'il contenait le germe de toutes les améliorations et de tous les progrès.

Les médecins aliénistes, l'Académie de médecine se sont depuis longtemps prononcés en faveur de cette création. « Nous voudrions, disait à l'Académie M. Blanche, en 1884, que toutes les affaires concernant les aliénés, vinssent aboutir au ministère de l'intérieur et qu'en tête du service fût placé un Conseil supérieur ».

Malgré certaines réserves, le gouvernement, adop-

tant l'avis de sa Commission, ratifia, en 1837, le désir de l'Académie. Son projet comprenait un Comité supérieur des aliénés, placé auprès du ministère de l'intérieur, composé d'un membre du Conseil d'Etat, d'un membre de la Cour de Cassation, d'un membre de l'Académie de médecine, du Procureur général de Paris, du Professeur de médecine mentale à la Faculté de Paris, d'un Directeur au ministère de l'intérieur, enfin des Inspecteurs généraux du service des aliénés (art. 13 du rapport de M. Roussel, p. 136).

Ce Comité supérieur reçoit communication de toutes les pièces, documents et rapports, transmis par les Préfets. Il donne son avis sur les règlements particuliers, sur les plans et les projets de construction générale ou partielle des asiles, sur les traités passés par les départements pour le traitement de leurs aliénés indigents, sur les tarifs des prix de journée des aliénés, sur les autorisations à accorder aux asiles privés et sur toutes les mesures propres à assurer l'exécution des lois et règlements, concernant le service des aliénés. Il reçoit, chaque année, du ministère de l'intérieur, communication du rapport général qui sera présenté par le ministère, publié au *Journal Officiel* et distribué aux Chambres (art. 13 du projet de 1837).

Ce projet du Sénat fut révisé par la commission de la Chambre des députés, en 1838. Mais, en ce qui concerne l'inspection et la surveillance des aliénés, la Chambre n'apporta pas de grandes modifications. Elle admit aussi la création d'une commission de surveillance, composée d'éléments judiciaires et administratifs. Cette commission est chargée: 1° de remplir les fonctions de conseil de famille, à l'égard des personnes placées dans tout asile et non pourvues d'administrateur judi-

ciaire ou datif ; 2° d'exercer auprès de ces asiles une surveillance administrative et financière ; 3° de contrôler, dans les asiles, le régime des aliénés ; l'exécution des règlements qui leur sont relatifs et des traités passés entre eux et les départements. Lorsque la Commission de surveillance du département n'a désigné personne pour gérer les biens des aliénés, une ou plusieurs personnes, nommées par le ministre de l'intérieur, sur une liste dressée par le tribunal civil du chef-lieu, rempliront, chacune dans sa circonscription, vis-à-vis des aliénés, les fonctions d'administrateur provisoire aux biens (art. 10). L'article 12 concerne aussi l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du service des aliénés. Enfin, le projet de 1898 rattache les inspecteurs généraux des services d'aliénés au Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Nous serions désireux de voir se créer les trois organes suivants de surveillance et de contrôle en faveur des aliénés :

1° La Commission des aliénés, dont nous avons déjà parlé au cours de ce travail ; son utilité est de garantir la liberté individuelle, surtout en matière de placement et de sortie. Elle exerce, par l'intermédiaire des inspecteurs départementaux, une surveillance permanente sur les établissements. Ceux qui font partie de cette commission deviennent, virtuellement, pour un certain nombre des curateurs à la personne.

2° Le Conseil central des aliénés. — En font partie de droit les inspecteurs généraux. Le conseil statue, sur le point de savoir si l'établissement privé remplit les conditions nécessaires à son ouverture. Il

reçoit les rapports des inspecteurs généraux et statue sur la fermeture des asiles.

3° Les inspections générales des aliénés. — Elles sont faites par des inspecteurs généraux des aliénés.

Ils ont le droit de s'enquérir des modes de traitement employés dans leur ensemble et peuvent transmettre sur ce point un rapport au conseil central des aliénés. Ils préviennent, et surtout font cesser, quand ils se produisent, les internements arbitraires ; ils procurent aux aliénés la protection qui leur est nécessaire et leur évitent des internements arbitraires.

Nous voudrions aussi qu'un contrôle s'étendît aux maisons de santé, ouvertes librement, qu'on appelle : maisons d'hydrothérapie. Elles existent, aujourd'hui, à côté des établissements soumis à la surveillance des autorités. Ces maisons d'hydrothérapie renferment, en effet, surtout des hystériques qui, au cours de leur traitement, deviennent aliénés. D'autre part, ces maisons de santé servent, en quelque sorte, d'antichambres pour l'aliéné avant de passer dans un asile proprement dit. Leur création a un intérêt d'ordre privé pour les familles, en ce que celles-ci ne subiront pas de tare du fait du malheur qui les frappe. Mais le danger pour l'aliéné consiste précisément dans ce passage d'un lieu dans un autre, sans formalités ni contrôle ; aussi, il est à craindre que le placement dans une maison d'hydrothérapie ne dérive en un internement arbitraire, et que des individus, ne jouissant plus de leur libre arbitre, y soient maintenus pour être exploités, car ces maisons ouvertes à tous, sans contrôle, échappent assurément aux règlements des maisons de santé.

Ces établissements d'hydrothérapie ne sont pas les seuls où les abus sont possibles. La folie peut encore survenir soit dans des cliniques d'accouchement, soit dans les maisons où l'on pratique des opérations. Nous serions d'avis que l'on imposât à tous les hôpitaux et maisons de santé, un contrôle normal de médecins inspecteurs aliénistes, et nous concluons volontiers que : 1° dès qu'une personne deviendra aliénée dans un établissement quelconque, son directeur devra en faire une déclaration à l'administration ; 2° que les inspecteurs généraux auront le droit d'entrer dans tout établissement, où un abus sera signalé, et enfin, 3° que seront soumis à l'inspection générale tous les établissements destinés au traitement des maladies du système nerveux.

L'inspection générale doit avoir pour but, avant tout, l'intérêt de la guérison du malade. Elle portera, par conséquent, sur la tenue générale des établissements et la façon dont les services y sont organisés ; sur la manière dont on y observe les règles essentielles de l'hygiène et de la thérapeutique moderne, et enfin sur le point de savoir si le traitement du malade correspond à son état et ne compromet pas sa santé. Il ne faut pas, toutefois, permettre des investigations trop minutieuses pour contrarier l'indépendance très large dont doit bénéficier le médecin traitant.

On peut ne pas se préoccuper des détails de tel ou tel traitement d'une maladie en particulier ; mais quid des procédés de traitement en général, comme celui de la camisole de force ou d'autres ? Ce traitement a été longtemps admis pour certains aliénés : il est, aujourd'hui, reconnu comme dangereux pour quelques

agités qui, si on le leur imposait, occasionnerait certainement la mort.

On ne doit donc pas permettre aux inspecteurs de s'immiscer dans le traitement des malades, en ce sens, qu'ils ne jouiront à cet égard d'aucun pouvoir de contrainte. Mais il ne faut pas non plus que l'on puisse, sous couleur d'indépendance scientifique, employer tels procédés aboutissant à des abus flagrants, à des aggravations d'état ou même à la mort des malades. Les inspecteurs pourront s'enquérir des conditions d'ensemble des traitements et transmettre, si des abus sont constatés, un rapport au conseil central des aliénés, mais leur décision n'aura jamais de caractère définitif.

CHAPITRE II

Réformes et critiques de la loi de 1838 relatives à la protection des intérêts pécuniaires

Occupons-nous, dans ce deuxième chapitre, des critiques adressées à la loi de 1838 ; au point de vue de la garantie des biens de l'aliéné ; puis exposons les réformes que comporte la matière.

La loi de 1838 est aussi défectueuse et incomplète dans ses dispositions relatives à la gestion du patrimoine et à la capacité juridique des aliénés, que nous l'avons montré précédemment, en ce qui touche la liberté individuelle. Mais on peut dire que l'opinion publique ne s'est jamais autant émue du second point de vue qui va nous occuper que du premier.

On lui reproche les conséquences exorbitantes qui sont attachées au simple placement dans un établis-

sement d'aliénés. Le nouvel interné perd, en effet, l'exercice de ses droits politiques et civils : il ne peut plus ester en justice ; il est dépouillé, sans jugement, des attributs de la puissance paternelle et maritale.

Comment la loi a-t-elle pu permettre des conséquences aussi graves, puisqu'elle reconnaît que l'individu, quoique séquestré, peut jouir parfaitement de sa raison à certains moments ? Il est bizarre que celui-ci se trouve alors dans une situation plus fâcheuse que celle réservée à l'interdit, après décision de justice.

L'interdit en tutelle est, en effet, fortement protégé dans la représentation de son tuteur ; aussi, les tiers n'hésiteront-ils pas à traiter avec de telles garanties. — En ce qui concerne l'individu interné, au contraire, l'action en nullité que la loi lui réserve a ce funeste effet, de l'isoler en dehors du cercle des transactions civiles, et d'éloigner les tiers de toute relation avec lui.

Entrons dans quelques détails. La protection des intérêts pécuniaires des aliénés, en effet, éveille à l'esprit un double problème : celui de l'administration des biens et ensuite celui de la capacité des aliénés internés. Nous allons les aborder dans les deux sections suivantes :

Section I. — **De l'administration des biens**

A. — Administration provisoire

Les dispositions de la loi de 1838, relatives à l'administration des biens, présentent des complications et des lacunes ; il y a trop d'agents à qui sont confiés les intérêts de l'aliéné, pour que celui-ci trouve

une complète et efficace protection. A part le notaire, qu'on ne désigne qu'à défaut d'administrateur provisoire, on rencontre autour de l'aliéné : 1^o un administrateur provisoire ; 2^o un mandataire ad litem, et 3^o un curateur. Le mandataire ad litem n'est nommé que s'il y a un procès à soutenir. L'administrateur provisoire légal fait défaut aux individus placés dans un établissement d'aliénés ; enfin, l'administrateur judiciaire n'apparaît que si sa nomination a été provoquée devant le tribunal.

Les pouvoirs de l'administrateur sont mal définis et trop restreints. Combien d'administrateurs provisoires sont incompetents, et, parmi ceux qui offrent quelques garanties de science et d'expérience, que de lacunes dans les pouvoirs qui leur sont conférés ! Le tribunal ne peut même pas suppléer à l'insuffisance de la loi !

Le seul moyen légal d'arriver à une administration régulière est de recourir à l'interdiction. Mais, nous savons déjà que cette mesure répugne aux familles, parce qu'elle implique une procédure longue, coûteuse et entourée d'une trop grande publicité ; qu'elle est une sorte de décapitation légale pour celui qui la subit, et qu'il sera toujours douloureux pour lui, une fois guéri, d'en faire prononcer la main-levée. L'interdiction offre, en effet, de très grands inconvénients. Si, par exemple, une succession est échue à un aliéné interné, celui-ci ne peut ni l'accepter ni la refuser ; il faudra que les intéressés provoquent l'interdiction (art. 509 et 461). La succession ne pourra être acceptée qu'à une double condition : 1^o avec l'autorisation du conseil de famille ; 2^o et sous bénéfice d'inventaire. Il est à redouter que les frais occasionnés

par le partage et la vente des biens n'absorbent tout l'actif de la succession.

Il peut aussi arriver que l'interdiction soit impossible à obtenir : notamment, lorsque l'aliéné n'a pas de parents pour la provoquer et qu'il n'est pas dans un état habituel de démence (art. 489 et 490 C. c.). Comment seront administrés définitivement les biens de cet individu ?

Le législateur doit offrir à l'aliéné un système qui réunit tous les avantages de l'interdiction, et qui en exclut les inconvénients.

Nous savons que l'idée du législateur de 1838 était d'établir un régime purement provisoire qui dût forcément aboutir à l'interdiction, régime vraiment définitif ; mais ses prévisions ont été déçues par la répugnance des familles pour l'interdiction ; de sorte qu'aujourd'hui, c'est ce provisoire qui, en fait, dure indéfiniment.

Il faut donc remplacer l'interdiction par un régime analogue en l'entourant des plus sérieuses garanties, et étendre les pouvoirs trop insuffisants de l'administrateur.

Non seulement la loi de 1838 n'a pas assez étendu les pouvoirs de l'administrateur légal, elle a manqué aussi d'organiser un contrôle sérieux et actif sur sa gestion. Elle aurait dû l'obliger à rendre, chaque année, à la Commission de surveillance, un compte détaillé de ses travaux, précédé, pour chacun des aliénés, de l'énumération des biens qu'il a administrés, avec l'indication tant de leur valeur que de leur qualité. Si, en outre, la Commission recevait, en même temps, du receveur, un état des sommes perçues pour le compte de l'aliéné, avec les dates, le montant des

recouvrements et les noms des personnes sur lesquelles ils ont été opérés ; si un extrait de ces compte et état était joint par le directeur de l'asile au dossier de chaque malade, on arriverait, d'après nous, à obtenir le maximum de garanties, de la part de l'administrateur. Soumis à un pareil contrôle, il serait obligé d'apporter tous ses soins à la sauvegarde des intérêts pécuniaires des aliénés. Ainsi, le directeur de l'asile serait à même de connaître les ressources de ses pensionnaires et les dispositions des familles à leur égard. Il fournirait au préfet le chiffre de la fortune, tant en titres qu'autrement, de chaque aliéné lors de son entrée dans l'asile ; il l'informerait qu'il en a prescrit le dépôt chez le receveur.

Une autre objection, qui a beaucoup de force, est faite à la loi de 1838. On lui reproche d'avoir limité le bénéfice de l'administration provisoire légale aux aliénés placés dans des asiles publics. C'est là, en effet, une grande lacune, car souvent les établissements privés renferment des personnes qui ont des intérêts pécuniaires considérables. Les familles n'usent guère, en fait, de la faculté que la loi leur a réservée, de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire à leur parent placé dans un asile privé. Elles gèrent ses biens sans mandat, sans contrôle et sans surveillance.

Afin de mettre au-dessus de tout soupçon les familles qui gardent entre leurs mains la fortune de l'aliéné, il faut leur imposer un sérieux contrôle. Le principal motif des séquestrations arbitraires est la main-mise sur la fortune du malade. On cherche une déchéance, une incapacité pour empêcher un testament, une reconnaissance d'enfant naturel, un mariage, qui peut menacer des héritiers.

En organisant un sérieux contrôle sur la gestion des administrateurs provisoires et en n'admettant, nulle part, une gestion sans surveillance, on arriverait tout d'abord, à empêcher souvent des séquestrations arbitraires et, ensuite, à garantir efficacement les intérêts des malades.

Quel est l'état des nouveaux projets de loi sur l'administration des biens ?

Tous les projets admettent cette idée que l'interdiction est aujourd'hui tombée en désuétude, et qu'elle mérite d'être remplacée par une institution plus conforme à l'état des mœurs modernes.

Ils sont aussi d'accord pour imposer une administration provisoire à tous les aliénés, sans distinction d'asiles. En cela, ils comblent une lacune considérable de la loi de 1838.

Les projets de 1882 et 1884 imposaient un administrateur provisoire à tous les aliénés placés dans quelque établissement que ce fût. Rappelons en passant qu'ils assimilaient à un asile privé la maison où est soigné un aliéné ; c'était attribuer, par conséquent, à ce dernier la protection d'un administrateur provisoire, à moins toutefois, qu'il ne reçût des soins dans sa propre famille.

Le projet de 1887, en soumettant la maison où est traité un aliéné à la formalité d'une déclaration au parquet, ne l'assimile plus à un établissement privé et ne crée plus en faveur du malade un administrateur provisoire.

Aucune réglementation n'intervenait pour l'administration des biens des aliénés soignés dans leur famille. Quand la séquestration se prolonge, on exige bien une déclaration analogue à celle de toute mai-

son privée. Mais cette déclaration n'a pas l'avantage d'entraîner la nomination forcée d'un administrateur. Il est vrai que, dès qu'il y aura déclaration, l'attention du parquet sera éveillée, et que le procureur de la République sera au nombre des personnes qui pourront provoquer la nomination d'un administrateur.

Quant à la désignation de l'administrateur provisoire, on peut ramener les différents projets à quatre principaux systèmes.

a) Le projet de 1882 (art. 45 et 46) distingue suivant qu'il s'agit d'établissements publics ou privés. Pour les premiers, il reproduit le système de 1838, c'est-à-dire l'administration légale déférée aux commissions de surveillance, avec possibilité de déléguer l'administration à l'un de leurs membres. Pour les aliénés retenus dans un établissement privé, chaque année, le président du tribunal désigne une ou plusieurs personnes, par exemple, des hommes d'affaires de la région, à qui est dévolue l'administration provisoire. Désignés par avance, leur investiture aurait lieu de plein droit lors du placement, sans délai ni intervalle, par le seul fait de leur nomination judiciaire.

b) La Commission du Sénat de 1884, tout en admettant l'idée d'une grande commission permanente pour centraliser, dans tout le département, le contrôle et la surveillance de tous les asiles, a considérablement simplifié son organisation. C'est la commission permanente qui devait être chargée de l'administration légale de tous les aliénés (art. 54), dans quelque établissement qu'ils fussent. A côté de cette administration légale, on admettait bien une administration judiciaire et dative, susceptible d'être provoquée par la

famille ou même par l'administrateur provisoire et le procureur de la République. C'était au tribunal à nommer cet administrateur définitif : ses pouvoirs devaient être les mêmes que ceux du tuteur (art. 59 et 61). Cette administration permanente et définitive dès le début, ressemblant à l'interdiction, avait le grave inconvénient d'être imposée sans délai, sans période d'attente et sans formalité.

c) Le projet du Sénat de 1887 et ceux qui l'ont suivi ouvrent une phase nouvelle. On rejette le système de la commission permanente et on ne fait plus de distinction suivant les établissements, comme en 1882. On va admettre le système de la liste judiciaire, dressée par avance, par le président du tribunal. C'est le Ministre de l'intérieur qui désignera, d'après cette liste, une ou plusieurs personnes destinées à servir de curateur à la personne. Et le Sénat attribuait de droit au curateur à la personne, la qualité d'administrateur provisoire, sauf exception pour le mari.

A côté de cette administration légale, subsistait l'administration judiciaire et dative, dont la nomination du titulaire reste faite par le tribunal. Mais, on a voulu qu'une fois nommé, cet administrateur eût les mêmes pouvoirs que ceux de tuteur de l'interdit, et partant qu'une part d'activité fût laissée au conseil de famille. Aussi, le projet autorisa-t-il les proches parents à demander, sur requête, que cet administrateur datif fût nommé par le conseil de famille (art. 55).

d) Enfin, apparaît en 1891, le système proposé par M. Reinach et rapporté par M. Lafont. Il reproduit, sauf une légère modification, le système précédent. On remplace le curateur à la personne par l'administrateur provisoire. On ne les confond plus l'un avec

l'autre, parce que le premier doit surveiller le second. On exige deux listes dressées par le Ministre de l'intérieur ; celui-ci choisit sur l'une, les personnes destinées à servir de curateurs à la personne, et sur l'autre celles destinées à remplir les fonctions d'administrateur provisoire (art. 10 et 50 du rapport de Lafont à la Commission de la Chambre en 1894). Ce qui caractérise donc ce système, c'est que l'administrateur provisoire est distinct du curateur à la personne, comme sous le régime de la loi de 1838.

A partir de cette proposition de la Commission de la Chambre des Députés de 1894, on substitue à la liste d'officiers ministériels, dressée par le président du tribunal, les commissions de surveillance, en les investissant de l'administration légale, mission que quelques-uns de leurs membres, à ce destinés, rempliront en leur lieu et place. Ce n'est qu'à défaut de désignation faite par cette commission, qu'on en revient à la liste dressée par le président du tribunal.

Nulle part dans les projets, nous ne voyons l'administration provisoire légale déférée de droit à un parent. C'eût été, d'ailleurs, un système inadmissible. On laisse à la famille le droit de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire ou datif ; elle peut choisir un proche parent pour remplir ces fonctions ; mais comme l'administration se transforme et devient par là même définitive, les projets n'ont pas cru utile de déléguer légalement l'administration provisoire à la famille.

Il ne faut pas, certes, la déssaisir d'un droit que le tribunal lui accordera, s'il estime qu'elle ne mérite pas de suspicion. L'état morbide peut n'être que passager, et ne pas justifier l'organisation d'une adminis-

tration judiciaire définitive. Il faudrait que l'administration provisoire pût être déferée à d'autres qu'aux personnes désignées sur la liste administrative ; que, pour chaque cas individuel, le tribunal désignât l'administrateur, soit parmi les membres des commissions de surveillance, soit parmi les officiers ministériels, portés sur la liste dressée par le tribunal, soit, enfin, parmi les parents ou amis de l'aliéné. Il s'agirait bien encore d'une administration de caractère légal, en ce sens qu'elle serait imposée par la loi, mais elle deviendrait une administration judiciaire par son mode de désignation. Pour maintenir toutes les garanties, il serait désirable que le tribunal ne se dessaisît jamais de son droit de désignation, même au profit du conseil de famille, car c'est au début du placement surtout, que les suspicions présentent un danger et que les irrégularités sont à craindre.

Le système de la désignation judiciaire peut, il est vrai, entraîner des longueurs, alors que s'impose une investiture immédiate et de plein droit, au moment même du placement. Mais la crainte de trop longs délais serait écartée par la présence du juge des aliénés s'il nommait l'administrateur.

Le système de la désignation d'avance des personnes qui seront affectées à l'administration éventuelle des biens de tous les aliénés placés, est des plus défectueux. Il y aurait un ou deux administrateurs désignés pour chaque établissement public du département et en outre, un administrateur attribué à chaque établissement privé. Mais, conçoit-on que là où il s'agit de personnes ayant de grosses fortunes, un seul individu puisse se charger de l'administration de tous

les patrimoines appartenant aux aliénés contenus dans un même établissement ?

Les projets nouveaux réservent l'administration judiciaire, au cas où il s'agit d'une administration permanente et définitive ; ils imposent, dans tous les cas, en attendant, l'administration légale, qui restera un provisoire et sera réduite à ce qui est le strict nécessaire.

Ils n'ont pas songé à établir une différence entre le provisoire et le définitif. En créant ces administrations, on les a laissées aux choix des familles. On ne peut les expliquer que par une différence entre les classes sociales et les fortunes.

On pensait que l'on pourrait confier à un seul administrateur légal, le soin de tous les biens des aliénés placés dans l'asile public ; on les soumettait donc à l'administration légale qui était à la fois provisoire et définitive, ou plutôt qui n'était que provisoire.

Quant à l'administration judiciaire, on la réservait aux gens riches ; aucune condition ne l'imposait, et elle s'appliquait aussi bien à une situation temporaire que définitive. Elle devait surtout être conférée aux aliénés placés dans un asile privé.

L'administration légale n'existe jamais au profit de la famille, sauf en faveur du mari, qui n'est pas séparé de corps. Si cette solution s'impose sous les régimes matrimoniaux qui confèrent au mari l'administration des biens de la femme, ce serait aller un peu loin de l'admettre, lorsqu'il y a séparation de biens pure et simple. Au cas de séparation judiciaire, on peut penser qu'il existe par avance, à l'encontre du mari, certaines défiances qui, par elles-mêmes, devraient faire écarter tout système d'administration en

sa faveur. En adoptant, au contraire, le système de désignation judiciaire, le juge restant libre, dans tous les cas, d'investir le mari, tous les intérêts seraient sauvegardés.

Ainsi, l'administration judiciaire provisoire serait plus avantageuse que l'administration légale, admise par les projets actuels. Entre autres avantages, elle aurait celui de ne pas concentrer entre les mains d'une ou plusieurs personnes seulement, toutes ces gestions patrimoniales. Enfin, elle n'enlèverait pas brutalement tout espoir aux familles de conserver la possession des biens de leur malade en les acculant à demander l'administration définitive et permanente, comme celle qui résulte de l'interdiction.

Quelles raisons de fond ont poussé les auteurs de différents projets à écarter tout système d'administration provisoire, par voie de nomination judiciaire ?

Ils ont voulu enlever à la famille toute possibilité d'administrer provisoirement tant, au moins, que l'administration définitive ne serait pas constituée. Il y a certes des cas où la présomption de défiance contre les membres de la famille paraît justifiée ; aussi, a-t-on cru indispensable de sacrifier les hypothèses normales à celles qui pourraient présenter des abus et des dangers. On a songé que si on laissait au juge le droit d'investir les parents, ceux-ci le deviendraient presque forcément, de telle sorte que, pour résister à la demande, de la famille, il faudrait plus que de simples présomptions, mais de véritables soupçons ; et on n'a pas voulu frapper la famille d'une sorte de déchéance devant l'opinion, lorsque le juge refuserait le mandat qu'on lui demande, dans les cas d'indignité avérée seulement et non pas dans les cas douteux.

Il y a une autre raison que l'on a prise en considération. On s'est préoccupé de l'effet résultant des mesures prises sur l'esprit du malade. Celui-ci peut être un de ces persécutés-persécuteurs qui se défient des membres de sa famille. Qu'un de ces aliénés sache ses biens aux mains de ses prétendus ennemis, cela seul suffira pour détruire l'efficacité de son traitement.

Telles sont les idées auxquelles ont obéi les auteurs des projets, pour enlever l'administration provisoire à la famille de l'aliéné. Ils s'en tiennent encore à la pensée que l'administration légale reste un provisoire limité à ce qui est simple et urgent. Pour une gestion compliquée ou devant se prolonger, c'est l'administration définitive qu'il faut organiser; or, comme l'administration définitive est judiciaire, il faut que l'administration provisoire, qui en diffère, soit légale. Mais ne peut-on pas prévoir de grosses complications, des formalités et des frais tout à fait inutiles, occasionnés par ce déplacement successif de gestion, alors que bientôt tout aboutira à une administration définitive, au profit de la famille? L'éventualité d'une administration définitive, s'organisant dès le début, ne serait pas à craindre, si l'administration provisoire s'imposait à tout aliéné, tant que la commission de surveillance n'aura pas donné son avis; que les médecins experts ne se seront pas prononcés sur les chances de durée de placement; en effet, très souvent, il ne s'agit que d'une crise provisoire, à laquelle doit correspondre logiquement une administration aussi provisoire. Or, pourquoi celle-ci ne pourrait-elle pas être déférée judiciairement aux membres de la famille; pourquoi créer à leur encontre quelque chose

d'injurieux, dans cette sorte de dessaisissement forcé?

Le resultat auquel aboutissent, en fait, les nouveaux projets, est que les familles riches, qui répugnent à se séparer de leurs aliénés, se refuseront de plus en plus aux traitements donnés au dehors et garderont, le plus possible, les malades à domicile, cherchant à cacher leur véritable maladie, pour échapper aux rigueurs de la loi, au risque de compromettre, ainsi, le traitement et la guérison définitive.

Si l'on veut encourager les familles à accepter le placement, avec l'administration forcée des biens, il ne faut pas les menacer d'une déchéance immédiate.

Il faut non seulement prévenir les placements sans cause, mais aussi éviter les placements tardifs, et ceux qui n'interviennent jamais. C'est dans le délaissement progressif des malheureux, soignés à domicile, que résident les abus les plus graves. Il faut à tout prix faire que la tendresse et la pitié pour le malade qui déraisonne, ne se change peu à peu, chez les parents, en un sentiment de gêne, très proche de l'abandon et de l'indifférence.

Il nous semble que tout serait sauvegardé si l'on exigeait, pour la nomination de l'administrateur provisoire, l'avis préalable du médecin. Le juge pourrait toujours s'appuyer sur un motif de thérapeutique, pour faire prévaloir les raisons d'opportunité, sans qu'il en résulte aucune impression de déchéance, ni même de défiance, à l'encontre de la famille.

Et pour parer au danger d'irrégularités, lorsque la famille restera investie de l'administration, il suffirait d'organiser une surveillance efficace et décisive; de faire intervenir comme organe de contrôle, non pas le conseil de famille, qui n'a pas d'existence perma-

nente ni d'initiative, mais la commission de surveillance, en lui imposant la délivrance d'un état de situation initial et des redditions de comptes périodiques.

L'administrateur provisoire ainsi déterminé, quels seront ses pouvoirs et ses obligations ?

Il y a des solutions indiscutables qui se trouvent dans tous les projets actuels, par exemple : l'obligation de fournir un état de situation initial et des redditions de comptes périodiques (1) ; le droit pour le président du tribunal, dans le cas où l'aliéné dirigerait un commerce ou une exploitation industrielle ou agricole, seul ou avec un associé, d'investir de la direction des affaires, soit le conjoint, soit l'associé. De même, l'exigence d'un avis du médecin traitant, dès qu'il s'agit d'autoriser la vente d'un bien quelconque appartenant à l'aliéné (projet de 1882 et suivants). On avait introduit cette mesure, d'abord, pour la vente du mobilier, car il arrivait souvent qu'on se pressait trop de faire vendre des meubles devenus inutiles ; ce pouvaient être des instruments de travail, ou des objets qui avaient pour l'aliéné une valeur d'affection. Quand celui-ci revenait à la santé, il trouvait sa maison vide ; tout ce dont il avait besoin, tout ce qui lui était cher, vendu et disparu. L'impression qu'il en ressentait, provoquait en lui une nouvelle crise. Aussi a-t-on voulu que pour un acte de ce genre, le médecin fût consulté.

La même solution s'impose en matière de vente d'immeuble. Signalons, enfin, l'obligation d'adresser à l'administrateur provisoire toutes les significations et

(1) Revue trimes. 1902, p. 713. Projet Dubief, 1903, art. 57.

assigations intéressant l'aliéné (projet de 1903, art. 60). Cette lacune, dans la loi de 1838, conduit, en effet, à des résultats désastreux. Adressées à domicile, ou même à l'établissement où est retenu l'aliéné, les assigations ne frappent pas le malade ; son administrateur n'en est même pas saisi, et un procès s'engage sans que l'intéressé soit défendu !

Pour la détermination des pouvoirs de l'administrateur provisoire, on peut concevoir deux systèmes possibles : celui d'une tutelle restreinte et celui d'une administration spécialisée et limitée. Selon le premier, l'administrateur aurait un pouvoir de représentation générale ; il l'exercerait avec certaines formalités et certaines autorisations légales, lorsqu'il s'agit d'opérations des plus graves ; tout acte lui serait par conséquent possible.

L'administration spécialisée et limitée ne donnerait, au contraire, au titulaire qu'un pouvoir de représentation limitée aux actes restrictivement énumérés par la loi. En dehors de ces actes, aucune autorité et aucun contrôle ne pourrait étendre les pouvoirs de l'administrateur, et autoriser un acte accompli par lui, au mépris de la loi.

Lequel de ces deux systèmes a été consacré par les différents projets ? Le projet de 1882 (art. 45) avait adopté celui de la tutelle en faveur des commissions de surveillance des établissements publics. Depuis, c'est le système inverse qui l'emporta, c'est-à-dire celui de la loi de 1838, limitant et spécialisant les pouvoirs de l'administrateur provisoire. Il parut, en effet, difficile d'établir une ressemblance, au point de vue des pouvoirs de l'administrateur, entre deux administrations qui différaient par leur nature même, puisque

l'une était provisoire et l'autre définitive. On ne pouvait donc exiger que toutes deux eussent le caractère d'une véritable tutelle. Il fallait, au contraire, réserver la tutelle pour l'administration définitive et faire de l'administration provisoire une administration spécialisée et limitée aux actes de gestion normale.

Sous ce rapport, l'énumération des actes permis à l'administrateur a varié et s'est étendue suivant les divers projets.

La formule type que toutes les dernières propositions se sont transmises, est celle qui forme actuellement l'art. 58 du projet de 1903. L'administrateur peut faire tous les actes conservatoires et les actes de pure administration. Ce qu'il y a d'intéressant à mettre en relief, c'est l'assimilation très heureuse faite par le Sénat (projet de 1887, art. 51), entre les biens meubles et les immeubles, quand il s'agit d'en autoriser la vente. La limite de 1500 fr. introduite par la loi du 27 février 1880, concernant les valeurs mobilières, est également appliquée aux immeubles. Cette assimilation répond aux besoins économiques modernes. Ne pourrait-on étendre cette disposition à l'exercice des actions, dont l'objet ne dépasserait pas 1500 fr. ? L'administrateur provisoire pourrait alors tenter les actions mobilières jusqu'à ce taux, sans autorisation aucune.

Quant aux immeubles, les auteurs des projets de loi sont revenus aux conceptions du Code civil ; ils exigent les mêmes formalités pour la moindre parcelle de terre ou la moindre maisonnette, que pour d'immenses domaines (projet de 1903, art. 58). C'est qu'ils se sont préoccupés plus spécialement de la possibilité d'une guérison, chez le malade qui pourrait être défa-

vorablement impressionné, si, une fois remis en liberté et à la tête de son patrimoine, il s'apercevait des modifications et transformations apportées à sa fortune, pendant sa maladie.

Les projets ont aussi varié sur les acceptations et répudiations de successions. Le projet du Sénat (art. 52) les autorise à l'administrateur provisoire, sous certaines formalités. Le projet de 1903, au contraire, les réserve aux administrateurs judiciaires ou datifs (art. 59). C'est peut-être bien rigoureux, au moins en ce qui concerne l'acceptation, faite à titre de succession bénéficiaire. Le système du Sénat répondrait mieux, évidemment, aux exigences de la pratique.

B. — De l'administration définitive

L'idée caractéristique du droit français est que le seul fait du placement, dans un asile, influe sur la capacité, et produit, sans intervention du pouvoir judiciaire, une déchéance civile, un désaisissement, au point de vue de l'administration des biens.

La loi de 1838 a commis une grave erreur en confondant deux questions qui doivent rester bien distinctes : d'une part ; la question du placement forcé, qui intéresse la liberté individuelle et les soins obligatoires au malade avec, d'autre part la question, toute différente, de la capacité et l'administration des biens. Une crise passagère suffit, en effet, pour que le placement s'impose ; mais elle ne doit pas forcément entraîner la déchéance civile. Cette seconde question devrait faire l'objet de mesures spéciales, comme celles que le Code civil a instituées, dans le titre de l'interdiction. Mais la loi de 1839 a fait dévier ce droit

commun, en établissant parallèlement à l'interdiction, un autre système de protection, d'administration et de déchéance, qui produit ses effets, au moment du placement, et qui ne s'étend qu'aux individus placés dans un établissement public. Tous les projets postérieurs ont organisé à côté de l'interdiction vieillie, une interdiction de second ordre, renouvelée, mieux adaptée aux exigences de la pratique, qu'ils ont appelée « l'administration légale » ou « judiciaire ».

Dont-on orienter la loi nouvelle dans le sens de l'interdiction qui a été la pensée maîtresse du législateur ancien, ou se faire l'interprète des familles et suivre le courant d'idées contraires, que la pression des mœurs a fait éclore? L'interdiction, avec ses formalités, sa procédure, effraie les malades; sa publicité vient se heurter au désir si naturel des familles de ne pas révéler, au dehors, le malheur qui les frappe et qui constitue toujours une tare héréditaire. Elle constitue une protection un peu archaïque, puisque les garanties qu'elle présente reposent sur l'institution du conseil de famille, reconnu défectueux, parce qu'il n'est pas un organe de surveillance continuelle, applicable à l'aliénation mentale; elle est d'une inutilité certaine, par les fausses sécurités qu'elle entraîne.

Il nous faut un régime meilleur que celui de l'interdiction, tout en évitant de tomber dans l'erreur de la loi de 1838 et de ses projets de réforme, qui n'instituent qu'un organe transitoire et incomplet, en n'établissant qu'une protection sommaire, en vue de l'interdiction qui n'arrivera jamais.

Lorsqu'il y a un placement injustifié, on peut presque toujours rechercher la cause dans un intérêt purement patrimonial. Il arrive même fréquemment, dans

les familles les plus honnêtes, que toute affection s'éteint pour les véritables déments ; que toute notion de leur personnalité s'évanouit. On ne compte plus sur leur guérison, et on considère déjà leur succession comme ouverte : on tient alors, pour mort celui dont l'intelligence a disparu.

La loi doit empêcher ces abus et assurer la revendication du droit individuel.

Une bonne loi patrimoniale sur les aliénés doit viser deux buts essentiels. D'abord, celui de rendre impossibles les manœuvres intéressées qui peuvent aboutir à des placements injustifiés. Ensuite, de prévenir les dilapidations de fortunes ou les transformations injustifiées du patrimoine de l'aliéné, par des administrateurs qui s'en croient les maîtres.

C'est pourquoi, nous voudrions d'une administration légalement obligatoire et forcée, s'appliquant à tous les aliénés, quel que soit l'établissement où ils sont placés. C'est surtout à ceux qui sont retenus dans les établissements privés, que le contrôle et la surveillance de la loi s'impose, parce qu'ils ont, en général, de la fortune, et que leurs biens réclament une sérieuse protection. Aujourd'hui, peu de familles riches demandent un administrateur judiciaire ; leur administration reste inorganisée et se perpétue indéfiniment.

Les projets de réformes de la loi sont d'accord pour imposer une administration forcée, toutes les fois qu'il y a placement. On a même une tendance à étendre la surveillance administrative aux aliénés soignés dans leur famille. C'est là surtout que des abus sont à craindre. Des parents peu scrupuleux peuvent, en effet, extorquer au malade des signatures qui passeront pour valables, ou des procurations qui créeront

des mandats fictifs : ces agissements, la loi reste impuissante à les réprimer. Aussi, nous voudrions voir les aliénés soignés à domicile soumis au contrôle de la commission des aliénés. Celle-ci exercerait sur eux l'administration forcée.

Quel est le caractère de l'administration qui doit s'imposer à tous les aliénés placés à titre définitif ?

Nous savons déjà que les projets admettent au choix des intéressés une administration légale, dont le titulaire est désigné par la loi, et une administration dative, avec désignation par le juge ou le conseil de famille.

Mais ces deux administrations ont le défaut de n'être véritablement que des gestions provisoires. Elles sont fondées, non pas sur une distinction entre ce qui est provisoire et ce qui doit rester définitif, mais sur une différence de classes sociales et de fortunes. Toutes deux peuvent s'appliquer indifféremment aussi bien à une situation provisoire, qu'à une situation définitive, et inversement.

On a établi l'administration légale au profit des aliénés placés dans des asiles publics, en donnant à tous le même administrateur. Quant aux riches placés dans des asiles privés, on mit à leur disposition l'administration judiciaire.

On est arrivé ainsi à ce résultat illogique savoir : que des administrations légales peuvent s'établir en permanence, avec restriction de pouvoirs, pour des gens sans fortune, tandis que des administrations judiciaires, avec plénitude de pouvoirs, peuvent être constituées en vue d'une crise passagère. Cela n'est pas conforme à la nature des choses. Une administration provisoire, avec des pouvoirs restreints, doit cor-

respondre à une situation pathologique incertaine qui laisse espérer la guérison ; mais, à une situation qui paraît devoir être incurable et durer longtemps, doit correspondre une administration définitive, avec des pouvoirs plus étendus, parce qu'il y aura moins de ménagements à prendre en vue du rétablissement de l'aliéné et de son retour à la vie civile.

C. — Système que nous proposons

C'est pourquoi nous voudrions deux administrations différentes, en corrélation avec des situations pathologiques successives. Tant que l'état restera incertain ou que la guérison semblera prochaine nous appliquerons l'administration provisoire. Mais si, dès le début, l'état paraissait devoir se prolonger indéfiniment, c'est à l'administration judiciaire qu'il faudrait recourir. De même lorsque, l'administration provisoire ayant duré un certain temps, l'état de l'aliéné prouvera par lui-même sa permanence, nous voudrions que ce provisoire cessât pour se transformer en une administration judiciaire qui, semblable à l'interdiction, répondrait à un état permanent et définitif.

Voici, en fait, comment fonctionnerait cette organisation nouvelle. Au début, il y aura presque toujours un doute sur la nature et la durée de la crise ; l'aliéné sera soumis à l'administration provisoire dont la durée égalera celle de l'incertitude pathologique. Dès que les choses prendront un caractère décisif, l'un des intéressés pourra demander la constitution d'une administration définitive, qui s'appellera encore administration judiciaire. En réalité, les deux administrations seront judiciaires ; la première sera consti-

tuée par le juge des aliénés et la seconde par le tribunal, en la chambre du conseil.

De quel caractère seraient ces deux administrations ?

Tous les projets font de l'administration provisoire une administration légale au profit de professionnels. Pour nous, elle sera une organisation normale et forcée, s'imposant au début de tout placement pour les pauvres, et susceptible d'être dévolue à la famille. Nous ne voulons pas, certes, d'une loi contre la famille, la dépouillant sans jugement et forcément de la gestion qu'elle s'est spontanément attribuée et qu'elle administre, en général, avec le plus parfait désintéressement. Le système qui crée une administration légale au profit d'hommes d'affaires expose à de grosses difficultés, lorsque l'aliéné passe d'un département dans un autre et que ses intérêts restent au loin. C'est ce qui arrive pour les aliénés d'établissements privés, qu'on éloigne de leur milieu. On ne peut confier l'administration de leurs biens à quelqu'un d'un département qui leur est étranger, sans aller à l'encontre des droits de la famille.

Mais, nous ne voulons pas, comme on l'a proposé, d'une administration exclusivement au profit des proches parents, car bien que nous considérions comme injustes, les accusations contre les familles et n'admettions qu'il n'existe aucun placement motivé par un intérêt purement pécuniaire, certaines irrégularités sont néanmoins possibles. Il ne faut pas qu'une loi, protectrice des biens du malade, leur confie, de plano, le maniement d'une fortune, susceptible de faire leur jeu.

Nous désirerions que l'administration familiale pût être écartée, pour de simples raisons d'opportunité ; à

cause, par exemple, de la défiance que pourrait ressentir le malade à l'encontre de son entourage qu'il a pris en haine.

Ce serait au juge à nommer, en tout état de cause l'administrateur provisoire ; il le choisirait parmi les personnes les plus aptes à remplir cette mission. Pour le malade venu d'un autre département, il le prendrait là où se trouve son ancienne résidence. Dans les cas où il n'y aurait aucune suspicion ni raison médicale, de nature à écarter le droit légitime de la famille, nous accorderions aux proches parents la faculté d'appel, quand, en dépit de leur requête expresse, ils n'auraient pas été désignés pour l'administration provisoire. Sauf ce droit d'appel, nous reviendrions au droit édicté dans l'art. 497 du C. C., en matière d'administration provisoire.

Qui désignera l'administrateur définitif ?

Nous savons déjà que le projet du Sénat de 1887 avait déferé la nomination de l'administrateur au conseil de famille. Si cet organe est reconnu insuffisant pour la nomination du tuteur, et qu'on le rejette pour la constitution de l'administration provisoire ; à plus forte raison, en matière d'organisation définitive et permanente.

Aussi, le principe suivi par les différents projets est-il que la nomination de l'administrateur définitif est faite par le tribunal.

Cette désignation se distinguerait de celle de l'administrateur provisoire, par la juridiction même qui interviendrait. Pour celle-ci, ce serait le juge des aliénés, tandis que pour celle-là, le tribunal.

Les divers projets ont le tort, suivant nous, de ne pas imposer une transformation de régime après une

certaine durée de l'administration provisoire. Ils autorisent, au contraire, de demander, dès le début, un administrateur définitif, sans constatation médicale ni avis d'aucun conseil ou commission, alors que la situation pathologique reste incertaine et provisoire.

Ce sont là des lacunes qu'il importe de combler.

Quels seront les pouvoirs des deux administrateurs? Puisqu'ils seront désignés chacun pour une période pathologique spéciale, il importe que l'étendue de leurs pouvoirs varie suivant la nécessité de leur intervention, soit à cause de la gravité de la situation du malade, soit à cause de l'urgence de l'acte à accomplir.

Il serait bon en principe, de réduire à la sphère d'actes de pure administration, les pouvoirs de l'administrateur provisoire; de lui interdire par conséquent, les actes d'une certaine gravité. Mais, nous n'entendons pas, comme l'a fait à tort la loi de 1838, imposer l'administration judiciaire, dès qu'un acte de ce genre se présenterait. Ce serait manquer le but que nous poursuivons, sans compter les complications et les frais qu'occasionnerait la constitution d'une autre régime, en vue d'un acte en particulier. Même pendant la période provisoire, lorsqu'un acte important requerra célérité, nous permettrions qu'il fût fait sous le contrôle de la commission des aliénés et du tribunal. L'homologation par le tribunal du rapport de la commission, sur l'opportunité de l'acte, constituerait, à notre avis, une garantie suffisante, en faveur des intérêts patrimoniaux de l'aliené.

La différence entre les deux administrations consisterait surtout dans le contrôle de la haute tutelle de la commission des aliénés et du tribunal. Lorsque

l'état d'aliénation se prolonge et que tout espoir de guérison s'éloigne, que l'administration provisoire fasse place à un régime définitif ! Il faudrait alors, étendre les pouvoirs du représentant de l'aliéné ; lui laisser une plus grande liberté d'allure. Aussi, serions-nous d'avis de lui accorder les pouvoirs du tuteur ordinaire. Il pourrait faire seul, notamment, tous les actes non soumis à des formalités.

Quant à ces derniers, ils seraient soumis au contrôle et à l'autorisation de la commission des aliénés et du tribunal.

Ces deux administrations, différentes comme correspondant chacune à deux phases successives, mais distinctes de la situation juridique de l'aliéné, vont, du reste, se rapprocher par un grand nombre de points communs : l'obligation pour tout administrateur de rendre des comptes périodiques : l'obligation de faire les significations à l'administrateur. Nous rendons communes aux deux administrations les questions de compétence. La compétence du tribunal du domicile de l'aliéné serait avantageusement remplacée par celle du tribunal du chef-lieu du département, qui deviendra l'organe de haute tutelle et de contrôle pour tous les aliénés placés sous la protection de la commission des aliénés. Cette règle s'impose, puisque nous centralisons tous les organes de contrôle du département, et que nous substituons à tous les petits conseils de famille dispersés, l'unité d'un grand conseil de surveillance siégeant en permanence : la commission des aliénés.

A côté de ces administrations relatives aux biens, nous croyons qu'il serait bon de conserver un organe qui existe déjà, tout en modifiant sa fonction, nous

voulons parler du curateur à la personne. Cette sorte de patronage accordé à la personne ne peut avoir quelque efficacité, que si celui, qui en est investi, a la surveillance directe de l'administrateur aux biens ; s'il devient comme un subrogé-tuteur.

Aujourd'hui, le pauvre aliéné est un être isolé, traité comme s'il était mis en dehors de la société ; on le laisse dans l'ignorance de ses intérêts les plus immédiats ; on administre sa fortune sans la moindre part de son intervention, ni son conseil. Une pareille organisation n'est pas compatible avec les systèmes de traitement nouveaux qui consistent à enlever le malade le moins possible à la vie sociale et à lui faciliter, dès qu'on le peut, la réadaptation progressive. Les hommes d'affaires n'entretiennent pas des relations régulières avec les malades ; ils les laissent étrangers à leurs propres affaires ; des procès les concernant se déroulent complètement à leur insu, et, quand les intéressés demandent des nouvelles de leur affaire, personne ne leur répond.

Il faut qu'entre ces malades qui sont des isolés et les administrateurs, qui règlent seuls leurs affaires, on établisse un intermédiaire effectif, une sorte de patronage : ce serait la Commission des aliénés.

Allant plus loin encore dans la voie de protection, nous voulons d'un patronage individuel, c'est-à-dire que les membres de la Commission se répartissent les aliénés placés sous leur protection. De cette façon, chacun des membres individuellement délégué par la Commission, deviendra le patron ou le protecteur individuel d'un certain nombre d'aliénés. En faisant appel à la conscience des membres de la Commission, à leurs sentiments d'humanité et de sympathie, nous

ne doutons pas qu'ils ne remplissent dignement la haute fonction sociale à laquelle nous les convions.

Au surplus, la surveillance et le contrôle des administrateurs s'exerceraient, dans tous les cas, par la Commission des aliénés, parce qu'ici ce ne sera plus un individu qui en prendra l'initiative, mais le corps tout entier, averti par son délégué, qui osera agir et prendre une décision.

Section II. — **De la capacité juridique de l'aliéné interné**

Le problème de la capacité juridique de l'individu séquestré dans un établissement d'aliénés, met en présence trois exigences qui paraissent inconciliables :

1° Il faut, tout d'abord, protéger l'aliéné contre lui-même et contre les manœuvres, dont il peut être l'objet. A ce point de vue, il est de son intérêt d'être interné dès sa maladie et, partant, que l'on déclare nuls tous ses actes.

2° Il s'agit, aussi, d'empêcher, en sens inverse, les manœuvres qui consistent à retenir dans un établissement, un individu qui n'est pas dément. Son intérêt et celui des tiers exigent, donc, que l'on valide tous ses actes.

3° Le crédit de l'aliéné commande que l'on déclare valables tous les actes que les tiers auront passés de bonne foi avec lui. Personne, en effet, ne veut courir les risques de l'arbitraire et de l'insécurité.

4° Il y a une autre considération, puisée dans la science psychiatrique moderne, qui doit retenir l'attention du législateur. Il est, en effet, établi qu'il est mauvais pour l'état de l'aliéné et pour sa guérison, de

le séquestrer, en l'enlevant brutalement à ses affaires. On reconnaît aujourd'hui qu'il est, au contraire, préférable pour les demi-déments et pour ceux dont la raison se ressaisit dans l'intervalle des crises, de les laisser vivre et agir comme tout le monde, sous la surveillance discrète d'une protection qui ne supprime pas totalement leur activité ; c'est le système de la réadaptation à la vie commune. Dans l'intérêt de la guérison, il faut donc laisser au fou une certaine capacité.

Que de difficultés, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique, pour construire et faire fonctionner, ensuite, le système qui conciliera toutes ces exigences opposées ! Comment connaître le degré de raison et la valeur de la volonté de celui qui a accompli un acte juridique ? Pourtant l'onsait que, dès que la volonté n'est plus intacte, le contrat et la convention ne sont plus valables. Combien y a-t-il de degrés dans la folie, qui vicie les facultés psychiques ? Dans l'intervalle même de deux accès, ne peut-il pas arriver que la capacité de vouloir et de comprendre réapparaisse entière et intacte ?

Malgré tout, il est impossible de traduire sur le terrain législatif, les différentes capacités correspondantes à tous les degrés de responsabilité intellectuelle. La réalisation d'une pareille tentative aurait, peut-être, l'inconvénient de rendre trop incertain le crédit économique.

La sécurité de la vie juridique exige un système de présomptions plus ou moins absolues, tendant à substituer à la capacité vraie une capacité fictive, plus ou moins artificielle. La capacité civile ne peut donc répondre exactement à la capacité naturelle, et les

fluctuations de la capacité de fait ne peuvent trouver leur écho sur le terrain juridique. C'est ce qui explique que, pour établir les éléments de l'incapacité, il faudra tenir compte, d'abord, du caractère psychique de la volonté ; ensuite et surtout, de l'intérêt de l'agent ; de l'intérêt du crédit, et de la protection des tiers. En un mot, on aura en vue plutôt le résultat objectif de l'acte que son origine subjective.

C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà dit, le médecin qui doit intervenir le premier ne doit pas seul rester en scène. Il appartient, en effet, au magistrat d'apprécier la valeur juridique et sociale du contrat qui a, sans doute, pris sa base dans la volonté individuelle, mais dont les conséquences vont s'étendre aux tiers.

**§ 1. — Revue de la législation et des projets
sur la matière**

Nous savons que le Code civil avait parfaitement distingué la question de placement, de la question de capacité. Il ne connaissait de déchéance de capacité que celle qui découlait de l'interdiction, parce que celle-ci impliquait un jugement portant précisément sur la question même de capacité. Qu'importe, en effet, la question de déplacement au point de vue de la capacité ? Combien d'alcooliques et d'épileptiques méritent, dans une crise passagère, de subir un traitement médical et même un internement, sans qu'il soit nécessaire de les frapper d'incapacités.

Donc, sous le Code, pas d'incapacité résultant du placement. C'était logique, puisque le placement ne soulève pas de question de capacité, mais seulement des mesures de traitement. La question de capacité trouvait sa réglementation dans l'interdiction.

Une fois l'interdiction prononcée, tout était net et précis. Il en découlait une incapacité totale pour tous les actes passés postérieurement. Cette incapacité étant absolue, aucune preuve préalable n'était exigée et aucune preuve contraire, admise. Elle entraînait comme sanction une nullité relative, c'est-à-dire, dont seuls, l'interdit et ses héritiers pouvaient se prévaloir (art. 502 du C. C.) Mais en dehors de l'interdiction, plus de ressources ni de garanties. C'était le droit commun avec toute son insécurité.

Il y avait là une lacune considérable dans notre législation, qui n'admettait pas, comme droit commun, la présomption d'incapacité résultant de l'état habituel de démence. Cette présomption n'était admise, chez nous, que pour ceux qui avaient été interdits, et ne s'appliquait qu'aux actes faits antérieurement à l'interdiction. Pour ceux qui n'avaient pas été interdits, il fallait prouver la démence actuelle au moment de l'acte. C'était un système restrictif qui laissait les malheureux déments sous le coup des risques les plus graves, au point de vue de leurs intérêts pécuniaires.

C'est précisément l'absence dans le droit commun de cette incapacité résultant de l'état habituel de démence, qui explique et justifie le système particulier de la loi de 1838. Il est le seul qui attache au fait du placement, purement administratif, des effets et des déchéances civiles. Le législateur a pensé que, puisqu'il y avait placement pour cause de démence, il fallait pouvoir annuler les actes pour démence habituelle. Il a ainsi créé une annulabilité laissée à l'appréciation du juge, lui permettant de prononcer une incapacité résultant de la preuve supposée faite d'un état habituel de démence.

La supériorité du système de la loi de 1838 sur les autres, consiste en ce qu'il organise sans retard, pour le pauvre interné, enlevé à ses affaires, une gestion légale de ses biens. Mais cette administration, résultant du placement, doit-elle entraîner contre celui qu'elle a pour but de protéger, forcément et nécessairement, une déchéance civile et une incapacité juridique ? Alors même que l'aliéné aura un représentant légal, doit-on dire que tous les actes qu'il fera, une fois interné et sans qu'aucun jugement vienne modifier sa capacité naturelle, seront nuls ou annulables ?

Dans un problème aussi délicat que celui-ci, il ne faut pas seulement voir les dangers d'une demi-capacité, lorsqu'il s'agit de présumés déments à qui l'on fait signer des pièces, ratifier des actes en faveur desquels on puisse alléguer l'existence d'un intervalle lucide, pour aboutir au maintien de l'acte. Il faut aussi songer aux hypothèses où l'on veut empêcher des actes qui, en réalité, sont réguliers et valables, en vue desquels on enferme dans un asile celui qui veut les faire pour le frapper de déchéance civile. Est-il juste et conforme psychologiquement et pathologiquement aux données de la science, de toujours annuler les actes d'une personne dont l'état de morbidité pathologique est établi ?

Il peut se faire que l'aliéné, avant de reconnaître un enfant naturel, de régulariser une union illégitime, en avait pris la ferme résolution, alors qu'il jouissait de toute sa raison. Ce n'est pas à dire que la présomption d'incapacité résultant d'un état pathologique postérieur doive s'étendre à tous les actes qu'il avait résolus et voulus raisonnablement depuis longtemps.

L'âme en se dédoublant peut permettre, même en pleine incapacité juridique, un retour partiel à la capacité, une volonté juridiquement capable et libre de fonctionner. L'incapacité n'étant qu'une présomption, comporte en soi, scientifiquement et pathologiquement, l'admissibilité d'une preuve contraire, c'est-à-dire d'un état transitoire et partiel de capacité, pour un acte qualifié lucide. Le système de la loi de 1838, avec les larges pouvoirs d'appréciation sur l'intervalle lucide, donnés au juge, serait excellent, si on était d'accord sur les bases du système, si ce système était juridiquement précisé et s'il se bornait à la phase provisoire.

Il n'est acceptable qu'à l'état temporaire, comme transition entre la pleine capacité, qui a précédé et l'incapacité légale qui doit suivre, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'administration permanente vienne succéder à l'administration provisoire. Est-il possible, en effet, que cette situation incertaine pour les tiers se perpétue indéfiniment? Ne doit-on pas imposer à un moment donné un régime analogue à celui de l'art. 502, pour la sécurité même des relations juridiques? Il serait évidemment dangereux, à l'inverse, de faire fonctionner ce système radical dès le début du placement, car c'est à ce moment que peuvent se placer les actes douteux et embarrassants que les familles ont cru vouloir empêcher par le placement.

Il importe que la situation mentale et pathologique de l'aliéné, incertaine au début, entraîne, comme corollaire, une présomption simple d'incapacité et non un système de déchéance trop prompt, qui rende plus rares les placements de malades susceptibles de guérison ; il ne faut pas attendre pour interner un individu que son mal soit devenu incurable.

En ce qui concerne la période du début, il est bon que le tribunal conserve les larges pouvoirs d'appréciation qu'il tient de la loi de 1838.

Pendant le placement provisoire, il est donc logique que le juge puisse traiter le sujet, au point de vue de sa capacité, comme il le traiterait s'il n'était pas interné, c'est-à-dire en lui appliquant les solutions imposées par le droit commun. Mais, si la folie continue et que l'état pathologique devienne permanent, il importe que le champ d'étendue de l'incapacité s'étende et que la présomption, qui découle de cette seconde période, soit plutôt en faveur d'un état d'incapacité permanente. La sécurité du droit et des biens exige une telle solution.

Avec le système de la loi actuelle, toutes les interprétations sont d'ailleurs possibles. On peut soutenir que, pour faire annuler un acte, c'est au demandeur à prouver la démence actuelle, au moment de l'acte. Mais, dans un état de démence habituelle et non permanente, les intervalles lucides sont très fréquents. Comment parviendra-t-on à établir qu'au moment de l'acte, c'était la folie ou la lucidité qui l'emportait ? Si l'acte ne porte pas trace de démence, la présomption sera en faveur de la capacité et si on ne reconnaît pas au Tribunal un pouvoir d'appréciation, l'acte devra être maintenu.

Ainsi s'il faut prouver la démence au moment de l'acte, toutes les présomptions seront, en pareil cas, en faveur de l'intervalle lucide. De même encore dans le système plus protecteur qui eut, parfois, quelque succès, celui d'une présomption d'incapacité résultant du fait du placement, mais susceptible de céder devant la preuve d'un intervalle lucide. Lorsqu'en

pareil cas, le prétendu aliéné sortira en liberté et qu'il vaquera à ses affaires, on sera en bonne posture pour plaider l'existence d'un intervalle lucide. Et cependant, encore que ce fût vraiment un intervalle lucide, est-il juste et conforme à la nature des choses et à la réalité psychologique et juridique, de traiter les intervalles lucides qui s'intercalent entre des crises de démence, comme on le ferait de l'état de normalité de quelqu'un qui n'aurait jamais été aliéné? Peut-on soutenir que la capacité correspondant à un intervalle lucide est aussi pleine et complète que celle que l'on doit reconnaître à un homme qui a toujours été sain d'esprit?

Si l'on doit admettre que tout intervalle lucide restitue à celui qui était aliéné et qui peut encore le devenir, toute la capacité d'un homme normal, il n'y aura plus à tenir compte, ni des manœuvres dont il a pu être l'objet, tant qu'elles ne rentreront pas dans la définition du dol, de la captation, de l'erreur ou de la violence. Il faudra subir la validité de tous les actes passés dans cette période, exactement comme, avec la même rigueur mathématique, pendant la crise il eût fallu annuler, sans distinction, tous les actes passés sous son empire.

On remarque facilement ce qu'il y a d'excessif dans les deux hypothèses. La jurisprudence, lorsqu'il s'agit de donation ou de testament, s'est affranchie de toutes ces barrières : elle a su se constituer, sur l'art. 901 du Code civil, un système d'interprétation très large, qui la laisse juge souverain de la capacité de fait, en dehors de toutes preuves et de toutes présomptions légales. Pourquoi ne pourrait-on pas étendre ce même système protecteur aux actes juridiques autres que ceux à titre gratuit, lorsque la présomption d'in-

capacité de fait, résultant du placement dans un asile, vient influencer sur l'appréciation juridique de la capacité elle-même, lorsqu'il s'agit de la prétendue capacité résultant d'un intervalle lucide ?

Ainsi, le système de 1838 peut, à la rigueur, se défendre comme système initial et purement provisoire, à la condition d'être précisé plus nettement, en ce sens qu'une fois la démente prouvée, il doive en résulter une simple présomption d'incapacité, susceptible de céder devant la preuve contraire d'un état de pleine capacité. La pleine capacité ne coïncide pas forcément avec un intervalle lucide, au cours d'un état habituel de démente, alors que, tout au contraire, on pourrait en admettre l'existence, sous l'empire d'une crise latente et virtuelle, pour certains actes considérés comme indépendants de l'état de morbidité et comme soustraits à l'influence de ce qu'il y a de désorganisé dans le fonctionnement de la volonté.

La partie relative à la capacité civile est celle qui semble avoir été le moins complètement étudiée dans les différents projets de réforme.

Deux systèmes seulement sont en présence. Le premier est celui du projet de 1882, accepté par la commission du Sénat en 1884. Le second est celui du projet définitivement voté par le Sénat en 1887. Celui-ci paraissant des mieux étudiés et élaborés, a passé à peu près tel quel, dans toutes les propositions qui ont suivi, jusqu'à celle de 1903, présentée en 1902 par M. Dubief.

Le système de 1882 ne faisait que reproduire et consacrer l'opinion proposée par M. Huc (1), comme interprétation de la loi de 1838.

(1) Huc (Des aliénés et de leur capacité civile), Paris, 1869, p. 16-18.

Le seul fait du placement dans un asile, sans que l'on ait à prouver l'état de démence, suffisait à fonder une présomption d'incapacité, sauf le droit pour les parties intéressées de prouver que l'acte avait été fait dans un intervalle lucide.

La modification apportée par la commission de 1884, consistait à subordonner cette présomption légale au maintien du placement. Si le placement n'était pas confirmé par le tribunal, il y avait disparition rétroactive de la présomption établie par la loi ; et la preuve de l'incapacité de fait devait se faire alors dans les conditions du droit commun.

Ce système d'incapacité légale, même en 1884, ne se trouvait pas modifié par la transformation de l'administration provisoire en administration judiciaire, puisque celle-ci correspondait à l'administration définitive. On aurait compris, puisque celle-ci devenait l'équivalent de l'interdiction, par l'étendue des pouvoirs accordés à l'administrateur, que la présomption d'incapacité fût, à partir de ce moment, modelée sur la présomption absolue de l'art. 502 du C. c. qui n'admet pas la preuve contraire résultant d'un intervalle lucide.

Cette idée n'était pas venue aux auteurs du projet de 1882, qui n'acceptèrent qu'assez difficilement la conception d'une présomption résultant du seul fait du placement, avec dispense de toute preuve de démence. Il était, certes, pénible d'admettre une déchéance civile qui n'avait pas sa source dans une décision de justice. Le tribunal en intervenant pour maintenir le placement, se placerait, il est vrai, à un point de vue autre que celui qui forme la base de l'interdiction. Il n'aurait, en effet, qu'à vérifier si l'individu

est suffisamment atteint de maladie intellectuelle, pour subir un séjour prolongé, mais il ne s'occuperait pas de rechercher si l'état de morbidité dût légitimer un retrait absolu de capacité et si une déchéance civile dût être prononcée. De là, la répugnance pour les juristes à admettre une présomption légale résultant du fait seul du placement.

D'ailleurs, n'a-t-on jamais signalé de placements maintenus encore quelque temps, après complète guérison ?

Pour ceux qui seraient injustifiés, la commission du Sénat, prévoyant l'objection, écartait rétroactivement toute présomption, si le placement n'était pas maintenu. Mais, on oubliait que le placement pouvait ne pas être maintenu, non pas parce que, au moment où il avait été fait, l'individu n'était pas un inconscient, mais parce qu'au jour où le jugement était rendu, la crise est déjà passée.

Quoi qu'il en soit, on acceptait assez difficilement l'idée de présomption légale, en dehors de l'interdiction pour la période de début, car elle apparaissait un peu excessive.

Il fallait une règle sûre qui échappât aux interprétations vagues et arbitraires de la loi de 1838. Il fallait aussi empêcher les manœuvres dont l'opinion publique s'était emparée et qui consistaient à profiter d'une apparence de lucidité momentanée pour obtenir une sortie provisoire, au cours de laquelle l'aliéné signerait les actes les plus graves. On ne songeait pas, à l'inverse, aux hypothèses où le placement n'avait été motivé que par le désir d'empêcher l'accomplissement d'un acte normal et régulier sur le point d'être réalisé.

Le projet de 1887, dépassant le précédent en rigueur, ne faisait exception au caractère absolu de la présomption et ne réservait la preuve d'un intervalle lucide, que lorsqu'il s'agissait d'actes impliquant l'exercice de droits attachés à la personne. C'était la consécration légale d'un système soutenu par la doctrine relativement à l'art. 502 C. c. en matière d'interdiction. Cette théorie avait au moins cet avantage de valider quelques-uns des actes, comme une reconnaissance d'enfant naturel, qui sont de ceux pour lesquels il arrive qu'il y ait sinon placement arbitraire, au moins placement sans urgence.

Les derniers projets ne contiennent plus cette réserve. On a tellement craint les manœuvres auxquelles l'aliéné est exposé, que l'on en est arrivé, sans jugement, sans autre formalité qu'un internement volontaire ou d'office, à prononcer une déchéance totale de capacité, sans aucune réserve au profit des moments de raison et de lucidité, sans exception même pour les actes que le représentant légal pourrait faire lui-même au nom de l'interdit, et cela dès le début, c'est-à-dire dès la période correspondant à l'administration provisoire.

Il y a là un moyen beaucoup trop simple de faciliter le jeu des intéressés qui, pouvant continuer à soigner un malade à domicile, ne le font hospitaliser que pour couper court à certains projets menaçants pour leurs intérêts personnels. Et, à quoi servira l'interdiction si, par le seul fait d'un internement, on arrive au même but que par une procédure longue, compliquée et entourée de sérieuses garanties ? Ne va-t-on pas aussi sacrifier les tiers et ruiner le crédit ? On n'a pas osé réclamer pour l'administration définitive une publi-

citée analogue à celle dont est entourée l'interdiction, parce que celle-ci effraie les familles. On compte alors sur le fait de l'internement pour constituer une démonstration de l'état de l'individu. Mais il faut songer aux fraudes, aux manœuvres et aux sorties simulées qui peuvent intervenir. Qu'il y ait une imprudence de la part des tiers à avoir ignoré la situation de celui avec qui ils traitent, lorsqu'il bénéficie d'une sortie d'essai, par exemple, c'est ce qui justifie l'idée d'une présomption légale ; mais aller jusqu'à refuser aux tiers le droit de faire la preuve d'un intervalle lucide, c'est excessif et peu équitable.

Ce n'est pas en réservant la preuve d'un intervalle lucide que l'on compromettra les intérêts de l'individu placé dans un asile. Il faudra, en effet, que la preuve soit surabondamment faite pour être admise. Il sera, par conséquent, toujours facile, soit en cas d'intervalle lucide, soit en cas d'état transitoire de capacité, de se refuser à reconnaître qu'il y ait pleine capacité recouvrée, dès que l'acte eût été entouré de manœuvres susceptibles de faire impression sur un esprit encore mal raffermi.

Il faut bien se rendre compte de ce qui est au fond le système d'une présomption légale absolue d'incapacité. Tous les actes sans distinction seraient frappés d'annulabilité, sans que les intéressés eussent même le droit de faire la preuve contraire, c'est-à-dire d'alléguer l'existence d'un intervalle lucide. Ce serait d'ailleurs une pure fiction de parler de présomption, là où l'on n'admet aucune preuve contraire. Or, le seul fait de placement ne peut créer un nouvel état civil analogue à celui de l'interdiction, où la capacité est modifiée par un jugement.

Le pur fait d'internement ne peut créer qu'une présomption qui admet la preuve contraire, en faveur d'un état d'incapacité. L'extension du système de l'art. 502 du C. C. aux aliénés simplement placés sans être interdits, serait, au point de vue juridique, la violation de tous les principes et l'absence de toutes les garanties dues au droit individuel.

Les partisans de ce système d'incapacité se sont laissés hypnotiser par la crainte de signatures extorquées, de manœuvres et de pressions frauduleuses, de renonciations à succession, obtenues par suite d'influences intéressées. Ils voulaient, comme garanties, que tous ces actes pussent être annulés sans hésitations ; mais est-il indispensable d'établir pour cela une nullité de droit qui s'impose au juge, sans la moindre liberté d'appréciation ? N'est-il pas suffisant d'admettre, au contraire, que du seul fait qu'il y aura état habituel de démence, il découlera une présomption d'incapacité imposée au juge, tant que la preuve contraire n'aura pas été fournie ; tous les actes faits par l'individu dont la démence aura été établie deviendront des actes suspects, que le juge lui-même devra tenir pour suspects, tant que le défendeur n'aura pas fait la preuve d'un retour à la capacité au moment de l'acte. Il faudra donc, pour que cette preuve imposée à la défense puisse renverser la présomption qui couvre le demandeur, que l'état de capacité soit dix fois établi, qu'il produise une conviction d'une évidence certaine. Alors, quelle crainte peut-on alléguer de voir maintenir des actes suspects et triompher des manœuvres intéressées ? Subsistera-t-il encore quelque doute de voir consacrer un acte qui sera l'œuvre d'une volonté réellement démente ?

Le système de la nullité absolue des actes de l'aliéné interné, serait d'ailleurs des plus mauvais et des plus dangereux pour son propre intérêt ; il aurait pour effet d'empêcher qu'il ne soit traité avec le malade ; ce serait la suppression totale de son crédit.

On peut assurer le crédit de deux façons ; l'une essentiellement positive, qui consiste à valider tous les contrats non frauduleux, sans tenir compte de l'incapacité ; l'autre, toute négative, qui consiste à annuler sans merci les actes passés avec les incapables. C'est là encore une façon d'assurer le crédit commercial, puisqu'on supprime les actes suspects, en les empêchant de se former. Au premier sens, un système de relativisme et d'individualisme donnerait, à coup sûr, plus de garanties aux tiers que celui de l'art. 502, puisque les tiers, au lieu d'avoir à subir purement et simplement la nullité, sans possibilité de protestation, pourraient recourir à la preuve contraire, lorsqu'elle serait possible.

C'est la seconde façon d'assurer le crédit qui intéresse surtout la sécurité du droit. Il faut supprimer le crédit là où il est suspect ; empêcher les gens dont les actes devraient être annulables, de faire des opérations ayant un caractère commercial, de façon à ne pas mettre en circulation des droits qui seraient entachés de nullité. Mais, en voulant sauvegarder les intérêts des tiers, il ne faut pas négliger le crédit de l'incapable et du dément.

Souvent la situation des tiers contractants ne sera pas digne d'intérêt, surtout lorsqu'ils auront traité sciemment avec un aliéné ; s'ils ont ignoré son incapacité, il serait désirable qu'une loi protectrice des intérêts des tiers vienne formuler l'exception tirée de

l'incapacité inopposable aux ayants-cause de bonne foi de ceux qui ont traité avec lui. Mais ce système de protection absolue ne peut guère être réalisable que relativement aux aliénations soumises à des formes de publicité analogues à celles des livres fonciers du droit allemand, et ce n'est pas notre système en France. Chez nous l'acte d'aliénation ne se distingue pas de l'acte d'obligation. Les vices du contrat entachent forcément l'aliénation qui en dérive, et notre transcription n'a pas pour but d'effacer les vices du contrat initial.

On pourrait songer également à l'hypothèse bien fréquente d'un effet de commerce souscrit par l'incapable, et vouloir protéger, contre la nullité qui lui appartient, les porteurs successifs du titre ; mais la jurisprudence n'a pas admis que l'exception d'incapacité soit inopposable aux endosseurs successifs. Il y a donc dans le système français, des droits créés par des incapables, qui entrent en circulation avec un vice indélébile. C'est ce que l'on veut empêcher en enlevant par avance tout crédit à l'incapable. On propose alors une mesure radicale consistant à menacer tous les tiers d'une nullité de droit, de façon à empêcher la création de droits entachés de nullité, de façon à ne pas jeter dans la circulation des droits suspects.

Mais il ne faut pas se méprendre sur la gravité, en fait, d'une déchéance civile aussi profonde, au point de vue du crédit général. Les individus qui auront à se réclamer d'une incapacité de fait sur le terrain du droit commun, ou d'une incapacité de droit provenant du seul fait du placement ou de la constitution d'une administration soit provisoire, soit judi-

ciaire, iront de plus en plus en se multipliant.

Beaucoup d'aliénés, notamment ceux qui sont traités à domicile, ont besoin de surveillance et de soins, sans toutefois que leur état exige qu'on les frappe, au point de vue de la capacité civile, de déchéance absolue. Or, le système qui attache une incapacité légale au simple fait d'une décision purement relative à la thérapeutique, est un système dangereux, parce qu'il néglige les nuances en ne faisant aucune distinction.

Le radicalisme de l'interdiction se comprend facilement, parce que celle-ci ne s'adresse qu'à une catégorie spécifiée, celle des déments les plus profondément atteints, chez qui les lueurs de capacité recouvrée sont tout à fait rares. Qu'on les mette en dehors du commerce des transactions pécuniaires, c'est nécessaire. Mais il serait grave d'étendre le même système de déchéance radicale à tous les malades intellectuels qui font l'objet d'un traitement forcé, c'est-à-dire à ceux qui ont des lueurs de lucidité très fréquentes et qui constituent la règle.

Il ne faut donc pas supprimer avec la personnalité civile la capacité d'exercice des droits qui subsiste chez une foule d'individus qui en réalité, ne sont que des demi-incapables. Ce serait, comme si, d'après les principes de l'école italienne, on devait interner par avance tous les demi-responsables, qui peuvent, à un moment donné, se livrer à des voies de fait et commettre un crime.

Le système d'incapacité de droit et de nullité radicale que nous combattons, est aussi réfuté par les aliénistes modernes qui sont partisans d'accorder à l'aliéné une demi-liberté. Il y a en effet une tendance

à accorder à l'aliéné, dans les moments de calme, une sorte de réadaptation à la vie sociale. Il faut que le malade à qui on rend une apparence de liberté, puisse vivre de la vie de tout le monde et faire quelques actes courants, dans une demi-capacité.

Le Conseil supérieur de l'assistance publique avait déjà accepté en 1902 sur le rapport de M. le Docteur Legrain (1), relatif à la convalescence des aliénés, le système de la demi-liberté, au cas de sorties provisoires dont nous devons dire un mot. La première partie de sa théorie consistait à admettre que, par le seul fait de l'aliénation, il y avait sans tenir compte des nuances, une incapacité radicale, modelée sur le système de l'art. 502. Tant que l'individu est enfermé, les médecins ne voyent pas d'inconvénients à admettre une déchéance absolue ; ils lui refusent, tant qu'il n'est pas mis dans une demi-liberté, une demi-capacité correspondante.

Cette opinion nous paraît erronée ; nous avons déjà dit que l'internement ne peut supprimer la capacité de celui qui y est soumis. Il peut y avoir un consentement à donner, une signature nécessaire à fournir. Si on l'a enfermé pour l'empêcher de donner ce consentement ou cette signature, il serait dangereux de ne jamais valider des actes passés en pleine capacité juridique.

Mais ce qu'il y a de nouveau dans le système émis au Conseil supérieur de l'assistance publique, c'est la demi-capacité accordée lors des sorties provisoires ou d'essai. Les médecins, se faisant les interprètes

(1) Bull. soc. législ. 1904, p. 437.

de la thérapeutique la plus récente, se refusent très énergiquement d'étendre le système radical de l'art. 502 au cas de sorties provisoires ou d'essai, considérant comme inconciliables le principe d'une demi-liberté, faite pour faciliter la réadaptation à la vie normale, avec celui d'une suppression absolue de capacité. Ils admettent, donc, que celui qui jouit d'une sortie d'essai peut faire quelques actes courants, et cela, au vu et au su de tout le monde; ils demandent, non sans raison, un élargissement de capacité et surtout le droit pour l'individu d'agir personnellement, droit qui lui est enlevé, chez nous, en matière de tutelle; et voici ce que, très ingénieusement, on avait proposé: restituer à l'aliéné, au cas de sortie provisoire, la capacité d'un mineur émancipé.

Les pouvoirs de curateur devaient être conférés à l'administrateur aux biens, de telle façon que l'aliéné pourrait faire valablement, seul, les actes de pure administration; pour les autres, ils seraient susceptibles d'être aussi accomplis par lui, mais avec l'assistance de l'administrateur, et, le cas échéant, avec les autorisations exigées par la loi.

Ce système se rapproche un peu de celui de l'interdiction pour faiblesse d'esprit, en droit allemand. Mais tandis que, là-bas, le système d'un pouvoir général de représentation reste compatible avec le système de demi-capacité; chez nous, le système de la tutelle est incompatible avec celui de la curatelle; la représentation pour autrui est séparée du système d'intervention et de gestion personnelle de la part du représenté. — Le droit allemand admet très bien, au contraire, que ces deux procédés puissent coexister et se combiner, parce que tout en maintenant chez le

représentant légal un pouvoir général d'administration et de représentation, il ne supprime pas, chez l'intéressé, le droit d'agir lui-même. L'interdit, en agissant seul, ne peut pas, contrairement à ce qu'il semble à priori, contrecarrer l'administration de son représentant légal, parce que les actes qu'il fait seul sont réduits au strict minimum et restreints à ceux qui ne lui nuiront jamais ni gêneront l'administration du tuteur. Ce sont, comme en droit romain, uniquement ceux qui font acquérir un droit sans contenir aucune charge, ni produire aucune obligation, ni aucune perte corrélatrice de ce droit. Pour tous les autres, il lui faudra l'autorisation de son tuteur. Mais ce système est insoutenable en droit français ! En restituant à l'aliéné pendant les sorties d'essai la situation d'un mineur émancipé, voulait-on maintenir le pouvoir général de représentation de l'administrateur, c'eût été organiser le conflit dans le domaine de l'administration courante ; voulait-on, au contraire, supprimer tout pouvoir de représentation chez l'administrateur, le réduire au rôle d'assistance d'un curateur, c'eût été bien plus impossible, car il est inadmissible que le demi-aliéné ait seul l'initiative de la gestion de ses biens.

Tel était le système ingénieux proposé en 1902. Jusqu'à la sortie provisoire, c'est le système de l'interdiction qui l'emportait ; aucun acte ne devait être valable. A partir de la sortie provisoire et tant qu'elle dure, l'incapable n'est plus qu'un demi-incapable, qui peut agir, comme le mineur émancipé, avec l'assistance de son curateur, c'est-à-dire de son administrateur aux biens.

Ce mécanisme purement légal n'avait rien de souple. Pour accorder des sorties provisoires, il faut être

bien sûr que l'individu dont s'agit est dans une situation mentale qui justifie ce relèvement de capacité. Sa capacité était totalement supprimée, le malade va la reprendre; il va agir lui-même et administrer ses biens. C'est au médecin à apprécier souverainement, à ce point de vue thérapeutique, l'utilité pour le malade de cette sortie d'essai. Or, cette mesure de mise en liberté va entraîner légalement une reprise de capacité. A quelles considérations obéira le médecin? ordonnera-t-il la sortie comme moyen curatif ou pour accorder pendant sa durée une capacité plus grande à l'aliéné? Selon qu'il sera poussé par l'une de ces deux préoccupations, il négligera l'autre et peut-être agira contrairement aux intérêts du malade.

Il arrivera fréquemment que l'on apprécie, exclusivement au point de vue de la capacité, ce qui devrait, au contraire, l'être au point de vue du traitement. La pratique exige autre chose.

Nous venons de voir ce qu'a de défectueux et d'impraticable le système de déchéance absolue de capacité. Nous voudrions, lorsqu'il ne s'agit pas d'un interdit frappé de déchéance, tout en empêchant aucun acte suspect d'être validé, que l'on respectât ce qui reste de raison, de liberté, chez le pauvre malade, confié aux soins de l'administration. Au point de vue médical, il y a là un intérêt de premier ordre; au point de vue social, du respect de la liberté individuelle et de la dignité humaine, l'intérêt n'est pas moins grand. C'est pourquoi nous admettrions volontiers un système de preuves et de présomptions, laissées à l'appréciation judiciaire, en un mot, un système de nullité relative.

§ II. — **Système que nous proposons sur l'incapacité
juridique de l'aliéné interné.**

D'après notre système, ce n'est pas seulement celui qui aura fait l'acte qui pourra agir en nullité: nous accorderions ce droit à son représentant légal. Si l'on devait attendre que l'aliéné fût rétabli à la tête de ses affaires, pour lui permettre d'agir en nullité, on constituerait vis-à-vis des tiers et à l'encontre du malade un système inadmissible. De plus, il peut se faire que cet aliéné ne revienne jamais à la raison. Il importe, pour ces motifs, que son représentant légal puisse agir à sa place et faire annuler l'acte. Mais, si l'aliéné vient à mourir, il est dangereux que l'action en nullité passe à ses héritiers. Il peut avoir fait avant sa mort tel ou tel acte en pleine connaissance de cause, qui menaçait quelque peu la famille, tel qu'une reconnaissance d'enfant naturel. Il ne faudrait pas permettre aux héritiers de faire annuler la reconnaissance, sans que l'intéressé fût admis à prouver l'état de capacité actuelle au moment de l'acte.

D'un autre côté, la tendance des spécialistes nous engage à constituer à l'aliéné pour les moments de calme une sorte de réadaptation à la vie sociale. Pour cela, il faut qu'il puisse vivre de la vie commune et faire quelques achats, quelques actes pécuniaires de nécessité courante. Il faut lui assurer un certain crédit, en accordant aux tiers intéressés le droit de faire tomber la présomption d'incapacité par la preuve contraire d'un état de capacité actuelle au moment de l'acte. Lors d'une sortie d'essai, l'administra-

teur aux biens pourra même, d'accord avec le médecin, mettre quelques fonds à la disposition du malade. En agissant ainsi, il confirmera la présomption d'un état de capacité partielle, opposée à la présomption légale d'incapacité: il facilitera la preuve du défendeur en nullité et contribuera, ainsi, à restituer au malade un crédit partiel et restreint, en lui rendant désormais la vie possible.

Quel est dans ses détails le mécanisme du système de nullité relative que nous admettons ? Il est basé sur un parallélisme qui semble concorder avec les nécessités de nos deux administrations successives.

Lorsque la folie augmente d'intensité et d'incurabilité, nous aggravons l'incapacité de l'aliéné, comme nous avons élargi les pouvoirs de l'administrateur. Pour la phase du début, celle qui correspond à l'administration provisoire, aucune présomption d'incapacité ne doit être attachée au simple fait du placement, car celui-ci n'entraîne pas une présomption d'état habituel de démence: il prouve seulement qu'il y a démence; or il n'y a que l'état habituel qui puisse fonder une présomption d'incapacité.

D'ailleurs, la constitution d'une administration provisoire est plutôt en faveur d'une crise passagère: le demandeur devra donc prouver l'état habituel de démence, car d'une façon générale, les conditions de l'action en nullité ne doivent pas être liées à la question de placement. Celui-ci a pu en effet être irrégulier; il peut ne s'être appliqué qu'à une crise passagère. Nous rentrons dans le droit commun, lorsque nous faisons de l'état habituel de démence, une fois prouvé, la base d'une présomption plus certaine d'incapacité. Dès que le placement aura duré quelque

temps, la preuve résultera de la durée du placement : en fait, la présomption de démence habituelle et la présomption d'incapacité qui en résulte, deviendront la réalité et le droit commun. Mais à l'inverse, pour le cas où la sortie aurait lieu à brève échéance, nous voulons que le demandeur en nullité établisse si l'état qui a justifié le placement n'est que temporaire ou constitutif d'un état habituel. Il est désirable que, dans la période du début, où l'on peut espérer une guérison, le représentant légal de l'aliéné, qui peut être un parent lésé par un acte quelconque du contractant et qui a le droit d'agir en nullité, trouve dans son exercice, des obstacles à la réalisation de son jeu intéressé. Cette preuve préalable de l'état habituel de démence ne sera un peu délicate à fournir, qu'au début du placement, c'est-à-dire dans la période où l'action en nullité peut être suspecte. Au contraire, lorsque le placement aura duré quelque temps, la preuve de la démence habituelle résultera de la durée du placement : l'administrateur n'aura qu'à alléguer la durée du placement pour établir l'incapacité de l'auteur.

Une fois la preuve de l'état habituel établie, il en résultera une véritable présomption légale imposée au juge, et aboutissant à la nullité des actes de l'aliéné. Devront être annulés, tous les actes pour lesquels le défendeur ne fait pas valoir, sous forme d'exception, la preuve d'un état transitoire de lucidité, la preuve que malgré l'état habituel, il y avait des retours passagers à la raison, et que c'est pendant un de ces moments de raison que l'acte a été passé.

D'après la science médicale, il n'y a pas d'intervalle lucide, tant que subsiste au fond l'état pathologique. Il n'y a que des degrés dans la démence, mais tant

que dure l'état habituel, c'est-à-dire l'état pathologique qui affecte les facultés cérébrales, il n'y a jamais retour à un état complet de normalité. De plus cet individu qui a repris une raison suffisante pour comprendre ce qu'il fait, est l'analogue d'une foule d'autres anormaux qui n'ont jamais été enfermés et que personne ne songe à protéger, dans le domaine de la vie civile. Il ne faut pas que les anormaux, mis sous la protection administrative, soient dans un état bien différent des autres anormaux qui courent le monde. On ne peut mettre à leur disposition qu'une présomption d'incapacité. On ne peut vraiment assimiler l'individu qui fait un acte, dans un intervalle lucide, à celui qui est et a toujours été d'une complète capacité. S'il n'y a pas d'intervalle lucide, il peut y avoir du moins des actes lucides c'est alors chaque acte en particulier et individuellement, que le juge devra apprécier et examiner, au lieu de valider en bloc tous les actes d'une même période intérimaire : agir autrement serait très dangereux.

Ce système de présomptions avec les preuves qu'il exige et celles qu'il admet en sens contraire, suffit à garantir tous les droits de l'individu, en écartant de lui tous les périls.

Lorsque l'administration définitive se constituera, le système de présomptions se modifiera aussi. La preuve préalable de l'état habituel de démence, désormais établie, sera supprimée purement et simplement. Cette facilité de preuve, ou plutôt cette absence de preuve d'incapacité, a pour fondement la constitution de l'administration judiciaire, qui impliquera la démence à l'état permanent. Bien que l'état habituel de démence soit établi par l'administration judiciaire

nous ne pouvons de même admettre le système radical de l'art. 502 du C. c., car il faut songer aussi aux lueurs de lucidité qui peuvent devenir fréquentes et garantir ce qui peut rester de liberté et de raison, chez le pauvre malade. C'est d'ailleurs surtout pendant l'administration judiciaire qu'auront lieu les sorties d'essai ; dès que la guérison se laissera espérer, il faudra tenter une sorte de réacclimatation progressive à la vie ; rendre possibles au malade certains actes courants, lui reconnaître un peu de crédit. Tout système de déchéance absolue, pendant cette période, serait un contre sens juridique et médical.

Enfin, en matière d'administration judiciaire, aucune publicité ne permettra d'avertir les tiers et justifiera la nullité de droit ; la publicité de fait résultant uniquement des mesures administratives prises à l'égard du dément est insuffisante, à elle seule, pour éclairer les tiers, il faut que ceux-ci, trompés par les apparences, aient une dernière ressource qu'exige l'équité, qu'ils puissent plaider l'état de lucidité au moment de l'acte et se prévaloir de cet état de capacité.

En résumé, le système d'appréciation judiciaire nous semble être pratiquement supérieur au système de l'incapacité absolue, parce que le médecin n'aura plus à se préoccuper des conséquences civiles de la sortie qu'il réclame. Ces conséquences, ce sera au juge à les déduire ; elles ne seront plus strictement attachées, comme un effet nécessaire, à la mesure thérapeutique qui va être prise. Tant que l'individu est enfermé, la présomption reste en faveur de l'incapacité. S'il est mis en liberté, mais sous surveillance, la présomption d'incapacité se relâche et les tiers savent

que, si, pour les actes courants, on venait contester la validité de l'acte, il leur serait facile de protester et de faire tomber la présomption d'incapacité, en lui substituant, sur le terrain des faits, une présomption contraire. La seule conséquence de la sortie sera de faciliter la preuve d'un retour à l'état de capacité partielle, à supposer que les actes passés par le malade, ainsi mis en liberté, soient attaqués par lui ou par son représentant. En accordant au malade une sortie provisoire, on lui a reconnu, au point de vue pathologique et psychologique, une capacité suffisante pour faire les actes indispensables à la vie courante.

La construction juridique de notre système consiste donc à établir deux degrés différents de capacité, suivant nos deux catégories d'administration. L'administration provisoire ne fonde encore aucune présomption d'aucune sorte ; elle ne fait que restituer le droit de poursuivre la nullité pour incapacité dérivant de l'état habituel de démence ; l'administration judiciaire, au contraire, dispense de cette preuve préalable et fonde une présomption d'incapacité susceptible de preuve contraire.

L'idée qu'il ne faut pas priver l'aliéné de toute capacité ; lui fermer complètement la vie des affaires, surtout quand se dessinent des retours à la santé, suggère, quant aux actes que l'incapable peut accomplir, un autre système d'incapacité qui a sa base sur la nature des actes juridiques. Il y a, en effet, certains actes juridiques particulièrement dangereux pour l'aliéné, et au sujet desquels il est toujours entouré d'embûches. Cette théorie est celle de l'objectivité. Elle consiste à valider les actes de pure administration,

parcè qu'ils rentrent dans la catégorie des actes les plus courants.

Ce système d'objectivité absolu a son origine dans le droit anglais (1). D'après ses données les plus anciennes on ne reconnaissait pas, en principe, qu'un majeur pût alléguer son état de folie pour faire annuler un contrat passé par lui ; on n'admettait pas d'incapacité de droit, fondée sur le fait d'un état habituel de démence ; donc aucune action en nullité pour incapacité. A ce point de vue objectif, on assurait le crédit, au risque de rendre les incapables victimes de leur propre état d'esprit. On assimilait ainsi les actes de l'aliéné à ceux du majeur ordinaire, tant qu'un dol ou une manœuvre frauduleuse n'était pas alléguée. Ce système trop absolu aboutissait à lèser les intérêts des incapables, en les mettant à la merci de tous les escrocs. Aussi, en arriva-t-on, tout en maintenant le principe, à admettre, pour les aliénés simplement placés, un tempérament à la règle ; on admit la preuve contraire de lucidité pour certains actes de caractère personnel. D'une façon générale, on ne reconnut l'annulabilité de l'acte d'un dément que lorsque le tiers avait eu connaissance de l'état mental de son co-contratant. La nullité était purement relative, réservée seulement à l'incapable et à ses représentants.

Ainsi, dans le système d'objectivité anglais, on n'analyse pas subjectivement l'acte de volonté ; peu importe son caractère pathologique ou psychologique. Un contrat existe par lui-même, indépendamment de l'esprit sain ou malade des parties. On doit le respecter, tant qu'aucune fraude n'existe de la part du tiers.

(1) Rapport Saleilles, séance 7 juin 1904. Soc. d'ét. législ. Bull. 1904, p. 447.

Une exception à cette règle existe en faveur de l'acte urgent et nécessaire, permis même à l'incapable, à condition toutefois qu'il rentre dans sa condition sociale et dans les limites de sa fortune. Il se caractérise par son objet concret et non par sa nature abstraite. Un même acte d'administration peut être pour l'un un acte normal et usuel, tandis que pour l'autre, il aura des caractères tout différents.

Pour maintenir ces actes courants et usuels, on appréciera leur objectivité relative et concrète, et non le degré de capacité ou de lucidité de l'individu. On validera un acte normal d'après des conditions objectives, parce qu'on ne doit protection aux incapables que dans la mesure où leur incapacité leur nuit, et non en tant qu'ils agissent comme tout le monde.

Avec le système fort ingénieux de l'objectivité relative, appliqué aux actes courants et usuels, on arrive à écarter tout acte ayant le caractère purement abstrait des actes d'administration, dont le maintien ne serait dû qu'à une rigidité mathématique.

Nous admettons, aussi, que tout acte normal, courant et usuel, devrait être constitutif d'une présomption de capacité à l'encontre de toutes les présomptions contraires, résultant d'un état de démence établi. Ce serait, d'après nous, au juge à apprécier cette présomption objective de capacité. Tous les actes présentant les caractères ci-dessus indiqués devraient être permis à l'aliéné jouissant d'une demi-liberté.

Il ne faut pas toutefois demander, comme certains l'ont fait (1) en discutant cette question, au cours des assemblées de la Société législative en 1904, que la loi

(1) Rapport, séance 9 juin 1904. Saleilles. Bull. Soc. lég., p. 443.

érige une échelle de présomptions trop différentes, d'après les deux phases du placement: notamment que la simple présomption d'incapacité, commençant avec l'administration provisoire, devienne avec l'administration judiciaire une présomption légale absolue, à la façon de celle de l'art. 502 C. c. Il ne faut pas que le seul fait de placement dispense de la preuve préalable de l'état habituel de démence, qui s'imposerait, au contraire, au cas d'administration judiciaire; malgré que l'administration définitive ait pour fondement une affection permanente et définitive, il ne faut pas enlever radicalement à l'aliéné toute capacité juridique, notamment en matière de sortie provisoire. Rien n'oblige d'ailleurs que l'état du malade au cas où il aura un administrateur judiciaire, doive être le même que s'il était interdit; car, la constitution de l'administration judiciaire doit porter sur le caractère de permanence de l'état pathologique et non sur le degré d'intensité de l'incapacité; sur ce point, la capacité juridique de l'aliéné dans la phase définitive, peut ne pas différer grandement de ce qu'elle serait dans la phase de début.

L'administration judiciaire n'implique donc nullement une incapacité plus profonde; elle n'est fondée que sur la nécessité de modifier une situation qui se prolonge, et d'élargir en même temps les pouvoirs de l'administrateur.

La preuve de l'affection mentale installée à l'état permanent est faite par l'administration judiciaire, c'est tout ce que l'on peut dire. Au lieu de rapprocher l'administration judiciaire de l'interdiction, pour la soumettre au même régime d'incapacité, nous serions plutôt tentés d'en faire le prolongement de l'adminis-

tration provisoire, et demander que, sauf une preuve en moins, le régime de capacité partielle reste le même.

Ce système est juste et équitable. Il ne faut pas que les tiers de bonne foi, qui ne sont pas en faute, puisque l'administration judiciaire ne constitue aucune publicité légale, ne puissent faire valoir l'état de lucidité de leur co-contractant, au moment de l'acte. Quant à ceux qui agissent en pleine connaissance de cause avec le dément, qui sont de mauvaise foi, leur situation n'est pas intéressante; les premiers savent qu'ils courent de grands risques en contractant avec un incapable et s'ils persistent dans leur volonté, c'est qu'ils y trouvent un intérêt; les seconds, auteurs de manœuvres frauduleuses, ne seront que justement victimes de leur mauvaise foi.

Mais, si l'on trouve notre système de garantie insuffisant, que l'on recoure à l'interdiction, lorsque l'état du sujet est de ceux auxquels on peut appliquer ce régime radical. A supposer que la famille s'y refuse, le ministère public pourra toujours prendre les devants et poursuivre l'interdiction, même s'il s'agit d'individu placé dans un établissement d'aliénés, qui n'est plus, dès lors, dangereux pour la sécurité publique; c'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation dans un arrêt du 23 juillet 1903 (1).

Nous voulons, en effet, maintenir, à côté de cette nouvelle réglementation de la capacité civile de l'aliéné, le système actuel de l'interdiction; il nous semble d'ailleurs excellent qu'il pût y avoir, au choix des familles ou de la justice, un double système d'in-

(1) Sir. 1904, 1-217.

capacité pour maladies mentales. L'un sera un système de présomption absolue, tel qu'il résultera de l'interdiction proprement dite ; l'autre sera un système de présomption simple, tel qu'il ressort de la loi de 1838, pour ceux qui, tout en étant placés dans un établissement d'aliénés, ne seront pas suffisamment incapables pour subir une déchéance intégrale de leur personnalité. Il faut laisser à ceux qui s'intéressent au sort de l'incapable, à sa famille, ainsi qu'à son représentant légal, le choix entre ces deux régimes, car, si l'administration judiciaire peut toujours s'appliquer à l'aliéné qui sera dans les conditions de l'interdiction, il s'en faut, inversement, que l'on puisse admettre que tout individu, atteint de maladie mentale, doive être interdit. Il faut garder l'interdiction comme ressource extrême, lorsque la nécessité d'une mesure plus radicale que l'administration judiciaire, s'imposera.

Peut-être arrivera-t-il un jour où l'on proposera la substitution générale d'un système d'individualisation à la théorie d'une présomption légale absolue. Mais, en attendant, il faut encore continuer et développer le système organisé et commencé par la loi de 1838.

Il ne reste plus, en améliorant ce précédent, qu'à lui donner une organisation juridique, qui lui a manqué jusqu'ici ; à laisser au juge le pouvoir d'apprécier l'incapacité de l'aliéné, d'après les considérations prévues par la loi.

Quoique partisan d'une adaptation du droit à la réalité, il ne nous semble pas qu'il faille supprimer d'un seul coup toute possibilité de substituer une situation nette, objective et radicale, à un système d'appréciation individuelle.

CONCLUSION

Nous pouvons appliquer à la législation sur les aliénés les paroles de haute sagesse que Portalis prononçait au sujet du Code civil, en nous demandant si l'on doit écarter tout ce qui est nouveau ou dédaigner ce qui est ancien.

« Nous avons respecté, disait cet éminent jurisconsulte, dans les lois publiées par nos assemblées, toutes celles qui sont liées aux grands changements opérés dans l'ordre politique ou qui, par elles-mêmes, nous ont paru évidemment préférables à des institutions usées et défectueuses. Il faut changer, quand la plus funeste de toutes les innovations serait, pour ainsi dire, de ne pas innover. On ne doit pas céder à des préventions aveugles. Tout ce qui est ancien a été nouveau. L'essentiel est d'imprimer aux institutions nouvelles ce caractère de permanence et de stabilité qui puisse leur garantir le droit de devenir anciennes. Nous avons fait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une transaction entre le droit écrit et les coutumes, toutes les fois qu'il nous a été possible de concilier leurs dispositions ou de les modifier les unes par les autres, sans rompre l'unité du système et sans choquer l'esprit général. Il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire; les lois doivent ménager les habitudes, quand ces habitudes ne sont pas des vices ».

Nous sommes moins sévère que Montaigne, qui voulait que tout réformateur des lois se présentât, la corde

au cou, devant le peuple assemblé, afin, sans doute, que, si l'innovation proposée n'était pas admise, justice fût aussitôt faite de son téméraire promoteur. Notre estime, car elle se justifie bien au fond, pour la législation sur l'aliénation mentale, n'est toutefois pas une admiration superstitieuse et nous sommes tout acquis à une révision et une refonte raisonnable et mesurée, qui saura introduire dans les textes les perfectionnements, dont ils sont susceptibles et dont une expérience quotidienne nous révèle l'opportunité.

Que le législateur intervienne, qu'il apporte aux textes primitifs, qui ne sont pas suffisamment protecteurs de la liberté individuelle et des intérêts pécuniaires des aliénés, les modifications qui ont obtenu l'assentiment de tous, d'après les progrès de la civilisation moderne et les lumières de la science médicale. Qu'il entreprenne de corriger les imperfections, de dissiper les obscurités que la pratique a révélées. Qu'il comble les lacunes que des besoins nouveaux ont manifestées et qu'il règle les formes d'activité qui se sont fait jour, et appellent une consécration législative.

C'est pourquoi la question des aliénés nous paraît devoir attirer, au plus haut chef, l'attention du législateur moderne. Il est urgent que les principes de droit naturel et de bon sens trouvent un écho dans des dispositions de lois applicables à tous ceux qui ne jouissent pas de leurs facultés mentales. Si l'homme arrivé à l'âge de responsabilité, le majeur a le droit strict de ne dépendre que de lui-même, s'il est complètement libre et responsable de ses actes, ce principe de droit commun cesse d'être applicable,

selon des cas plus ou moins variables, quand, quoique majeur, il n'est pas sain d'esprit. Le fou, pouvant devenir dangereux pour lui-même ou pour les autres, doit subir une séquestration tant, comme mesure préventive que comme traitement. Le fou est aussi un incapable inhabile à se conduire, à se protéger; il perd la faculté essentielle de l'homme, celle qui consiste à ne dépendre que de soi-même.

De là, les mesures exceptionnelles que la loi doit prescrire ou permettre de prendre. Ces mesures s'inspirent toujours d'une pensée de haute protection individuelle. Elles protégeront l'aliéné dans sa personne et dans ses biens, en le soumettant à un internement suffisamment justifié par son état de folie, pendant lequel il sera entouré de tous les soins admis par la thérapeutique moderne; il subira, pendant le même temps, et proportionnellement à la durée de son séjour à l'asile, une incapacité juridique pour les actes de la vie civile, afin que le résultat de son activité intellectuelle corresponde en droit, autant que possible, à son état de fait au moment de l'acte. Aussi avons-nous admis qu'en matière d'aliénation mentale tout devait être relatif. C'est; d'après nous, le meilleur moyen d'arriver à une solution conforme à la nature des choses.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Avant de terminer ce travail, jetons un coup d'œil sur la législation des pays voisins, au point de vue du régime et de la situation juridique de l'aliéné. Nous envisagerons à part, pour chacune d'elles, les dispositions relatives, d'une part, à la capacité civile, et d'autre part, les mesures dont l'internement fait l'objet.

ALLEMAGNE — La législation allemande sur l'aliénation mentale est contenue, aujourd'hui, dans le Code de Procédure de 1877, pour la procédure de l'interdiction, et dans le nouveau Code civil promulgué, le 18 août 1896, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1900, en ce qui concerne la capacité civile de l'aliéné, interdit ou non.

Tout d'abord, signalons les dispositions des articles 827 et 829 du nouveau Code, sur la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle des aliénés, en général. Ces articles sont ainsi conçus :

Art. 827 : « Celui qui, en état d'inconscience ou dans un état de trouble maladif de l'activité intellectuelle excluant la libre détermination de la volonté, cause du dommage à une autre personne, n'est pas responsable. Si, par des boissons alcooliques ou par d'autres moyens, il s'est placé dans un état de cette espèce, il est responsable du dommage qu'il cause injustement dans cet état, de la même manière que s'il était coupable de négligence ; la responsabilité n'a pas lieu, s'il a été mis dans cet état sans sa faute. »

L'art. 829 ajoute que celui qui, « en vertu de l'art.

827, n'est pas responsable du dommage qu'il a causé, doit néanmoins, en tant que la réparation du dommage ne peut être exigée d'un tiers obligé de le surveiller, réparer le dommage dans les limites où, d'après la position de l'intéressé, l'équité réclame une indemnité. Toutefois, cette obligation n'a pas lieu dans les cas où elle aurait pour résultat de le priver des ressources, dont il a besoin pour son entretien, selon sa position sociale et pour l'accomplissement de ses obligations alimentaires. »

Les rédacteurs du Nouveau Code ont, dans une certaine mesure, tenu compte de la théorie, appelée en Allemagne : théorie de l'obligation basée sur la cause (*Causalhaftung*), d'après laquelle, il suffit que le fait du débiteur soit cause du dommage, pour entraîner à sa charge une responsabilité pécuniaire. Elle s'oppose à la théorie traditionnelle de l'art. 1382 du C. c. français, qui fonde les conséquences de la responsabilité sur l'idée de faute (*Culpahaftung*). Les Allemands ont innové sur ce point et ont admis un système tout à fait équitable.

En ce qui concerne l'interdiction, l'art. 6 applique cette mesure de protection : 1° à celui qui, par maladie mentale, est dans l'impossibilité de gérer ses affaires ; 2° à celui qui, par sa prodigalité, s'expose lui et sa famille à tomber dans l'indigence ; 3° à celui, enfin, qui, par ivrognerie, est dans l'impossibilité de gérer ses affaires et compromet la sûreté d'autrui.

L'interdiction, d'après les lois allemandes, s'étend même aux étrangers, qu'ils aient leur domicile ou seulement leur résidence en Allemagne (art. 8). Les effets juridiques de l'interdiction sont déterminés par des dispositions éparses dans le Code.

L'interdiction entraîne l'incapacité de contracter (art. 104). Celui qui est interdit du chef de faiblesse d'esprit ou qui a été placé sous tutelle provisoire, est assimilé au mineur de 7 ans (art. 114). Il n'a qu'une capacité restreinte ; il doit avoir le consentement de son représentant légal pour toute déclaration de volonté autre que celle qui lui procure un avantage juridique (art. 107).

Lorsque le mari est interdit, la femme peut demander en justice la cessation de l'administration et de la jouissance exercée par le mari (art. 1418, § 3). Dans le cas de séparation de biens (art. 1428), si le mari est interdit et que l'entretien qu'il doit fournir à sa femme, n'est pas assuré, celle-ci peut retenir, pour en faire emploi elle-même, la contribution aux dépenses du ménage, dans la mesure où cela est nécessaire pour son entretien.

L'interdit ne peut être, sous peine de nullité, tuteur d'un mineur, ou membre d'un conseil de famille (art. 1780). Si le tuteur ou un membre du conseil de famille deviennent interdits, leurs fonctions cessent immédiatement (art. 1885).

Le majeur interdit reçoit un tuteur (art. 1896 et 1897). C'est le père qui doit être appelé le premier, puis la mère (art. 1900). La femme mariée peut être tutrice de son mari, sans l'assentiment de celui-ci et avant les père et mère.

Le tuteur ne doit prendre soin de la personne de l'interdit que si le but de la tutelle l'exige (art. 1901).

Quand le père est nommé tuteur de l'interdit, il n'est pas désigné de subrogé tuteur. Il jouit de certaines dispenses, lorsqu'elles compromettraient son intérêt. Mais, il faut nommer un subrogé tuteur à la

mère tutrice, si elle en fait la demande ou qu'elle soit dans un cas où l'on doive lui donner un conseil (art. 1903 et 1904). Le conseil de famille est constitué comme pour le mineur ; le père ou la mère n'ont pas le droit de prendre des dispositions pour son institution (art. 1905).

Le majeur interdit peut être placé sous tutelle provisoire, quand le tribunal des tutelles l'estime ; cette mesure prévient un péril grave qui menacerait sa personne et ses biens (art. 1906). Les dispositions relatives à la vocation de la tutelle, sont inapplicables à la tutelle provisoire (art. 1907). Celle-ci doit être levée par le tribunal quand le pupille n'a plus besoin de la protection tutélaire ; elle prend fin avec le désistement ou le rejet de la demande en interdiction, ou lorsqu'un tuteur a été institué à raison de l'interdiction (art. 1908).

Quand un individu est non interdit, mais [que par suite d'infirmités mentales, il est dans l'incapacité de soigner ses affaires, il peut recevoir un curateur (art. 1910).

D'après l'art. 2229, l'interdit n'a pas le droit de faire un testament. Son incapacité commence dès le dépôt de la demande sur le fondement de laquelle l'interdiction est prononcée. Toutefois les art. 2230 et 2253 disposent que, lorsqu'un interdit a fait un testament avant que la décision prononçant l'interdiction fût devenue inattaquable, l'interdiction n'empêche pas la révocation du testament, si l'interdit est décédé avant cette décision.

L'art. 1325 déclare nul, le mariage contracté par l'un des époux qui, à l'époque de la conclusion, était en état d'inconscience ou de trouble passager de l'activité intellectuelle.

Telle est la situation juridique de l'aliéné en droit allemand. Comment arrive-t-on à prononcer contre lui l'interdiction ? La réponse se trouve dans les articles 593 à 620 du Code de Procédure de 1877, encore en vigueur (1).

C'est le tribunal du baillage qui prononce cette mesure de protection. La demande peut être formée par le conjoint, un parent ou le tuteur de l'aliéné. Le même droit appartient aussi au ministère public.

La demande doit contenir les faits à l'appui et les moyens de preuves. Le malade est interrogé personnellement, soit par le tribunal, soit par un juge délégué, en présence d'experts.

Le tribunal ne peut prononcer l'interdiction, avant d'avoir entendu l'avis d'experts sur l'état mental de l'individu. La décision rendue est signifiée d'office au demandeur et au ministère public. Si elle prononce l'interdiction, elle est aussi notifiée à l'autorité pupillaire et au tuteur légal. L'interdiction produit son plein effet, à partir de la notification de la décision à l'autorité pupillaire.

La décision qui rejette l'interdiction peut être attaquée, par voie de recours immédiat, par le demandeur ou le ministère public. Celle qui l'a prononcée peut l'être par voie d'action, dans le mois, par l'interdit, son tuteur, son conjoint, un parent ou le ministère public. Le délai court, pour l'interdit, du jour où il a eu connaissance de l'interdiction ; pour les autres personnes, de la nomination du tuteur, et dans le cas de tutelle légale, de la notification de la décision au tuteur légal.

(1) Voir M. Lehr : traité de droit civil germanique t. 2, n° 1360 et s.).

C'est le tribunal régional, dont relève celui de bail-
lage, qui est seul compétent pour connaître de l'ac-
tion.

Lorsque l'action dirigée contre la décision qui pro-
nonçait l'interdiction, est jugée bien fondée, la déci-
sion est annulée. L'annulation ne produit son plein
effet que du jour où le jugement a acquis force de
chose jugée. On ne peut se prévaloir de la décision
annulée pour contester la validité des actes antérieurs
du tuteur datif ou légal. Le tribunal, saisi du procès,
doit notifier à l'autorité pupillaire et au tribunal du
baillage, tous jugements rendus dans l'affaire.

La main-levée de l'interdiction est donnée par le
tribunal de baillage à la requête de l'interdit, de son
tuteur ou du ministère public. Si elle est rejetée, peu-
vent la provoquer par voie d'action, le tuteur ou, sur
son refus, un avocat avoué désigné *ad hoc*, ou, enfin,
le ministère public.

Quant à la législation sur l'internement des aliénés,
elle n'est pas unifiée, en Allemagne. Tenons-nous-en à
celle de deux principaux Etats, ceux de Bade et de
Hesse.

a) **Bade** (1). — Une ordonnance du 30 octobre 1895
(art. 1 à 5), régleme l'admission des aliénés et des
individus, atteints d'imbécillité, dans les établisse-
ments publics, privés ou dans les hospices privés ou
publics. L'admission comporte : 1° une demande
adressée par un des proches parents (ascendants, des-
cendants, conjoint, frère ou sœur), ou par le tuteur,
au bureau du district des domicile ou résidence ;
2° une déclaration écrite de ce bureau autorisant l'in-

(1) Voir Annuaire légis. étrang XXV, 1895, p. 222.

ternement. A défaut de proches ou de tuteur, l'autorité publique, dans la personne des représentants de l'assurance contre la maladie, les accidents ou l'invalidité, peut solliciter l'envoi du malade dans un établissement public d'aliénés.

L'admission peut avoir lieu, outre ces hypothèses, sur la décision : 1° du bureau de district, prise dans l'intérêt de la sécurité publique; 2° d'un tribunal, lorsqu'il estime qu'il y a lieu de mettre un inculpé en surveillance, ou qu'il agit comme juridiction pupillaire; 3° du ministère de la justice, lorsqu'il s'agit de détenus atteints de démence.

En cas d'urgence, l'admission provisoire d'un aliéné dans un établissement public peut avoir lieu sur la demande : 1° de proches ou du tuteur, lorsque les faits justifiant l'urgence ont été certifiés par le bureau ou le médecin du district, ou reconnus à la suite d'une enquête par le directeur de l'asile; 2° du bureau de district du domicile ou de la résidence de l'aliéné. L'internement permanent d'un aliéné dans un établissement hospitalier public n'est possible que sur l'avis d'un médecin attestant que les soins d'un autre établissement d'aliénés, ne sont pas nécessaires.

b) **Hesse** (1). — La loi du 11 juillet 1891 est venue corriger la législation antérieure qui ne protégeait pas les aliénés, idiots, épileptiques, aveugles, etc., parce que la commune reculait devant la dépense à faire, pour placer ces individus dans les établissements de la province ou du *Laudarmenverband*; tantôt parce que ces établissements ne suffisaient pas à recevoir tous les sujets.

(1) Annuaire légis. étrang., 1891, p. 222.

La loi nouvelle met une partie des frais d'entretien et de cure à la charge de personnes plus considérables et plus riches que la commune : spécialement à la charge du cercle ; elle rend obligatoire, de facultatif qu'il était, pour chaque Laudarmenverband, le traitement des individus qui lui ressortissent et permettent aux cercles urbains ou ruraux, de créer, pour leur compte, des maisons de santé avec l'autorisation du président supérieur.

ANGLETERRE (1) - Relativement à l'interdiction, les aliénés, dans la législation anglaise, sont désignés sous le nom de lunatics. Une loi, qui remonte à 1324, forme le droit commun ; personne ne peut être privé de la libre disposition de ses biens qu'en suite du verdict d'un jury composé de 12 hommes, au moins, qui a constaté par une enquête *de lunatico inquirendo*, faite devant un *master in lunacy*, soit l'état d'aliénation du malade, soit la présence d'un certificat d'un *master in lunacy*, lorsque l'état est patent. Les sourds-muets, aveugles de naissance, sont réputés, de plein droit idiots. Mais les faibles d'esprit, dont l'état n'est pas de nature à justifier un verdict ou un certificat d'insanité proprement dit, ne sont ni privés de leur liberté de disposition, ni protégés contre l'abus qu'ils pourraient en faire, sauf le cas où la partie adverse aurait frauduleusement spéculé sur leur état pour en obtenir un contrat ; rien ne les empêche, d'ailleurs, de remettre leurs immeubles entre les mains de *trustees*.

La protection de la personne et des biens des aliénés étaient, au début, assurées par le lord Chancelier, qui

(1) Voir M. Lehr, *Eléments de droit civil anglais*, n° 75 à 80,

représente le souverain ; depuis, un warrant de la reine, de 1853, désigna à ces fonctions, des juges de la haute cour, choisis par le souverain (*masters in lunacy*).

Une fois l'aliénation mentale constatée, le chancelier ou les magistrats qui le représentent, instituent une commission d'amis ou de parents (*committée*) pour veiller sur la personne et les biens du malade. C'est, généralement, l'héritier présomptif qui est proposé à l'administration de la fortune, au nom de ce *committée*, à charge d'en rendre compte.

La surveillance des aliénés et la manière dont ils sont traités, sont confiées à d'autres fonctionnaires ; les *visitors in lunacy*, qui désignent un tuteur à la personne et un tuteur aux biens. Le tuteur à la personne peut faire soigner le malade dans un asile ou chez un étranger, dans la maison de l'aliéné ou dans sa propre demeure. La loi du 18 août 1882 leur prescrit de visiter, au moins une fois par semestre, ceux qui sont soignés ailleurs que dans leur domicile et, au moins quatre fois par an, pendant les 2 premières années de l'interdiction, ceux qui sont traités à domicile. Ils doivent se munir de tous les renseignements nécessaires sur la fortune de l'aliéné, et s'assurer s'il est traité selon ses ressources pécuniaires. Ils adressent un rapport à la chancellerie ; les *masters in lunacy* y donnent la suite qu'ils jugent opportun.

Les interdits ne peuvent valablement s'obliger ni disposer de leurs biens. Toute donation faite par eux est radicalement nulle. Poursuivis en exécution d'un de leurs actes, ils peuvent faire valoir leur état mental comme fin de non-recevoir.

Le mariage d'un aliéné est nul, s'il est contracté avant que le lord Chancelier ou la majorité de com-

mitée, qui lui sert de tuteur, ait déclaré qu'il a recouvré l'usage de sa raison.

Au point de vue de la capacité de l'aliéné, la doctrine anglaise la plus ancienne n'admettait pas, en principe, qu'un majeur pût se prévaloir de son état de folie pour faire annuler un contrat passé par lui : on ne distinguait pas entre l'état habituel et l'état actuel de démence ; on n'admettait pas l'action en nullité pour incapacité, à moins qu'un dol ou une manœuvre frauduleuse ne fût alléguée. C'est là le système d'objectivité absolue, d'après lequel le contrat existe par lui-même, indépendamment de la santé d'esprit des parties. Les dernières lois sur les aliénés, notamment le lunacy Act de 1890, ont mis à part les aliénés déclarés tels par voie judiciaire, lunatics so found by Inquisition, qui sont frappés d'une incapacité absolue.

Quant aux actes des aliénés non interdits, on appliquait le système d'objectivité, c'est-à-dire que l'on n'admettait l'annulabilité de l'acte que lorsque le tiers avait eu connaissance de l'état d'insanité de son co-contractant, ou qu'il était en faute de l'avoir ignoré. Cette nullité relative était réservée à l'incapable et à ses représentants. On admit, enfin, un tempérament à cette nullité relative, en ce sens que, même lorsque, le tiers ayant connu la situation mentale de l'aliéné, il s'est agi de pourvoir à ce qui est urgent et nécessaire, on reconnut valables les actes courants et normaux accomplis par le fou.

La loi du 29 mars 1890 (1) a eu pour objet de réglementer l'internement des aliénés, de les entourer

(1) Voir Annuaire lég. étr. 1890, p. 15.

de garanties contre la séquestration arbitraire ; de leur assurer un traitement rapide ; de sauvegarder leur patrimoine et de surveiller les asiles, en exigeant certaines conditions hygiéniques.

Tout individu qui ne sera pas un aliéné indigent ou reconnu tel après enquête, ne peut être interné dans un asile d'aliénés ou placé isolément en garde, sans un ordre d'admission délivré par le juge de paix, (art. 9) et à la requête de certaines personnes (art. 4 à 7). Il est exigé, pour l'admission, un double certificat délivré sur des feuilles séparées, par des médecins différents. Exceptionnellement, pour le cas d'urgence, l'internement peut avoir lieu à la requête du mari, de la femme, ou d'un parent. A cette requête est joint un seul certificat médical. L'internement n'est que provisoire.

L'aliéné, déclaré tel après enquête, peut être reçu dans tous les établissements affectés à son genre de maladie, ou placé isolément sur le vu d'une réquisition du curateur. Il peut, donc, être traité dans un domicile particulier, avec ou sans rémunération pour celui qui le soigne. L'Etat n'intervient pas quand le malade est placé chez un proche parent qui le traite gratuitement. Le domicile où est traité un aliéné est assimilé à un établissement privé. L'individu qui soigne, moyennant rétribution, un de ces malades, est tenu de remplir certaines obligations analogues à celles imposées aux asiles proprement dits. Il doit tenir un livret sur lequel sont inscrits l'état du malade, la date des visites reçues, la façon dont il est soigné. Ce livret est soumis à l'examen des inspecteurs de l'Etat, qui adressent un rapport au lord Chancelier : celui-ci, quand les soins lui paraissent

insuffisants, peut ordonner le changement de maison ou le transfert dans un asile.

Tout constable, tout officier d'assistance publique, qui apprend qu'un aliéné est mal soigné à domicile, doit, sous peine d'amende, en informer le juge de paix, dans les 3 jours. Celui-ci agit alors comme s'il était saisi par une requête régulière (art. 13) ; il peut, après enquête et examen du médecin, ordonner le placement d'office du dément dans un asile.

Il est à remarquer le soin particulier que prend la loi anglaise pour empêcher tout internement arbitraire. Elle réserve à tout aliéné le droit de demander à être vu par un juge. Si un malade non indigent a été interné sur ordre du juge, sans qu'il en soit fait mention dans l'ordre d'admission qu'il a été vu personnellement par ce juge, la loi lui permet de demander d'être amené devant un autre juge que celui qui a délivré l'ordre. Dans ce cas, le directeur de l'asile, ou la personne qui a la charge de l'aliéné placé à domicile, doit, dans les 24 heures, lui remettre une note écrite indiquant les droits que la loi lui confère et s'assurer s'il veut les exercer.

S'il manifeste l'intention d'user de ce droit, on doit lui présenter, dans les 7 jours de son admission, une déclaration conforme qu'il signe et qui est transmise de suite aux autorités de justice compétentes. Mais les autorités médicales peuvent empêcher l'exercice de cette faculté, en déclarant, dans les 24 heures, dans un certificat envoyé aux commissionners in lunacy, qu'elle lui serait préjudiciable.

Quant aux aliénés indigents, mais tranquilles, qui sont soignés à domicile, ils reçoivent la visite, tous les 3 mois, de médecins délégués par le *Board of guardians*,

Nul individu ne peut être maintenu dans un *workhouse*, à titre d'aliéné, à moins que le médical officer de ce *workhouse* ne certifie que cet établissement renferme des appropriations convenables pour le traitement des aliénés.

L'inspection et la surveillance des aliénés sont confiées aux commissionners in lunacy, aux visitors de la Chancellerie, aux commissions de direction des asiles et aux visiteurs des maisons pourvus de licence.

Les commissioners surveillent les aliénés placés isolement et font, sur eux, des rapports au lord Chancellor. S'ils apprennent qu'un individu est traité comme aliéné, sans l'accomplissement des formalités légales, ils peuvent obliger celui qui les soigne à leur envoyer des rapports médicaux, rédigés par un *medical practitioner*. Ils peuvent le visiter et réclamer des renseignements sur la gestion de ses biens.

Les articles 108 à 149 garantissent la fortune de l'aliéné: ils comblent une lacune de la législation antérieure, qui avait laissé sans protection tous les aliénés non soumis à la tutelle directe et personnelle du lord Chancellor. Aujourd'hui donc, l'action tutélaire du judge in lunacy s'exerce à l'égard de tout lunatic, tant qu'il y a intérêt à prendre des mesures conservatoires du patrimoine.

Il est à signaler une loi du 17 août 1901, apportant une modification importante au régime des aliénés, en Irlande. (1). Son art. 4 étend à ces nationaux la protection tutélaire de la personne et des biens. Elle est exercée soit par le Chancellor seul, soit par le Chance-

(1) Voir annuaire lég. étr. 1901. V^o aliénés.

lier assisté de juges à la cour suprême, soit par des juges de la dite cour.

BELGIQUE (1).—En ce qui concerne l'interdiction, la Belgique a conservé les dispositions du Code civil français.

La législation belge, sur les aliénés, est contenue dans la loi du 18 juin 1850, modifiée par celle du 28 décembre 1873.

Elle n'établit aucune distinction entre les établissements publics ou privés. Ceux-ci sont, en général, des entreprises organisées dans un but de spéculation. L'autorisation du gouvernement est nécessaire pour l'ouverture d'un asile (art. 1). Est considéré comme établissement d'aliénés, toute maison où est traité un aliéné. Les aliénés : ne peuvent en aucun cas être admis dans un hôpital ordinaire. L'autorisation n'est accordée que si l'asile satisfait aux conditions exigées par la loi, en ce qui concerne la salubrité des locaux, la séparation des sexes, le service médical et le cautionnement du directeur, qui garantit l'exécution de ses obligations (art. 3).

Nulle personne ne peut être sequestrée dans son domicile ou dans celui de ses parents, si son état mental n'est préalablement constaté par 2 médecins ; l'un est désigné par la famille, l'autre est choisi par le juge de paix du canton, qui doit faire au malade une visite au moins par trimestre. Le médecin de la famille adresse au juge un certificat tous les trois mois, tant que dure la séquestration.

Le placement peut être opéré soit d'office, en cas de nécessité par l'autorité municipale (collège des bourg-

(1) Voir annuaire législ. étrang. 1850 et 1873, et Pand. rép. v° aliénés.

mestres et échevins), soit sur la provocation de parents ou d'amis.

En cas d'urgence, le gouverneur statue, à charge par lui de soumettre sa décision à la députation permanente, lors de sa première réunion.

Lorsqu'il s'agit d'un interdit, le conseil de famille peut arrêter qu'il sera placé dans une maison de santé. L'admission comporte une demande du tuteur, accompagnée de la délibération du conseil de famille. Si l'aliéné n'est pas interdit, le placement a lieu sur la demande d'un parent ou d'une personne intéressée. La requête, constatant le degré et la nature des relations du signataire avec l'aliéné, doit être revêtue du visa du bourgmestre ou de la députation, ou, en cas d'urgence, du gouverneur ; elle doit être appuyée sur un certificat de médecin étranger à l'établissement, indiquant les particularités de la maladie. Avis de l'admission doit être donné, dans les 24 heures, aux fonctionnaires désignés à l'art. 10 de la loi de 1874, ainsi qu'aux proches parents.

L'internement doit cesser avec la maladie. Quand le médecin a déclaré sur un registre spécial que la guérison est obtenue, il doit en être immédiatement donné avis à l'auteur de la demande, au tuteur et aux proches parents.

Cinq jours après cette notification, la personne internée est mise en liberté. Si, dans ce délai, il est fait opposition à la sortie, la députation permanente statue (art. 13-16). Avant même la guérison obtenue, l'aliéné peut être retiré par ceux qui l'ont placé. En cas d'interdiction ou de minorité, ce droit appartient au tuteur, au curateur, à l'administrateur provisoire et au ministère public (art. 15).

Toute personne peut saisir l'autorité judiciaire d'un recours tendant à la mise en liberté; il y est statué par le président du tribunal en référé.

Au point de vue du droit civil, la loi belge reproduit textuellement notre loi de 1838. La particularité la plus notable consiste dans les pouvoirs de l'administrateur provisoire; celui-ci n'est pas exclusivement chargé de la gestion des biens; il est en même temps curateur de la personne. Il représente aussi l'aliéné en justice, mais avec l'autorisation du président du tribunal.

L'art. 34 reproduit notre législation sur la capacité de l'aliéné interné.

C'est à la Belgique que l'on doit le principe du patronage familial, incarné dans la colonie de Ghel. Là, les aliénés sont placés comme pensionnaires chez des particuliers, autorisés à les recevoir. Sauf prescription contraire, ils vivent en liberté, partageant même les travaux des familles.

Un règlement du 23 mai 1882 est venu prescrire des mesures relatives à la protection de la personne des malades, à leur entrée, à leur sortie, et aux conditions d'hygiène, de nourriture, réclamées par leur état.

ESPAGNE. — D'après le Code civil espagnol (1888-1889)(1) les déments ne peuvent être mis en tutelle qu'après avoir été judiciairement reconnus incapables d'administrer leurs biens (art. 263). L'interdiction peut être provoquée par le conjoint ou par l'un de ses successeurs. Le ministère public doit la requérir : 1^o quand il s'agit de fous furieux; 2^o s'il n'y a ni parents, ni successeurs pour la provoquer; 3^o si ceux-là ne veu-

(1) Lehr, élém. droit civ. espagn. 2^e partie, 1890, n^o 194-688.

lent la provoquer, ou s'ils sont mineurs. Dans ces cas, le tribunal nomme d'office un défenseur au dément. Avant de prononcer, le tribunal entend le conseil de famille et examine la personne qui doit être interdite. Les parents demandeurs ne peuvent assister au conseil, mais doivent être entendus, s'ils le désirent.

La déclaration d'incapacité doit se faire par un jugement (art. 218).

Les limites de la tutelle sont indéterminées. Elle est déférée: 1° au conjoint, non séparé légalement; 2° au père, ou à son défaut à la mère; 3° aux enfants; 4° aux aieuls, les mâles étant préférés aux femmes, la ligne paternelle à la ligne maternelle; 5° aux frères et aux sœurs non mariés, les germains devant être préférés aux utérins ou consanguins, les mâles aux femmes, les aînés aux cadets (art. 220),

A défaut de tutelle légale, la tutelle des interdits peut être déférée, comme celle des mineurs, par testament ou par le conseil de famille.

Les aliénés peuvent être mis en tutelle, alors même qu'ils aient des intervalles lucides.

Lorsqu'un dément prétend tester dans un intervalle lucide, le notaire charge deux médecins de l'examiner; il ne fait l'acte que si ceux-ci répondent de sa capacité, en relatant leur avis dans l'acte, et en le leur faisant signer.

ITALIE (1).— La législation sur les aliénés est contenue dans la loi du 14 février 1904, qui n'est que la reproduction du projet voté par le Sénat, le 31 mars 1903.

L'art. 1^{er} décide que tout aliéné, dangereux pour lui-

(1) Voir bulletin soc. légis., 1904, p. 258.

même, ou pour autrui, ou produisant un scandale public, doit être traité dans un asile, quand il ne peut être convenablement soigné au dehors.

Le traitement dans un domicile privé peut être autorisé par le tribunal, sur la réquisition du procureur du roi. Dans ce cas, la personne qui le reçoit et le médecin, assument toutes les obligations du règlement.

L'admission d'un aliéné dans un asile est requise par les parents, le tuteur ou par une personne quelconque, dans l'intérêt du malade ou de la société. Elle est autorisée provisoirement par le prêteur, sur la présentation d'un certificat médical et d'un acte de notoriété; définitivement, par le tribunal, en chambre du conseil, sur la réquisition du ministère public, après une période d'observation qui ne peut excéder un mois. Un local spécial est affecté à ceux qui entrent provisoirement.

L'autorité locale, en cas d'urgence, peut aussi ordonner l'entrée provisoire, d'après un certificat médical, à condition d'en référer, dans les 3 jours, au procureur.

Si le tribunal n'admet pas définitivement l'aliéné, il peut lui nommer un administrateur provisoire qui lui servira de représentant légal, jusqu'à ce que l'on prononce l'interdiction.

La sortie (art. 3) de l'aliéné guéri est autorisée par décret du président du tribunal, sur requête du directeur de l'établissement, ou des personnes désignées à l'art. 1^{er}, ou de la députation provinciale. Sur la réclamation des intéressés, le président peut ordonner une expertise: contre le décret du président, le recours au tribunal est admis.

Le directeur de l'établissement peut ordonner la sortie à l'épreuve de l'aliéné qui aura atteint un certain degré de guérison ; il en donne avis au procureur et à l'autorité de sûreté publique.

L'art. 4 fait mention de la surveillance et de la responsabilité du directeur de l'établissement ; l'art. 5 est relatif aux conditions de salubrité et de service intérieur des établissements.

L'art. 8 attribue au ministre de l'intérieur et aux préfets, la surveillance des asiles publics et privés. Dans chaque province, elle est exercée par une commission composée du préfet, du médecin provincial et d'un médecin aliéniste, nommé par le ministre. Des inspections périodiques doivent être faites, tant dans les asiles ordinaires que dans les domiciles particuliers.

L'art. 9 édicte des pénalités contre ceux qui auront transgressé la loi ; elles consistent dans la suspension ou la révocation des auteurs.

SUISSE. — Le droit commun sur la capacité et la protection des biens des aliénés est contenu dans la loi du 22 juin 1881 et dans le Code fédéral des obligations (art. 25 et s.). Mais, c'est surtout le droit cantonal qui régit la tutelle et l'interdiction.

Dans la plupart des cantons, l'aliéné est placé sous le droit commun de l'incapacité ; ses actes sont nuls, que leur auteur soit ou non interdit (art. 4). Les cantons déterminent dans quel cas l'individu sera privé de sa capacité civile (art. 5).

Les majeurs interdits ne peuvent s'obliger ou renoncer à des droits qu'avec le consentement de leur représentant légal. Mais, ils n'ont pas besoin de ce consentement pour intervenir dans un contrat leur con-

étant des droits, ou les libérant d'une obligation (art. 30).

D'après toutes les législations cantonales, la folie est une cause d'interdiction. Si elle n'est pas requise par le malade, son représentant légal ou ses parents, elle doit être prononcée d'office. Presque partout, l'aliénation entraîne l'interdiction complète, et les parents ont l'obligation, sous peine d'amende, d'informer l'autorité des cas de folie, qui nécessitent la mise en tutelle.

Dans tous les cantons de la Suisse allemande, les tutelles sont confiées aux autorités administratives, aux municipalités, soit de la commune du domicile, soit de la commune d'origine.

A *Neuchâtel*, *Vaud*, *Fribourg*, l'autorité tutélaire est la justice de paix. A *Genève*, c'est le conseil de famille.

La procédure d'interdiction a ceci de spécial, qu'elle fait intervenir une expertise médicale, à moins que les faits de démence ne soient notoires. *Berne* exige que la maladie soit attestée par une déclaration du malade ou par 2 médecins. A *Lucerne*, l'attestation de 2 médecins est de rigueur. S'ils ne sont pas d'accord, l'autorité sanitaire locale préavise; la municipalité nomme immédiatement le tuteur, si la personne à interdire le consent par déclaration écrite. Dans le cas contraire, elle le nomme néanmoins, si l'expertise médicale établit clairement que la personne est incapable d'administrer sa fortune.

L'interdiction est prononcée à *Argovie* et à *Bâle*, par le tribunal du district; à *Vaud* par le juge de paix; à *Neuchâtel* par l'autorité tutélaire.

Le plus souvent, le tuteur est nommé par l'autorité

tutélaire inférieure, sauf à *Schaffhouse* et en *Argovie*, où la décision doit être confirmée par l'autorité supérieure; à *Zurich* et *Berne*, c'est l'autorité supérieure qui le désigne.

L'interdiction ne sort ses effets, vis-à-vis des tiers de bonne foi; qu'après sa publication. A l'égard des autres et de l'interdit, elle peut sortir ses effets dès le jour du jugement.

La façon d'administrer la fortune de l'interdit est la même que celle prescrite à tout tuteur.

Le tuteur doit prendre soin de la personne de l'aliéné, le représenter dans tous les actes, et administrer ses biens.

A *Vaud*, le directeur d'un établissement, où est entré un aliéné, doit en aviser, dans 24 heures, le juge de paix de son domicile. Celui-ci pourvoit provisoirement à la conservation des biens de l'aliéné, en lui nommant un curateur. L'internement dans une maison de santé doit être autorisé par le commissaire de surveillance, sur la demande des parents et sur la production d'un certificat médical.

A *Neuchatel*, la gestion des biens ne s'applique qu'aux aliénés internés. C'est le procureur général qui fait désigner aux personnes non interdites, un curateur d'office par le juge de paix. Il veille à ce que la curatelle cesse avec la folie. Le Code civil est, au surplus, applicable au curateur (1).

Genève (2) est régie, quant à l'internement des

(1) Voir Comm. de Burckhardt, prof. à Lausanne. *Bull. Soc. lég.* 1904, p. 251.

(2) *Ann. Soc. lég. étrang.* 1895, p. 522.

aliénés, par la loi du 25 mai 1895. Son art. 1^{er} constate qu'elle est applicable à tous les aliénés résidant dans le canton de Genève, et à tous ceux de nationalité genevoise, quel que soit le lieu de leur résidence.

Elle s'applique à toute personne, dont l'état mental compromet la sécurité, tranquillité ou démence.

L'aliéné peut être soigné dans des établissements publics, ou privés, ou à domicile.

La loi oblige quiconque donne asile à un aliéné, à en faire la déclaration à l'autorité de police.

Les établissements privés sont soumis à la surveillance de l'Etat qui peut, en tout temps, en ordonner la fermeture. C'est un devoir pour l'Etat d'intervenir auprès des autorités étrangères, pour la protection des nationaux aliénés résidant hors du canton.

De même doit-il aviser l'autorité consulaire du pays dont le malade, interné dans le canton, est ressortissant.

Nul internement ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité de police. En cas de danger imminent, cependant, le directeur d'asile peut recevoir un malade qui ne serait pas accompagné d'autorisation, mais, à charge d'en référer dans les 24 heures à l'autorité.

Les placements d'office sont ordonnés par l'autorité, sur le vu d'une attestation médicale, datant de moins de 8 jours; ils sont demandés par la famille, le malade ou ses amis.

Tout placement est provisoire à l'origine; il ne peut dépasser 3 mois. Le service médical de l'asile doit établir un rapport circonstancié sur le vu duquel le Conseil de surveillance ordonne la prolongation ou

la non-prolongation du traitement. L'autorisation est renouvelable tous les 6 mois.

C'est le préfet de police qui prononce la sortie; elle peut n'être que provisoire; elle devient définitive si, dans le mois qui l'a suivi, la malade paraît guéri.

Quant aux biens, la loi genevoise admet, en principe, le régime de l'interdiction. Mais, avant que la capacité de l'interné soit restreinte, il faut qu'une période de 3 mois, depuis son entrée à l'asile, se soit écoulée; pendant ce temps, l'aliéné n'a pas de représentant légal. Après, le procureur général doit requérir, d'office, du tribunal, la nomination d'un administrateur provisoire, si elle n'a pas été demandée par les parents ou le conjoint de l'aliéné. La durée des pouvoirs de cet administrateur ne peut excéder deux ans; si, à cette époque, l'aliéné n'est pas guéri, il doit être interdit.

Le représentant provisoire est surveillé par le conseil de surveillance, auquel il doit rendre compte de sa gestion et qui peut le révoquer. Dans le mois de son entrée en fonction, il doit procéder à un inventaire. Il peut faire tous les actes d'administration et de conservation. En cas de doute, il doit en référer au tribunal.

Il fait pour le compte de l'aliéné tout ce que celui-ci ne peut accomplir, à raison de son internement. Pour les actes de disposition, il doit être autorisé du tribunal.

La surveillance des aliénés est assurée par le procureur général, et, par un rouage nouveau, le Conseil de surveillance des aliénés. Composé de 5 membres, celui-ci doit visiter les asiles, se préoccuper de la personne et des biens des malades, provoquer toutes

mesures les intéressant. Il veille, notamment, à la régularité des entrées et facilite les sorties.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU :

LOUIS-LUCAS.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 22 mai 1906,

Le Recteur,

E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

THÈSES

- AUSTRY. — Toulouse 1889. — La condition de la personne physique des aliénés.
BRUNET DE LA GRANGE. — Poitiers 1903. — Nullité des actes des Aliénés.
FAIDIDES. — Paris 1898. — Le régime des Aliénés.
FUSIER. — Grenoble 1886. — La capacité juridique et la liberté individuelle.
HUBERT. — Paris 1902. — Protection légale des aliénés en France.
LAMBERT. — Paris 1889. — La condition de l'aliéné.
LE BACHELEY. — Caen 1898. — Condition civile des aliénés non interdits.
LÉGER. — Paris 1899. — Régime administratif des aliénés et réformes projetées.
LEBEL. — Paris 1889. — Condition des aliénés en Droit Romain et en Droit Français.
MASSERAN. — Nîmes 1904. — Liberté de l'acte juridique et de ses limites.
PORET. — Rennes 1898. — Régime des aliénés et liberté individuelle.
SEMELAINNE. — Paris 1895. — La capacité en Droit Romain des aliénés.

AUTRES OUVRAGES

- ACCARIAS. — Précis de Droit Romain.
Annuaire et Bulletins de la Société de législation étrangère (1889 à nos jours).
AUBRY ET RAU. — Droit Civil Français, 4^e édit., tome 1, 4, 5, 6 et 7.
BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité de Droit Civil, 2^e édit., t. 1 et 8^e édit.
BEUDANT. — Droit Civil. — Des personnes, t. 2.
BULLETINS DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES LÉGISLATIVES. — (1904 et 1905) — 5^e question.
COLMET DE SAUTERRE. — Droit Civil, t. 2.

COLLECTION DES CODES ETRANGERS. — (Code civil).

Corpus Juris Civilis.

DALLOZ. — Code civil annoté (1873, 1900) T. I. V^o Interd etc.

Répertoires et Suppléments.

Recueils périodiques de jurisprudence.

DEMOLOMBE. — Cours de Droit civil ; t. 1, 8, 24.

FENET. — Travaux préparatoires du Code civil — Volume X.

FUSIER-HERMANN. — Code civil annoté (1885, 1900) t. 1 et

Supp. Fasc. 1.

Répertoire général alphabétique du droit français.

GIRARD. — Manuel de Droit romain.

GRANDE ENCYCLOPÉDIE (1a).

HUC. — Commentaires du Code civil, t. 3 et 6.

LABORI. — *Gazette du palais*. — Répertoire encyclopédique du droit français.

Tables quinquenales.

LAURENT. — Principes du Droit civil, t. V.

LEHR. — Eléments du droit civil anglais, Paris 1885.

Eléments de droit civil espagnol, Paris 1880-1890.

Eléments du droit civil germanique, Paris 1875.

LOCRÉ. — Code Civil, t. 3.

PANDECTES FRANÇAISES. — Répertoire alphabétique (V^o aliénés -- Interdiction, Conseil judiciaire) — Tables décennales — Pandectes chronologiques.

PETIT. — Droit romain.

PLANIOL. — Droit civil, t. 1. 3^e édition.

REVUE TRIMESTRIELLE DU DROIT CIVIL.

SALEILLES. — Théorie général de l'obligation d'après le Code civil allemand.

SAGLIO. — Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines.

SIREY. — Recueil des Lois et Arrêts.

VIOLET. — Histoire du Droit français.
